

L'AUTORITÉ HISTORIQUE

DE

PHILIPPE DE COMMYNES

I.

Près de cent vingt éditions¹ publiées au cours de trois siècles et demi, sans parler de traductions en langue latine, anglaise, allemande, italienne, espagnole, suédoise et hollandaise, voilà pour les *Mémoires* de Philippe de Commines des titres de noblesse singuliers et la marque certaine d'un succès persistant. Si, de plus, on considère que l'ouvrage est de ceux qu'une catégorie restreinte de lecteurs peut complètement apprécier, la conclusion qui s'impose d'abord est qu'il faut bien qu'une faveur aussi constante ait pour cause une valeur indépendante de toute mode et telle que les défauts de l'œuvre passent au second plan. Pourtant ils existent, et, pour ne mentionner encore que ceux qui frappent à première vue, il faut bien reconnaître que si les *Mémoires* se signalent, comme on l'a dit, « par un parler jeune et plein de fraîcheur, » s'ils sont égayés par une ironie légère, par un sentiment inconscient du pittoresque, par l'absence complète de toute « manière, » les longueurs y abondent, la trame de la composition est relâchée et les négligences de style sont si fréquentes qu'on peut soupçonner l'auteur de ne s'être jamais lu. Interrompue constamment par des incises, parfois même inachevée, la phrase de Commines déses-

1. Cent vingt-trois, si on en croit Ferd. Van der Haeghen, qui a consacré la plus grande partie du tome V de sa remarquable *Bibliotheca belgica* à la description des éditions des *Mémoires* de Commines. Dans le nombre quelques-unes sont douteuses.

père l'éditeur et exerce la patience du lecteur, qui se voit contraint parfois de retourner en arrière pour renouer le fil brisé¹. Eh bien, malgré ce défaut évident, depuis l'année 1524, date de leur première apparition, les *Mémoires* ont été lus et relus par bien des générations successives sans que la faveur qu'ils rencontrèrent au début ait sensiblement diminué. Ouvrez la belle édition in-folio préparée par Denys Godefroy et qui fut imprimée au Louvre en 1649, ou celle en cinq volumes, si précieuse par ses preuves à l'appui, de Jean Godefroy, parue à Bruxelles en 1723, et vous admirerez la liste imposante des « éloges et témoignages » dont ces érudits ont enrichi leur travail. Juste Lipse, Guichardin, Montaigne, Jacques-Auguste de Thou, les Sainte-Marthe, Guillaume Colletet, Ronsard, d'autres encore se rencontrent dans une commune admiration. Ces témoignages, une voix toute moderne, celle de Sainte-Beuve, merveilleusement juste et modérée dans l'expression de son jugement, les a confirmés dans la causerie que l'auteur des *Lundis* a consacrée aux *Mémoires* de Commynes à propos de l'édition que M^{lle} Dupont en a donnée pour la Société de l'histoire de France de 1840 à 1847. « Tête saine et judicieuse, sens fin et sûr, plume curieuse, attentive, fidèle et si étrangère à un but littéraire, à un effet dramatique, » Sainte-Beuve accorde à Commynes toutes ces qualités. « Son récit, écrit-il encore, d'autant moins ambitieux qu'il ne le donnait qu'à titre de matériaux, est resté l'histoire définitive de ce temps, un monument de naïveté, de vérité et de finesse; l'histoire politique date de là. » Commynes est un homme de juste milieu; le gouvernement qu'il prône est celui qui fonctionne sans choc, « moyennant un sage équilibre des forces et des intérêts. » Il ne s'est pas laissé éblouir par les pompes guerrières des ducs de Bourgogne, ses premiers maîtres, et bien qu'en plusieurs occasions il ait fait bonne figure sur les champs

1. Cette cause d'obscurité, encore au xvi^e siècle, était commune ailleurs qu'en France. Dans l'avertissement placé en tête de sa traduction des *Histoires de Paul Jove* (Paris, 1582, in-fol.), Denis Sauvage explique que cet auteur, « soit qu'il l'ayt fait par une nature de coutume presque commune à tous Italiens écrivant en leur langage, ou bien par affection de plus grande majesté à ses escripts, est plein de ces longues clauses entremeslées que nous pouvons nommer suivant les Grecs *hyperbates*. » Pour dissiper ces ténèbres, Sauvage n'a rien trouvé de mieux que d'inventer « deux nouvelles marques de punctuations, » mais elles ne lui ont pas survécu.

de bataille, il ne dissimule pas son aversion pour l'*ultima ratio* des rois. « Point de bravade chez lui, point de fausse gloire ni de chevalerie prolongée; » il méprise presque autant la force brutale que la « bestialité » des princes incapables de conseil. Pour Comynnes, le monde est aux « sages, » c'est-à-dire aux habiles, et l'habileté suprême pour un prince est de ménager ses sujets afin de tirer parti au jour de la nécessité des ressources qu'ils seront d'autant plus disposés à lui fournir. « Comynnes devance les idées réformatrices des Vauban et des d'Argenson » et les considérations qu'il fait valoir sur le meilleur gouvernement (celui de l'Angleterre, à son avis) sont « du Montesquieu pris à sa source, au naturel¹. »

Il n'y a, on le voit, que peu de restrictions à l'admiration que Sainte-Beuve a professée pour l'œuvre de Comynnes². La question est de savoir si le critique des *Lundis* ne l'a pas jugée plus en littérateur qu'en historien; or, c'est précisément de ce dernier côté que sont venues des appréciations moins favorables. Quarante années à peine après l'apparition des *Mémoires*, l'annaliste Jacques Meyer appliquait à leur auteur, à propos d'un fait qu'il aurait inexactement rapporté, un jugement bien sévère : *Falsus in hoc ut in pluribus historicus*³. Un autre Flamand, Kervyn de Lettenhove, trois siècles plus tard, se montrait aussi peu indulgent pour Comynnes, et, dans le tome V de son *His-*

1. *Causeries du lundi* (7 janvier 1850), 3^e éd., 1857, t. I, p. 240-259. Sur les *Idées politiques de Comynnes*, voy. l'article de M. V.-L. Bourrilly dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. I, n^o 2, juillet-août 1899.

2. Mais pourquoi l'appeler « notre Machiavel, un Machiavel en douceur, sans en faire semblant? » Ce n'est pas très juste. Jamais le seigneur d'Argenton n'a recommandé en politique l'emploi de la fourberie. Il a conté, il est vrai, avec quelque malice et sans se montrer bien choqué, les « pratiques » auxquelles il s'est trouvé mêlé et les habiletés de son « bon maître » le roi Louis XI. Sa morale est faible, mais il n'est pas immoral. De même, s'il lui arrive de mêler un peu trop fréquemment le ciel à des considérations très terrestres, il ne faut pas, avec Sainte-Beuve, se demander s'il le fait avec une entière « franchise et si ce n'est pas pour mieux couvrir ses hardiesses et ses malices. » Non, Comynnes est un croyant, et son œuvre entière porte l'empreinte de convictions profondes. On peut ajouter que sa religion paraît avoir été moins puérile, moins mercantile que celle de beaucoup de ses contemporains. Que ne l'a-t-elle mieux défendu contre cet amour immodéré du gain, qui paraît avoir été son péché favori! En cela, il fut bien de son siècle, de tous le plus avide et le moins scrupuleux.

3. *Commentarii sive annales rerum Flandricarum libri XVII*. Anvers, 1561, in-fol., feuillet 364.

toire de Flandre¹, ne se faisait pas faute d'attaquer son impartialité. Au fond, ni l'un ni l'autre n'ont pardonné au transfuge de 1472 d'avoir déserté la cause bourguignonne pour celle de Louis XI, et cette rancune sensible rend quelque peu suspects les jugements qu'ils ont portés sur différents passages des *Mémoires*. Mais, depuis, d'autres accusations ont été produites et les critiques se sont précisées sous la plume d'érudits éminents qui se sont plus spécialement occupés du rôle que Philippe de Commyne a joué pendant la campagne de Charles VIII en Italie et des souvenirs qu'il a laissés sur cette mémorable expédition². L'un d'eux, M. de la Pilorgerie, a traité Commyne d'« annaliste envieux » et l'accuse d'avoir fait de Charles VIII « une espèce de monstre au physique, qui, entouré de son valet de chambre Étienne de Vesc et de Guillaume Briçonnet, réussit à traverser toute l'Italie, à y conquérir un royaume, à y prendre beaucoup de villes, à gagner une bataille célèbre, tout cela on ne sait comment, par une sorte de miracle³. » M. de Boislisle n'est pas moins sévère : après avoir, nous dit-il, aveuglé par leurs qualités littéraires plusieurs générations de lecteurs, les *Mémoires* ont été étudiés à la lumière des documents eux-mêmes et il a fallu reconnaître alors « à chaque page de cette œuvre décevante, comme dans chaque phase de la carrière de Commyne et de son existence privée ou publique, une absence constante des conditions qui sont indispensables pour faire œuvre d'historien, l'im-

1. Bruxelles, 1846-1850, 7 vol. in-8°. Cf. *Lettres et négociations de Philippe de Commyne*, par le même auteur, 3 vol. in-8°, Bruxelles, 1867-1874.

2. G. de la Pilorgerie, *Campagne et bulletins de la grande armée d'Italie commandée par Charles VIII*, 1494-1495. Nantes et Paris, 1866, in-12. — A. de Boislisle, *Notice biogr. et histor. sur Ét. de Vesc, sénéchal de Beauchaire*. Paris, 1884, in-8°. — H.-François Delaborde, *L'Expédition de Charles VIII en Italie, histoire diplomatique et militaire*. Paris, 1888, in-4°. Ces ouvrages, et en particulier les deux derniers, sont des travaux de grande valeur.

3. *Ouvrage cité*, p. xxiv. — Il est exagéré de dire que Commyne a fait de Charles VIII « un monstre de laideur. » Mais en réalité les descriptions des contemporains, aussi bien que le buste du Bargello, à Florence, le profil de la médaille attribuée à Niccolò Fiorentino et le calque de M. de Bastard, conservé à la Bibliothèque nationale, que M. Delaborde a reproduits dans son bel ouvrage, tous ces documents écrits ou figurés représentent Charles VIII comme un homme extrêmement laid et très mal bâti. Sur un corps chétif, il avait la tête assez forte, avec de gros yeux blancs saillants, un grand nez busqué retombant sur des lèvres épaisses et malsaines, continuellement entr'ouvertes et encadrées par une barbe roussâtre et mal plantée (Delaborde, *ouv. cité*, p. 244; cf. p. 220 et 241).

partialité, le désintéressement, le sens moral. » Par rancune ou par envie, cet auteur a « tantôt fait le silence sur les person-nages ou les faits les plus importants et tantôt porté en quelques lignes ou en quelques mots des verdicts de nature à détourner l'attention de la postérité¹. »

Ces citations suffisent pour donner la note, qui, on le voit, n'est rien moins que flatteuse. Il ne s'agirait même plus de recher-cher si Comynnes a mal vu les événements qu'il a racontés, mais s'il les a travestis de propos délibéré, si, pour des motifs inavouables, il a faussé les physionomies, noirci les caractères, si le premier en date des historiens modernes doit être définitive-ment rayé de la liste des témoins dignes de créance, si, pour tout exprimer d'un mot, ce qu'il dit lui-même de son ouvrage, « je l'ay fait le plus près de la vérité que j'ay peu et sceu avoir la souvenance², » n'est qu'un mensonge audacieux.

II.

Il est remarquable que le point décidément faible de cette œuvre tantôt si admirée, tantôt si décriée, soit celui que la cri-tique, celle des éditeurs des *Mémoires* comme celle de leurs détracteurs, s'est le moins appliquée à signaler. Car enfin, il faut bien le dire, Comynnes est, quant aux dates des faits qu'il rap-porte, d'une inexactitude fréquente et parfois peu explicable. Obser-vons d'abord, pour être juste, que nous ne possédons pas le ou les manuscrits originaux des *Mémoires* et que pas une ligne des copies qui en existent encore n'a dû être tracée du vivant de l'au-teur, d'où incertitude en ce qui concerne la paternité de certaines erreurs qui peuvent être le fait de scribes ignorants. Mais, cette réserve faite, on doit bien constater que les plus graves des négligences dont nous parlons font bien corps avec le contexte ou sont répétées à plusieurs reprises et que, pour en accuser d'autres que Comynnes, il faudrait supposer que son travail a été l'objet de remaniements considérables, et rien n'autorise cette hypothèse. L'auteur a pris soin, c'est vrai, d'expliquer qu'il n'assemblait ses souvenirs que pour fournir des matériaux à l'œuvre histo-rique qu'il souhaitait de voir écrire, en latin, à son savant ami,

1. *Notice citée*, p. 29 et suiv.

2. *Prologue*, éd. Dupont, I, p. 2.

le Napolitain Angelo Cato, archevêque de Vienne en Dauphiné de par la faveur de Louis XI, et il l'avertit expressément, dans son épître dédicatoire, qu'il « ne garde point l'ordre d'escrire que font les hystoriens ny nomme les années, ny proprement le temps que les choses sont advenues, » car ce serait, comme on dit, « parler latin devant les cordeliers¹. » Quoi qu'il en soit, s'il est des erreurs vénielles², des confusions qui peuvent s'expliquer par une rédaction rapide, il en est aussi qu'on est moins tenté d'excuser. Comment comprendre, par exemple, que Commynes, ancien chambellan du duc de Bourgogne, ait fait mourir Philippe le Bon une année trop tôt³ ou qu'il ait placé une année trop tard la conquête du pays de Gueldres par le duc Charles le Hardi⁴, ou encore qu'il ait oublié qu'en 1471 le dauphin Charles, fils de Louis XI, était né depuis une année⁵? On peut faire valoir à la décharge de Philippe de Commynes que, dans cette partie de ses Mémoires, écrite entre 1489 et 1492, il retraçait des événements déjà anciens; mais que dire d'erreurs plus frappantes encore que l'auteur a introduites dans la dernière partie de son œuvre, quand on sait que le récit qu'il a laissé de l'expédition de Charles VIII en Italie fut certainement rédigé deux ou trois ans seulement après l'événement! Il est inconcevable qu'un homme qui avait joué un rôle aussi considérable en qualité d'ambassadeur du roi à Venise à l'époque où se nouaient dans cette cité les intrigues qui aboutirent, le 30 mars, à la conclusion de la Ligue contre la France, ait placé toute cette négociation « avant que le Roy partist de Florence, » c'est-à-dire avant le 29 novembre 1494, tandis qu'elle eut lieu trois mois plus tard⁶. Non

1. Éd. Dupont, I, 229.

2. « Et me suffist de ne faillir point à la substance, et si je faulx aux termes, comme d'ung moys plus ou moins, les liseurs me excuseront, si leur plaist » (Ibid., 184).

3. I, 120; p. 114, Commynes a donné la vraie date, juin 1467.

4. I, 306.

5. I, 271.

6. Lorenzo Suarez de Mendoza, envoyé des souverains espagnols, débarqua à Venise le 5 janvier 1495; Ulrich de Lichtenstein, ambassadeur de Maximilien d'Autriche, le 15 février suivant; la mission extraordinaire du duc de Milan, Ludovic le More, le 4 mars. Or, à deux reprises (p. 414 et 417 du t. II de l'éd. Dupont), Commynes fait arriver ces personnages avant le départ de Charles VIII de Florence, bien que, par une contradiction étrange, il écrive qu'au moment de l'arrivée de ces agents à Venise, « la ligue était déjà si approchée » (p. 414). Cette observation prouve du reste qu'on a affaire en cet endroit non pas à une erreur volontaire, mais à une série de confusions.

moins étrange est une erreur relative à un événement contemporain du traité qu'Ymbert de Batarnay, seigneur du Bouchage, signa, au nom du roi de France, avec Ferdinand le Catholique à Alcalá de Henarès, le 24 novembre 1497. Commynes raconte qu'au retour de sa mission, du Bouchage « dict au roi qu'il avoit laissé mallade le prince de Castille, » fils unique de Ferdinand et d'Isabelle, et il ajoute que dix ou douze jours après son arrivée à la cour de France, le même du Bouchage reçut d'un héraut qu'il avait laissé en Espagne l'avis que la mission destinée par Ferdinand à apporter à Charles VIII l'instrument du traité se trouvait retardée par la mort du jeune prince, « dont les Roy et Royne faisoient si merveilleux dueil que nul ne le sçauroit croire¹. » Or, il n'est pas douteux que Don Juan ne fût mort dès le 4 octobre 1497, c'est-à-dire plus de six semaines avant la signature du traité d'Alcalá et le départ d'Espagne du seigneur du Bouchage.

Nous n'insisterons pas : on pourrait, en somme, relever dans le millier de pages qui composent les *Mémoires* de Commynes dans l'édition de la Société de l'histoire de France une trentaine d'erreurs de dates ou de fautes de calcul qui supposent des erreurs du même genre. Elles ne sont pas toutes également graves, mais elles témoignent chez l'auteur soit d'une mémoire affaiblie sur ce point spécial, alors que pour le reste elle était encore d'une merveilleuse précision, soit d'un certain dédain pour l'exactitude, surprenant de la part d'un esprit aussi bien pondéré que celui de Commynes. En tout cas, le lecteur averti devra tenir compte de ces *lapsus* pour les rectifier au passage².

III.

Ces erreurs en ont-elles entraîné d'autres et sont-elles accompagnées, dans les *Mémoires* de Philippe de Commynes, d'inexactitudes dans la manière dont les faits sont présentés, de jugements téméraires, de conclusions fausses? L'œuvre de Commynes, on le sait, se compose de deux parties distinctes, séparées, écrites à un intervalle de six à sept ans. La première est consacrée au

1. *Mémoires*, II, 578.

2. Nous nous sommes appliqué à les relever dans l'édition des *Mémoires* que nous préparons et dont le premier volume est sous presse. Cette édition critique paraîtra dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire* (Alph. Picard et fils, éditeurs).

récit des événements qui se sont déroulés sous les yeux de l'auteur entre le moment où, en 1464, il entra, jeune écuyer, au service de Charles, comte de Charolais, plus tard duc de Bourgogne, et l'époque où, devenu l'un des conseillers intimes du roi Louis XI, il le vit expirer, le 30 août 1483, au château du Plessis-lès-Tours¹. La deuxième partie des *Mémoires* traite de l'expédition de Charles VIII en Italie, de ses origines rapprochées et de ses suites jusqu'à la mort du jeune roi en 1498. Des faits qui se passèrent entre 1483 et 1494, c'est-à-dire pendant près de neuf années, période agitée, période sombre de l'existence de Commynes, pas un mot. La question est de savoir si de ce silence on a le droit de tirer, comme on l'a fait, un argument contre la sincérité de l'œuvre et d'accuser l'auteur d'avoir eu « bien soin » de ne rien dire des événements de 1483 à 1490 si compromettants pour son honneur? Pour répondre à cette question, il importe, croyons-nous, d'établir à quelle pensée Commynes a obéi le jour où il résolut de mettre par écrit ses souvenirs, sur la requête qui lui en était faite par l'archevêque de Vienne. Eut-il simplement en vue de fournir des matériaux à une œuvre d'un caractère plus complet, plus méthodique, d'intéresser ses contemporains, et après eux la postérité, par le récit des événements auxquels il s'est trouvé mêlé? D'aucune façon, et s'il est vrai qu'il n'a consigné généralement que des faits dont il a été le témoin ou ceux qu'il avait entendu rapporter par des personnes dignes de confiance, il faut ajouter qu'il a fait un choix et que ce choix lui a été dicté par une série de considérations élevées et en même temps fort pratiques, étrangères dans tous les cas au désir de tirer de ses adversaires politiques une mesquine revanche au risque de fausser les faits, d'altérer les physionomies, de travestir « les caractères³. » Commynes, ainsi qu'il le répète à mainte reprise, a eu pour objet d'enseigner ceux que leur naissance appelle à gouverner les nations. Frappé, au cours de sa carrière, de l'insuffisance intellectuelle, de la *bestialité* (le mot est de lui) de la plupart des

1. Cette portion des *Mémoires* a été divisée par le premier éditeur critique de Commynes, Denis Sauvage (1552), en six livres. L'expédition d'Italie forme deux livres supplémentaires. Cette division, pas plus que celle en chapitres, n'appartient à Commynes, mais elle a été reproduite, avec quelques variantes, dans toutes les éditions postérieures à celle de Sauvage.

2. A. de Boislisle, *Ét. de Vesc*, p. 28.

3. *Ibid.*

princes qu'il a connus, il voudrait que les fautes et les erreurs des pères servissent de leçons aux enfants. Dans la foule des incapacités qu'il a coudoyées, la Providence lui a fait la grâce de l'attacher pendant quelques années à un souverain très différent des autres, plus *sage*, c'est-à-dire supérieur par ses capacités politiques, et à cette école le seigneur d'Argenton a appris des leçons dont il serait regrettable de priver la postérité. Telle est la préoccupation constante qui domine les six premiers livres des *Mémoires*, et il est probable que, sa tâche terminée, l'auteur ne songeait aucunement à leur donner une suite. Heureusement pour nous, la fortune en décida autrement : onze ans après la mort du roi Louis, Commynes fut appelé à jouer un rôle dans l'aventure la plus folle en apparence qu'un jeune prince ambitieux, à la tête légère et plus opiniâtre que persévérant, pût être entraîné à tenter. Un miracle fait d'abord réussir cette entreprise à l'encontre des prévisions de tous les hommes raisonnables, mais enfin cette gageure contre le sens commun a le sort des tentatives mal conçues ou poursuivies sans l'application et sans la suite qui sont les conditions d'un succès durable. Charles VIII a traversé l'Italie du nord au sud en triomphateur, presque sans tirer l'épée, et le royaume de Naples, dont il revendiquait la possession, s'est littéralement mis à ses pieds. Quelques semaines se passent, une réaction s'est produite, et d'ailleurs, malgré les intentions excellentes du jeune roi, son insuffisance et celle de ses conseillers s'est révélée au grand jour dans l'application de mesures qui devaient concilier aux Français les cœurs de leurs nouveaux sujets. Au midi de l'Italie, les excès des vainqueurs ont exaspéré des populations naturellement impatientes du joug étranger, tandis qu'à Venise une coalition s'est formée entre les principaux États de l'Europe pour ensevelir Charles VIII dans son triomphe. Mais la Providence a fait crédit une fois de plus au jeune roi, et l'incapacité hésitante des confédérés lui a permis de regagner la Lombardie et la France. En cette occasion encore, il ne faut pas que les successeurs de Charles VIII ignorent la leçon, ni qu'ils s'imaginent que pareille imprudence pourrait être impunément recommencée. Et Commynes reprend la plume pour narrer ses expériences d'Italie, ce qu'il a souffert à Venise alors qu'il a assisté, impuissant, aux intrigues triomphantes des ennemis de son maître, ce qu'il a tenté à Verceil et ailleurs, non sans quelque succès, mais au prix de grandes difficultés, pour dégager le roi et

rompre le faisceau des forces coalisées. Encore ici ne parle-t-il de ce qu'il a fait qu'avec une réserve et une modestie bien rares chez les auteurs de Mémoires, ne se mettant en scène que lorsque cela est nécessaire et ne dissimulant pas ses insuccès, parce que ces insuccès mêmes renferment un enseignement. Pourquoi eût-il conté ses fâcheuses expériences des années qui suivirent la mort de Louis XI? Ce n'étaient là qu'infortunes particulières et qu'affaires personnelles. Certes les leçons politiques que Commynes aurait pu tirer des troubles suscités par la révolte du duc d'Orléans et de ses partisans contre le gouvernement d'Anne de Beaujeu eussent été, vu le rôle qu'il avait joué à cette époque, assez délicates à formuler, si, en pareille matière, les idées du xv^e siècle avaient été les nôtres. Mais les intrigues du seigneur d'Argenton contre l'autorité royale, son arrestation (janvier 1487 n. st.), sa captivité de vingt-huit mois, à Loches d'abord, puis à Paris (17 juillet 1487-24 mars 1489), sa relégation à Dreux pendant près d'une année, le procès qu'il soutint avec tant d'acharnement contre les héritiers de Louis d'Amboise que Louis XI avait dépouillés à son grand bénéfice, tout cela Commynes le jugeait autrement que nous ne le faisons¹. Le peu de mots qu'il en a dits dans ses *Mémoires* témoignent d'une conscience très assurée de son bon droit, bien que peu délicate, et s'il s'en est tenu à de discrètes allusions, ce n'est ni l'embarras ni le remords qui ont arrêté sa plume.

1. Sur le long procès en revendication de la principauté de Talmont en Poitou et de ses dépendances intenté par les la Trémoille, héritiers de la maison d'Amboise, à Commynes, donataire de ces seigneuries en vertu de lettres de Louis XI délivrées à Amboise à la fin du mois d'octobre 1472, voy. la *Notice sur Commynes* insérée par M^{lle} Dupont en tête de son édition des *Mémoires*, t. I, p. xxxix-xlv, lxxxii-xcvii; cf. t. III, p. 12-38. De cet exposé, peu favorable à Commynes, il résulte que Louis XI avait acquis les biens de la maison d'Amboise par des moyens inavouables; qu'il avait fait don à son nouveau favori d'une partie de ces biens pour le récompenser du service signalé qu'il lui avait rendu à Péronne en 1468, le garantissant de la manière la plus formelle et à tout jamais contre toute revendication, de quelque part qu'elle vint; que Commynes, enfin, pour se défendre contre les légitimes revendications des la Trémoille, ne se fit pas faute d'employer tous les moyens, bons ou mauvais. Très probablement, l'irritation que lui causa la perspective d'être dépouillé de biens qu'il avait considérablement améliorés par une administration habile, fut un des motifs qui le poussèrent à se révolter contre le pouvoir royal. Le 4 juin 1489, il fut définitivement condamné par arrêt du Parlement de Paris à rendre aux la Trémoille les seigneuries de Talmont et de Chasteau-Gontier, puis Berrye, Aulonne, Curzon, la Chaume, Bran et Brandois (31 août 1491); enfin, le 5 sep-

IV.

« Pour luy avoye esté en tous mes troubles et pertes, » écrira quelques années plus tard le seigneur d'Argenton à propos du duc d'Orléans, devenu le roi Louis XII¹, et c'est aussi la réconciliation du duc, délivré de sa prison de Bourges, avec son cousin le roi Charles, qui marque pour Philippe de Commines un retour de la faveur royale. Depuis plusieurs mois, il avait été autorisé à reparaitre à la cour et il n'en bougeait plus, travaillant à rétablir sa fortune, s'efforçant de s'orienter au mieux de ses intérêts, « nageant entre deux eaux, » comme l'écrivait Côme Sassetti à Laurent de Médicis, « sans qu'on pût savoir encore de quel côté il aborderait, » mais déjà apprécié et quelque peu redouté pour son intelligence supérieure et son expérience consommée². Au point de vue qui est plus spécialement le nôtre, le long éloignement des affaires que les circonstances avaient imposé à Commines doit sans doute être considéré comme particulièrement heureux, puisque c'est pendant cette période qu'il composa la première et la plus importante partie de ses *Mémoires*. On a cru pouvoir établir qu'il l'avait rédigée à la

tembre 1491, à leur rembourser les revenus qu'il avait perçus sur ces domaines et à payer les frais du procès. Mais, dès cette époque, Commines était rentré en grâce, et une indemnité de 30,000 livres, payable en quatre années à partir du 1^{er} juillet 1491, lui fut accordée par Charles VIII. Quant à son procès criminel pour lèse-majesté, il fut terminé le 24 mars 1489 (n. st.) par un arrêt qui mit fin à sa captivité en le condamnant à demeurer relégué pendant dix ans dans tel de ses domaines qu'il plairait au roi d'ordonner. C'est à Dreux qu'il fixa sa résidence; il en tenait le comté qui lui avait été engagé par Alain, seigneur d'Albret, antérieurement au mois de janvier 1487 (E. de Lépinos, *Docum. inéd. sur Ph. de Commines*, dans *Revue des Soc. savantes*, 1873, p. 458-462). Le 5 août 1489, il pouvait écrire à Laurent de Médicis : « Le Roy et Madame (de Beaujeu) me donnent espérance de mes affaires, » et, un an plus tard, le 16 juillet 1490, l'agent des Médicis à Lyon, Côme Sassetti, informait son patron que M. d'Argenton avait recouvré la liberté « d'aller partout. » Enfin, le 4 janvier 1491 (n. st.) (et non 1490), Commines annonça au duc de Bourbon que le roi lui avait rendu sa pension (Kervyn de Lettenhove, *Lettres et négoc.*, II, 69, 77).

1. *Mémoires*, II, 596.

2. *Egli e del continuo qui et stassi infra due aque, riputato homo savio et sottile*, etc. Monsoreau, 18 avril 1491 (Kervyn, *ouv. cité*, II, 77 et suiv.; cf. Buser, *Beziehungen der Mediceer zu Frankreich*, 1434-1494. Leipzig, 1879, in-8°, p. 290).

Conciergerie du Palais, à Paris, mais comment concilier la possibilité d'un pareil travail avec la consigne si rigoureuse qui fut donnée à ses geôliers¹? On eut recours à des mesures particulièrement sévères pour empêcher Commynes de communiquer avec qui que ce fût : à plus forte raison ne lui eût-on pas permis de garder auprès de lui un secrétaire ni d'introduire à la Conciergerie le papier, l'encre et les plumes nécessaires à la rédaction d'une œuvre de longue haleine. Il paraît donc plus vraisemblable que c'est après sa sortie de prison et pendant les loisirs forcés de sa relégation à Dreux que Philippe de Commynes rédigea au moins les premiers livres de ses *Mémoires*². Les termes dont il s'est servi pour remercier Anne de Beaujeu (dans une lettre qu'il faut dater du 12 septembre 1489) du « bien et honneur » que le roi et elle venaient de lui procurer, témoignent suffisamment que, dès cette époque, l'ancien rebelle avait définitivement adopté une attitude de soumission : il ne faut donc pas chercher dans les souvenirs qu'il a consacrés au règne de Louis XI un panégyrique

1. Dupont, *Notice sur Ph. de Commynes* au t. I des *Mémoires*, p. cv.

2. M. Pélicier, dans son excellent *Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu* (Chartres, 1882, in-8°, p. 13, n.), a cru pouvoir établir, par la comparaison de divers passages, que les six premiers livres des *Mémoires* furent rédigés pendant la captivité du seigneur d'Argenton, mais il nous semble que ces mentions, si on écarte celles qui sont douteuses, indiquent plutôt une période postérieure au 30 mars 1489, date de l'entrée de Djem sultan à Rome (*Mémoires*, II, 251) et antérieure au 3 juillet 1490, jour de la mort de Hugues de Chalon, seigneur de Châteauguyon (*même ouvr.*, II, 16). M. Dupuis (*Quelques notes bibliographiques pour servir à l'étude des ouvrages de Philippe de Commynes et d'Auger de Bousbecques*, Lille, 1871, in-8°) préfère la date de 1491-1492 et se fonde sur ce que les *Mémoires* parlent comme d'un fait accompli de la mort de Mathias Corvin, roi de Hongrie (II, 285); seulement il se trouve que Mathias mourut non en 1491, comme l'ont imprimé les éditeurs des *Mémoires*, mais le 4 avril 1490 (n. st.), et par conséquent l'argument est sans valeur. Le fait que Commynes déclare au chapitre VII du livre VI (éd. Dupont, II, 231) qu'il a entendu parler maintes fois François de Paule devant le roi Charles VIII « et encores puis deux mois » prouve que le dernier livre de la première partie des *Mémoires* fut écrit après le retour de Commynes à la cour; or une lettre de Côme Sassetti nous apprend que le seigneur d'Argenton séjourna près du roi, à Amboise, au commencement du mois de mars de l'année 1491 (Buser, *Beziehungen*, etc., p. 290). Il est probable que cette partie des *Mémoires* fut terminée avant le milieu de cette année-là. Le commencement du livre V serait un peu plus ancien, puisque Hugues de Chalon, seigneur de Châteauguyon, qui mourut le 3 juillet 1490, est mentionné comme vivant encore. Sauf quelques retouches, la partie des *Mémoires* qui va de 1464 à 1483 paraît donc avoir été écrite entre le printemps de 1489 et celui de 1491.

destiné à mettre en relief, par opposition, les faiblesses du règne suivant. En réalité, rien ne ressemble moins, quoi qu'on en ait écrit, à un « panégyrique enthousiaste » que les appréciations de Commynes sur les actes de Louis XI. Lui-même s'est défendu dès les premières lignes de son épître dédicatoire à Angelo Cato d'avoir recherché autre chose que la vérité. Il proclame Louis XI pour son bienfaiteur, mais il ajoute aussitôt : « En luy et tous aultres princes que j'ay congneu ou servy, ay congneu du bien et du mal, car ilz sont hommes comme nous; à Dieu seul appartient la perfection; » et cette déclaration sera l'excuse de ce qui « en quelque endroit se pourroit trouver qui du tout ne seroit à la louange » du roi Louis, bien qu'« à regarder le tout » il y ait eu en lui « moins de vices » que chez les autres princes ses contemporains¹. Toutes les fois que Commynes aura l'occasion d'exprimer une opinion au sujet de son ancien maître, ce sera la même note, si bien que rien n'est plus exact que cette profession qui fait suite à un passage où Louis XI est blâmé pour s'être, après la disparition du duc Charles de Bourgogne, enivré de l'espoir d'un succès trop rapide : « Les croniqueurs n'escrivent que les choses à la louenge de ceulx a qui ilz parlent et laissent plusieurs choses ou ne les sçavent pas aucunes fois à la verité. Je me delibere de ne parler de chose qui ne soit vraye et que je n'aye veue ou sceue de si grans personnages qu'ilz ne soient dignes de croire, sans avoir regard aux louenges, car il est bon à penser qu'il n'est nul prince si saige qu'il ne faille bien aucunes fois, et bien souvent s'il a longue vie². »

Dans les *Mémoires*, a dit Sainte-Beuve, que nous nous plaçons à citer, Louis XI est dépeint « au naturel, sans charge aucune, sans rien de ces exagérations qu'on y a mêlées³. » Et de fait comment juge-t-on, le livre fermé, ce héros de « panégyrique? » Subtil, dénué de scrupules, sans trace d'orgueil ou même d'amour-propre, prompt à reconnaître ses erreurs et à tourner à son avantage celles de ses adversaires, même lorsqu'au début il s'est mal engagé ou que, par des intempérances de langage qui lui sont familières, il a d'abord compromis sa cause; très pratique, mais de conception vive; craintif à entre-

1. Éd. Dupont, I, 3.

2. II, 86.

3. *Ouvr. cité*, p. 248.

prendre, malgré un courage personnel incontestable ; joueur passionné en politique, mais timide à pousser sa chance jusqu'au bout, superstitieux, totalement dépourvu d'idéal bien que possédant quelques qualités vraiment royales, méfiant de la trahison au point de la provoquer, pressé parfois, après avoir attendu longtemps le bon moment, d'une sorte d'impatience nerveuse qui le précipite, comme à Péronne, en de périlleuses aventures, plutôt cruel et cynique, au fond plein de mépris pour les hommes qu'il n'entend mener que par l'appât du gain, prêt à tout acheter, le ciel comme la terre, et, pour s'en procurer les moyens, ruinant la France d'impôts : avec cela intelligent, spirituel même, et par le bon sens, l'instruction, la connaissance des hommes, l'activité incessante et méthodique, supérieur à ses médiocres rivaux, tel Louis XI se dégage des souvenirs que Commynes a rassemblés et nous ne croyons pas que le portrait soit flatté. Même, si un doute s'élève dans notre esprit, ce serait plutôt dans le sens opposé, et nous nous demandons si ce serviteur de sens rassis, froid, intéressé, n'a pas involontairement rabaisé à un niveau un peu inférieur ce maître que pourtant il entendait honorer.

Modéré dans l'éloge, Commynes l'est-il autant dans le blâme, ou convient-il de parler, comme on l'a fait, de ses « rancunes » et de son « fiel » ? A notre avis, c'est exagérer la portée de certaines critiques, plutôt dédaigneuses que cruelles, et dont à tout prendre il a été peu prodigue. Si le chroniqueur avait possédé le caractère passionné, haineux et mesquin dont on l'a gratifié, il n'eût pas manqué d'accabler tout d'abord le maître qu'il avait abandonné en 1472 et auquel il devait sa fortune. C'eût été certainement fort humain. Eh bien, Commynes n'a rien fait de pareil, et quand il nomme le duc Charles de Bourgogne, c'est pour en parler avec convenance et discrétion. Sans doute il le critique, il le juge, mais avec modération. « Assez puissant, dit-il, de gens et d'argent, il n'avait point assez de sens ni de malice pour conduire ses entreprises². » Si grande était son ambition « que la moiytié de l'Europe ne l'eust sceu contenter³. » Mais presque aussitôt Commynes ajoute : « Qui eust peu prendre partie des conditions du Roy,

1. Delaborde, A. de Boislisle, *ouvrages cités, pass.*

2. I, 229.

3. Ibid.

nostre maistre, et partie des siennes, on en eust bien faict un prince parfait¹. » A l'endurance, à la hardiesse du duc de Bourgogne nul n'a rendu plus complète justice : « Je ne luy ouys oncques dire qu'il fust las, ny ne luy veiz jamais faire semblant d'avoir paour². » De fait, Commines n'a reproché sévèrement à son premier maître que ses cruautés pendant son odieuse campagne de dévastation de 1472, et le honteux marché qu'il passa avec le roi de France pour la perte du connétable de Saint-Pol. On ignorera sans doute toujours pour quelle raison le chambellan naguère intime du duc de Bourgogne l'abandonna brusquement sous les murs de la ville d'Eu, dans la nuit du 7 au 8 août 1472; mais le fait que cette désertion eut lieu quelques semaines après le hideux massacre de Nesle et au milieu des pillages et des incendies qui souillèrent la peu glorieuse expédition de Charles le Hardi dans la Haute-Normandie, ce fait, disons-nous, permet de supposer que le dégoût, motif plus honorable assurément que l'appât de richesses promises par Louis XI, ou peut-être même quelque une de ces violences dont le duc était coutumier, détermina la fuite de Commines³. Aussi bien, deux caractères aussi dissemblables ne pouvaient s'entendre toujours. Ce qui est certain, c'est que Philippe de Commines n'a pas tenté, et cela lui eût été facile, le moindre essai de justification. Des circonstances de sa retraite en France, il n'a pas dit un mot, et il semble que la chose lui parut si naturelle qu'il ne prit même pas la peine d'excuser son

1. I, 81.

2. I, 229.

3. Les suppositions de M^{lle} Dupont (*Mémoires*, I, xxxiv et suiv.) ont tout juste la valeur d'hypothèses. Elle n'hésite pas à croire que Commines se laissa prendre, comme tant d'autres, à l'appât de faveurs promises, de dons reçus, que, dès 1471, lors d'un voyage à travers la France pour se rendre à Saint-Jacques de Galice, le chambellan du duc Charles vit le roi et s'engagea à passer à son service en échange d'avantages proportionnés à sa valeur personnelle et au sacrifice qui lui était imposé. De retour dans sa patrie, comme il tardait à s'exécuter, Louis XI saisit 6,000 l. t. que Commines avait confiées à Jacques de Beune et ce coup habile aurait déterminé le transfuge à « sauter le pas. » De tout cela, on ne sait positivement qu'une chose, c'est la saisie des sommes déposées à Tours par Commines, comme biens appartenant à un sujet bourguignon, et la restitution qui lui en fut faite en 1473. Le pèlerinage en Espagne et sans doute aussi le voyage en France paraissent également prouvés; mais c'est tout. — Il est bon de remarquer que les promesses de Louis XI n'étaient pas en général considérées comme très sûres, que sa faveur était inconstante, que Commines savait tout cela et que sa situation à la cour de Bourgogne était fort belle lorsqu'il l'abandonna.

silence. « Environ ce temps, écrit-il, je vins au service du Roy¹. » Il a jugé inutile d'en dire davantage.

Si des acteurs principaux du drame on passe aux personnages moins fréquemment cités, on trouve les appréciations portées par Commynes tout aussi justes. Sigismond, duc d'Autriche, a bien été un homme sans « grant sens ne grant honneur, et de ces princes qui ne veulent sçavoir de leurs affaires, sinon ce qu'il plaist à leurs serviteurs leur en dire². » L'empereur Frédéric III est de « très petit cueur » et supporte beaucoup d'affronts « pour ne despendre riens, » en un mot « le plus parfaitement chiche homme » du monde, mais si toute sa vie il a été « de très peu de vertu, si estoit il bien entendu » et plein d'expérience³. Le roi d'Angleterre, Édouard IV, « n'estoit point homme de grant ordre, mais fort beau prince plus que nul... en ce temps là et très vaillant » bien qu'esclave de ses aises et de ses plaisirs, pensant trop « aux dames et à la chasse et à bien traicter sa personne⁴. » La cruauté d'un Ferdinand I^{er}, roi de Naples, ou d'un Jean II, roi de Portugal, la dissimulation de Ferdinand le Catholique, l'incapacité de Maximilien, la fourberie et la lâcheté de Ludovic le More⁵, tout cela est indiqué d'un trait précis, et la postérité n'a pas eu grand'chose à changer aux jugements de Commynes. Ce que nous savons encore du désordre de l'armée bourguignonne à l'époque du Bien-Public, infériorité compensée au reste par l'impuissance dont la crainte perpétuelle de défections trop probables frappait le roi de France, des trafics de consciences et des « marchés » de tout genre, si scandaleux que le lieu qui en était le théâtre habituel pendant le siège de Paris par les princes révoltés fut surnommé par le bon peuple « le lendit des trahisons, » tous les renseignements que fournissent les contemporains, Jean Maupoint, Jean de Roye et les autres, ne font que confirmer l'impression qui demeure après la lecture des pages consacrées par Commynes à la si peu chevaleresque guerre civile de 1465. D'une manière générale, on peut dire que ce que le chroniqueur a vu il le décrit de main de maître, et que sous sa plume se présente tout naturellement l'anecdote, le trait qui fixe à toujours dans la mémoire du

1. I, 291.

2. II, 187.

3. I, 310, 329; II, 180, 223.

4. I, 165, 239, 246, 259, 356.

5. I, 19, 34, 39 et *pass.*

lecteur le caractère de tel épisode historique, de telle intrigue politique. Après le Bien-Public, Comynnes a joué son rôle dans les expéditions des Bourguignons contre Liège, dans l'entrevue de Louis XI avec le duc Charles le Hardi à Péronne, où il s'acquit des titres singuliers à la reconnaissance du roi, dans la triste campagne des deux princes contre les Liégeois. Plus tard, devenu le conseiller écouté de Louis XI, il a suivi de près la plupart des « pratiques » de ce grand maître en fourberies, et pris part aux négociations importantes que le roi poursuivait sur les Marches de Picardie quand il acheta, en 1475, la retraite du roi Édouard IV et de ses Anglais, et lorsque, en 1477, il se mit en devoir de s'adjuger les lambeaux de la puissance bourguignonne. En Bourgogne, en Franche-Comté, en Savoie, en Italie même, il a servi fidèlement Louis XI, et ce qu'il a vu, il l'a exactement noté. Ne lui demandez pas de résumer avec la même exactitude les événements qui se sont déroulés plus loin, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Espagne, même dans le midi de la France : ou bien il n'en dit rien, ou bien ses renseignements sont dénués de valeur. Sur les dernières années du règne de Louis XI il est vraiment hors de pair : les prodigalités du despote qui sent la vie s'échapper pour acheter la protection des saints du paradis, ses dons excessifs à d'indignes favoris, sa lutte acharnée contre la mort, ses subterfuges pour en imposer encore au monde, puis enfin, quand tout espoir semble perdu, cette résignation subite, qui dicte au vieux roi ses instructions au dauphin, la remise qu'il lui fait des insignes du pouvoir suprême, jusqu'à cette dernière lueur d'espoir qui se rallume un instant dans le cœur du moribond, tout cela est retracé de main de maître, sans exagération, sans emphase, avec la lucidité froide du chirurgien qui regarde palpiter la chair sous son scalpel, mais aussi avec une certaine grandeur familière si impressionnante qu'on a pu dire de Comynnes que ces « incomparables détails font de cette partie de son histoire le plus éloquent tableau de misère royale et humaine¹. »

B. DE MANDROT.

(Sera continué.)

1. Sainte-Beuve, *ouvr. cité*, p. 256.

JACQUES PRONIS

Le passé colonial de la France n'a guère, jusqu'à présent, retenu l'attention des historiens contemporains. Un seul, M. Paul Gaffarel, s'est, au début de sa carrière scientifique, consacré à l'étude des origines de notre empire d'outre-mer au XVI^e siècle; et personne ne semble avoir encore entrepris, pour les siècles suivants, de se livrer à une enquête systématique et persévérante dans les différents dépôts d'archives, pour en tirer les éléments d'information qui permettront d'écrire l'histoire coloniale de la France¹. Rien, cependant, n'est plus digne de tenter un travailleur; rien, à une époque où (à en croire de récentes déclarations officielles) on ne songe plus qu'à mettre en œuvre notre empire africain et asiatique, rien ne mérite davantage d'être soigneusement étudié. S'il y a toujours profit, en effet, à méditer les leçons du passé, peut-être y en a-t-il plus encore à méditer celles qui se dégagent de notre passé colonial. Combien de précieuses indications sur ce qu'il convient de faire et sur ce qu'il faut éviter, sur la conduite à tenir envers les indigènes soumis à notre domination et sur l'exploitation économique des contrées où flotte notre pavillon, se trouvent dans les mémoires conservés aux archives du Ministère des Colonies et aux Archives nationales, en possession depuis quelques mois de ce qui constituait jadis le « Dépôt des archives de la Marine! » Que de surprises réserve l'examen de leurs poudreux et volumineux dossiers! On y trouvera la preuve que les gouvernements du XIX^e siècle n'ont presque rien innové en matière coloniale, et que l'Ancien Régime avait indiqué d'une manière assurée, en Asie et en Afrique, les différents

1. Il conviendrait, toutefois, de mentionner M. Pierre Margry comme ayant entrepris cette grande enquête, si cet écrivain n'avait pris en quelque sorte plaisir à dissimuler la valeur de ses recherches en n'indiquant presque jamais ses sources. Même son recueil de documents intitulé *Origines françaises des pays d'outre-mer* (Paris, Maisonneuve, 1879-1888, 6 vol.) laisse beaucoup à désirer à cet égard.

points où la France devait asseoir son influence et établir sa domination.

Toutefois, s'il existe vraiment une tradition coloniale française et s'il existe continuité dans cette tradition, il serait injuste d'oublier qu'il y a aussi en elle, et qu'il y a eu dès le début, évolution. Ni les mobiles ni les méthodes n'ont été exactement les mêmes pour les colonisateurs huguenots de la Caroline sous le règne de Charles IX, pour Samuel de Champlain un peu plus tard, pour les fondateurs de la Compagnie des Indes orientales de 1642, pour Colbert et pour ceux qu'il a inspirés et guidés pendant les plus belles années du règne de Louis XIV, pour Dupleix, pour les hommes de la Constituante et de la Convention. Expliquer combien la théorie et aussi l'action coloniales ont varié en France selon les pays occupés et selon les époques, montrer en quoi elles se sont modifiées peu à peu serait chose fort intéressante, à bien des points de vue très instructive, et digne de tenter un peu plus tard un historien. S'il semble prématuré de mener actuellement à bonne fin un travail aussi considérable, du moins peut-on, dès maintenant, en réunir les matériaux, et, par des études de détail, en préparer l'exécution. A cet égard, peu d'études sont plus intéressantes et plus instructives que celles de la vie, encore fort mal connue, de l'homme qui a le premier, au ^{xvii}^e siècle, commandé une troupe française à Madagascar, de Jacques Pronis.

I.

Plus de cent ans avant son arrivée dans l'île, dès l'année 1529, des navigateurs français de Dieppe, les frères Jean et Raoul Parmentier, avaient, — sur deux navires appartenant à l'illustre armateur Jean Ango, *la Pensée* et *le Sacre*, — longé les côtes occidentales de Madagascar; ils y avaient même abordé, mais l'accueil peu hospitalier fait, par les farouches Vazimbaz, à ceux de leurs matelots qu'ils avaient envoyés à terre les avait tout de suite déterminés à cesser toute relation avec eux et à continuer leur route vers les archipels de l'Insulinde, les îles aux épices¹. Un peu plus tard, vers 1539, c'était le tour du *gran Capitano*

1. Cf. le *Discours de la navigation de Jean et Raoul Parmentier, de Dieppe*, éd. Schefer (Paris, 1883, in-8°), p. 31-41.

di Mare francese, dont l'Italien Jean Ramusio a publié dans son précieux recueil la curieuse relation¹. Ce mystérieux personnage est-il Jean Fonteneau, le célèbre capitaine du village de Saintonge en Angoumois², que plusieurs historiens font atterrir en 1543 ou en 1545 à la baie de Boina ? Certains indices semblent autoriser à le croire³, de même que quelques vagues renseignements contemporains ont poussé plusieurs bons esprits à donner Madagascar comme but aux audacieux projets de conquête formés par le capitaine Peyrot Monluc, le fils de l'historien⁴. Ce n'est pas ici le lieu de discuter le degré de vraisemblance de ces hypothèses ; aussi bien les deux faits énoncés plus haut suffisent-ils à prouver que, dès le xvr^e siècle, des marins français ont abordé accidentellement à Madagascar.

C'est encore accidentellement que des bâtiments français ont été amenés, au début du xvii^e siècle, à relâcher dans la baie de Saint-Augustin : en 1602, *le Corbin* et *le Croissant*, les deux bâtiments équipés par des marchands de Saint-Malo, de Laval et de Vittré, « pour sonder le guay, chercher le chemin des Indes [et] le montrer aux François⁵, » — en 1620, *le Montmorency* et *l'Hermitage*, que commandait le Rouennais Augustin de Beaulieu⁶. Mais, presque aussitôt après, les marins normands n'hésitent plus, en se rendant dans la mer Rouge, dans l'Inde et

1. Ramusio, *Navigazione et Viaggi*, t. III (éd. de 1565, Venise), fol. 423 r^o-432 v^o. M. Estancelin a donné la traduction de ce *Discours* dans ses *Recherches sur les navigateurs normands* (Paris, 1832, in-8^o), p. 195-240.

2. Cf. G. Musset, *Jean Fonteneau, dit Alfonse de Saintonge, capitaine-pilote de François I^{er}* (Bull. géogr. hist. et descr., 1895, n^o 2, p. 275-295).

3. Certaines indications ne permettent pas d'être absolument affirmatif. Ramusio, par exemple, semble déclarer nettement que son « gran capitano di mare francese » est originaire de Dieppe, « del luogo di Dieppa ; » peut-être, après tout, veut-il simplement dire que ce marin est un capitaine dépendant du port de Dieppe, ce qui concilie tout. Mais il fournit (p. 417 v^o) d'autres renseignements qui semblent bien infirmer l'identification du « gran capitano » avec Jean-Alfonse, quelque séduisante qu'elle soit.

4. Cf. P. Gaffarel, *le Capitaine Peyrot Monluc* (Rev. hist., mars-avril 1879, p. 191).

5. Expression empruntée à François Pyrard de Laval, *Discours du voyage des François aux Indes Orientales...* (Paris, 1611, in-12), p. 4. — Cf. le récit même de Pyrard de Laval et celui de François Martin de Vittré, *Description du premier voyage fait aux Indes orientales par les François, en l'an 1603...* (Paris, 1604, in-12).

6. Voir les « Mémoires du voyage aux Indes Orientales du général Beaulieu, dressés par luy-mesme, » publiés par Thévenot dans la seconde partie de son *Recueil de divers voyages curieux*, p. 1-128.

dans l'Insulinde, ou en en revenant, à s'arrêter dans l'île que les Portugais ont dénommée, — en l'honneur du saint dont on célébrait la fête le jour de la découverte, — *île Saint-Laurent*; ils semblent même y avoir un lieu de relâche attitré, la baie de Sainte-Luce, devant laquelle le dessinateur de la carte accompagnant la relation de François Cauche a placé en 1651 cette légende significative : « Port où abordent les François¹. »

Dès l'année 1626, l'auteur (anonyme) d'un curieux « *Memoire sur le faict du commerce* » avait sollicité Richelieu d'occuper « les meilleurs portz et havres » de Madagascar²; mais le cardinal, qui semble avoir, avec un remarquable sens pratique, série les questions coloniales comme les autres, ne donna aucune suite immédiate, ni à cette proposition, ni à d'autres que contenait le même mémoire. Ce n'est pas que l'habile politique méconnût l'importance commerciale des contrées de l'Extrême-Orient; mais il préférerait (il l'a déclaré lui-même) diriger les Français vers des entreprises moins hasardeuses et exigeant moins d'esprit de suite. « Je n'entre point, » a-t-il écrit quelque part dans son *Testament politique*³, « dans le détail du commerce qui se peut faire aux Indes orientales et en Perse, parce que l'humeur des François étant si prompte qu'elle veut la fin de ses desirs aussitôt qu'elle les a conçus, les voyages qui sont de longue haleine sont peu propres à son naturel. » Ces réserves, inspirées par une exacte connaissance du caractère national, n'empêchaient d'ailleurs nullement Richelieu de déclarer qu'on peut tirer beaucoup d'utilité de ce négoce et qu'il ne devait pas être négligé. C'est pourquoi il examina avec bienveillance, en l'année 1642, la requête d'un des capitaines de la marine royale, Rigault, demandant pour lui et pour ses associés seuls « la permission [de faire] pendant vingt années le traficq et commerce auxdites isles de Madagascar et autres adjacentes à l'exclusion de toutes personnes, ... affin de pouvoir ériger entre eux

1. Cf. la carte placée en tête de la relation de Cauche, soit dans le volume original publié en 1651, soit dans l'atlas qui accompagne l'*Histoire de la géographie de Madagascar*, de M. Alfred Grandidier (pl. XIV^A).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, vol. 783, fol. 154 v°. — Ce mémoire a déjà été signalé à des points de vue différents par le vicomte d'Avenel (*Richelieu et la monarchie absolue*, t. III, p. 218-220) et par M. Armand Rainaud (*Le Continent austral*, p. 379).

3. *Maximes d'État ou Testament politique d'Armand du Plessis, cardinal duc de Richelieu* (à Paris, 1764, 2 vol. in-8°), t. II, p. 132-133.

une ou plusieurs bonnes compagnies de marchands subjects de Sa Majesté pour faire le commerce¹. »

A cette époque, Rigault dirigeait, depuis plusieurs années déjà, toute son attention sur les îles africaines de l'océan Indien, et cherchait les moyens d'en entreprendre l'exploitation commerciale. Ce Dieppois, qui possédait, au dire d'un document officiel, « de grandes expériences... au fait de la navigation » et qui avait fait « plusieurs entreprises sur mer pour découvrir des terres étrangères, » s'était lancé dans « de grandes despenes... pour découvrir... les isles de Madagascard, autrement de Saint-Laurens, et autres adjacentes, et costes de Mozambiq² » ; puis, se sentant incapable de subvenir seul aux frais nécessaires pour mener à bien une telle entreprise, il s'occupa de constituer une compagnie pour l'exploitation de ces terres. C'est après y avoir réussi qu'il sollicita de Richelieu le privilège exclusif dont il a été question plus haut.

Ce privilège, le cardinal agissant en qualité de « grand maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France, » l'octroya pour dix ans, le 29 janvier 1642³, à Rigault et à ses associés ; des lettres-patentes du roi, délivrées conformément à un arrêt du Conseil d'état, ne tardèrent pas à ratifier cette décision⁴ ; et, le 30 avril suivant, la Compagnie française des Indes orientales fut définitivement constituée. Le capitaine Rigault, — Pierre d'Aligre, commissaire ordinaire de la marine du Levant, — Julius de Loynes, conseiller secrétaire du roi et général de la marine, — Levasseur, trésorier de la marine, — Pierre de Beausse, premier commis des parties casuelles de Sa Majesté, — Nicolas Fouquet, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi, — Jacques Berruyer, sieur de Manselmont, — les bourgeois de Paris Desgorris et Desmartins, voilà les neuf asso-

1. Ce sont les termes employés dans l'acte par lequel Richelieu octroie à Rigault et à ses associés le privilège, pour dix années, du commerce à Madagascar et dans les îles et côtes adjacentes (*Documents inédits relatifs à la constitution de la Compagnie des Indes orientales de 1642. Bull. du Comité de Madagascar*, 5 octobre 1898, p. 485).

2. Expressions employées dans le même acte (*Ibid.*, p. 184).

3. Cf. le texte entier de cet acte dans les *Documents inédits...* (*loc. cit.*, p. 484-486).

4. A la date du 15 février 1642. On trouvera la conclusion de l'arrêt du Conseil d'État et les lettres patentes royales dans les *Documents inédits relatifs à la constitution de la Compagnie des Indes orientales de 1642. Bull. du Comité de Madagascar*, octobre 1898, p. 487-488.

ciés (des personnages officiels pour la plupart) entre lesquels étaient réparties les vingt-quatre parts de la nouvelle Compagnie, à la tête de laquelle Beausse, Desmartins, Fouquet et le capitaine Rigault lui-même étaient placés en qualité de directeurs¹.

II.

Pour tirer parti du privilège royal, et pour commencer d'exécuter ses projets, Rigault n'avait pas attendu la signature de l'acte de constitution de la Compagnie des Indes orientales. Dès le mois de mars 1642, profitant d'une occasion qui s'était présentée à lui (quelques marchands de Dieppe, renouvelant une expérience qui avait échoué en l'année 1638, venaient d'armer et d'équiper un navire pour aller charger de l'ébène à Madagascar²), il avait fait « passer quelques hommes et marchandises » dans la grande île. A la tête des individus qu'il avait « louez pour ledit païs³, » Rigault avait placé Jacques Pronis.

On aimerait à savoir qui était ce personnage et pour quelles raisons le capitaine dieppois avait arrêté son choix sur lui; rien, malheureusement, dans les trop rares documents relatifs aux débuts de l'occupation française à Madagascar, ne renseigne à ce sujet. On sait seulement que Pronis était originaire de la Rochelle et protestant⁴. Qu'avait-il fait jusqu'au début de l'an-

1. L'acte de constitution et les statuts de la Compagnie sont publiés dans les *Documents inédits...* (*loc. cit.*, p. 489-497).

2. C'est ce qui ressort du récit de Flacourt : « Le mois de mars [1642], dit-il, la Compagnie françoise de l'Orient envoya un navire dont estoit capitaine le sieur Cocquet, qui, pour son compte particulier et de quelques marchands, alloit charger de l'hebene en l'isle Madagascar » (*Relation de l'isle Madagascar*, à la suite de l'*Histoire de la grande isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 194). — Noter la contradiction que contient cette phrase de Flacourt; noter aussi qu'elle renferme une erreur, la Compagnie française des Indes orientales n'étant pas encore constituée au mois de mars 1642.

3. Expression employée à l'article 4 des statuts de la Compagnie (*loc. cit.*, p. 493).

4. Flacourt le dit formellement dans le curieux factum qui suit un certain nombre d'exemplaires de son *Histoire de la grande isle Madagascar* (« cause pour laquelle les interressez de la Compagnie n'ont pas fait de grands profits à Madagascar »); les compagnons de Pronis déclarent au capitaine Le Bourg ne plus vouloir obéir à Pronis « parce qu'il estoit heretique, Rochelois » (p. 5). — Ailleurs (*Ibid.*, p. 3), Flacourt répète encore que Pronis était « de la Religion pretendue reformée. » Cf. aussi la *Relation de l'isle Madagascar* (éd. de 1658, p. 198) : « Et mesme comme le sieur Pronis estoit de la Religion pretendue... »

née 1642? Était-il marin ou commerçant? il est impossible de le dire. Impossible également de dire à quelles conditions il accepta de passer dans l'île Saint-Laurent, Flacourt se contentant de le qualifier du titre très modeste de *commis*¹, — et quelles instructions précises il reçut de Rigault à son départ, le texte le plus explicite à cet égard se bornant à rapporter que Pronis et ses subordonnés devaient « commencer à prendre possession desdits pays au désir de ladite concession, et y habituer et travailler à la traite². »

A ces trois points ne se bornaient certainement pas les instructions données par Rigault à son agent, mais c'en était, sans aucun doute, les prescriptions les plus importantes. La meilleure preuve est le soin avec lequel Pronis s'appliqua à les exécuter. Avant même d'arriver à Madagascar, en effet, il prend possession « au nom de Sa Majesté très Chrestienne » de Diego Roïs (l'île Rodrigue), et de Mascareigne (Bourbon); sur la côte orientale de la grande terre, il « fait le semblable » à l'île Sainte-Marie et à la baie d'Antongil, avant d'aller débarquer avec ses hommes à la baie de Sainte-Luce³. Aussitôt arrivé en cet endroit, il songe à y installer un comptoir fortifié, une *habitation* (selon l'expression des documents du temps); et dès qu'il en a obtenu l'autorisation du chef suprême de la province d'Anosy⁴, il en commence la construction tout en trafiquant avec les indigènes.

Avec ses rochers en ceinture, avec ses petites îles disposées les unes au bout des autres et la fermant du côté du large, avec l'eau douce fournie par la rivière de Manahana⁵, la baie de Sainte-

Cauche dit de son côté que Pronis, « Jacques Proni, » comme il l'appelle parfois à tort (p. 88, etc.), était Rochelois (p. 105).

1. « La Compagnie française de l'Orient... y envoyèrent les sieurs Pronis et Fouquembourg, leurs commis... » (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 194). — Il ressort du récit de Flacourt que Fouquembourg n'était que le lieutenant de Pronis, et Cauche le confirme en qualifiant dans sa *Relation* Pronis seul de « maistre de l'habitation de Saint-Pierre » (p. 96).

2. Ce sont les termes dont se sert l'article 4 des statuts de la Compagnie (*Bull. du Comité de Madagascar*, 5 octobre 1898, p. 492).

3. Voir le récit de Flacourt dans la *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 194.

4. Voir la « Relation du voyage que François Cauche, de Rouen, a fait à Madagascar, isles adjacentes et coste d'Afrique, recueilly par le sieur Morisol, » p. 88-89 (dans les *Relations véritables et curieuses de l'isle Madagascar et du Brésil*. A Paris, chez Augustin Courbé, 1651, in-4°).

5. Catat, *Voyage à Madagascar* (1889-1890), p. 380.

Luce (le Manafiafy des indigènes, le lieu « qui a des palétuviers¹ ») offrait aux bâtiments de commerce des marins normands un bon mouillage, circonscrit du côté de la terre par une forêt belle et touffue dont, aujourd'hui encore, les arbres arrivent jusqu'au rivage. Malheureusement, c'était, d'autre part, comme le dira Flacourt un peu plus tard, « un lieu mal sain, d'autant qu'il est proche des montagnes qui sont fort hautes, et ainsi fort sujet aux pluies et mauvaises vapeurs des bois, principalement quand il fait vent de terre². » Quelques années avant l'arrivée de Pronis, en 1638, le capitaine dieppois Alonse Goubert et ses compagnons avaient déjà constaté à leurs dépens l'insalubrité de cette localité; des fièvres incessantes les avaient contraints, après plusieurs mois de séjour, de quitter le comptoir qu'ils avaient bâti à Sainte-Luce pour aller s'établir ailleurs³. Les agents de Rigault, débarqués à Madagascar pendant l'hivernage, ne tardèrent pas à être très éprouvés, eux aussi; lorsqu'ils atterrirent à Manafiafy, en septembre 1642, ils étaient quarante; deux mois après, ils ne restaient plus que quatorze⁴.

La situation était donc critique, d'autant plus que Pronis avait à faire observer par d'autres Français, dont il lésait les intérêts,

1. A. Grandidier, *Histoire de la géographie de Madagascar* (texte, tirage de 1892), p. 107. C'est à la fois un devoir et un plaisir pour nous de dire combien le savant ouvrage de M. Grandidier nous a été utile au cours de nos études sur l'histoire de la colonisation française à Madagascar.

2. *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 195.

3. Voir la *Relation* de François Cauche, *loc. cit.*, p. 18 : « La maladie se mit parmi nous, les fièvres chaudes ayans troussé en trois iours la plus grande partie de ceux qu'elles attaignirent. » Cf. p. 19 : « Lorsque... de quatre chirurgiens il n'en resta plus qu'un, ceux qui se portèrent bien auparavant furent atteints du mesme mal que leurs compagnons. Pour obvier à ce malheur et chercher du soulagement, il fut arrêté que nous quitterions ce port... »

4. C'est François Cauche qui, dans son ouvrage, raconte que, sur le navire le *Saint-Louis*, il y avait, en dehors de l'équipage, quarante hommes « pour habiter dans Madegasse; » presque immédiatement, plusieurs des compagnons de Pronis tombèrent malades, et en douze jours on compta douze morts; au bout de deux mois, il n'y avait plus que quatorze Français « qui sont encor habitants dans ledit lieu de Madagascar » (*Relation du voyage que François Cauche, de Rouen, a fait à Madagascar*, p. 88-89). Bien que Cauche fasse erreur (si on attribue au récit rédigé par Morisot la date de 1650) sur l'existence de ces quatorze Français à la même date de 1650, je n'hésite pas, étant donné le peu de confiance que mérite Flacourt pour les premiers débuts de la Compagnie de 1642, et la concordance du chiffre qu'il fournit pour le nombre des colons envoyés par Rigault à Madagascar avec celui qu'indique Cauche pour le nombre des colons survivants, à adopter les chiffres de Cauche.

le privilège exclusif octroyé naguère à Rigault par la couronne. Auprès du chef du pays d'Anosy, Andrian Ramach, et entretenant avec lui d'excellentes relations, Pronis avait trouvé quelques compatriotes, d'anciens compagnons d'Alonse Goubert, qui faisaient depuis plusieurs années le commerce de traite avec les indigènes¹; ce même commerce, les matelots du *Saint-Louis*, qui avait amené Pronis lui-même à l'île Saint-Laurent, le pratiquaient également, depuis la perte de leur bâtiment sur des récifs, au mépris du privilège royal et au grand détriment des agents de Rigault². Comment s'y prendre pour diminuer, sinon pour supprimer cette concurrence illicite et pour ramener les indigènes à l'habitation de Manafiafy, au fort « Saint-Pierre³? »

Pour presque tous les historiens de la colonisation française à Madagascar, Pronis est un malhonnête homme, un incapable, le dernier sur lequel aurait dû porter le choix de Rigault. « C'était, » a écrit M. Louis Pauliat⁴, « un individu brutal, sans jugement et sans la moindre envergure d'esprit, n'ayant souci que de s'enrichir, ... un véritable forban, entretenant systématiquement l'état de guerre entre les peuplades, leur prêtant son concours armé en échange de provisions, les trahissant à l'occasion, faisant perdre par là tout prestige et aux blancs et à l'établissement. » Un tel jugement nous semble bien sévère. Sans doute Pronis ne mérite pas de grands éloges, et sa conduite envers les indigènes a été plus d'une fois absolument répréhensible; mais ce n'en était pas moins un individu intelligent, adroit, d'une grande souplesse et d'une remarquable justesse de vue, suscep-

1. C'est ce que raconte Cauche lui-même (*Relation*, p. 27. Cf. p. 89 : « Il [Pronis] me laisseroit six mois de temps pour debiter ma marchandise ») et ce que constate Pronis dans son acte du 8 avril 1643; il y fait défense « à tous François, tant ceux qui seroient venus avec ledit Cocquet que ceux qui seroient restez de Goubert, de traiter aucune chose qui se trouve en cette isle avec les habitans..., comme auroient cy-devant fait François Cauche et Sébastien Drouart... » (*Relation du voyage de François Cauche...*, Au lecteur).

2. Cela ressort du même acte du 8 avril 1643.

3. Ce nom ne nous est connu que par la *Relation* de Cauche. « Fait en l'habitation Saint-Pierre, » écrit Pronis à la fin de l'acte déjà cité du 8 avril 1643. — « L'habitation nouvelle de Saint-Pierre, acquis par ceux qu'on avoit envoyés pour habiter icelle, audit port de Sainte-Luce, » dit Cauche (*loc. cit.*, p. 90-91).

4. *Madagascar* (Paris, 1884, in-8°), p. 19. — M. Malotet s'est borné à reproduire ce jugement de M. Pauliat dans son ouvrage récent sur *Étienne de Flacourt*, p. 42. — Par contre, M. Guët caractérise Pronis de « débrouillard mal jugé » (*les Origines de l'île Bourbon*, éd. de 1888, p. 47 et suiv.).

tible, dans les moments de crise, d'activité et d'audace; à différentes reprises, — il est juste de le reconnaître, — il a su tirer la petite colonie française de situations où il semblait qu'elle dût sombrer.

Tel n'était pas le cas au début de l'année 1643; néanmoins, il fallait remédier le plus vite possible aux agissements de concurrents qui pouvaient devenir dangereux. Pronis y parvint en obligeant les anciens compagnons d'Alonse Goubert à le rejoindre au fort Saint-Pierre¹, et en supprimant ainsi l'un des deux établissements de traite qui faisaient concurrence à celui de la Compagnie. Mais ce premier succès ne fut suivi d'aucun autre, et il fallut renoncer à exiger des marins du *Saint-Louis* le respect du privilège royal², malgré l'arrivée de renforts envoyés à Sainte-Luce par les associés³. En outre, avec le retour de l'hivernage, les fièvres firent encore une fois sentir leur pernicieuse influence, et exercèrent de grands ravages parmi les malheureux colons⁴. Bientôt les indigènes de l'Anosy cessèrent de les redouter. Excités « à la sourdine » par les matelots du *Saint-Louis*⁵, et convoitant les marchandises accumulées dans les magasins du fort Saint-Pierre, ils résolurent de s'emparer de l'habitation⁶, et

1. Voir dans la *Relation* de Cauche l'avertissement « Au lecteur » et la p. 89 : « Jacques Pronis... me priant de quitter cette habitation [de Mannahale] et me retirer avec mon compagnon en celle qu'il vouloit bastir audit port de Sainte-Luce..., nous demeurasmes d'accord qu'il me laisseroit six mois de temps pour debiter ma marchandise, au bout desquels je ne pourrois plus traiter que pour ma nourriture et mes habits. »

2. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 194-195 : « La marchandise qu'ils avoient portée leur servit à en faire largesse aux femmes du pais et aux negres, qui, de tous costez, leur apportioient du vin et du miel de quoy en faire. » Cf. encore p. 195, *in fine*.

3. Sur le navire *le Saint-Laurent*, commandé par Gilles de Régimon (Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 195. Cf. *Relation du voyage que François Cauche...*, p. 91).

4. Selon Flacourt, les Français de renfort débarqués à Sainte-Luce au mois de mai 1643, « au bout d'un mois demeurèrent tous malades à Manghafia (dont il en mourut le tiers) » (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 195). Le même auteur est encore plus affirmatif et pessimiste dans son factum : « Les maladies attaquèrent les nouveaux venus, en sorte qu'il en mourut la moitié en un ou deux mois de temps » (*Cause pour laquelle...*, p. 3).

5. Flacourt ne les désigne pas expressément, il est vrai; « incitez à la sourdine par les blancs, » se borne-t-il à dire. Mais il semble bien résulter de son texte (*Relation...*, p. 195) qu'il n'y avait pas alors d'autres blancs dans la partie méridionale de Madagascar.

6. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 195 : « Les habitants du pays voulurent conspirer contre eux. »

peut-être l'histoire aurait-elle à enregistrer dès l'année 1643 un désastre à Madagascar si Pronis, averti de ce qui se tramait, n'avait été trouver le chef suprême du pays, et, en lui offrant des présents, n'était parvenu à regagner sa protection¹.

Ainsi fut sauvée, une première fois, la petite colonie française; mais telle était son audace qu'elle n'hésita pas, au lendemain même d'un si grand péril, à tenter (sans succès d'ailleurs) d'étendre son champ d'exploitation commerciale en créant un second comptoir près de l'embouchure de la rivière de Matitana dans l'océan Indien². C'est aussi à la même époque que remonte la fondation de Fort-Dauphin.

A cet endroit, situé un peu plus au sud que Sainte-Luce, sur la côte méridionale de Madagascar, venait de mouiller un bâtiment danois; pour surveiller les agissements de son équipage et en faire respecter, s'il était possible, le privilège de la Compagnie française des Indes orientales, Pronis s'y rendit aussitôt³. Des falaises rocheuses, facilement accessibles, au pied desquelles s'étendent de larges plages sablonneuses, un épais manteau de verdure sous lequel disparaissent les trois puissantes assises calcaires, de plus en plus hautes, qui limitent la baie au nord, une belle terre végétale noire, des prairies, une végétation forestière ne cessant qu'au bord même de la mer; voilà ce que le D^r Catat a vu tout récemment encore à Fort-Dauphin⁴, et voilà ce que Pronis y vit dans les derniers mois de 1643. Il put encore y constater l'existence d'« un port abrité de deux caps,... en assurance de tous vents, sinon de celui du sud-est qui est le moins dangereux de tous les vents, où il y avait bon fonds avec huit brasses d'eau⁵. »

Bien qu'il fût pleinement convaincu, par un séjour de plus d'une année à Sainte-Luce, de l'insalubrité de cette localité, Pronis ne se laissa séduire immédiatement, ni par l'aspect physique des environs de Fort-Dauphin, ni par l'abondance du gibier; et c'est seulement après avoir étudié le pays pendant

1. « Le sieur Pronis s'en alla trouver Andian Ramach..., et l'appaisa en sorte, par présents, que les negres n'osèrent plus rien entreprendre » (Id., *Ibid.*, p. 195).

2. Voir sur ce point la *Relation* de Cauche, p. 92-102, *passim*. Cf. Flacourt, *loc. cit.*, p. 196.

3. François Cauche, *Relation...*, p. 96.

4. Catat, *Voyage à Madagascar* (1889-1890), p. 371-372.

5. Cauche, *Relation...*, p. 94.

deux jours et l'avoir comparé à tous les points de vue à Manafy qu'il le jugea propre à l'établissement d'une nouvelle « habitation¹. » En quelques heures y fut alors improvisée une installation que vinrent aussitôt occuper une partie des habitants du fort Saint-Pierre²; et, une expérience de quelques semaines ayant démontré la supériorité de cette nouvelle résidence sur celle de Sainte-Luce au point de vue du mouillage, de la salubrité, des ressources et de la défense, Pronis se résolut, à la suite d'une nouvelle épidémie³, à abandonner définitivement Manafy, et transporta sur l'éperon rocheux auquel la presqu'île de Fort-Dauphin doit son nom indigène (Taolankarana, c'est-à-dire « le rocher qui a la forme d'un os⁴ ») le centre des opérations de la Compagnie française des Indes orientales⁵.

Un tel déplacement était trop justifié par les circonstances pour qu'il fût possible aux compagnons de Pronis de lui en faire un grief; ils ne lui reprochèrent pas davantage d'avoir donné à leur nouvel établissement, en l'honneur de Louis XIV (dont ils ignoraient encore l'avènement au trône), le nom de Fort-Dau-

1. « Pendant deux jours de séjour que nous fîmes en ce lieu, l'ayant visité, nous jugeâmes qu'il estoit propre pour y faire nostre habitation » (Cauche, *Ibid.*, p. 98).

2. « Aussi-tost on fit couper des bois dans la montagne voisine et dresser une maison... Estans de retour à Sainte-Luce, nous fîmes partir une partie de ceux qui estoient en l'habitation Saint-Pierre, avec ce qu'ils avoient, pour aller habiter Itolangare » (Cauche, *Ibid.*, p. 98).

3. Cette épidémie avait éclaté pendant l'absence de François Cauche; au retour de son expédition de course dans l'océan Indien, il trouva à Saint-Pierre « quatorze hommes de moins et tout le reste malade de fièvres chaudes par l'intempérie de l'air et les vapeurs des marescages qui sont tout autour, personne ne pouvant débarquer pour y aller sans mouiller le pied, la situation estant en un bas où l'eau de la mer s'épanche » (*Relation du voyage que François Cauche...*, p. 111).

4. A. Grandidier, *Histoire de la géographie de Madagascar...*, texte, p. 108 (tirage de 1892).

5. Ce fait important se produisit à la fin de l'année 1643 ou au début de 1644, en tout cas après le retour de Cauche en Madagascar, c'est-à-dire après le mois de novembre (Cauche, *loc. cit.*, p. 111). Mais il semble bien ressortir du récit de ce personnage que l'abandon définitif du fort Saint-Pierre n'eut lieu qu'après le départ du bâtiment danois, c'est-à-dire dans les premiers mois de 1644. Rien n'est à tirer à cet égard du texte fort peu précis de Flacourt (*loc. cit.*, p. 197), sinon que le navire danois quitta Taolankarana en décembre 1643; par contre, Cauche déclare, quant à lui, que le bâtiment danois séjourna six mois à Taolankarana « pour y attendre la saison de partir, qui est en janvier, février et mars » (*loc. cit.*, p. 94), et ne parle pas du transfert définitif à Fort-Dauphin comme s'étant effectué pendant son dernier séjour à Madagascar (p. 111).

phin¹. Ils avaient, en réalité, un sujet autrement grave de murmure et de mécontentement contre leur chef! Pronis, à qui personne parmi ses subordonnés n'avait jamais reproché d'avoir jadis pris pour concubine une femme indigène², venait de se marier à la mode malgache! « Andianramac, » dit François Cauche³, « luy avoit persuadé ce mariage pour se tenir plus assuré de luy et des siens par cette alliance, cette femme, nommée Andianramarivelle, estant fille de deffunt Andianmarval, grand seigneur en ces lieux là, niece d'Andianramac, belle-sœur d'Andianmachicore et sœur d'Andianbel, tous puissans et nos bons amis. » Si le chef suprême du pays d'Anosy avait pensé tirer de cette alliance des avantages, Pronis n'avait-il pas dû en attendre plus de sécurité pour ses compagnons, et plus de facilité pour l'accomplissement de son œuvre commerciale? Il se trompait, — la suite de son histoire en fournira la preuve, — mais son mariage avec Andrianramarivelle n'en était pas moins un acte politique et un excellent exemple donné par le chef de la colonie à ses compagnons. Ces derniers, par une singulière déviation du sens moral, ne voulurent pas l'admettre; ils étaient trop heureux d'avoir enfin un prétexte à critiquer leur chef! Pronis était protestant, et ce seul fait suffisait, à une époque où les passions religieuses étaient encore singulièrement excitées, pour le faire mal voir de ses subordonnés catholiques. Il avait, d'autre part, complètement trompé leur attente en exigeant d'eux qu'ils se livrassent eux-mêmes au travail de la terre⁴, au lieu de se borner, comme ils l'avaient pensé, à diriger et à surveiller les indigènes. En vain, les colons avaient protesté et s'étaient plaints qu'il leur fallût « faire... fonction de portefaix et d'esclaves⁵. » Aussi avaient-ils, dès lors, conçu contre leur chef une haine

1. « Environ ce temps-là, le sieur Pronis avoit changé d'habitation, estoit venu demeurer avec tous ses gens au lieu de Tholangharen, nommé depuis par luy le fort Dauphin » (Flacourt, *loc. cit.*, p. 197).

2. « Il [Pronis] avoit fait donner un coup de fuzil à Rafateme, femme de Razau, qu'il avoit entretenu avant qu'avoir eu Dian Ravel, le tout pour complaire à Dian Ravel, qui étoit jalouse de Rafateme » (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 212).

3. Cauche, *loc. cit.*, p. 111.

4. C'est ce que voulait la Compagnie, qui fit passer sur le *Saint-Laurent* « toute sorte d'outils pour bastir et cultiver la terre » (*Relation du voyage que François Cauche...*, p. 91).

5. Flacourt, *loc. cit.*, p. 199.

vigoureuse, dont ce dernier put, lors de son mariage, constater les premiers effets : personne, en effet, ne voulut voir dans cette « femme du païs habillée à la Françoisé qu'il tenoit suivant la créance des Madagascarois pour sa femme¹, » autre chose qu'une concubine.

Un événement complètement indépendant de la volonté de Pronis fournit, quelques mois plus tard, un nouveau prétexte à récriminations et à murmures. A la fin de 1644, une violente tempête, un de ces terribles cyclones qui sévissent parfois dans ces parages de la mer des Indes, dévasta le sud de Madagascar, causa la mort d'une très grande partie du bétail qu'y élevaient les indigènes et amena une grande famine dans l'Anosy². En vain Pronis prit-il toutes les précautions possibles pour assurer le ravitaillement de Fort-Dauphin, soit en bétail, soit en riz ; la situation était fort précaire³, et ses subordonnés ne tardèrent pas à s'en plaindre. Les murmures redoublèrent, lorsque quatre-vingt-dix nouveaux colons envoyés à Madagascar « pour demeurer dans l'isle et y planter du tabac pour le compte de la Compagnie⁴ » eurent constaté quelle rude vie menaient leurs compagnons et se mirent à protester à leur tour. Peut-être, cependant, les récriminations auraient-elles fini par cesser si Pronis n'avait malheureusement, à ce moment-là même, commencé à fournir à ses subordonnés de justes sujets de plainte.

III.

Jusqu'alors le *commis* de la Compagnie des Indes orientales ne s'était montré ni orgueilleux ni prodigue ; il semble avoir bien géré les affaires des « intéressés » qui, ratifiant le

1. Expressions de Cauche, *loc. cit.*, p. 111.

2. « Il estoit survenu un grand houragan ou tempeste dans l'isle qui avoit causé une si grande famine au païs d'Anossi que la moitié des hommes moururent de faim, et ceux qui avoient bien du bestial, faute de ris et racines, furent contraints de manger la plus grande partie du bestial qui leur estoit resté de cette tempeste, qui fit mourir tous les veaux et la plupart des grandes bestes » (Flacourt, *Cause pour laquelle les interessez de la Compagnie...*, p. 4).

3. « Les François eurent assez de peine à vivre et à se maintenir pendant l'année mil six cent quarente-cinq » (Id., *Ibid.*, p. 4).

4. Cf. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 199, et *Cause pour laquelle...*, p. 4.

choix de Rigault, l'avaient maintenu à Madagascar, et avoir contenu les instincts despotiques que sa conduite ultérieure devait dévoiler; s'il eût continué d'agir comme pendant les trois premières années de son commandement, il eût mérité une place d'honneur parmi les fondateurs du premier empire colonial français. Comment, subitement, cet administrateur prudent, sage, éclairé, devint-il l'homme que vont révéler ses actes ultérieurs? Faut-il attribuer cette transformation à l'influence d'Andrianramarivelle¹, à l'irritation produite en lui par les insultes plus ou moins dissimulées de ses compagnons, au chagrin de voir son autorité battue en brèche? L'action du soleil et du climat n'y est-elle pas aussi pour quelque chose? Ce sont là autant d'hypothèses plausibles et d'explications très admissibles d'un fait absolument indéniable.

En 1645, la situation matérielle de l'« habitation » de Fort-Dauphin était, — nous l'avons déjà dit, — absolument précaire; il fallait aller chercher au loin et à grand'peine les vivres nécessaires pour l'alimentation des colons, sur lesquels pesait perpétuellement la terrible menace de la famine. Une grande prudence et la plus stricte économie s'imposaient donc dans la répartition des provisions. Aussi, grande fut l'indignation de tous quand on vit Pronis, sans paraître avoir conscience de la situation, prendre en quelque sorte plaisir à l'aggraver. « Toute la parenté² » d'Andrianramarivelle s'était rendue à Fort-Dauphin, où elle avait été bien accueillie par Pronis; elle séjournait dans l'habitation sans rien faire et se nourrissait copieusement aux dépens de la Compagnie³, tandis que les subordonnés de Pronis travaillaient rudement, étaient mal nourris⁴ et ne recueillaient de leur

1. Ou tout au moins au fait de son mariage. « Comme c'est la coustume des grands de ce pays de tenir leurs subjects sous le joug d'esclavage, luy, qui avoit espousé la fille d'un grand, eust esté fâché de ne tenir pas les François qui luy estoient soumis par les Seigneurs de la Compagnie sous le titre de ses esclaves, et comme cela il eust creu n'estre pas assez estimé par les gens de cette terre » (Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. citée, p. 198-199).

2. Expression employée par Flacourt, *Ibid.*, p. 198.

3. « Il nourrissoit toute la parenté, » dit Flacourt (p. 198), qui écrit un peu plus loin (p. 199) que les Français « voyoient beaucoup de negres dans l'habitation que l'on ne faisoit point travailler. »

4. « Faut d'un bon ordre, les François estoient le plus souvent tantost sans ris et ne mangeoient que de la viande, tantost sans viande et ne mangeoient que du ris » (Id., *Ibid.*, p. 198).

chef, à en croire Flacourt, que des témoignages de mépris. « Quand les grands du païs luy demandoient ce que luy estoient les François, il leur respondoit que c'estoient ses esclaves¹. »

Une pareille inégalité de traitement, un tel mépris et la dilapidation des marchandises et des vivres indisposèrent très sérieusement les colons, qui, récapitulant tous leurs griefs, se plaignirent alors hautement. Les uns reprochaient à Pronis la dissidence religieuse existant entre lui et la grande majorité de ses subordonnés, et l'accusaient de « faire le presche tout haut, pendant que les François faisoient les prieres dans la chapelle²; » d'autres murmuraient d'être contraints de peiner et de se livrer à des travaux fatigants, sans même être assurés de leur nourriture, « tandis qu'ils voyoient beaucoup de nègres dans l'habitation que l'on ne faisoit point travailler³. » Le mécontentement, au total, était général. Soit dédain, soit inconscience, Pronis n'en tint aucun compte, continua, et peut-être même exagéra ses errements antérieurs. Non content, en effet, de nourrir à Fort-Dauphin, quand elle s'y rendait, toute la famille d'Andrianramarivelle, il lui fournit, et en grande abondance, du riz et du bétail, alors même qu'elle résidait dans une autre localité de l'Anosy, à Manhale⁴. C'est ce qui décida les Français à faire des représentations à leur chef; ils « luy présentèrent une requête pour le prier de mesnager mieux les vivres⁵. »

Une telle requête, qui semble avoir été faite avec beaucoup de modération, aurait dû servir d'avertissement à Pronis et l'amener à changer de conduite; il n'en fut rien. « Au contraire, » raconte Flacourt⁶, « le sieur Pronis leur diminua leur ordinaire de ris, et leur dist que le premier qui lui viendrait parler de cela, qu'il luy donneroit un coup de pistolet dans la teste, ce qui les irrita tous davantage. » Aussi, un certain nombre de Français se mirent-ils alors à comploter réellement contre leur chef, sous

1. Flacourt, *Ibid.*, p. 198.

2. *Loc. cit.*, p. 198.

3. *Loc. cit.*, p. 199.

4. « Le sujet de leur rebellion fut que le sieur Pronis, entretenant Dian Ravel, faisoit souvent transporter du ris à Imanhal, lieu de la demeure de Dian Ravel avec sa mere, son frere, ses sœurs et tous les esclaves, lesquels le sieur Pronis nourrissoit, aux despens de l'habitation, de ris et de bestial » (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 204).

5. *Ibid.*, p. 204.

6. *Loc. cit.*, p. 204.

la direction de deux d'entre eux, nommés Beaumont et Jean Le Clerc, dit des Roquettes, et à dresser une liste de tous leurs griefs contre Pronis¹. L'absence de ce dernier (il était alors à Manihale auprès d'Andrianramarivelle²) favorisait les desseins des mécontents; de nouvelles imprudences et maladresses de Pronis les amenèrent à la révolte.

Un matin du mois de février 1646, aux environs du 10³, un Français vit des nègres sortir du fort avec du riz provenant du magasin; il les arrêta aussitôt. A cette nouvelle, Pronis entra, au dire d'un témoin qui le rapporta à ses compatriotes de Fort-Dauphin, dans une violente colère, et déclara « qu'il viendrait avec cinq cens negres leur passer à tous par dessus le ventre⁴. » Ce propos fut-il réellement tenu par Pronis, ou fut-il inventé par celui qui le lui attribua ensuite, peu importe; personne, en tout cas, parmi les subordonnés du commandant de l'habitation, ne semble en avoir mis en doute l'authenticité. Toutefois, les mécontents se bornèrent, dans une première réunion, à décider « de luy présenter une autre requête, afin de le prier de ne trouver pas mauvais s'ils se saisissoient des clefs du magasin, et s'ils en donnoient la direction à quelques-uns autres que ceux qui en avoient les clefs⁵. »

Il n'eût pas encore été impossible à Pronis de calmer les mutins, s'il se fût trouvé à Fort-Dauphin; c'est du moins ce que pensait le sieur Claude Le Roy, « commis des Seigneurs soubz le commandement du sieur Pronis, » et il s'empessa de l'écrire à son chef, et de le prier « de se haster de revenir au fort. » Mais ce dernier, qui semble avoir eu alors un véritable bandeau sur

1. Flacourt, *Ibid.*, p. 203-204.

2. C'est ce qui ressort nettement du récit de Flacourt (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 205).

3. Flacourt place (*Ibid.*, p. 204) l'arrestation de Pronis « vers le quinzième jour de febvrier; » mais il convient de la mettre un peu plus tôt, parce que l'emprisonnement a duré environ six mois et que l'arrivée du navire *le Saint-Laurent* (qui eut pour conséquence la délivrance de Pronis) est datée par Flacourt du 26 juillet. D'autre part, il semble impossible de placer cette arrestation en janvier, parce que le navire *le Royal* ne quitta Fort-Dauphin que dans le courant de janvier 1644 et qu'il faut, nécessairement, un certain laps de temps pour l'accomplissement des événements compris entre le départ de ce navire pour la France et l'arrestation même de Pronis.

4. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 205. Cf. *Cause pour laquelle...*, p. 5.

5. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 205.

les yeux, ne tint aucun compte des avis de son lieutenant; « au contraire, il se moqua de cela, » raconte Flacourt¹. Se laissa-t-il emporter à de nouvelles menaces contre les mutins? ou ses propos antérieurs suffirent-ils pour exciter les mécontents contre lui? On ne le sait pas; mais il est certain, dans tous les cas, qu'un vrai complot fut alors tramé contre Pronis.

Quand ce dernier revint de Manhale, deux jours après avoir reçu la lettre du sieur Le Roy, au moment où se relevait la garde, « il trouva les François en haye dans le fort qui l'attendoient; » dès qu'il eut pénétré dans l'enceinte, un caporal, nommé Saint-Martin, « le prit par la main en luy présentant le pistolet, » tandis que Beaumont, des Roquettes et dix ou douze autres rebelles l'entouraient; puis « tous, en le bafouans, ... le conduisirent dans sa chambre en luy ostant ses pistolets, et luy dirent qu'ils ne vouloient plus qu'il eust davantage le commandement sur eux. Lors le sieur Pronis leur dit : « Il ne reste plus qu'à me « mettre aux fers, puisque vous me traitez de la sorte; » eux luy dirent que c'estoit bien advisé à luy et qu'ils l'alloient enfermer. Ainsi, ils allerent querir les fers et les luy mirent aux pieds. » Ils transformèrent ensuite sa chambre en un véritable cachot², sans que personne parmi les indifférents de la colonie³ eût tenté le moindre effort pour délivrer Pronis.

Ce qui se passa ensuite démontre bien, d'ailleurs, que les révoltés ne songeaient nullement à se soustraire à l'autorité des « Seigneurs de la Compagnie; » leur coup fait, ils convoquèrent tous les Français de la colonie à une assemblée générale où ils élurent pour leur chef Claude Le Roy, qu'ils « contraignirent à prendre le commandement et direction de l'habitation en luy promettans de luy obéir et non au sieur Pronis, » et à qui ils « donnèrent une déclaration signée de tous les princepeaux, par laquelle ils le deschargeoient entierement de cette entreprise⁴. » Ils lui remirent, après avoir dressé l'inventaire de ce qu'ils y trou-

1. Flacourt, *Id.*, *Ibid.*, p. 205.

2. Flacourt raconte deux fois, et à peu près dans les mêmes termes, l'arrestation de Pronis (*Relation de l'isle Madagascar*, p. 203, 204 et 205); nous avons combiné ces deux récits dans notre exposé.

3. Ces indifférents, c'étaient ceux qui n'avaient pas participé au complot, « les matelots des barques et cinq ou six autres François plus avisés » (*loc. cit.*, p. 203).

4. Flacourt, *Ibid.*, p. 204. Cf. *Cause pour laquelle...*, p. 5.

vèrent, les clefs des « coffres et magasins » qui existaient à Fort-Dauphin, et lui donnèrent pour l'assister leurs meneurs, Beaumont et le Rouennais des Roquettes, qu'ils avaient choisis « pour deputez de leur part¹. » Puis les colons de Fort-Dauphin reprirent leur existence antérieure, s'occupant, comme par le passé, de la découverte du pays et de la traite du bétail pour la subsistance de l'habitation; seules, les impertinences, les injures, les menaces des révoltés à l'égard de Pronis, et les précautions que devait prendre Le Roy pour ne pas éveiller la défiance de ses électeurs en allant entretenir son ancien chef², décelaient qu'une révolution en miniature avait bouleversé le gouvernement de la petite colonie française.

IV.

Depuis plus de cinq mois, Pronis était aux fers dans sa chambre, gardé à vue jour et nuit par deux sentinelles, quand il fut tiré de sa prison et conduit à bord d'un navire français qui venait d'atterrir à Fort-Dauphin avec quarante-quatre nouveaux colons³. Averti par les révoltés qu'il leur était impossible d'obéir à leur ancien chef, « parce qu'il estoit hérétique, Rochelois et mal affectionné à la religion catholique, apostolique et romaine, et d'autant qu'ils ne l'estimoient pas capable de les commander⁴, » pressé par Beaumont, des Roquettes et leurs complices de les débarrasser de Pronis et de le ramener en France, le capitaine Roger le Bourg commença par se faire remettre le *commis* de la Compagnie; puis, au lieu de déférer au vœu des habitants de Fort-Dauphin, il travailla, d'accord avec Claude le Roy, à le remplacer à la tête de la colonie⁵. Écarter de l'habitation pendant un temps les meneurs de la révolte pour les mettre à leur retour en présence d'un fait accompli, voilà ce qu'il importait d'abord de faire. On prétextait la nécessité d'un voyage sur la côte orientale, bien au nord du tropique du Capricorne, pour faire partir dans une

1. *Relation de l'isle Madagascar*, p. 204.

2. « Quand le sieur Le Roy luy alloit parler, il falloit qu'il y eust deux hommes avec luy envoyez par les deputez » (Flacourt, *Relation...*, p. 205).

3. Y compris le « commis » Angeleau (cf. *Ibid.*, p. 206).

4. *Cause pour laquelle...*, p. 5.

5. Flacourt le dit expressément : « Il fut délibéré par le capitaine, le sieur Le Roy et le sieur Angeleau, afin de pouvoir mieux restablir le sieur Pronis... » (*Relation de l'isle Madagascar*, p. 206).

barque « une trentaine des plus mutinez¹; » puis on travailla ceux qui étaient demeurés au fort, lesquels « consentirent que le sieur Pronis fut restably². »

Il s'en fallut de peu, toutefois, que Pronis ne fût immédiatement renversé de nouveau; par suite de vents contraires, la barque avait dû, loin de remonter vers le nord, relâcher au sud de Fort-Dauphin, à l'Anse des Galions. Les « ligueurs, » — pour employer une expression dont se sert fréquemment Flacourt, — y apprirent ce qui venait de se passer, se déclarèrent « résolus de perdre la vie plustost » que de le souffrir et décidèrent de contraindre par la famine leurs camarades demeurés dans l'habitation à faire comme eux. Mais quand, arrivés aux environs de Fort-Dauphin pour y « enlever le bestial et se fortifier proche le puits et ainsi assiéger en quelque façon » l'établissement de la Compagnie, il leur fut proposé d'aller faire une expédition de traite dans un pays riche en bétail — vers le sud-ouest — sous la direction de Claude le Roy; lorsqu'ils se trouvèrent en possession des marchandises nécessaires à cet effet, leur esprit d'aventure et d'audace reprit le dessus, et ils s'éloignèrent³. En même temps, pour se débarrasser de quelques colons dont la soumission semblait douteuse, Pronis les envoya fonder deux postes commerciaux sur la côte orientale de Madagascar, le premier dans le pays des Antavares et le second dans l'île Sainte-Marie⁴. Puis, profitant avec une réelle habileté de l'absence de ses ennemis, il consolida son autorité et « attira à soy le reste des François, tant anciens que nouveaux venus⁵. » Aussi, lorsque les mutins que Claude le Roy avait emmenés avec lui formulèrent, à leur retour de voyage, de nouvelles exigences et refusèrent encore une fois d'obéir à Pronis, celui-ci n'hésita-t-il pas à agir rigoureusement.

Les mécontents s'étaient arrêtés à quelques heures de Fort-Dauphin sur une éminence et avaient de là envoyé un des leurs porter à l'habitation une lettre de revendications; la réponse à cette lettre, Pronis la leur apporta en personne, la nuit suivante, en compagnie de cinquante Français bien armés, décidé à réduire les rebelles par la force, en cas qu'ils lui voulussent résister.

1. Flacourt, *Id.*, *Ibid.*, p. 206.

2. *Cause pour laquelle...*, p. 6.

3. Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 206-207.

4. *Id.*, *Ibid.*, p. 207.

5. Expression employée par Flacourt (*loc. cit.*, p. 207).

Peut-être les deux troupes en seraient-elles venues aux mains si Claude le Roy n'avait été là. Cet homme, dont la loyauté était connue de tous et qui semble avoir eu le talent de se faire aimer, estimer et écouter des colons de chaque parti, profita du répit que lui laissait la nuit pour persuader à ses compagnons de se soumettre à Pronis. Il « leur remontra le danger où ils se mettoient en se mutinant contre luy, et que les Nègres de la campagne qui estoient pour le sieur Pronis estoient sous les armes pour achever ceux qui se sauveroient; que le sieur Pronis avoit des gens frais, qu'eux estoient tous fatiguez de leur voyage. » Combien Le Roy avait raison, les insurgés, — les *ligueurs*, — s'en rendirent compte dès que le jour parut; « le sieur Angeleau estoit avec vingt-cinq François pour donner d'un costé, et le sieur Pronis d'un autre, avec le reste des François qu'il avoit menez... Tous les Nègres des environs estoient sous les armes, qui n'attendoient rien que l'issuë de ce combat pour avoir l'occasion de tuer tous les François. » Que faire dans de telles conditions, sinon accepter la loi du plus fort? C'est à quoi se résignèrent les insurgés, convaincus de leur infériorité numérique; ils députèrent Claude Le Roy vers Pronis, dont, en échange d'une amnistie complète, ils acceptèrent finalement toutes les conditions¹.

Malheureusement, Pronis ne sut pas user de sa victoire avec modération; loin d'oublier le passé comme il l'avait promis, il n'eut rien de plus pressé que de tirer vengeance de ses principaux adversaires², et, au lieu de consolider son autorité, raviva ainsi la méfiance parmi les colons. Enorgueilli par le succès, il parut (chose plus grave encore!) penser ne plus avoir à compter avec les indigènes, déjà très mal disposés pour les Français; et en leur

1. Cf. le récit donné par Flacourt dans sa *Relation de l'isle Madagascar*, p. 208-209. — Noter aussi l'expression dont le même auteur se sert dans son factum pour caractériser le rôle de Claude Le Roy; il « les obligea par belles paroles, » dit-il (*Cause pour laquelle...*, p. 6).

2. Aussitôt arrivé au Fort-Dauphin avec les « ligueurs, » Pronis « en fit prendre douze des principaux, auxquels il fit raser barbe et cheveux, leur fit faire amende honorable, nuds en chemise, la corde au col et la torche au poing, et les exila en l'isle Mascareigne; en fit attacher deux à une chaisne de fer au pied du mast du fort et les fers aux pieds, où il y en eut un qui mourut de misere au bout de six mois, et l'autre, après y avoir esté un an, en sortit par son ordre » (*Cause pour laquelle...*, p. 6. Cf. la *Relation de l'isle Madagascar*, p. 208-209).

fournissant de nouveaux sujets de haine, il compromit l'avenir de la colonie.

Pour mettre en valeur les terres de la plus belle des îles Mascareignes, le gouverneur hollandais de Maurice manquait de bras; il pria Pronis de lui en procurer, et ce dernier, en proie à une véritable aberration, n'hésita pas à recourir à une inexcusable trahison pour lui complaire. « C'estoient, raconte Flacourt¹, tous Nègres qui servoient à l'habitation, et d'autres qui venoient innocemment y apporter de petites denrées à vendre. Après que les Nègres et Nègresses furent retournés du travail, le sieur Pronis leur fit dire qu'ils vinssent à la boucherie querir de la viande; et ainsi il en fit enfermer une quarantaine, qu'il fit attacher deux à deux et envoyer au navire, les autres se mirent à fuir. Il envoya espier par les chemins pour surprendre hommes et femmes et les fit ainsi enlever, jusques à ce que le Hollandois dit qu'il en avoit assez. » Peut-être Pronis pensait-il, par de tels attentats, se concilier les bonnes grâces des Hollandais; il attachait du moins à son nom une flétrissure, et il exaspérait l'indignation des indigènes contre les Français².

En voulant venger ses injures personnelles, il trouva moyen de l'accroître encore. Andrianramarivelle s'était naguère consolée de la captivité de Pronis avec un des principaux personnages du pays d'Anossi, un nègre beau, bien fait et hardi qui était le Don Juan de la contrée, Razau³; le commis de la Compagnie essaya d'abord de le faire assassiner, puis, n'y parvenant pas, il recourut à Andrianramach. Celui-ci temporisant et usant de moyens dilatoires pour sauver son frère naturel (car Razau ne lui était rien moins), Pronis lui signifiâ un véritable ultimatum : « S'il ne luy livroit la teste de Razau, qu'il luy déclaroit la guerre et à tout le país. » Terrorisé par cette menace et ne se sentant pas capable de résister aux armes à feu des colons, Andrianramach

1. *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 209-210.

2. Andrian Ramach s'en plaignit plus tard, — et très justement, — amèrement à Flacourt, « disant... que cela estoit une signalée perfidie contre de pauvres gens qui servoient le sieur Pronis, que de les avoir ainsi vilainement vendus pour estre transportez en mer, hors de leur país, sans avoir jamais esperance d'y retourner » (*Ibid.*, p. 210). — Au reste, dit encore Flacourt, « depuis ce temps-là il ne se trouva aucun negre en l'habitation, tant qu'il y a eu navire mouillé à l'ancre, et... les negres du país eurent en hayne dès ce jour-là les Francois attribuant la faute du chef sur tous les membres. »

3. Sur tous ces faits, voir Flacourt, *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 211-212.

fit ce qui lui était commandé¹; mais ce lui fut un nouveau motif pour penser, avec tous les indigènes du sud de Madagascar, « qu'il falloit *par adresse* surprendre et exterminer les François comme leurs pères et ayeuls avoient fait autrefois des Portugais². »

C'est donc par la ruse que les habitants de l'Anosy songeaient à se débarrasser des colons; aussi ne laissaient-ils rien paraître de leurs véritables sentiments, et Pronis, trompé par les apparences, se comportait-il à l'égard de ses compagnons en chef despote et imprévoyant. Il avait recommencé à gaspiller comme par le passé les vivres accumulés dans les magasins de Fort-Dauphin³, il avait repris ses manières hautaines et cassantes⁴, il s'était mis à témoigner à un homme dont la fidélité n'aurait cependant pas dû lui être suspecte, à son lieutenant Claude Le Roy, une véritable animosité. Aussi, ce malheureux officier, redoutant (peut-être à la suite de paroles inconsidérées de Pronis) « d'estre retenu et de mourir... attaché aux fers, » finit-il par abandonner nuitamment l'habitation et par se retirer, avec une partie des colons, sur la côte occidentale de Madagascar, à la baie de Saint-Augustin⁵. D'autres Français, envoyés en expédition de traite jusque dans les parages du pays actuel des Betsileo, profitèrent de l'occasion pour ne pas regagner l'établissement « qu'ils n'eussent nouvelle de la venue d'un navire, de crainte du mauvais mesnage du sieur Pronis et des parents de sa prétendue femme⁶; » et la garnison de Fort-Dauphin, strictement réduite à vingt-neuf personnes⁷, se trouva bientôt dans une situation très précaire. Pas de vivres⁸, et nécessité impérieuse de se multiplier

1. Voir le même passage de la *Relation*, et le factum qui la suit, p. 6-7.

2. *Cause pour laquelle...*, p. 7.

3. Flacourt parle de « la disette des vivres, aussi mal mesnagez par le sieur Pronis après sa delivrance qu'auparavant sa detention » (*Relation...*, p. 213. Voir aussi p. 249). Cf. l'expression employée aussi par lui dans son factum : « Le mauvais mesnage d'iceluy » (p. 8).

4. C'est, du moins, ce que nous concluons de cette expression de Flacourt : « Les mauvais deportements du sieur Pronis » (*Relation de l'Isle Madagascar*, p. 213).

5. Voir la *Relation de l'Isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 213-214. Cf. la *Cause pour laquelle...*, p. 8.

6. *Cause pour laquelle...*, p. 8. Cf. la *Relation de l'Isle Madagascar*, p. 214-215.

7. « Cependant le sieur Pronis n'avoit plus que vingt-huit François avec luy dans l'habitation » (*Relation...*, p. 215. Cf. la *Cause pour laquelle...*, p. 8).

8. « Les vivres luy manquoient, » dit Flacourt (*Relation...*, p. 215), et dans

pour dissimuler aux indigènes la faiblesse de la garnison, de se tenir sans cesse sur ses gardes pour résister à leurs embûches ! C'est vraiment miracle que, dans des conjonctures aussi critiques, cette infime poignée d'hommes ait réussi à tenir en respect ses ennemis, à déjouer toutes les trahisons, à éviter tous les pièges et à se maintenir en possession de Fort-Dauphin ! Peu s'en fallut qu'elle ne succombât le jour où les indigènes, se rendant enfin compte de la faiblesse numérique des colons, envoyèrent, pour les massacrer dans le fort même, le beau-frère d'Andrianramarivelle et trois cents hommes armés, « sous semblant de visiter le sieur Pronis. » Mais celui-ci, averti sous main du but de cette visite, — que ses habitudes antérieures de prodigalité rendaient très plausible, — par la mère nourricière de sa femme, prit ses précautions de telle sorte qu'Andrian-Tsissei, déconcerté par les préparatifs de défense des Français, plus déconcerté encore en apprenant ses propres desseins de la bouche de Pronis, finit par lui confesser la vérité ; « mais il lui dit qu'il le trouvoit si honneste homme qu'il ne vouloit point entreprendre cette trahison-là contre luy, qui estoit son beau-frère, ny contre les François ; c'est pourquoy il fit sortir tous ses gens du fort, et les renvoya, et demeura luy troisieme avec Pronis à se resjoûir ; puis il s'en retourna en luy protestant que jamais il n'entreprendroit rien contre luy¹. »

En dépit du courage et de l'activité des colons, malgré la présence d'esprit et le sang-froid de Pronis, à qui le sentiment d'un péril imminent avait enfin rendu une partie de ses anciennes qualités, les habitants de Fort-Dauphin allaient certainement succomber quand, le 4 décembre 1648², débarqua, avec des renforts, un personnage investi de pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux du *commis* de la Compagnie, Étienne de Flacourt.

son factum (*Cause pour laquelle...*, p. 8), il ajoute que les habitants du fort étaient « la plupart malades. »

1. *Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658, p. 215. — C'est « environ le mois de novembre de l'année 1648 » que se passa ce curieux épisode.

2. Cette date ressort du récit de Flacourt dans sa *Relation* (p. 243-244) et est donnée par lui d'une manière précise dans son factum intitulé *Cause pour laquelle...*, p. 8.

V.

Les instructions remises à leur agent par les « seigneurs intéressés en la Compagnie » lui prescrivait entre autres choses de faire une enquête sur les agissements de son prédécesseur¹. Dès son arrivée, Flacourt commença cette enquête; mais il la conduisit avec une réelle partialité², en sorte que Pronis, loin d'être blâmé pour sa conduite envers les indigènes et envers ses compagnons, demeura paisiblement à Fort-Dauphin, protégé contre le ressentiment des anciens colons par le « commandant général » (tel était le titre conféré à Flacourt³), jouissant de sa confiance, traité par lui comme son véritable lieutenant. Il lui fallut seulement se séparer de sa femme, bien qu'elle vint de lui donner une fille; dès le 6 décembre, Andrianramarivelle dut, « triste et étonnée, » abandonner avec ses servantes et ses esclaves le Fort-Dauphin⁴.

Dès lors, et jusqu'à son départ pour la France (février 1650), Pronis ne joue plus qu'un rôle effacé. Il apparaît d'abord comme l'ami et le bras droit de Flacourt, et dirige en cette qualité une expédition de traite le long de la côte orientale de Madagascar jusqu'à l'île Sainte-Marie⁵. Un peu plus tard, il devient suspect à son chef, qui, le soupçonnant de vouloir se soustraire à son autorité et de songer à s'établir à Manhale auprès d'Andrianramarivelle, le fait emprisonner⁶. Quelques jours après, Flacourt

1. Cf. la *Cause pour laquelle...*, p. 8; Flacourt y déclare formellement avoir été envoyé dans l'île pour « informer de la cause de ces desordres, renvoyer le sieur Pronis en France et luy faire rendre compte de son administration et du maniement des effects de la Compagnie. » C'est aussi ce que dit, probablement d'ailleurs d'après Flacourt, l'avocat Lordelot dans ses *Deffenses pour Madame Marie de Cossé, duchesse de la Meilleraye*. Selon lui, « les choses secondèrent si mal et eurent un succez si peu favorable que » Flacourt fut envoyé à Madagascar « pour pourvoir aux desordres passez et y régler mieux les choses à l'avenir; ce sont les propres termes » (Bibl. nat., Thoisy 89, p. 2 du factum).

2. Voir ce que dit Flacourt à la page 246 de sa *Relation* : « Je trouvoy le sieur Pronis autre que l'on me l'avoit depeint et ne conneus en luy qu'une grande sincerité et franchise, et, s'il y a eu du desordre, c'est qu'il n'a pas esté obey ni respecté. » — Notez aussi qu'il déclare lui-même (p. 247) avoir « imposé silence » à ceux qui se plaignaient de Pronis (cf. encore p. 248).

3. *Relation de l'isle Madagascar*, p. 216.

4. Voir la *Relation de l'isle Madagascar*, p. 246-247.

5. *Ibid.*, p. 248, et *Cause pour laquelle...*, p. 9.

6. *Relation...*, p. 261.

réconcilié avec Pronis le traite en apparence comme auparavant; mais il est en réalité désireux de s'en débarrasser, et finalement il le renvoie en France sur le bâtiment qui l'a lui-même, près de quinze mois plus tôt, amené à Madagascar¹.

On aimerait à savoir comment Pronis fut reçu par les directeurs de la Compagnie française des Indes orientales, et ce qu'il devint après son retour dans la mère patrie; c'est malheureusement ce que ne raconte aucun document. Jusqu'en l'année 1654, on ignore ce qu'il a fait; à cette date, au milieu du mois d'août, on le vit tout à coup arriver à Fort-Dauphin sur l'un des deux navires chargés par le maréchal de la Meilleraye de ravitailler la colonie². Grandes furent alors la surprise et l'inquiétude de Flacourt; Pronis ne venait-il pas pour le relever à son tour de son commandement? Mais Flacourt fut vite rassuré; en réalité, son prédécesseur ne s'était rendu à Madagascar que pour diriger une expédition de course dans l'Océan Indien et la mer Rouge³; la durée de son séjour dans l'île dépendait uniquement de la volonté du « commandant général. »

A ce moment même, les colons, « ennuyez (au dire de Flacourt) d'estre si long-temps en ce païs sans payement de leurs salaires⁴, » mais bien plutôt, en réalité, mécontents de leur commandant, commençaient à murmurer; ils avaient oublié leurs anciens griefs contre Pronis et ne se souvenaient plus que de ses qualités; aussi, pensant trouver en lui un chef, lui offrirent-ils « de se mettre de son côté⁵. » Mais Pronis, avec la plus grande loyauté, repoussa leurs offres, et promit spontanément à Flacourt de le secourir, « en cas qu'il y eût quelque rébellion parmi les siens⁶; » il fit mieux encore en acceptant de s'éloigner temporairement et d'aller remplir à Madagascar d'abord, à l'île Sainte-Marie ensuite, une mission pour le compte de la colonie⁷. Peut-être, à son retour de

1. Cf. *Cause pour laquelle...*, p. 11.

2. Voir la *Relation de l'isle Madagascar*, p. 363-364 et 370. Cf. la *Cause pour laquelle...*, p. 14.

3. « Le sieur Pronis... n'estoit point venu en ce païs pour demeurer, mais..., estant capitaine d'un navire, il s'en retourneroit si je le trouvois à propos et si j'avois de quoy le charger » (*Relation...*, p. 370. Cf. la *Cause pour laquelle...*, p. 14). Cf. Maître Lordelot, *Deffenses pour Madame Marie de Cossé*, p. 4 et 27.

4. *Cause pour laquelle...*, p. 15.

5. *Ibid.*, p. 15. Voir aussi la *Relation de l'isle Madagascar*, p. 371.

6. *Cause pour laquelle...*, p. 15.

7. *Relation de l'isle Madagascar*, p. 372-375. Pronis avait-il auparavant,

ce voyage, aurait-il appareillé pour la France, si le récit des événements qui s'étaient passés dans la métropole et la nouvelle de la substitution du duc de la Meilleraye aux fondateurs de la Compagnie de 1642 n'avaient déterminé Flacourt à aller se rendre lui-même un compte exact des choses et « en sçavoir la vérité¹. » Ce fut donc lui qui partit de Fort-Dauphin le 12 février 1655², après avoir désigné pour le remplacer pendant son absence celui même dont le retour l'avait si fort inquiété, et que, depuis, les mécontents avaient en quelque sorte imposé à son choix; « ledit sieur Pronis, » écrit-il dans son *Histoire de la Grande Isle Madagascar*³, « ayant servy les seigneurs [de la Compagnie] en cette qualité pendant sept années, j'ay jugé qu'il n'y avoit personne plus capable que luy. »

VI.

Ainsi, par un retour de fortune vraiment singulier et tout à fait inattendu, Jacques Pronis se trouva remplacé d'un consentement unanime à la tête de la colonie. Combien il avait été mûri par l'adversité, c'est ce dont témoignent ses premiers actes; il se montre affable pour tous, et travaille en particulier à faire oublier sa qualité de huguenot aux prêtres de la mission envoyés par Saint-Vincent de Paul à Madagascar pour évangéliser les indigènes. Non seulement il est pour eux plein de déférence et tient compte de leurs observations autant qu'il les juge compatibles avec son devoir de gouverneur, mais il leur témoigne, selon le

comme le prétend maître Lordelot, obligé (de concert avec M. de la Forest) les Grands du pays « à conclure la paix à l'avantage du Fort-Dauphin, afin de faciliter le commerce et la culture des terres? » (*Deffenses pour Madame Marie de Cossé*, p. 6). Le texte de Flacourt (*Ibid.*, p. 371) ne me semble pas le dire absolument.

1. *Ibid.*, p. 377.

2. *Ibid.*, p. 377. — Cf. dans l'*Histoire de la grande isle Madagascar* (éd. de 1661) la « Relation de ce qui s'est passé en l'isle Madagascar depuis le 21 febr. 1655 jusques au 19 janvier 1656 » (p. 410).

3. P. 377 (*Relation de l'isle Madagascar*, éd. de 1658). — « Je luy laissay, ajoute-t-il dans son factum (*Cause pour laquelle...*, p. 16), tout par inventaire signé de luy, avec promesse de me remettre tout, ou à celuy qui sera envoyé de la part des interessez. » Cf. Lordelot, dans ses *Deffenses pour Madame Marie de Cossé*, p. 9-10 : « Il eust la prévoyance de faire nommer le sieur de Pronis commandant en sa place avec cette condition qu'il luy remettroit le gouvernement en cas de retour. » Voy. aussi *Ibid.*, p. 25.

mot du P. Bourdaise, « beaucoup d'affection¹. » Il s'attache d'autre part à rendre confiance aux indigènes et les traite avec douceur et bonté. Son plan est très simple; il veut « avancer l'œuvre de la colonisation française², transformer le fort et le mettre en bien meilleur estat que le sieur de Flacourt ne l'avait laissé³. »

Malheureusement, les événements ne permirent pas à Pronis de réaliser ses projets; une série d'incendies qui éclatèrent immédiatement après le départ de Flacourt ravagèrent, non pas l'habitation « composée d'environ quelques cent cinquante cases tant de François que de nègres, qui servent au Fort⁴, » mais le fort lui-même⁵; le dernier de ces sinistres, le plus terrible, qui dura trois jours entiers, détruisit complètement tous les bâtiments contenus à l'intérieur de l'enceinte fortifiée : église, citadelle, magasins, maison du gouverneur, etc. C'était là un vrai désastre, qu'il importait avant tout de réparer; Pronis y consacra immédiatement toute son activité et tous ses soins⁶; mais il en fut si affecté qu'il ne tarda pas à tomber malade pour ne pas se relever.

Quand, le 23 mai 1655, cent jours exactement après avoir été investi du commandement, il comprit qu'il allait mourir, il fit venir le P. Bourdaise, et, en présence de tous les Français, lui dicta ses dernières volontés. Il pourvut d'abord soigneusement, malgré « une grande difficulté à parler, » aux affaires de la colonie, et, seulement ensuite, il s'occupa des siennes propres, recommandant avec instance au P. Bourdaise la fille qu'il avait eue d'Andrianramarivelle et le priant d'en prendre soin. « Après la messe, » raconte le missionnaire, « il m'envoya quérir derechef et me remit sa petite fille entre les mains. » Lui ayant dit adieu, me voyant seul avec lui et brûlant du désir de son salut, je lui dis : « Monsieur, vous savez l'affection que je vous porte; je suis prêt à engager, non seulement ma vie, mais mon salut éternel pour les vérités de l'Église romaine; ce n'est pas ce que j'attends de vous qui me fait parler de la sorte, mais c'est votre

1. *Mémoires de la congrégation de la Mission*, t. IX, p. 228 (lettre du P. Bourdaise).

2. *Ibid.*, p. 228.

3. *Histoire de la grande île Madagascar* (éd. de 1661), p. 414.

4. *Ibid.*, p. 413.

5. *Ibid.*, p. 410-413. Cf. Lordelot, *Deffenses pour Madame Marie de Coëse*, p. 10-11.

6. *Histoire de la grande île Madagascar* (éd. de 1661), p. 413.

bien que je recherche. » Il pensa un peu et me dit qu'il savait bien ce qu'il avait à faire et me pria de le laisser mourir en repos. Je lui dis : « C'est, Monsieur, pour vous mettre en repos que je prends cette hardiesse de vous parler de l'affaire dont dépend une éternité de bonheur ou de malheur pour vous. » — Il me répliqua : « Monsieur, laissons tout cela, il n'est plus temps. » Incontinent, il perdit la parole et trépassa sur les onze heures du soir, le 23 mai 1655, sans donner aucun signe de conversion¹. »

Ainsi mourut le premier commandant français de Madagascar, sans avoir eu, au cours de sa seconde période de gouvernement, le temps de réaliser ses projets et de prouver, d'une manière irréfragable, qu'il avait profité des leçons de l'expérience. Aurait-il, à un moment donné, repris les déplorables errements qui lui avaient fait jadis mener la colonie à deux doigts de sa perte? Aurait-il, au contraire, mis en pleine lumière les brillantes qualités d'administrateur que quelques-uns de ses actes permettent de discerner en lui? Il est impossible de le dire, et c'est une des raisons pour lesquelles il est si difficile de porter sur Pronis un jugement définitif. Tel qu'il nous apparaît, toutefois, à la clarté de documents partiels et incomplets dont aucun n'émane de lui², avec des qualités qu'on n'avait pas assez mises en lumière, et en dépit de fautes véritablement inexcusables, Jacques Pronis semble, au total, mériter quelque indulgence et ne devoir pas être aussi sévèrement jugé qu'il l'a été jusqu'ici par les historiens de la colonisation française à Madagascar.

Henri FROIDEVAUX.

1. *Mémoires de la congrégation de la Mission*, t. IX, p. 229-230.

2. Abstraction faite de la sommation dont le texte a été reproduit par Cauche en tête de sa *Relation*, dans son avis « Au lecteur. »

MÉLANGES ET DOCUMENTS

TALLEYRAND, PRINCE DE BÉNÉVENT.

(Suite ¹.)

III.

La correspondance de Beer nous révèle à quelle quantité infinie de détails le gouverneur de Bénévent était obligé de descendre, ce qui donne une idée assez fâcheuse de ce qu'avait été l'administration de la principauté sous le gouvernement pontifical. Tantôt il faut s'occuper de ce que Talleyrand appelle la haute législation et tantôt veiller aux soins de la plus élémentaire vicinalité. Beer est contraint de tout régler à coups d'édits et d'arrêtés. Par sa seule lettre du 7 mars 1812, il transmet à Talleyrand quatre décrets relatifs au notariat, un relatif aux hypothèques et un aux confréries. Lui-même « supplie le prince de ne pas lui attribuer la manie de réglementer » et entre dans quelques considérations au sujet des confréries.

Je sais, dit-il, que ces institutions sont un abus de la religion et produisent plus d'inconvénients que d'avantages pour l'ordre public. Mais chez un peuple aussi plein d'imagination que le sont les Napolitains, je ne crois pas que l'on puisse encore les supprimer. A cette sottise on en substituerait d'autres. Je connais le mal qui peut résulter des confréries; il me faudrait étudier celui de la nouvelle invention qu'aurait produite le génie spéculatif des méridionaux. Il est impossible que ces imaginations exaltées ne se promènent pas dans l'espace.

Le désarroi administratif lui arrache de nouvelles plaintes, le 18 mars 1812 :

A l'exception du code civil et de quelques règlements qui y sont

1. Voir *Revue historique*, LXXIII, p. 71.

relatifs, écrit-il, rien n'est déterminé à Bénévent et il faut à chaque instant accourir aux désordres que causent les passions des fonctionnaires et des administrés dans un système où le défaut de lois laisse au premier magistrat tout le fardeau du règlement des hommes et des choses dans un abîme de détails où se perdrait la tête la plus forte et le courage le plus élevé.

Le 29 novembre 1812, il demande encore à Talleyrand des instructions pour l'établissement du code.

Il n'y a point de lois praticables, dit-il. Le gouverneur, en fait de liberté civile, est le seul garant du public. Le code pénal de France est trop doux pour les rapt et les armes prohibées.

C'est le 29 janvier 1813 seulement qu'il annonce la mise en vigueur du code pénal « avec quelques légères modifications que commandent le soleil et l'état actuel de la morale publique. »

La situation n'était, à aucun égard, commode pour le gouverneur. Talleyrand considérait surtout la principauté au point de vue des revenus. Le décret de Schönbrunn du 15 août 1809 avait fixé à 80,000 francs le revenu net annuel des duchés de Reggio, de Gaète, de Tarente et d'Otrante établis dans le royaume de Naples. Il n'entendait pas que sa principauté fût d'un rapport moindre que les duchés, et il était assez disposé à considérer comme détourné de sa véritable destination l'argent que Beer consacrait soit au pavage des rues et à l'établissement d'un égout, soit à la réfection du pont Valentin ou à l'établissement du pont de la Seretella, lequel était pourtant « indispensable pour communiquer avec la contrée de Pino, avec la commune de Castelpoto et la montagne de Vitulano, d'où Bénévent tire tout le charbon et une partie du bois qui se consomme, » soit encore à la construction de routes, comme celle de San-Leucio, dont Beer disait qu'elle « est d'une utilité absolue et sera un beau monument administratif. » Dans sa lettre du 30 juin 1812, il insiste encore sur la nécessité de ces ouvrages et sur le besoin que Bénévent a de commercer avec Naples pour se créer des ressources.

Six mois de stagnation jetteraient ce pays précieusement florissant dans la plus affreuse misère. Si, pendant six mois, Naples n'avait pas besoin de nos ponts et de nos routes, nous serions perdus. Les anciens les auraient divinisés dans notre position.

Malgré les encouragements qu'il lui donnait dans la lettre que nous avons citée, il ne semble donc pas que Talleyrand se soit beaucoup préoccupé de faciliter la tâche de Beer, ni qu'il ait suivi l'administration de la principauté avec beaucoup d'attention. Nous voyons, par exemple, qu'à la date du 5 juillet 1813 Beer est contraint de lui

rappeler les brevets dont il a sollicité l'expédition le 48 décembre 1844.

Mes nominations provisoires, dit-il, ne sont peut-être pas un titre suffisant, après dix-huit mois, pour des juges qui peuvent avoir des sentences irréparables à prononcer.

Il n'est pas davantage secondé par la population, qui supporte malaisément la domination étrangère et qui compte toujours sur une défaite de Napoléon pour secouer le joug. Le brigandage et les complots poursuivent sans cesse leur œuvre, aidés plus ou moins inconsciemment par le gouvernement napolitain, qui de son côté n'a pas abandonné l'espérance d'annexer Bénévent au royaume. Beer nous donne à diverses reprises, sur l'état des esprits et des mœurs, des renseignements assez curieux.

Je sais, écrit-il le 7 mars 1842, que la police générale de Naples a fait encore une de ses indiscrètes circulaires aux intendants du royaume pour leur annoncer que la tranquillité de l'Europe pourra être troublée par une nouvelle guerre et pour leur recommander un redoublement de surveillance. Comme il n'y a point de secret dans l'administration napolitaine, cet avis a presque confirmé les esprits factieux dans leurs criminelles espérances... Les bruits d'une guerre avec la Russie ont, depuis trois mois, fait lever la tête au parti contraire. Je commence à devenir passablement habile dans la pathologie du brigandage. Dans la nuit du 29 au 30 janvier, au moyen d'un espionnage actif, j'ai fait tomber dans une embuscade une bande de huit hommes, dont nous avons tué trois. Ils étaient de Casalduni et avaient ici des rapports avec plusieurs personnes qui sont arrêtées. La longue et pénible procédure qu'on instruit à la police a presque prouvé un complot de plus de quatre-vingts personnes entre Bénévent et Campobasso et il en résulte que le juge de paix de Angeli de Pontelandolfo et son frère, capitaine de la garde nationale de cet arrondissement, en font partie et ont eu part, depuis trois ans, à tous les vols qui ont été commis de ce côté-là.

Une autre fois, il cite le cas d'un forçat libéré à Civita-Vecchia, Joseph de Angelis, que la gendarmerie napolitaine avait consigné à Bénévent et dont le congé portait : condamné à dix ans de galères pour vol qualifié.

Je fis vérifier sur les registres de la justice criminelle et l'on trouva : condamné aux galères à vie avec les deux formules de *Sine spe gratiae* et *strictæ custodiatur*, ce qui était d'ailleurs de notoriété publique, de Angeli ayant commis un meurtre affreux et prémédité. J'ordonnai en conséquence qu'il fût remis aux fers et j'écrivis à Rome pour avoir des explications. Le capitaine commandant la gendarmerie de ce départe-

tement m'envoya en réponse un extrait des registres qui avaient remplacé la matricule pontificale des chiourmes. Il était évident qu'au moyen de quelque argent donné à un commis en 1809, cet article avait été falsifié.

A la date du 30 mai 1812, il écrit encore :

La guerre qui se prépare a causé quelque fermentation dans les esprits. L'ignorance et l'obstination dans la haine ont dû naturellement réveiller des espérances criminelles dans les ennemis de l'ordre et la peur a rapproché d'eux tous les hommes faibles.

Il a découvert que le chef des fusiliers, Paoletta, protégeait des étrangers suspects auxquels il remettait de faux documents et qu'il avait pour coopérateur dans la fabrication des pièces fausses un lieutenant de la garde d'honneur à cheval, Charles Feuli.

On instruit ce procès avec toute l'activité que permettent au juge de police son âge et ses infirmités. Mais c'est encore une de ces causes qu'il est impossible de faire juger par nos tribunaux, tant que dureront les craintes de nos juges et leur affection pour le régime passé.

Il énumère les affaires à l'instruction, parmi lesquelles celles du comte Capasso et de François Tomaselli, cousin au troisième degré du commandant de la gendarmerie, tous deux prévenus d'avoir, par sévices, provoqué la mort de leurs femmes, et il ajoute :

La mollesse des juges, le désordre de la procédure actuelle, le défaut de lois qu'on puisse observer (celles de Sixte-Quint sont trop cruelles) donnent un champ beaucoup trop libre aux vices de la mauvaise éducation si commune ici. Il y a quatorze procès à juger. La justice se perd dans les disputes, les formules de la pédanterie et les incertitudes de la faiblesse.

Le gouvernement napolitain, de son côté, ne se montrait pas très favorablement disposé pour sa petite voisine. Il était fort porté à considérer la principauté comme une vassale sur laquelle il prétendait s'attribuer des droits de suzeraineté, et la moindre tâche de Beer n'était pas de résister. La situation, du reste, était assez confuse. Les communautés religieuses supprimées avaient des biens dans le royaume. Celui-ci voulait les considérer comme sa propriété, tandis que Bénévent les réclamait. Les frontières étaient toujours indécises. Bénévent avait, de toutes façons, besoin de Naples, et le gouvernement royal voulait user et, au besoin, abuser de cette situation. Il n'est pas jusqu'à la répression du brigandage qui ne servit de prétexte aux exigences du royaume en lui fournissant l'occasion d'envoyer des troupes faire la police à Bénévent aux frais de la principauté.

Ces diverses difficultés sont exposées dans la correspondance de Beer avec Talleyrand et dans les copies qu'il adresse à celui-ci de sa correspondance soit avec le marquis de Gallo, ministre des relations extérieures de Naples, soit avec le baron de Durand, ambassadeur de France à Naples.

Dans une lettre du 4^{er} octobre 1813, il formule de vives réclamations à propos des fonds situés sur la partie de la principauté qui est en litige depuis 1807, sur lesquels les agents du domaine napolitain tentent d'usurper et où on prélève la contribution foncière malgré ses protestations.

Les relations avec Naples, dit-il, m'agitent le sang comme si j'avais seize ans. Ce sont autant d'affronts que je ne saurais plus souffrir et je demande d'avance pardon à V. A. S. si je donne dans quelque excès que j'évite autant qu'il est possible, mais qui est par trop provoqué. L'administration du domaine royal et celle des finances rivalisent avec les voleurs de grands chemins.

Dès le 24 avril 1814, il avait invoqué l'intervention de l'ambassadeur de France pour « obtenir justice de la cour de Naples dans deux affaires qui intéressent essentiellement la responsabilité de S. A. S. Mgr le prince de Bénévènt envers la couronne impériale. » Naples et Bénévènt ont été concédés « certainement dans l'état d'extension où ils se trouvaient respectivement. Le *statu quo* de 1806 est l'unique règle de leur confinement. » Il insiste donc pour que les confins de la principauté soient rétablis tels qu'ils étaient à cette date. En second lieu, il expose que le domaine de la principauté provient de la suppression des maisons religieuses et qu'une partie des fonds qui le composent sont situés dans le royaume. Au mois de juillet 1810, ces biens furent frappés de séquestre, sans que le prince ou ses représentants en fussent informés. A leurs réclamations on répondit que « le roi ne pouvait se départir du système qu'il avait adopté et que la même chose avait eu lieu à l'égard des biens situés dans le royaume de Naples et provenant des monastères supprimés dans l'état romain devenu français et dans le royaume d'Italie. » A cette doctrine, Beer opposa que « Bénévènt, quoique grand fief souverain, relevait cependant, par son domaine, du domaine extraordinaire de la couronne impériale, que ce domaine, distinct de la juridiction, était considéré comme dotation et, en tant, pouvait se composer de fonds situés dans le royaume, aussi bien que les duchés de Gaète, de Reggio, d'Otrante et de Tarente. » On répondit encore que le roi ne pouvait, dans ce moment, changer de résolutions. Aussi Beer demanda-t-il au baron de Durand d'interposer ses bons offices auprès de la cour de Naples.

Il semble que ces représentations modifièrent un instant les intentions du gouvernement royal. Dans une lettre du 30 octobre 1812, Beer fait mention des discours tenus à un acquéreur d'un des fonds contestés « par M. l'intendant Zurlo et par M. le conseiller d'État Cuoco qui l'assuraient que dans peu notre domaine dans le royaume nous serait rendu. Le directeur du domaine royal en Molise, poursuit Beer, la cause première et le promoteur du séquestre, est le fameux Barrère, que M. Alquier appelait l'Anacréon de la guillotine. Il se fait appeler M. Barrière et n'aime pas qu'on ait l'air de savoir quel rôle il a joué. Il me fit faire des compliments par une personne de Campobasso qui vint à la foire de Saint-Barthélemy à Bénévent et à laquelle il avait dit qu'il était ami de V. A. Je répondis froidement qu'ayant eu les rapports qu'il avait faits en 1810 à Naples, j'avais des raisons pour désirer qu'il voulût bien se dispenser des marques d'amitié qui paraissaient lui être familières. »

En tous cas, les choses ne changèrent pas, car le 29 septembre 1813, Beer renouvelle ses plaintes auprès du ministre des relations extérieures de Naples, devenu duc de Gallo. Il lui rappelle ses réclamations antérieures, soit sous le règne de Joseph, soit sous celui de Murat, les vexations subies par les colons, qui ont dû payer la contribution foncière aux receveurs royaux, les assurances qui lui ont été données et malgré lesquelles le séquestre a été établi même sur les fonds de l'hôpital, à titre de bénéfice vacant. « Pour trois ou quatre cents ducats de rente, dit-il, ce n'était pas assurément servir le cœur généreux du roi que de dépouiller une maison de charité utile à ses sujets (ceux qui retournent de la Pouille tous les ans). » Il demande donc à M. de Gallo de soumettre l'affaire à la reine régente « pour faire cesser l'état arbitraire où des agents subalternes croient pouvoir mettre une partie importante des États et du domaine qui relèvent de la couronne impériale. »

Le lendemain, 30 septembre, c'est auprès du baron de Durand que Beer renouvelle ses doléances :

Les entreprises des agents du domaine napolitain se sont renouvelées depuis un mois avec un surcroît d'inconvenance et de mauvais procédés. Le séquestre mis sur la partie du domaine située dans le royaume dure toujours. Les commissaires chargés du cadastre ont attribué dès 1807 au royaume une partie assez considérable de notre territoire où sont situés plusieurs fonds domaniaux. Après avoir usurpé le territoire, on veut faire valoir le droit de bénéfice vacant pour s'approprier les fonds domaniaux qui y sont situés. Je ne trouve à Naples qu'un déni de justice perpétuel.

On ne respecte même pas la parole donnée au nom de deux rois.

Aussi adjure-t-il l'ambassadeur de « soutenir nos droits qui sont, par reversibilité du domaine à la couronne impériale, les droits de l'empereur même. »

Il n'y a pas de patience qui tienne contre ce que les agents des finances et des domaines m'ont fait éprouver. Je réclame contre une oppression manifeste et intolérable.

Le gouvernement de Murat restait sourd à ces réclamations, bien qu'il ne pût ignorer qu'il allait contre les volontés de Napoléon et que Beer eût habilement lié dans ces affaires la cause de Talleyrand aux intérêts de l'empereur lui-même. Mais Naples savait fort bien dans le même temps accabler Bénévent de réclamations et même de reproches lorsque ses intérêts étaient en cause. Nous en voyons la preuve dans l'affaire de la route de Naples. Le royaume avait fait les frais de cette route sous condition que Bénévent remboursât une partie de la dépense. Les travaux avaient trainé en longueur, et il avait fallu l'intervention personnelle de la reine pour les activer. A la date du 30 octobre 1842, Beer écrit : « La reine de Naples pousse très activement la confection de la route de Bénévent. Elle désire venir voir l'arc de Trajan. » Le 5 juillet 1843, il annonce que cette route va enfin être praticable et il ajoute que le duc de Gallo l'a déjà mis en demeure de payer les 9,000 ducats auxquels Bénévent s'est engagé. En effet, la lettre du ministre est du 7 juin. Le 9 juillet, Beer lui répond que les travaux du pont Valentin et les crues de l'hiver l'ont obligé à se servir des fonds qu'il possédait pour faire des travaux urgents et qu'il est réduit à former le subside dû par Bénévent au moyen d'emprunts toujours un peu lents. Il annonce qu'il versera 4,500 ducats à la fin d'août et le reste vers la fin de l'année. Le 20 juillet, M. de Gallo répond qu'il « ne peut dissimuler que S. M. a dû être surprise de ce que les fonds destinés au paiement aient été employés à d'autres usages. » Cependant, il accepte les dates indiquées. Le 24 juillet, Beer répond en priant M. de Gallo de remercier le roi. Il ajoute que Bénévent est écrasé par la dépense de ses ponts et chaussées, indispensables au royaume, que, du total de 46,000 ducats, il en a payé 7,000 depuis six ans révolus et que ce n'est que depuis un an que l'on a établi des ateliers sur la route, qui n'est pas encore terminée. « Je pourrais ajouter, continue-t-il, qu'une grande partie des fournitures faites à diverses époques aux troupes de S. M. n'ont pas encore été payées. Mais cette circonstance ne doit en rien influencer sur la scrupuleuse exactitude avec laquelle je remplirai l'engagement qui a été pris. »

IV.

Toutes ces difficultés d'ordres divers n'empêchent pas Beer de veiller à d'autres détails et de songer à ce qui peut contribuer à la gloire ou au simple agrément du prince. Le 5 mars 1812, il écrit une longue lettre à Talleyrand au sujet d'un ouvrage que prépare l'évêque des Marseilles, Mgr Rossi, sur l'arc de Trajan. Ce prélat n'a pas assez de fortune pour faire exécuter des dessins et surtout pour les faire graver, et il ne peut guère se prévaloir des mauvaises gravures qui ont été publiées jusqu'à présent.

Je n'ai jamais insinué à Mgr des Marseilles de dédier son livre à V. A. parce que je n'ai pas osé préjuger ses intentions. Mais l'idée de voir paraître une illustration de notre superbe monument sans que le nom de V. A. S. se trouve au frontispice m'est insupportable. Cela me semblerait une sorte d'insulte, et, si cette expression est trop forte, elle n'appartient cependant qu'au zèle et à la vivacité extrême avec lesquels je conçois tout ce qui est dû d'hommages et de respect à V. A. J'ai pensé, Monseigneur, que si vous vouliez bien m'autoriser à dépenser quelques centaines de ducats pour faire exécuter au trait (comme le *Musée* de M. Laudon) les dessins et les gravures de l'arc de Trajan, pour en faire don à Mgr Rossi, je pourrais lui faire entendre qu'il devra dédier son livre à V. A., et, quant à la dédicace, je la reverrais si bien qu'aucune expression n'en pût être choquante.

Une autre fois, le 30 mai 1812, il annonce qu'il a fait rendre les eaux à une petite fontaine, utile et jolie, qui avait été ruinée, comme tout le reste, pendant les treize années de sommeil du dernier gouverneur papal, et qu'il y a fait mettre cette inscription : *Nayades ævo deturbante exules, Carlo Mauritio imperante reduces.*

Quelques jours plus tard, le 14 juin, en réponse à une demande de Talleyrand, il signale l'existence à Bénévent de blocs de granit, fragments de colonnes, qu'il sera facile d'envoyer. « Mais le transport, vu leur poids, à moins d'être fait par mer, sera difficile et cher. » Talleyrand ne semble pas se hâter de prendre un parti, car c'est seulement le 5 juillet 1813 que Beer annonce qu'il va s'occuper du transport des blocs de granit que le prince désire.

Le 14 novembre 1812, nous le voyons annoncer qu'il a recueilli quelques pierres antiques pour S. A. S. M^{me} la princesse de Bénévent. Deux d'entre elles sont des scarabées assez communs. Une seule est d'un beau travail, mais elle est de celles qu'on appelle libres, parce que le sujet en est obscène. En même temps, il informe

Talleyrand qu'il a tâché de former une collection de monnaies frappées à Bénévent sous les princes lombards; mais il n'a pu en réunir que sept. Il a aussi un grand nombre de médailles, dont une soixantaine de la plus grande beauté, et il ajoute qu'il les enverra au prince dès que le baron de Durand aura une occasion favorable.

Le 9 août 1813, il joint à une lettre la liste des objets qu'il confie à M. de Clarac pour le prince. Dans cette liste figurent des lampes en terre et en bronze, une lasse avec sa soucoupe, un petit vase, des épingles, des clefs, des sceaux et des idoles de bronze. Le 15 novembre 1813, il envoie encore pour la princesse seize pierres gravées.

Il annonce en outre à diverses reprises qu'il a fait coïncider l'exécution de certaines mesures avec la fête du prince. En 1812, il écrit, le 29 novembre, que c'est ce jour-là que le plan des études du lycée a été publié.

C'était, des solennités observées dans cette occasion, celle qui intéressait le plus les familles, et V. A. S. a recueilli les bénédictions de la raison et celle du préjugé, *res olim dissociabiles*.

Il ajoute que le lycée marche à souhait et qu'il a, « outre près de deux cents écoliers, plus de cent étudiants. »

L'année suivante, il informe Talleyrand qu'il est allé dîner chez l'archevêque pour lui demander de bénir le drapeau du bataillon de garde nationale le jour de la Saint-Charles. « Il s'est prêté de fort bonne grâce à ma demande. »

Le 3 juin 1813, il annonce qu'il a modifié, par arrêté du 7 mars, le catéchisme de l'empire qui est enseigné au lycée dans la traduction faite par ordre du roi de Naples. Il envoie à Talleyrand un exemplaire de la leçon VII : « Devoirs des chrétiens envers le prince qui les gouverne, » et nous voyons que désormais les prêtres bénéventins apprendront qu'« honorer et servir notre empereur, honorer et servir après lui notre prince est honorer et servir Dieu lui-même. » On leur enseignera qu'ils ont « des motifs qui doivent plus particulièrement les rendre fidèles et attachés à Napoléon I^{er}, notre empereur, » et que ces motifs sont « que nous lui devons l'excellent prince qui nous gouverne, mais surtout qu'il est celui que Dieu a suscité dans des circonstances difficiles pour rétablir et conserver dans son empire et ses dépendances le culte public de la religion sacrée de nos pères et pour en être le protecteur. Dans sa sagesse profonde et active, il a restauré et rétabli l'ordre public, duquel le nôtre dépend. Il défend l'empire et ses dépendances de son bras puissant. Il est devenu l'oint du Seigneur par la consécration qu'il a reçue du souverain pontife, chef de l'Église universelle. »

V.

Pendant toute la période dont la correspondance de Beer nous permet de suivre l'histoire, une affaire délicate s'imposa aux préoccupations du gouverneur. Lui-même l'expose dans une des premières lettres du recueil, le 4 février 1812. A ce moment, l'archevêque de Bénévent, qui était parvenu à l'âge de soixante-quinze ans sans infirmités, vient d'être malade pour la première fois.

Il n'a pu tenir la chapelle de Noël, et, comme il officie avec infiniment de dignité et qu'il met les trois quarts de son ambition à passer pour le prélat le plus entendu dans le cérémonial ecclésiastique, il a fallu qu'il se sentit bien mal pour manquer une occasion de représenter et de réciter une homélie. Quoique Mgr Spinucci m'ait plusieurs fois mis dans le cas de contrarier des manèges que lui suggérait son attachement bien naturel à la cour de Rome, je ne désire point sa mort; je ne la verrais même pas avec indifférence.

Beer le représente comme « un homme de beaucoup d'esprit et auquel la vie de province n'a point fait perdre le ton du grand monde, quoiqu'il ait dû peut-être trop l'accommoder au petit. Il est avare, mais il ne manque jamais à la décence. A compte fait, il a amassé à Bénévent plus de cent mille ducats qui devaient un jour fournir aux dépenses du cardinalat auquel il aspirait vivement. Ses revenus dans le diocèse napolitain sont presque réduits à rien aujourd'hui, mais il a même passé sept mille ducats de revenus dans la principauté. » Il faut prévoir le cas de décès de l'archevêque.

Je vois qu'en 1807 le pape accorda à Mgr Spinucci l'autorisation de tester en faveur de sa famille, que le prince Xavier de Saxe, son beau-frère, a illustrée sans lui donner de quoi vivre. Le comte Spinucci, neveu de l'archevêque, excellent homme, mais presque sordidement avare, est ici depuis un an, pour être, à tout événement, prêt à recueillir même l'argenterie et les porcelaines qui ont été laissées par le prédécesseur de son oncle.

Beer demande à Talleyrand de lui « tracer le mode avec lequel il désire que soit exercé le droit de bénéfice vacant, jusqu'à ce qu'il ait définitivement disposé des biens de la mense. » Il s'est procuré, « par des voies un peu diplomatiques, » copie d'une lettre adressée à l'archevêque, le 20 mars 1811, par le ministre des cultes de Naples. Dans cette lettre, Ricciardi l'informait que le roi, pour prévenir des désordres funestes à l'Eglise et à l'Etat, avait résolu de porter une attention spéciale sur les canons qui régissent l'élection

des vicaires capitulaires. Les chapitres ne peuvent nommer de vicaires qu'avec l'autorisation du gouvernement. Or, celui de Naples cherche à se réserver l'administration du diocèse.

Sous une forme particulière, c'était toujours le conflit entre Naples et Bénévent qui renaissait; c'était la tendance du royaume qui se manifestait à considérer la principauté comme sa vassale et à s'emparer de ce qui lui appartenait.

La question touchait de trop près aux intérêts que Talleyrand considérait le plus dans sa principauté pour qu'il différât de prendre ses précautions. Il saisit de l'affaire le ministre des relations extérieures, et celui-ci présente, le 6 mai 1812, un rapport à l'empereur. Le rapport expose que l'archevêché de Bénévent comprend les provinces voisines de la principauté, ayant conservé ses limites de juridiction anciennes au milieu des vicissitudes qui ont réduit la principauté de Bénévent à une population de 20,000 habitants. Cette extension de juridiction à plusieurs diocèses du royaume a été une cause de difficultés fréquentes. Pour y remédier, il pourrait convenir que la juridiction ecclésiastique des deux pays fût complètement distincte et que Bénévent formât un siège particulier. Mais le titre d'archevêque ne serait plus en proportion avec l'exiguité du territoire. Une nouvelle nomination pourrait entraîner des discussions religieuses, des déchirements d'opinion, et, dans ce pays qui a eu tant de rapports avec le pape, il paraît utile d'éviter tout ce qui pourrait en réveiller le souvenir. Le ministre propose donc, conformément aux vues de Talleyrand, de laisser au chapitre métropolitain, suivant l'usage établi dans toutes les vacances de sièges, le soin de faire administrer le diocèse par un vicaire capitulaire.

Les revenus de l'archevêque dans la principauté, continue le rapport, sont de 28,000 francs; ceux dont il jouit dans le royaume doivent être plus considérables. Bénévent n'aurait à conserver aucune prétention sur cette seconde partie des revenus dès que l'archevêché n'existerait plus. Mais ceux du pays pourraient être à la disposition du prince, qui resterait alors chargé du traitement du vicaire capitulaire et des frais d'administration de l'église de Bénévent.

Les revenus de la principauté sont peu considérables, quelques soins qu'ait pris le prince à remplacer par des acquisitions dans ce pays la valeur des biens religieux qui lui appartenaient dans le royaume. Beaucoup de dépenses à faire pour le bien-être des habitants, pour des constructions de routes, des réparations de digues, des établissements d'instruction ou de charité ont absorbé toutes les ressources. Le prince annonce qu'en 1810 le revenu net ne s'est élevé qu'à 32,000 francs et que depuis cette époque il n'a rien perçu.

Nous n'avons ni la réponse de l'empereur ni celle du ministre à Talleyrand ni la lettre de celui-ci à Beer. Mais toutes ces formalités ne prennent pas longtemps, car le 22 juin 1812 Beer écrit à Talleyrand : « Les instructions que V. A. S. a daigné me donner par sa lettre du 12 mai relativement à la réunion au domaine des biens et rentes de la mense archiépiscopale seront exactement remplies. » Il envoie à Talleyrand le projet d'arrêté à signifier au chapitre et l'ordre qu'il adressera au trésorier général. « Il convient que je tiennne cette affaire extrêmement secrète pour prévenir justement les soustractions de documents. » Il est à prévoir que le roi de Naples, de son côté, s'emparera des biens et rentes existant dans le royaume.

D'après un compte rendu à l'archevêque, alors à Rome, par le cardinal Mainella, agent de la mense, la rente s'élevait en 1808 à 5,352 ducats en argent et 2,013 ducats en blé. Je trouvai ce compte dans une lettre interceptée et j'en retins copie. Mgr l'archevêque n'est point malade. Mais sa santé ne s'est point remise et il sent fortement le poids des années. Les changements de saison sont surtout dangereux pour lui et je suis très heureux d'avoir pour tous les cas des ordres précis.

Dès le 26 août, les arrêtés ont été approuvés et renvoyés à Beer, qui en accuse la réception en ajoutant :

J'ignore si la décision de S. M. l'empereur a été notifiée à la cour de Naples. On a dernièrement reparlé de la nouvelle circonscription ecclésiastique. Mais il paraît qu'outre l'impossibilité de convenir sur rien avec le pape, la diversité des avis en fera encore longtemps retarder l'exécution. Si V. A. S. daigne me permettre de lui dire mon avis, je ne crois pas qu'il soit encore convenable d'écrire à Naples au sujet de la décision de l'empereur. Le ministre des Cultes est aux petits soins avec M. l'archevêque, et, aux Affaires étrangères, il n'y a pas assez de secret. D'ailleurs, dans ce dernier ministère, il y a le frère du prince de Morra qui ne manquerait pas d'avertir sa trop religieuse famille et celle de Cassano, d'où l'archevêque en aurait la nouvelle par l'inconcevable besoin de commérer qu'on a dans ce pays-ci et qui gâte toutes les affaires.

Mais les raisons que Beer allègue pour garder le silence ne sont pas goûtées par Talleyrand qui, par une lettre du 21 septembre 1812, lui ordonne de porter les mesures prises à la connaissance de la cour de Naples. Beer s'exécute le 7 novembre 1812, et il écrit à M. de Gallo que, la santé de l'archevêque étant ébranlée, il a pris les ordres de S. A. S. sur la conduite à tenir en cas de décès. Il lui résume les instructions qu'il a reçues et il ajoute :

S. A. S. qui désire, dans toutes les occasions, mettre dans ses rap-

ports avec Naples la plus entière franchise, m'a ordonné de communiquer dès à présent à V. E. les dispositions de S. M. I. et R. qui lui ont été annoncées.

Le 44 novembre, il informe Talleyrand qu'il a fait cette communication :

Daignez, Monseigneur, ajoute-t-il, me permettre encore d'avouer que, cette fois, j'ai obéi contre mon sentiment. M. l'archevêque paraît avoir eu de Naples des avis vagues qui lui seront aujourd'hui confirmés et il agira en conséquence. Non seulement je trouverai, à sa mort, des arrangements assez artistement combinés pour ne pouvoir pas être attaqués en justice, mais l'argenterie et les porcelaines accumulées par une succession de prélats attentifs à leur représentation auront disparu en grande partie. Les titres et documents se trouveront, mais tout ce que l'astuce italienne aura pu inventer pour moissonner sur l'avenir aura été mis en œuvre. On est fin en France. Mais ici on est impudent, et si l'on ne connaît pas toujours les formes, on sait à merveille sauver les choses par l'accomplissement des formalités. Au reste, je serai attentif à prévoir les prévarications essentielles, et, si la circonstance l'exige, je parlerai et j'agirai clairement et vigoureusement.

Le 29 novembre, Beer informe Talleyrand qu'il n'a pas encore de réponse de M. de Gallo pour l'archevêché.

Je suis persuadé, dit-il, qu'il a envoyé ma lettre au roi pour prendre ses ordres, — ce qui était exact, ainsi que M. de Gallo lui-même l'en informe le 4 décembre, — et que, à Naples, on a été fort désappointé dans cette circonstance parce qu'on veut Bénévent à tout prix et qu'on ne peut pas renoncer à l'espoir de l'avoir.

Tant de soins devaient rester inutiles. La vie de l'archevêque Spinucci se prolongea plus longtemps que la domination française à Bénévent.

VI.

Nous avons vu que la grande préoccupation de Talleyrand était de faire produire des revenus à sa principauté. Il trouvait « ridicule » qu'elle ne lui en fournit pas et, au sujet de l'affaire de l'archevêché, il allègue encore que ces revenus sont très faibles puisque, en 1810, ils n'ont atteint, dit-il, que la somme de 32,000 francs. Si nous n'avons pas les lettres qu'il écrivait à Beer, il est facile cependant, par les réponses de celui-ci, de voir que presque toutes avaient pour objet des réclamations pécuniaires, et il n'en est guère du gouverneur où la question d'argent ne soit abordée.

Le 18 mars 1812, Beer fournit un état comparatif des disponibilités du trésor et des remises sur Paris faites de 1806 au 4^{er} janvier

1812. Nous y voyons que le total des fonds disponibles au 1^{er} janvier 1811, sauf les remises faites sur Paris, était de 68,099 ducats, — le ducat valant environ 4 fr. 25. — Les remises sur Paris pour les années 1808, 1809, 1810, 1811 et 1812 atteignirent 62,675 ducats. Il restait donc à remettre sur ces exercices 5,423 ducats.

Beer explique que les retards dans l'envoi des fonds tiennent à plusieurs causes. Parmi les régales de la principauté se trouve la loterie, qui cesserait d'être achalandée par les régnicoles si les gagnants éprouvaient un instant de retard. « Or, j'ai vu en trois tirages, à la fin de 1809, près de 9,000 ducats de gain. On paya de suite, et la loterie est si bien accréditée que les mises sont augmentées du double depuis 1806. Il faut donc tenir toujours une certaine somme prête pour faire face aux chances défavorables. Ce revenu a été en 1811 d'environ 11,000 ducats... »

Une autre cause de retard est que le trésorier de la principauté, le marquis Pacca, qui prend la rente en blé au prix fixé par la mercoriale du mois d'août, veut y gagner et ne le vend qu'en mars ou avril. Or, ni lui ni personne à Bénévent, du moins aucun de ceux qui exercent ou veulent ou savent exercer des fonctions publiques, n'a assez d'argent comptant pour qu'une spéculation de ce genre se fasse de sa part avec une mise dehors.

Le 30 mai 1812, il envoie à Talleyrand un état détaillé de son domaine et des revenus qu'il produit, s'élevant à 21,422 ducats. Ce revenu, du reste, est sujet à fluctuations par suite de l'expiration de baux. « Les nouvelles concessions portent presque toujours augmentation de revenus. » Dans cet état ne figurent ni les revenus de la douane ni ceux de la loterie, qui sont revenus souverains et non domaniaux. Beer ajoute que le reste de caisse de 1811 est de 22,781 ducats, sur lesquels on a pris ce qu'il faut pour couvrir les dépenses des premiers mois de l'année courante, puisque les rentrées sont loin de suffire avant le mois de juillet, où se payent en partie les redevances. La dernière remise sur Paris a été de 10,000 ducats, et Beer annonce qu'aussitôt après le retour du marquis Pacca, en ce moment absent, il en fera d'autres.

Ces remises tardant, Talleyrand écrit trois lettres dont Beer lui accuse réception le 14 juin 1812 en annonçant qu'il a écrit pour hâter le retour du marquis Pacca et pour lui faire faire de nouvelles remises. Lui-même promet d'écrire une lettre par semaine. « J'ai été plus vigilant à Bénévent qu'exact à écrire, dit-il non sans tristesse, et mes efforts pour n'être pas un surveillant tout à fait superficiel ont dû faire tort à ma réputation comme travailleur. » Nous sommes assez loin, semble-t-il, des éloges des premiers mois de l'année.

Nous en sommes plus loin encore quelques jours plus tard, lorsque dans sa lettre du 30 juin Beer discute les nouvelles formes de comptabilité et de contrôle que Talleyrand veut introduire dans la principauté. Il semble que le prince ait à cet instant une forte méfiance à l'égard du gouverneur et de ses agents. De son côté, Beer n'est pas sans méfiance à l'égard du marquis Pacca, auquel une lettre précédente nous a appris qu'il ne manquait pas de faire lire « tous les articles de la *Gazette française* qui offraient des poursuites intentées à des caissiers indiscrets. » Cette même lettre du 30 juin nous montre que Talleyrand cherchait à se procurer des suppléments de rentrées en mettant sur ses sujets de nouveaux impôts. Beer lui répond en effet que les contributions indirectes sont épuisées par les droits établis; qu'il ne faut songer ni à de nouveaux droits d'entrée, qui feraient cerner la principauté d'un cordon par Naples, ni à l'établissement de la contribution mobilière ni à l'impôt des portes et fenêtres, et que, quant à la contribution foncière, il n'y a pas de cadastre. Si on voulait le dresser, le produit de l'impôt n'en couvrirait pas les frais, surtout dans les commencements.

Le 30 octobre 1812, Beer annonce que le marquis Pacca a fait à Naples un versement de 7,000 ducats, que les banquiers font passer à Paris. Il ajoute :

Les résultats des comptes, tant publics que du domaine, étaient au 1^{er} janvier 1812 qu'il y avait eu, depuis la prise de possession, 90,880 ducats disponibles au trésor. Les remises faites jusqu'à ce moment s'élèvent à 83,675 ducats. Il reste donc à remettre sur les rentrées faites jusqu'au 1^{er} janvier 1812 la somme de 7,205 ducats qui devront être soldés incessamment.

Le 16 février 1813, il revient encore sur la situation financière de la principauté :

Il reste tous les ans une somme de 7 ou 8,000 ducats du revenu public, dépenses déduites jusqu'à présent. Ce reste a été remis à V. A. S. et elle a reçu de cette manière plus que le produit du domaine, déduction faite des charges.

Le 12 janvier 1813, il annonce une remise de 5,540 ducats; le 26 février il annonce un nouveau versement de 7,000 ducats. Il se plaint de la difficulté que l'on rencontre à trouver des effets que l'on puisse garantir et il se félicite d'avoir prévenu les ordres du prince. Le 10 mai, il envoie un état de caisse établissant que, de 1806 au 1^{er} janvier 1812, les restes de caisse se sont élevés à 89,517 ducats et que les remises sur Paris se sont élevées à 96,215 ducats. Il a, par conséquent, été versé 6,698 ducats sur l'exercice 1812. Pour ces

six années 1806-1811, Talleyrand avait donc tiré de la principauté environ 380,500 francs, soit en moyenne plus de 60,000 francs par an. Si ce revenu était inférieur aux dotations des duchés institués dans le royaume de Naples, on conviendra cependant qu'il était encore suffisant pour sauver Talleyrand du « ridicule » qu'il redoutait tant et que les doléances qu'il faisait entendre à toute occasion n'étaient pas absolument justifiées.

VII.

Il nous reste une dernière période de cette histoire à retracer. Nous sommes arrivés à la fin de l'année 1813. Les armes de Napoléon ont subi des revers ; la débâcle est commencée. Murat a laissé voir les premiers indices de la défection finale qui doit jeter sur sa carrière une ombre douloureuse sans le sauver d'une mort tragique.

Le 15 novembre, Beer annonce que les feuilles apprenant les derniers événements militaires ont été colportées avec affectation par les ennemis de l'ordre public. Le roi de Naples est rentré dans sa capitale et il a déclaré que le commerce maritime serait rouvert, « ce qui ne peut avoir lieu que par une paix séparée. » Or, si cette paix se fait sans le consentement de l'empereur, Ponte-Corvo et Bénévent « seraient immédiatement occupés et je ne pourrais que protester et céder à la force. » Si le roi persiste dans le système continental, il faut prévoir une insurrection et tous les maux qu'elle peut entraîner. Beer s'est adressé au baron de Durand qui lui a promis de n'être étranger à rien de ce qui pourrait regarder Bénévent et qui lui a dit que « tout lui semblait annoncer le concert entre le roi et l'empereur. Dans ce cas, la situation, sans cesser d'être délicate, deviendra au moins plus rassurante. » Elle n'était guère brillante, telle que Beer l'expose :

Sept ou huit personnes fidèles et dévouées, alarmées au point qu'il faut toute la force de caractère possible pour modérer leur contenance. Dans le clergé et dans la noblesse, de nombreux et implacables ennemis ou des gens effrayés, sans caractère prononcé et prêts à se nuancer suivant les circonstances et tels sont encore presque tous ceux qui appartiennent à la haute bourgeoisie. Un peuple bon jusqu'à présent, mais qui a les vices de sa condition et de son climat. Personne ou peu de monde sur qui je puisse compter et les souvenirs des pillages et des massacres de 1799 contre moi !

Les événements se précipitent. La chute du système impérial paraît certaine : l'agitation des esprits augmente d'heure en heure. Beer tente une mesure d'exception « qui calme non les bons, il y en

a bien peu, mais ceux qui sont intéressés à l'ordre actuel des choses, et qui comprime l'insolence inouïe de quelques misérables assassins, sicaires d'un petit nombre de sots qui croient le moment venu d'assouvir leurs haines particulières en se faisant un mérite auprès de quelque nouveau gouvernement que ce soit. » A la tête des mécontents était le vicaire général de l'archevêque, « le plus inepte des hommes. C'était chez lui qu'on réorganisait le gouvernement papal. » Dans sa lettre du 23 décembre 1843, Beer relate le coup d'État qu'il a exécuté :

Le 2 décembre, à midi, quand personne n'y pensait, j'ai fait en un seul instant et de tous côtés arrêter huit des principaux vicaires, parmi lesquels les infâmes fils du comte Coppota. Le soir, j'envoyai l'ordre de l'exil au grand-vicaire, qui est parti le lendemain à l'aube... J'ai usé envers M. l'archevêque de tous les égards possibles. Cela convenait à ma prudence, non à mon sentiment, car, du reste, cet homme astucieux était, sans se compromettre, sinon le moteur, du moins l'adroit approbateur, et, en tout, un des provocateurs de la fermentation des esprits.

Il n'y a plus de lettre de Beer jusqu'au 4^{er} mars 1844. A cette date, il informe Talleyrand qu'une compagnie d'infanterie est arrivée à Bénévent le 31 janvier, suivie, le 2 février, par un commandant militaire qui a fait une proclamation pour rassurer les habitants. Le 15 février, un commissaire du roi, M. le maître des requêtes de Thomasio, a pris possession de Bénévent, en présence de toutes les autorités qu'il avait fait convoquer. Beer a rédigé une protestation et il est parti le 18 février pour Naples où il a obtenu de la reine l'autorisation de séjourner. Il lui a fait demander une audience particulière :

Tant que tout ne sera pas perdu, j'ai cru que mon devoir me prescrivait de rester près de mon poste pour être dans tous les cas à portée de m'y replacer. Déjà on m'assure que le roi a écrit de Bologne que si on n'avait pas envoyé de troupes à Bénévent on n'y en envoyait plus. Si S. M. l'empereur poursuit le cours de ses victoires, il est possible qu'on n'attende pas la paix pour révoquer la mesure odieuse et gratuite qui a enlevé Bénévent à V. A. S.

Le 26 mars, il annonce que la prise de possession de Bénévent a été absolue, qu'un gouverneur provisoire a été nommé, que l'alliance entre Naples et l'Autriche a été promise et que l'on annonce comme prochain le traité avec l'Angleterre. A ces graves nouvelles, il ajoute :

J'ai assuré par des contrats particuliers 80,000 francs à V. A. S. M. le marquis Pacca s'est déclaré débiteur privé et la feuille des

décharges a été simulée. Mais si je m'éloigne, je ne compte guère sur la foi italienne.

Le 20 mai, il annonce qu'il a écrit au marquis Pacca pour qu'il dispose une remise de 12,000 ducats. Elle pourra avoir lieu en effets sur la caisse de la marine d'Angleterre à 20, peut-être à 18 francs la livre sterling. Il envoie en même temps copie de deux obligations par lesquelles Pacca se reconnaît débiteur, d'une part, de 11,270 ducats pour l'année 1812 et, de l'autre, de 6,000 ducats :

Je sais, ajoute-t-il, qu'on négocie une cession de la principauté... J'ignore si V. A. S. se prêtera aux propositions qu'on doit lui avoir faites et qu'on m'assure être la conservation du titre et le revenu brut des domaines et des régales.

Le 26 juin, il annonce qu'il a vu Murat le 4 juin :

Le roi, toujours affable, le fut infiniment. S. M., après avoir demandé des nouvelles de V. A. S., m'a dit : « Je n'ai pas pu faire autrement que je n'ai fait. L'empereur m'avait assuré la principauté après M. de Talleyrand. Si le prince veut me la céder dès à présent, il me fera plaisir. S'il veut la garder, il sait mon amitié pour lui et je la lui rendrai. » Je répondis que, n'ayant aucune instruction contraire, je devais supposer que V. A. S. tenait à cet état et que ma position passive, à cet égard, m'était infiniment pénible. — « Attendez tranquillement, répliqua le roi. Le moment n'est pas loin où tout cela sera facile à arranger. »

Beer poursuit en disant que l'on donne, à Naples, à l'affaire de Bénévent « l'importance qu'obtiendrait l'abdication d'un empire. » Les uns veulent que le roi saisisse cette occasion de « se délivrer de ce que l'on appelle une mouche dans l'œil. » « D'autres parient que V. A. S. ne renoncera pas, au moins pour sa vie durant, à un titre par lequel elle a signé des actes qui ont fixé le sort de l'Europe. On remarque encore que la souveraineté de Bénévent, renfermée dans le royaume de Naples, ressemble à celle d'Ochsenhausen, enclavée dans le royaume de Wurtemberg et que les deux ministres qui ont signé la paix du monde ont des états pareils, sauf les grands souverains qui n'appartiennent qu'à Bénévent. »

Il revient encore sur les questions d'intérêt particulier :

Je ne suis pas content de M. le marquis Pacca, papiste, faux, et qui croit que l'absolution d'un prêtre lave toutes les taches faites à l'honneur. Je peux dire que chacune des justes plaintes de V. A. sur le retard des remises est, depuis dix-huit mois, un coup de poignard pour moi. M. Pacca, pressé depuis deux mois, est parti pour Rome où il demeure auprès de son frère, le cardinal camerlingue et proscrit d'État. Je lui ai envoyé dans son asile du Quirinal une lettre très

forte et l'ai menacé de démarches judiciaires. On dit qu'il va retourner bientôt et je ne lui laisserai point de répit. Je supplie V. A. S. de ne pas donner à moi la faute de cette négligence.

Dans la lettre du 5 juillet, Beer annonce que le roi a ordonné une vérification de l'état financier de Bénévent, dans l'intention de conserver à Talleyrand les rentes de la principauté jusqu'au jour de la cession, et il propose, dans le cas où Bénévent retournerait à son ancien souverain, d'adopter « une cocarde blanche au fond, avec une bande orangée, garnie de deux lisérés rouges autour. Ce seront les couleurs de France, de Périgord et de Bénévent. »

A la date du 6 juillet, le comte de Mosbourg, ministre des finances de Naples, informe Beer que, d'après les ordres du roi, les revenus de la principauté « doivent, à compter du 1^{er} juillet, être mis, sous déduction des frais d'administration, à sa disposition, pour le compte de M. le prince de Talleyrand, » et Beer répond aussitôt pour remercier le roi d'une résolution « dans laquelle il veut voir un avant-coureur d'une disposition définitive par laquelle, en suivant le système généreux que S. M. a adopté dans les opérations politiques et militaires auxquelles l'Italie doit son repos depuis près de huit mois, elle voudra bien accueillir la demande de la restitution de la principauté à son souverain. »

Les trois dernières lettres de Beer, des 12 et 27 juillet et du 3 août 1814, ne font que relater les bruits qui lui parviennent d'une restitution possible de Bénévent. A diverses reprises, il laisse entendre à Talleyrand que le sort de la principauté dépend de lui-même :

On est, au moins pour le moment, disposé à oublier jusqu'au déplaisir qu'a fait une déclaration qu'on attribue à V. A. et par laquelle elle aurait assuré la succession de la principauté à M. Edmond de Périgord. L'état d'incertitude a été assez funeste à Bénévent et il est à désirer qu'il finisse pour alléger la tâche que me prépare mon retour et que je cesse enfin d'être joué par M. le marquis Pacca.

C'est sur ces mots que se termine la correspondance de Beer avec le prince de Bénévent.

Mais le recueil contient encore une pièce. C'est une lettre sans signature, datée de Naples, 19 août 1814 :

J'ai remis le 14, dit l'auteur, à M. le duc de Gallo la lettre de V. A. Il m'a accueilli comme doit l'être tout porteur de vos ordres ; il m'a chargé en outre d'assurer V. A. du dévouement le plus entier et le plus absolu à sa personne et de la volonté la plus prononcée et la plus constante de S. M. de ne pas permettre qu'on dispose d'un sol des revenus de Bénévent, échus ou à échoir, pour qu'ils soient toujours à la dispo-

sition de M. Beer. Mais en abandonnant à V. A. les revenus de la principauté de Bénévent, le ministère de Naples paraît vouloir en conserver l'administration, au moins provisoirement, jusqu'à ce que les communications qui ont été ou doivent être faites à V. A. par S. M. ou de son ordre aient changé cet état de choses.

L'auteur de la lettre s'est livré à une vérification des comptes de la principauté. Il présume que le marquis Pacca est en débet depuis longtemps « et qu'il y aura des difficultés pour l'obliger à se libérer aussi promptement que le désire V. A. Le solde des comptes sur les revenus de 1812 et de 1813 est de 28,579 ducats, dont la totalité a été encaissée à Bénévent. » A cette somme, il convient d'ajouter « la somme d'environ 10,000 ducats, moitié en revenus nets présumés de 1814, qui devra être disponible pour V. A. dans les quinze premiers jours de septembre. Pénétré du désir qu'a V. A. que tous les fonds soient mis de suite à sa disposition, je ne négligerai aucun moyen pour y parvenir. Mais l'emploi que MM. Pacca et Beer paraissent avoir fait de la majeure partie pour leurs besoins ou affaires personnelles rend incertaines la rentrée et l'époque où elle pourra avoir lieu. »

Le 24 juin 1815, Talleyrand écrit de Mons au comte de Narbonne, ambassadeur près Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles :

Cette lettre vous sera portée par M. Perrey, mon secrétaire particulier. Ayant possédé Bénévent, qui ne devait point me rester, j'avais encore quelques intérêts à régler à Naples. C'est l'objet du voyage de M. Perrey. Je vous aurai, M. le comte, beaucoup d'obligations de vouloir bien l'accueillir et lui accorder votre appui s'il est dans le cas de le réclamer.

C'est le dernier adieu du prince. C'est la dernière fois qu'il est question de cette éphémère principauté. Le rôle de Bénévent dans l'histoire est terminé¹.

Georges DE NOUVION.

1. L'article de M. de Nouvion complète celui que M. J.-P.-P. Martin a publié dans la *Revue des Questions historiques* de janvier 1897, où il traite de l'histoire de la principauté de Bénévent du 15 juin 1806 au 22 mars 1809. Un heureux hasard avait fait tomber dans les mains de M. Martin les 129 premières pièces du recueil dont les dernières, utilisées par M. de Nouvion, sont conservées dans nos Archives diplomatiques. Il reste une lacune de 1809 à 1812. [NOTE DE LA DIRECTION.]

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

QUESTIONS D'ENSEIGNEMENT. — On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, de la dernière édition du Manuel d'*Histoire contemporaine* de MARÉCHAL, continué de 1896 à 1899 par M. AUZOU. On y a dénoncé un pamphlet nationaliste, et des citations soigneusement choisies ont excité la vive indignation de certains journaux. Il y a là une assez grande exagération. Tout d'abord il faut savoir gré à M. Auzou d'avoir réuni dans ce volume un nombre aussi considérable de faits sur l'histoire de ces dernières années. C'est un memento des plus commodes pour tous ceux qui s'occupent d'histoire contemporaine et, pour l'histoire étrangère en particulier, un memento dont on trouverait difficilement l'équivalent ailleurs. En second lieu il ne faut pas rendre M. Auzou, fils d'un proscrit de 1854, responsable des passages très regrettables qui déparent le Manuel de Maréchal, des citations empruntées à Drumont et à Rochefort; lui reprocher de consacrer une page à la guerre d'Italie de 1859, quinze pages à l'affaire du Panama et trois pages à l'enterrement de Victor Hugo, de consacrer cent et quelques pages aux événements de 1848 à 1870 et six cent cinquante à ceux de 1870 à 1899. C'est à Maréchal et à l'éditeur Delagrave qu'il faut s'en prendre du plan vraiment étrange qui a présidé à la conception de cette histoire soi-disant destinée à la classe de philosophie et surtout faite pour les hommes politiques et les journalistes. M. Auzou n'a pas été admis à reviser le Manuel de Maréchal; il n'a eu qu'à le continuer, et il a dû le continuer sur le même plan. Il a d'ailleurs simplifié le plan de Maréchal, a sacrifié les anecdotes, les appréciations personnelles, les citations, et a cru se borner à une simple notation de faits, purement objective. Mais on a beau faire, quand il s'agit d'événements contemporains, notés et recueillis presque au jour le jour, on est plus ou moins l'esclave de ses impressions du moment, des sources qu'on a consultées, des récits qu'on a entendus. Les journaux sont la source principale, source presque toujours employée. Citons-en un exemple : « Le 4 juin, au « grand prix d'Au-

teuil, » eut lieu une bagarre inouïe au pesage où un des assistants, le baron de Christiani, voulut frapper de sa canne le président de la République; le mardi 13, il fut condamné à quatre ans de prison; plusieurs manifestants l'ont été à quelques jours de prison. Il fut établi qu'il n'y avait eu aucun complot ni royaliste, ni plébiscitaire, comme on l'avait craint d'abord. Le dimanche 14, à Longchamp, il y eut un formidable déploiement de troupes autour des tribunes; des bandes d'anarchistes, organisées depuis plusieurs jours, profitèrent de cette concentration pour aller saccager le pavillon d'Armenonville et frapper des femmes et des enfants *des riches*. » M. Auzou a cru certainement se borner à noter des faits avérés. Voici comment on pourrait aussi les rapporter : « Le 4 juin, le président de la République, invité à assister aux courses d'Auteuil, fut l'objet de manifestations insultantes de la part d'une troupe compacte de gens appartenant à la haute société royaliste et bonapartiste sans que la police, pourtant avertie, eût su les prévenir. Ces manifestations avaient été concertées la veille dans un diner où le baron de Christiani annonça qu'il donnerait des coups de canne au président, ce qu'il fit en effet. Cet attentat le fit condamner à quatre ans de prison. Plusieurs officiers en civil avaient pris part à la manifestation; parmi les perturbateurs arrêtés se trouvait M. de Piolenc, officier d'artillerie. Le ministre de la guerre annonça qu'il serait poursuivi. On se contenta de le mettre aux arrêts de rigueur, avec des considérants aussi inexacts que bienveillants. Le dimanche 14 juin, à Longchamp, le président fut l'objet de la part des républicains parisiens d'une grandiose manifestation de sympathie; malheureusement des violences se mêlèrent à l'enthousiasme populaire. Des sifflets et des cris moqueurs ayant été lancés par les consommateurs élégants du pavillon d'Armenonville, la foule les bouscula et saccagea le café. » Je crois mon récit plus objectif et plus exact que l'autre, tous deux prétendant ne contenir que des faits; l'un a pourtant une couleur favorable et l'autre une couleur hostile au président Loubet. Est-il impartial et objectif, dans le récit du procès Dreyfus, de ne pas donner l'analyse de l'arrêt de la Cour de cassation, de ne pas dire que la non-existence des prétendus aveux de Dreyfus et l'attribution formelle du bordereau à Esterhazy demeurent après cet arrêt la vérité légale et irréfutable qui se dresse en face de l'arrêt toujours revisable de Rennes? C'est là, et non le motif fantaisiste invoqué par M. Auzou, ce qui a été la vraie cause des circonstances atténuantes accordées à un accusé dont la culpabilité restait douteuse, même pour ceux des juges qui l'ont condamné. Parler de l'héroïsme de Marchand, c'est assurément une vérité certaine, objective; parler du tact de l'auteur

de la lettre à Forain, de la modestie de celui qui a négligé en 1899 d'associer à sa gloire le lieutenant de Tonquédec, oublié dans le Bahr-el-Gazal, et tout aussi héroïque que Marchand et Baratier, est-ce aussi de la vérité objective? Est-ce rester dans la vérité que de dire que l'affaire Dreyfus a tari la prospérité nationale, quand les années 1898 et 1899 ont été sensiblement plus prospères au point de vue commercial que les années 1896 et 1897, les belles années du ministère Méline? N'est-ce pas enfin remplacer la vérité objective par une contre-vérité calomnieuse à l'égard des défenseurs de Dreyfus que de montrer l'affaire Dreyfus comme le résultat d'une « coalition des ennemis de la France, » alors que ce sont les amis de la France qui partout ont embrassé la cause de Dreyfus avec le plus d'ardeur, tandis qu'en Angleterre et en Allemagne on ne s'y intéressa vivement qu'après le suicide du faussaire Henry, et qu'aujourd'hui encore l'Allemagne est de tous les pays celui qui s'intéresse le moins à toute l'affaire? Au fond on a imposé à M. Auzou une tâche impossible : raconter des faits d'hier avec le sang-froid, la compétence et l'impartialité de la postérité. Il est absurde, dans un livre destiné aux classes, de parler de ce qui nous passionne violemment aujourd'hui et nous passionnera encore demain. D'ailleurs, les programmes officiels s'arrêtent à 1889. Pourquoi dépasser cette date? Je voudrais même qu'on s'arrêtât pour notre histoire intérieure à 1875, à l'établissement de la constitution républicaine; qu'on laissât en dehors de l'enseignement des lycées les hontes du Panama et du boulangisme, et qu'on ne donnât depuis 1875 que l'histoire de notre expansion coloniale. Que M. Auzou écrive une histoire des vingt-cinq dernières années, je suis sûr qu'il fera une œuvre intéressante, neuve même pour l'histoire étrangère, et très utile aux historiens et aux hommes politiques. Il pourra y exposer librement ses idées et nous pourrions librement les discuter. Mais sous la forme actuelle du Manuel Maréchal, nous risquons de nous méprendre sur sa pensée et de le critiquer pour des opinions qui ne sont peut-être pas les siennes. Tel qu'il est, le deuxième volume de l'Histoire de Maréchal est un livre dangereux à mettre entre les mains des enfants. Plus il prétend à l'impartialité, plus il est propre à leur fausser les idées. Mais, je le répète, M. Auzou me paraît avoir été dans l'espèce beaucoup plus victime de la tâche impossible qu'on lui a imposée qu'il n'a été coupable d'avoir voulu sciemment altérer la vérité historique. — G. M.

XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. — *L'Histoire de l'Économie sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*¹, de M. E. DE GIRARD, professeur à l'Université de

1. *Antiquité, Moyen âge, Renaissance, Réforme*. Paris, Giard et Brière, et Genève, Eggimann, 1900, in-8° de 265 p.

Genève, ne donne pas tout ce que son titre promet, c'est-à-dire une histoire de la façon dont les hommes en société ont conçu et organisé, aux diverses époques, leurs rapports réciproques. En dépit de « cet adjectif de social, plus compréhensif que celui d'économique, » M. de Girard nous donne plutôt une histoire des doctrines économiques ; lui-même nous avoue qu'il avait pensé d'abord à intituler son livre *Histoire de l'économie politique pendant sa période fragmentaire*. Il étudie, en effet, surtout les problèmes relatifs à la production et à la distribution des richesses ; encore s'attache-t-il aux systèmes et aux doctrines bien plus qu'aux faits. Il a raison, dans sa préface, « de réagir contre la méthode d'isolement, qui croit de son devoir, pour présenter scientifiquement un ordre de pensées ou de faits, de rompre tous les liens qui rattachent ce domaine au reste de l'histoire... En agissant de la sorte, on renonce volontairement à étudier les réactions des faits sur les idées et réciproquement... » M. de Girard donne parfois contre l'écueil qu'il signale. Il nous prévient lui-même qu'il n'a considéré le xvi^e siècle « qu'au point de vue des idées, » sous le prétexte « qu'à ce point de vue il forme une transition de première importance d'une moitié à l'autre de l'histoire des temps chrétiens, tandis que, sous le rapport de la production et de l'échange, il ne diffère que par une nuance des siècles qui l'encadrent. » Ni cette exception ne me paraît justifiée, ni les raisons invoquées ici ne me semblent valables ; dans l'ordre des faits sociaux et économiques, le xvi^e siècle (en entendant ce mot de *siècle* au sens large, et sans enfermer strictement le xvi^e siècle entre les années 1501 et 1601) me paraît, en France du moins, une époque de transition, l'époque de la décomposition de la société médiévale. Dans tous les cas, comme le xvi^e siècle occupe dans le volume 110 pages sur 265, soit les deux cinquièmes, on voit que M. de Girard n'est pas constamment resté fidèle à cette *méthode des réactions* qu'il posait dans sa préface¹. Le juriste l'emporte chez lui sur l'historien.

L'historien travaille sur des documents de seconde main, pas assez sur des textes. Pour les temps modernes, il suit à peu près exclusivement Schmoller, ce qui l'amène à tirer presque tous ses exemples de l'histoire économique de l'Allemagne² et à mécon-

1. Il n'y est pas infidèle que pour le xvi^e siècle, mais aussi pour l'antiquité. Il est curieux de ne pas lui voir citer le livre capital de M. Paul Guiraud sur la *Propriété en Grèce*, même dans la bibliographie spéciale du chapitre sur « le régime économique de l'antiquité. »

2. Quelques faits sont empruntés à la France et à la Belgique. Mais, avant la Renaissance, pas un mot sur les pays du Midi, par exemple sur les « arts » de Florence.

naitre l'importance capitale du traité de Bodin sur la monnaie¹.

Ajoutons cependant que le livre de M. de Girard est une tentative méritoire pour rendre compte de cette longue évolution. S'il est un peu sec pour l'antiquité, il aborde le moyen âge avec une réelle sympathie, avec une sorte d'admiration pour le thomisme économique et pour l'organisation médiévale du travail. L'influence de Janssen est ici très sensible, comme dans le jugement qu'il porte sur le premier et le second humanisme². L'idée qu'il donne des diverses formes de la révolution sociale au xvi^e siècle (p. 177) est, en somme, assez juste; il démêle assez exactement la part qui revient, dans la nouvelle conception économique, aux légistes, aux humanistes, aux réformateurs. C'est surtout au libre esprit de la Renaissance qu'il attribue avec raison « les uns diront l'honneur, les autres la responsabilité d'avoir posé la première pierre de l'économie politique, libérale ou classique. »

La Société française du XVI^e au XX^e siècle, dont M. Victor du Bled³ nous donne le premier volume, *XVI^e et XVII^e siècles*⁴, n'est que la reproduction, probablement fidèle, de sept conférences faites devant un auditoire mondain, en quelque bodinière. Il est juste de reconnaître que le livre n'a pas d'autre prétention; si M. de Maulde, M. de La Ferrière et jusqu'au marquis de Belleval y sont mis largement à contribution, l'auteur n'affiche pas, du moins, l'insupportable ambition de faire de la science. Il veut plaire. Encore a-t-il le mérite de ne pas reculer devant certaines vérités, qui ont dû choquer parfois l'élégante assistance: il a le courage de montrer tout ce qu'il y avait de sauvagerie, de grossièreté, de sensualité crue, de brutalité envers les femmes, de déloyauté dans les duels, d'égoïsme enfin chez ces seigneurs du xvi^e et du xvii^e siècle qu'on nous présente souvent comme des parangons d'honneur et de délicatesse. C'étaient des hommes, après tout, et plus près de la bête que de l'ange. — M. du Bled n'a pas évité l'ordinaire écueil de ces sortes d'entreprises: il confond souvent, sous cette expression commode de *siècle*, des

1. P. 248, il insinue timidement, et encore en s'appuyant de l'autorité de M. Joseph Rambaud, que Schmoller a eu tort de passer complètement Bodin sous silence. P. 206, n. 1, il prend pour deux ouvrages différents deux éditions de la *Réponse à M. de Malestroït*, ce qui prouve qu'il ne les a pas maniées.

2. Il n'a pas lu Geiger, *Renaissance und Humanismus in Deutschland und Italien*.

3. *La Société, les femmes au XVI^e siècle*. — *Le Roman de l'Astrée*. — *La Cour de Henri IV*. — *L'Hôtel de Rambouillet*. — *Les Amis du cardinal de Richelieu*. — *La Société et Port-Royal*. Paris, Perrin, 1900, in-16 de xxix-313 p.

4. Sous-titre légèrement inexact puisque, dans les futurs volumes annoncés (p. xxiii) par l'auteur, il y aura beaucoup de xvii^e et même un peu de xvr^e.

périodes fort différentes. Mais, encore une fois, *la Société française* n'est pas un livre d'histoire; ce sont simples propos de salon autour de l'histoire.

En *Lazare de Baif* (1496?-1547), père naturel du poète Jean-Antoine, M. Lucien PINVERT¹ étudie surtout l'humaniste et l'un des promoteurs de l'hellénisme en France. Mais Lazare fut encore deux fois ambassadeur de François I^{er} à Venise de 1529 à 1534, à la diète de Haguenau, en 1540. M. Pinvert a étudié, à la Bibliothèque nationale (ms. fr. 3944, Dupuy 265, Dupuy 547, ms. fr. 20503, 26650, 3020) et au musée Condé, la correspondance relative à ces ambassades². Le protonotaire L. de Baif ne paraît pas avoir eu de talents diplomatiques bien remarquables. A Venise, « il ne se défait pas assez de ses propres idées, en quoi il lui arrivait, à son insu, de ne pas entrer dans les vues d'ensemble de la politique dont il ne gérait que des intérêts isolés. A l'heure où François I^{er} cherchait à Constantinople un point d'appui contre son trop puissant rival, Baif s'en tenait sur les Turcs aux idées courantes et rêvait d'une croisade générale... » A Haguenau, où François I^{er} l'envoyait avec la mission très expresse de nuire le plus possible à l'empereur, de n'accepter qu'un libre concile et de favoriser les luthériens, « Baif ne satisfait personne... Il eut le tort de ne pas bien deviner la tendresse diplomatique de François I^{er} pour le parti évangélique dans les pays d'Outre-Rhin. » Si bien que du Bellay « obtint du roi l'envoi secret d'un autre député, muni des mêmes instructions que Baif et à l'insu de celui-ci³. » Évidemment, l'érudit auteur du *De re vestiaria*, du *De vasculis* et du *De re navali* était fourvoyé dans la grande politique.

On n'en dira pas autant d'un autre ambassadeur de François I^{er},

1. Paris, Fontemoing, 1900, in-8° de 130 p., texte français d'une thèse latine.

2. Il donne quelques lettres dans ses appendices. Signalons surtout une lettre de François I^{er}, du 15 juin 1540 : « Et si l'on vient à vous tenir propos du fait du concile, vous respondrez suivant ce que je vous en ay dit, que je trouveray tousjours très bon qu'il se face, pourveu qu'il soit libre et intimé comme il doit estre et tenu en lieu neutre et de seur accez... Et, au reste, Monsieur de Bayf, à vous parler ouvertement, entendez que le plus grant service que vous me scaurez faire... ce sera d'avoir bien l'œil à ce que à la dyette... il ne se face, conclue ny arreste chose qui puisse estre au bien, prouffit et utilité desditz sieurs Empereur et Roy des Rommains... Et surtout mettez peine de bien entretenir tous mes amys et de m'en gagner encores de nouveaulx s'il est possible... » On voit que ces instructions ne péchaient pas par défaut de netteté.

3. C'était Jean Sleidan. M. Pinvert considère à tort le poète Vulteijs comme un inconnu. Jean Visagier de Reims a été étudié en particulier par M. F. Buisson dans son *Sébastien Castellion*.

qui arriva à Venise six ans après que Lazare de Baif eût quitté ce poste, Guillaume Pellicier.

Nous connaissions ce personnage par la thèse que lui avait consacrée, en 1884, M. Jean Zeller. A côté de nombreux documents vénitiens, M. Zeller avait consulté la correspondance de l'ambassadeur aux archives des Affaires étrangères et nous avait donné le désir d'en posséder le texte intégral¹. C'est cette *Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise (1540-1542)* que M. Alexandre TAUSSEERAT-RADEL publie dans l'*Inventaire analytique des archives des Affaires étrangères*². C'est un des documents les plus importants qui soient sur la diplomatie de François I^{er}, et surtout sur la politique de la France en Orient. Car l'ambassade auprès de la sérénissime République était, au xvi^e siècle, plus qu'une ambassade ordinaire en Italie, c'était un poste d'observation de premier ordre, un port d'attache de notre diplomatie levantine, une sorte de direction politique des affaires orientales. L'évêque de Montpellier occupa ce poste de choix à un moment critique de la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint et des relations de François I^{er} et de Soliman, à l'époque de l'assassinat de Rincon et de César Frégose; c'est assez dire l'intérêt qui s'attache à la partie politique de cette correspondance. Mais Guillaume Pellicier était tout autre chose encore qu'un homme d'État. Prélat peu sévère³, complètement gagné par le mouvement de l'humanisme, il fait de l'ambassade de France à Venise une sorte de mission archéologique, artistique et littéraire; il cherche, pour le roi, des peintres, des scribes, des hellénistes, et surtout des manuscrits grecs; il meubla de ces derniers la bibliothèque royale de Fontainebleau et la sienne propre. Il recueillait également des simples pour Rabelais et Rondelet, des documents pour son livre sur les poissons et son commentaire de Pline l'Ancien. Sa correspondance est donc une importante contribution à l'histoire de l'humanisme. M. Tausserat-Radel l'a éditée avec le plus grand soin; son introduction résume et complète, au point de vue biographique, le livre de M. Jean Zeller, et nous renseigne sur les questions critiques qui se rattachent aux trois manuscrits de la *Correspondance*. Le texte est accompagné de notes nombreuses et minutieuses, suivi d'extraits inédits de la correspondance

1. M. Tausserat-Radel ne donne pas toujours le texte intégral, sans qu'on puisse voir quelle méthode il a suivie pour résumer telle ou telle lettre.

2. Paris, Alcan, 1899, 2 vol. in-8° de LXXXIII-810 p. Voy. *Rev. critique*, 1900, p. 372-75.

3. Il eut trois enfants, d'une Grecque ou d'une Italienne, on ne sait trop. A certain moment nous le voyons pencher vers la Réforme, qui « infecta » sa famille.

de Georges de Selve et de Guillaume du Bellay, et d'un très précieux index analytique.

L'historien trouvera beaucoup à glaner dans la thèse de M. Louis Clément sur *Henri Estienne et son œuvre française*¹, du moins dans les premiers chapitres sur Henri Estienne à Genève, le Procès de l'*Apologie pour Hérodote* (1566), l'Affaire des *Épigrammes* (1570, étudiée d'après les registres du consistoire), le séjour de Henri Estienne à la cour de France en 1579, etc. L'auteur présente au sujet du *Discours merveilleux sur la vie de Catherine de Médicis* une hypothèse assez séduisante : cet opuscule serait né de la collaboration d'Henri Estienne avec Innocent Gentillet. Comme conclusion à cette introduction purement historique, M. Clément nous donne du grand imprimeur un portrait qui doit être très voisin de la vérité : c'est un « huguenot militant, » mais indiscipliné, jusqu'au bout « fidèle, sinon à la lettre, du moins à l'esprit de la Réforme², » à mi-chemin entre la simple « Renaissance chrétienne » et le calvinisme pur ; d'autre part, un Français, très ardemment patriote³, et un « Parisien. » Même la partie purement philologique de la thèse n'est pas sans intérêt pour l'histoire des mœurs et des idées⁴.

Le *Michel de l'Hospital*⁵ de M. C. T. ATKINSON a tous les caractères d'un travail académique. L'auteur n'a pu connaître que le premier volume du grand ouvrage de Dupré-Lasalle. Il a étudié avec soin les œuvres de son héros. Sa bibliographie ne contient pas assez de travaux récents sur l'histoire des guerres religieuses, ce qui ne lui permet pas toujours de replacer exactement l'Hospital au milieu de ses contemporains. Il expose assez bien la vie de ce fils d'un médecin auvergnat⁶, protégé du connétable, puis des Lorraine, arrivant, à force d'application et de droiture, à la plus haute charge de l'État, obligé ensuite, par devoir patriotique, de se retourner contre ses anciens protecteurs, victime enfin de cette situation fautive, de son manque de souplesse, de son intelligence un peu bornée, de son inhabileté à connaître et à mener les hommes, de son honnêteté

1. *Étude d'histoire littéraire et de philologie*. Paris, Picard, 1898, x-538 p.

2. M. L. C. rejette (p. 2) le jugement de Feugère, qui a voulu faire d'Henri Estienne un sceptique. Il repousse également le surnom, que ses contemporains lui donnaient, de « Pantagruel de Genève. »

3. De là son anti-italianisme forcené.

4. M. L. C. montre que l'*Apologie*, faite en partie avec des sermons et des nouvelles du xv^e et du début du xvi^e siècle, ne saurait être acceptée les yeux fermés comme une peinture de la société du temps.

5. *Michel de l'Hospital*, being the Lothian prize Essay, 1899. Londres, Longmans, 1900, in-8° de 200 p.

6. Fils lui-même d'un médecin juif, disaient les « nationalistes » de l'époque.

même. Le récit a un peu trop souvent les allures d'une apologie. M. Atkinson examine la délicate question si l'Hospital a été vraiment une sorte de député secret des huguenots au sein du gouvernement des Valois, ou simplement un catholique tolérant. Il la tranche plus qu'il ne la résout : « L'Hospital, » dit-il p. 473, « ne fut pas un catholique bigot ni un calviniste, encore moins un athée, un catholique plutôt qu'un huguenot, si on tient à le placer d'un côté ou d'un autre, mais avant tout un sincère et pieux chrétien. » La conclusion est au moins vraisemblable, mais M. ATKINSON ne l'a pas amenée par des arguments suffisamment décisifs¹.

Il n'y a aucune différence, autre que la couverture, entre les *Derniers Valois*, *François II*, *Charles IX*, *Henri III*, par le marquis DE BELLEVAL (Paris, Vivien, 1900), et les *Fils de Henri II, la cour, la ville et la société de leur temps*, par le même auteur (Paris, Lechevalier, 1898). Ce n'est pas même une réimpression, c'est un rhabillage².

A lire ce titre : *Mémoires du comte Gaspard de Chavagnac, 1638-1669. Édition originale de 1699...*³, le lecteur se figure qu'il a effectivement sous les yeux les *Mémoires* du comte de Chavagnac, né à Blesle en Auvergne en 1624, mort au château du Bousquet, le 44 février 1695, et que le texte qui lui est présenté est celui qui parut à Besançon en 1699, chez Rigoine, imprimeur du Parlement⁴. Il se trompe doublement. Les mémoires qu'on lui offre ne sont pas de Chavagnac et le texte n'est pas celui de 1699.

Tout d'abord, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour flairer dans ces *Mémoires* un fort parfum d'inauthenticité⁵. Barbier et Quérrard les attribuent à Sandras de Courtilz. Pas un mot, dans les notes

1. M. Atkinson aurait dû prier un Français de ses amis de relire ses épreuves pour les citations françaises et les noms de lieux.

2. Voy. *Revue critique*, 1899, t. I, p. 268.

3. Paris, Flammarion, s. d. [1899], in-18 de 322 p.

4. C'est le n° Lb³⁷ 139 de la Bibl. nat., 2 vol. in-12. Il existe également une édition parue chez Malherbe à Amsterdam en 1700 (1 seul vol. in-12 de 504 p.), qui reproduit exactement celle de 1699 (Lb³⁷ 139 A); elle donne une gravure représentant sans doute le vieux Chavagnac en train de raconter ses aventures à ses trois neveux. D'autre part, le P. Lelong cite une édition de Paris 1700 : « Ces mémoires, dit-il, sont corrigés dans l'édition de Paris. »

5. Le comte croit nécessaire de raconter la mort de Luxembourg, antérieure de cinq semaines seulement à la sienne propre, et il termine ses *Mémoires* par cette phrase qui sent bien son faiseur : « La mort de M. de Luxembourg, pour qui j'ay toujours conservé une tendre amitié, vient de me toucher si fortement que je n'ay plus de pensées presentement que celles qui peuvent regarder mon salut; je l'espère de la divine Providence, à laquelle je vay vouer le reste de mes jours. »

de cette réédition, sur cette question essentielle. Pourtant, si Barbier a raison, quelle foi attribuer aux extraordinaires aventures que Chavagnac nous raconte avec un étonnant cynisme ? Comment sa famille huguenote fut ramenée à la vraie foi par les prédications de Ninon de Lenclos, comment il se faisait entretenir par la maîtresse de son père, comment il fit noblement fortune à Vienne en pratiquant le métier de maquignon et de truqueur de chevaux ; et l'inconscience de ses trahisons au profit de l'Espagne, de l'Empire, des Lorraine ; tout cela est très amusant, mais est-ce vrai ?

Ces *Mémoires* suspects, va-t-on nous les donner du moins dans leur forme originale ? Point du tout. Le sous-titre porte : « Édition originale de 1699, revue, corrigée et annotée. » Annotée, elle l'est très peu, et à coups de dictionnaires ¹. Mais elle est corrigée très ample-ment ², tantôt pour remettre en *bon français* le style, un peu languissant au gré du nouvel éditeur, du texte primitif, tantôt pour transformer le style indirect en style direct, faire d'un cadet d'Auvergne un cadet de Gascogne, — à toi Cyrano ! — ou supprimer des détails que l'on juge inutiles. Mais il y a mieux. L'édition de 1699, qu'on prétend avoir suivie, comprend deux volumes : le premier, de 315 pages, qui va jusqu'en 1671 ³, le second, de 252 p., qui va jusqu'en 1695. L'éditeur n'a eu entre les mains que le premier ; il ne

1. Il y a un index, ce qui achève de donner à cette édition de fantaisie une allure pseudo-sérieuse.

2. Exemples :

Éd. de 1699.

« L'IMPRIMEUR AU LECTEUR..., ou plutôt le seul original qu'il en a laissé, j'ai cru que je devois les donner au public après en avoir obtenu le privilège du Roy.

« Il a fait également paroître la force de son génie et dans les conseils de guerre et dans les intrigues du cabinet.

« P. 32, puisqu'un cadet d'Auvergne, qui n'avoit pas un sol d'argent comptant... »

[Lettre en style indirect.]

Et c'est ainsi tout le long du volume.

3. Et non 1669, comme l'annonce le titre. Un simple coup d'œil jeté dans le P. Lelong eût averti l'éditeur [?] de sa bêtise : « Ils contiennent ce qui s'est passé de plus considérable depuis l'an 1674 jusqu'à l'an 1679, car l'auteur ne dit qu'un mot de la prise de Strasbourg en 1682 et de la mort du maréchal de Luxembourg en 1695. »

Éd. de 1899.

« L'IMPRIMEUR ORDINAIRE DU ROI, DU PARLEMENT ET DE L'UNIVERSITÉ A BESANÇON, FRANÇOIS-LOUIS RIGOINE AU LECTEUR. An de grâce 1699... ou plutôt le seul original qu'il en ait laissé, j'ai cru de mon devoir de donner ce manuscrit au public.

« Son génie s'est montré aussi fort dans les conseils de guerre que dans les intrigues de cabinet.

« ... à quelle furieuse nécessité cède un cadet de Gascogne, qui, sans avoir un sol d'argent comptant... »

[Lettre en style direct.]

s'est pas douté qu'il en existait un second, et il arrête brusquement le récit à la répression de la révolte de Tékéli. — On se demande quel genre de services peut rendre une réédition entendue de cette façon. Je crois que la *Revue historique* a précisément pour mission de décourager de semblables tentatives.

Il importe d'autant plus de décourager celle-ci qu'il y a eu récidive. Postérieurement à l'édition in-18 vient de paraître (même éditeur, s. d.) une édition in-8°, xv-468 p. Le titre porte cette mention : *Édition princeps*, ce qui est tout à fait réjouissant quand on constate qu'il y a plus bas : « Édition originale de 1699 revue, corrigée et annotée par Jean de Villeurs ; » l'éditeur, qui se nomme enfin, ignore évidemment le sens des mots « Édition princeps, » qui ont fait dire à des journaux quotidiens que ces mémoires étaient donnés pour la première fois *d'après le manuscrit original*. Dans une courte préface (datée du 1^{er} mai 1900), M. DE VILLEURS nous fait savoir qu'il a publié cette édition avec le concours des descendants des neveux de Chavagnac. Il imprime toujours sur la couverture : « 1638-1669, » mais sur le titre intérieur : « 1638-1695. » Il s'est aperçu de sa bévue et il a ajouté les chapitres oubliés. Il donne un autographe du comte. L'index a été notablement amélioré.

M. Albert VANDAL vient d'écrire un fort agréable volume¹ sur Charles-Marie-François Olier, marquis de Nointel et d'Angervilliers, conseiller au Parlement de Paris, ambassadeur à Constantinople de 1670 à 1679. Nointel ne paraît pas avoir été un diplomate de très grande valeur, mais il se trouva à Constantinople à une date décisive pour l'avenir du commerce français et de l'influence française dans le Levant; il finit, après bien des démêlés avec le grand-vizir Ahmed Kupruly, par obtenir à Andrinople, en 1673, le renouvellement des capitulations. Ce fut, — avec une enquête théologique destinée à prouver aux protestants que l'Église grecque croyait à la transsubstantiation, — le grand événement de son ambassade. Beaucoup plus qu'ambassadeur, Nointel était un touriste, un curieux, un dilettante, un collectionneur; à peine s'est-il acquitté du principal devoir de sa charge en signant les capitulations que, sous prétexte d'en surveiller l'exécution dans les Échelles, il entreprend un long voyage, emmenant avec lui des peintres et des philologues (parmi eux se trouvait Galland, qui rapporta de ce voyage le manuscrit des *Mille et une nuits*), achetant des marbres, des statues, des bibelots. C'est vraiment une odyssée, mais une odyssée

1. *L'Odyssée d'un ambassadeur. Les voyages du marquis de Nointel* (1670-1680). Paris, Plon, 1900, in-8° de xii-355 p., 4 héliogravures.

fastueuse et triomphale que ce voyage à travers les îles d'Asie, la Terre-Sainte, Alep et les rives de l'Euphrate. Il y promène comme un reflet de la gloire du Roi-Soleil; il en impose aux pachas par son opulence, écrase de son mépris les consuls de Venise ou d'Angleterre, règle souverainement les litiges entre catholiques et orthodoxes. Insatiable de sensations nouvelles, il allait partir pour l'Égypte, lorsqu'il fut rappelé en arrière par un ordre d'Achmed Kupruly; le vizir commençait à s'inquiéter d'apprendre que cet ambassadeur de France tranchait dans le Levant du vice-roi. Nointel revint, mais sans se presser, visitant Athènes au passage. La cour de France finit par se lasser de ce singulier ambassadeur. On le frappa d'une étrange disgrâce, aussi préjudiciable aux intérêts de la France qu'aux siens propres; on le laissa près de deux ans à Constantinople sans instructions, sans dépêches, sans argent, perdu de dettes, presque dans la misère.

M. Vandal, à propos de son personnage, nous donne une brillante étude (pour laquelle il a utilisé le livre de M. Masson) sur le commerce français dans le Levant, et des pages piquantes sur la « cérémonie turque » qui servit de modèle à celle du *Malade imaginaire*. Les souvenirs personnels de l'auteur ajoutent un charme très vif à ses descriptions de Constantinople et de l'Orient. Il tranche la question des célèbres dessins du Parthénon, qui ne sont pas de Carrey, mais d'un peintre flamand également employé par Nointel. M. Vandal s'est un peu trop exclusivement documenté avec les lettres de l'ambassadeur, dont il publie en appendice quelques extraits¹. S'il y avait joint les papiers vénitiens, il aurait sans doute modifié le jugement très sévère qu'il porte sur Achmed Kupruly².

Le Siègle de la ville et de la citadelle de Lille en 1708, par M. Maurice SAUTAI³, est une excellente étude d'histoire militaire.

1. M. Vandal consacre un chapitre au projet de Leibnitz sur l'Égypte. Il serait nécessaire de savoir dans quelle mesure ce projet est l'expression des idées personnelles du jeune philosophe, dans quelle mesure Leibnitz n'a été que le rédacteur des idées du baron de Boinebourg, qui l'employait à toute sorte de travaux de ce genre. Il ne faut pas oublier que « le grand philosophe » n'avait encore que vingt-six ans.

2. Comparez avec l'admiration, également exagérée, que professe pour lui Moritz Brosch, *Geschichten aus dem Leben dreier Grosswesire*. Gotha, 1899, p. 187 et suiv. M. Brosch ne s'est servi, lui, que de documents vénitiens. Aussi n'a-t-il guère compris le rôle joué par Nointel (qu'il appelle Naintel, p. 180). M. Vandal écrit (p. 117), à propos de Chio : « L'homme et la nature... ne s'étaient pas encore acharnés sur elle. » C'est oublier le pillage de 1566 (voy. du Fresne-Canaye, *Voyage du Levant*, p. 169).

3. Le nom de l'auteur ne figure pas sur la couverture, mais sur le titre

L'auteur, qui est un officier de notre armée, a fait de consciencieuses recherches au Dépôt de la Guerre, aux Affaires étrangères, aux archives de Lille et du Nord, à celles de la Haye. Il est arrivé ainsi à reconstituer ces deux mémorables sièges, soutenus par un général de soixante-quatre ans. Il nous fait partager son admiration pour l'héroïque maréchal de Boufflers, encore qu'il l'exprime en un style un peu trop pompeux ; la grandeur même des choses qu'il raconte s'accommoderait mieux d'une simplicité plus nue.

Il nous fait voir dans l'investissement de cette grande place la conséquence fatale de la défaite d'Oudenarde. La ville aurait pu être sauvée, en août et septembre, par l'armée du duc de Bourgogne, supérieure en nombre à celle des alliés. Malheureusement la discorde régnait au camp de Mons-en-Pevèle ; entre Berwick et Vendôme l'incapable élève de Fénelon ne savait que tergiverser et écrire à Versailles. Malgré les lettres de Boufflers, malgré les ordres formels du roi, — qui paraît ici très à son avantage, — il refusait positivement d'attaquer. Lorsqu'il a laissé échapper l'occasion, il demande de nouveaux ordres ; mais il a par avance mis son grand-père dans la nécessité de renoncer au projet d'attaque, et il exécute avec empressement cette résolution négative.

Boufflers, abandonné, ne se décourage pas ; il tient encore jusqu'au 22 octobre dans la ville, après soixante-deux jours de tranchée ouverte, jusqu'au 8 décembre, dans la citadelle. Le prince Eugène rendit hommage à cette superbe résistance. M. Sautai ne se borne pas à nous en retracer les épisodes, il nous décrit Lille avant le siège, nous fait connaître la composition et le caractère de la garnison, digne de son chef ; il analyse avec finesse les sentiments de cette population lilloise, française depuis quarante ans seulement : un très grand dévouement, un esprit de sacrifice chez le peuple, chez les artisans ; chez les bourgeois, plus de préoccupations d'avenir, plus d'égoïsme municipal, mais, sinon tout à fait du patriotisme, déjà un réel et solide attachement à la France. Les plénipotentiaires d'Utrecht obéirent vraiment au vœu des populations lorsqu'ils rendirent Lille à Louis XIV. M. Sautai publie un assez grand nombre de pièces, des états de troupes et de matériel, le texte des deux capitulations, etc.

A la suite d'un sermon sur *l'Héritage des Pères et le premier synode du Désert*¹, M. D. BENOÎT publie à nouveau un document déjà

intérior on lit : « Par Maurice Sautai, lieutenant au 43^e régiment d'infanterie. » Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq, 1899, x-434 p., trois gravures et cinq cartes et plans.

1. Prononcé à Montauban le 28 novembre 1897, imprimé à Cahors, in-8°, 40 p.

donné en 1846 dans la *Réformation au XIX^e siècle* (n^o 49, p. 385 et suiv.)¹, par Edmond Schérer. Il est curieux qu'en 1846 la publication de ce texte n'ait pas ému davantage les historiens. C'est une lettre vraisemblablement écrite par un protestant de Montpellier à un pasteur du Refuge. Elle ne porte pas de signature (sauf les lettres A. F.); elle n'est datée que par deux phrases : « le 23 du mois de décembre dernier 1694, » et plus loin : « le 7 février 1695, le nommé Papus, etc. » Elle relate une assemblée de dix (ou de onze²) prédicants et de quatre (ou cinq) laïques, qui aurait eu lieu à Montpellier en décembre 1694; cette assemblée serait ainsi le premier en date des synodes du Désert, tandis que cette priorité était généralement accordée à celui de Monoblet, présidé vingt années plus tard (en août 1745) par Antoine Court.

Le document publié par M. D. Benoit a été vivement argué de faux par M. Fonbrune-Berbinau³. J'avoue que tous les arguments de M. Fonbrune-Berbinau ne me paraissent pas d'égale valeur. Il s'étonne, par exemple, que le synode ait pris pour *modérateur* un laïque. Mais le texte ne dit pas cela. L'auteur de la lettre, qui fut ce modérateur, écrit : « Nous n'étions en tout que quinze personnes, compris quatre messieurs de la ville. » Il ne se range donc pas parmi ces quatre « messieurs; » il semble, au contraire, se classer avec les pasteurs, qui seraient onze dans cette hypothèse. Il dit, il est vrai, que, sans « le deuil et l'affliction » où se trouvait l'Eglise, il ne se serait « pas jugé capable de la charge de ministre de l'Evangile; » mais cela ne veut pas dire qu'il ne l'ait pas exercée⁴. Le ton du morceau n'est pas celui d'un faux⁵. Avec cela, il reste étonnant que ni Antoine Court ni personne n'ait rien su de ce synode, ni du fait que les prédicants de 1694 auraient été de véritables ministres, régulièrement consacrés et même hiérarchisés. Enfin, nous ne connaissons cette pièce que par une copie de Schérer; nous ne savons d'où il la tenait. Elle reste donc, jusqu'à nouvel ordre, un de ces documents curieux, mais suspects, dont on ne saurait ni confirmer

1. Je dois cette référence à M. Benoit lui-même.

2. On verra plus loin les motifs de cette incertitude.

3. Dans le *Bull. hist. du protest. franç.*, t. XLVII, p. 605-612. M. F.-B. n'y voit pas un faux proprement dit, mais une pièce rédigée à une date très postérieure.

4. Lui-même a soin de dire (p. 31) qu'il y avait deux sortes de ministres : « Venons, Monsieur, à ceux d'entre eux qui ne prêchent point, mais font des prières dans les maisons... » Il pouvait être un de ceux-là.

5. On y trouve cependant un luxe et une précision de détails qui pourraient faire penser à une pièce composée, ou tout au moins retouchée, après coup.

ni infirmer l'authenticité. Elle ne suffit pas, dans son état actuel, pour bouleverser l'histoire traditionnelle des églises du Désert.

XVIII^e SIÈCLE. — C'est encore une page de l'histoire du Désert que M. Émile DU CAILLAR et le même M. Daniel BENOÎT ont voulu retracer dans *Gal-Pomaret, pasteur de Ganges, son temps, son ministère*¹. Ce n'est pas que leur héros, Jean Gal, né en 1720, dans les Cévennes, connu comme pasteur sous les noms de guerre de Jonvals et de Pomaret, mort à Ganges le 17 août 1790, soit un grand personnage. Sa théologie, qui confine au déisme, est flottante; son action n'est pas très considérable; son courage, très réel, ne va généralement pas jusqu'à la soif du martyre. Mais il est en relations épistolaires avec Jean-Jacques, avec La Beaumelle, avec Voltaire, avec Court de Gebelin; il assiste à la grande persécution de 1752-54. Il vit ensuite, lui et son église, sous ce singulier régime: l'État ignorant officiellement l'existence des églises réformées de France, les persécutant par saccades, les tolérant le plus souvent en fait, entretenant même avec leurs chefs des rapports à demi réguliers, allant (avec Turgot) jusqu'à envoyer aux pasteurs, comme aux curés, des instructions qui doivent être lues au peuple. Pomaret correspond avec les intendants, avec les ministres, et il n'en reste pas moins perpétuellement à la merci d'une dénonciation, toujours menacé de la corde et ses fidèles des galères. Cette situation bizarre n'est pas complètement modifiée par l'édit de tolérance: « En nous tirant d'entre les dents du lion qui nous tenait dans sa gueule, il veut que nous soyons laissés, jusqu'à un certain point, entre ses griffes. » Pomaret favorisa l'élection aux États du fils de son ami Rabaut. Dans le synode des Basses-Cévennes, il protesta contre le texte insuffisant et timide de l'article de la déclaration des droits relatif à la liberté de conscience. Il mourut dans la foi de la Révolution. — MM. du Cailar et Benoît ont raconté sa vie avec sympathie. Il manque à leur préface (p. 6) un exposé plus complet des sources de leur travail.

La méthode suivie par M. S. SIÉGLER-PASCAL dans *Un contemporain égaré au XVIII^e siècle; les projets de l'abbé de Saint-Pierre, 1658-1743*², est des plus simples; elle consiste à passer en revue un certain nombre de questions actuelles: conférence de La Haye, impôt sur le revenu, enseignement moderne, protectionnisme, répression du vagabondage, réforme de l'orthographe, régime des congrégations, etc., à nous donner sur chacune d'elles les idées de MM. Méline, Cruppi, Léon Bourgeois, Lemaitre, Bonvalot, sans excepter les

1. Paris, libr. évangélique, 1899, 253 p.

2. Paris, Arthur Rousseau, 1900, in-8°, 288 p., avec un portrait de l'abbé.

solutions proposées par MM. Paul Hervieu, Maurice Donnay, Brioux¹ et par M. Siégler-Pascal lui-même, puis à rechercher ce qui peut se trouver, sur chacun de ces sujets, dans quelqu'une des innombrables brochures de l'intarissable abbé. Et voilà comment Charles-Irénée Castel de Saint-Pierre devient « un contemporain égaré au milieu du XVIII^e siècle. » La biographie de l'abbé est très insuffisante, la bibliographie de ses œuvres² n'est pas même essayée, on ne voit clairement ni les origines de ses idées ni l'influence qu'elles ont pu exercer sur la formation de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle³.

H. HAUSER.

XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES. — M. LOUIS WIESENER nous a donné le troisième et dernier volume de son grand ouvrage sur *le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, rédigé principalement d'après les sources britanniques⁴. On sait que l'idée dominante de son travail, c'est que l'entente anglo-française était nécessaire et que les deux parties contractantes en ont profité dans une mesure à peu près égale; que cette politique utile et nullement blâmable, au point de vue patriotique, Philippe d'Orléans et son ministre l'ont suivie par suite d'une conviction sincère et raisonnée, et que d'implacables ennemis seuls ont pu accuser Dubois d'avoir vendu le concours de la France aux ministres de Georges I^{er}. L'auteur est resté naturellement fidèle à cette manière de voir dans la dernière partie de son récit, qui embrasse la guerre commune contre l'Espagne depuis 1719 et va jusqu'à la mort du Régent. Nous ne pourrions guère que répéter ce que M. L. Farges disait, ici même, des deux premiers volumes⁵; il est fort compréhensible que

1. Leurs œuvres sont citées dans la Bibliographie, à côté de la « Circulaire ministérielle Lebret » et de la *Division du travail social* de M. Durkheim.

2. On n'en donne pas même toujours la chronologie. Par exception, l'auteur note (p. 95) que le livre de la Polysynodie est de 1718; il en conclut que les conseils de la Régence n'ont pu être « créés sur les indications de l'abbé. » Mais le duc d'Orléans ne pouvait-il connaître les idées de Saint-Pierre? Celui-ci les avait certainement exprimées avant la mort de Louis XIV (voy. p. 15).

3. M. S.-P. attribue à Henri IV « l'idée première d'une paix perpétuelle » (p. 30). Il n'y a là qu'une invention de Sully. — Que M. S.-P. se défie des citations isolées : c'est presque une trahison (p. 206) de donner, d'ailleurs sans référence précise, un passage de *le Prêtre, la femme et la famille*, qui laisserait croire que Michelet était partisan du célibat ecclésiastique. Il suffisait à M. S.-P. de se reporter, pour connaître la vraie pensée de Michelet, à la p. III du volume (éd. de 1875) : « Nous pensons que, si le prêtre doit conseiller la famille, il serait bon qu'il la connût, que marié... etc. » Ajouterai-je que je ne réussis pas à découvrir dans *le Prêtre* la page citée par M. S.-P.?

4. *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, d'après les sources britanniques, par Louis Wiesener. T. III. Paris, Hachette, 1899, viii-503 p. in-8°.

5. Voy. *Revue historique*, t. XLVI, p. 364, et t. LIV, p. 351.

le duc d'Orléans, sachant la haine aveugle ressentie à son égard par Philippe V, ait cherché au dehors un point d'appui contre le roi d'Espagne, rêvant toujours de redevenir roi de France; il est très explicable aussi qu'il ne se soit pas préoccupé outre mesure de l'opinion publique momentanée du pays à l'égard de l'Angleterre, cette opinion, essentiellement instable, ayant oscillé perpétuellement entre « l'entente cordiale » et l'antipathie contre la « perfide Albion, » depuis la guerre de Cent ans jusqu'au lendemain de Fachoda. Mais on ne saurait non plus faire du Régent et de Dubois des patriotes fervents, sacrifiant leur popularité à une conception politique supérieure, poursuivie avec une constance inébranlable, et M. W. lui-même est bien obligé d'avouer que « selon les occasions ils ont voulu des choses toutes contraires. » Il aura aussi quelque peine à faire admettre que l'abbé ait « frémi devant le calice, comme Français, à certains moments, » et que sa « dévorante fureur cardinalice » ne l'ait pas entraîné plus d'une fois à des compromissions coupables. Pourquoi donc « cette conjuration des puissances étrangères en faveur du ministre français, » afin de faire du fils de l'apothicaire un archevêque de Cambrai, puis un cardinal de la sainte Église romaine, alors que Dubois lui-même avouait que le chapeau serait pour lui « une coiffure extravagante ? » Et quelle raison donner à « l'affliction presque inconsolable » de Robert Walpole au sujet de « la perte d'un ami si bon et si puissant ? » Tant d'affection, tant de « bons services » présupposent d'autres services rendus, et ce n'est certes pas non plus une preuve de la hauteur des vues politiques du ministre que cet aveu naïf, qu'il désire le chapeau « pour se mettre à l'abri de tous les événements dans ce pays-ci. » Tout cela n'empêche pas, bien entendu, qu'on ne lise l'ouvrage de M. Wiesener avec intérêt et avec fruit; les documents nombreux puisés par lui soit aux dépôts officiels de Londres, soit aux archives privées du comte de Stairs, descendant de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris sous la régence, serviront en tout état de cause à préciser bien des détails, à en rectifier bien d'autres, allégués par les contemporains qui ont réussi à calomnier même un Philippe d'Orléans et même un abbé Dubois.

C'est un contemporain plus obscur de ces deux personnages, mais plus incontestablement honnête, que M. Henri Oddo met sous les yeux du public dans sa biographie du *Chevalier Roze*¹. Son livre, tout de

1. *Les Gloires oubliées. Le chevalier Roze. Campagnes d'Espagne, 1707. Peste de Marseille, 1720*, par Henri Oddo. Paris, H. Le Soudier, 1899, 247 p. in-8°, illustré. — L'appendice contient des extraits de tous les règlements sanitaires contre la peste, même les plus récents.

vulgarisation d'ailleurs, semble avoir été inspiré par le désir de combattre l'étroitesse de vues de certaines sphères de notre bourgeoisie contemporaine, au sujet des entreprises commerciales; c'est pourquoi il a voulu montrer dans le Marseillais Nicolas Roze, créé chevalier de Saint-Lazare par Louis XIV, « l'une des émanations les plus pures de ce commerce qui a fait la richesse de la France. » Sans avoir eu beaucoup recours aux sources inédites, même locales, et puisant tour à tour dans Voltaire, Marmontel, Lacretelle, Capefigue, Mary-Lafon, etc., l'auteur nous retrace la biographie de ce négociant d'Alicante, improvisé soldat durant la guerre de la succession d'Espagne, qui se battit bravement sous les ordres de Berwick et blessa Jean Cavalier sur le champ de bataille d'Almanza. Mais son nom mérite surtout de survivre à cause du beau rôle qu'il joua lors de la peste épouvantable qui ravagea sa ville natale de 1720 à 1721. Quoique sans charge officielle, il fut, comme l'évêque Belzunce, et sans que chez lui l'étroitesse religieuse entrât en conflit, comme chez ce dernier, avec ses devoirs philanthropiques, le défenseur, le protecteur, le consolateur de cette foule désespérée qu'enlevait chaque jour par centaines le terrible fléau. M. Oddo a bien fait de rappeler le souvenir de cet homme de bien, un peu oublié, à ses concitoyens et de le leur proposer comme exemple; un peu plus d'expérience comme narrateur historique lui aurait fait supprimer çà et là des pages au moins inutiles et la plupart des illustrations très fantaisistes dont son volume est orné.

Le marquis d'Argenson continue d'être à la mode; naguère on publiait des extraits de son *Journal* à l'usage de nos lycéens et voici qu'un jeune docteur en droit, désireux de vérifier si les éloges décernés au penseur par des savants d'Allemagne et d'Italie étaient mérités, traite à fond la question de savoir si le marquis ne serait pas, comme l'un des premiers *théoriciens* en politique, également l'un des premiers économistes de son temps¹. Ce qui rendait surtout la tâche de M. André ALEM difficile, c'est que, sauf quelques articles du *Journal économique*, d'Argenson n'a guère écrit *ex professo* sur la matière. L'auteur a dû dépouiller patiemment son *Journal* et ses *Considérations sur le gouvernement* pour y trouver les matériaux nécessaires à l'esquisse d'un système, et je crois pour ma part qu'il a fort exactement défini son œuvre en disant que le marquis « ne fut pas, au véritable sens du mot, un économiste, mais plutôt un

1. *Le Marquis d'Argenson et l'économie politique au début du XVIII^e siècle. Pratiques mercantiles et théories libérales*, par André Alem. Paris, Rousseau, 1900, 188 p. in-16.

philosophe... auquel il arrive parfois de traiter des questions économiques ; » je ne chicanerai donc pas l'auteur sur sa seconde affirmation, savoir qu'Argenson, « s'il avait pris la peine de réunir et de classer ses observations pour en composer un traité théorique... eût été, à coup sûr, placé au même rang que les fondateurs de la doctrine classique. » Ce qui est bien certain, en tout cas, c'est que M. Alem a fort patiemment et fort habilement groupé et rattaché entre elles toutes les indications de principe disséminées dans ses écrits, voire même toutes ses boutades originales, et les a fondues en un corps de doctrine ; d'Argenson mérite ces éloges en ce qu'il fut le premier à dire que le système économique d'un État ne peut consister à la longue à duper ses voisins, et à proclamer la nécessité du libre-échange dans son mot célèbre : « Laissez faire, morbleu, laissez faire ! » En a-t-il entrevu toutes les conséquences ? C'est ce qu'il me semble difficile à admettre, et l'auteur lui-même ne le croit pas, sans doute.

Les travaux sur la période révolutionnaire sont assez nombreux cette fois et plusieurs méritent qu'on s'y arrête plus longuement. Je regrette de ne pouvoir compter parmi ceux-ci le second et dernier volume du *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler en y signalant de nombreuses erreurs et de non moins nombreuses lacunes¹. Ce second volume en contient encore de plus graves et semble avoir été imprimé avec une hâte qui a empêché la plus élémentaire révision des épreuves². Non seulement bien des noms peut-être obscurs, mais promis au lecteur, y manquent (tels quatre des députés de l'Alsace aux États généraux et à la Législative, l'abbé Louis, le curé Pinelle, Pflieger et Wilhelm), mais des hommes marquants comme Reubell, successivement constituant, conventionnel et membre du Directoire, comme Rühl, un des derniers montagnards, ont été simplement laissés de côté ; cette publication si incomplète et si précipitée est un

1. *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire* (1789-1815), par le Dr Robinet, Adolphe Robert et J. Le Chaplain. Paris, librairie historique de la Révolution, 1899, t. II (G.-Z.), 868 p. in-8°.

2. Ainsi, p. 145, lire *Kaiserslautern* pour *Kerserslautern* ; p. 151, 1793 pour 1893 ; p. 152, *Ronsin* pour *Rousin* et *Landau* pour *Loudun* ; p. 170, *précepteur* pour *percepteur* ; p. 251, *Knyphausen* pour *Knymphausen* ; p. 279, *Wesel* pour *Wesel* ; p. 306, *Noblat* pour *Noblott* ; p. 465, *Elster* pour *Esler* ; p. 830, *Soultz* pour *Saultz*, etc., etc. P. 272, E. Lacoste, mort en 1806, devient, sous la Restauration, administrateur de la Dordogne ; p. 385, *Constance* devient une ville de la Suisse ; p. 796, l'ammeistre Jean de Turckheim (dont M. de Dietrich fut un des successeurs comme *maire de Strasbourg*) devient *maire de Dietrich*. Je m'arrête ; on pourrait continuer longtemps.

bien mauvais service rendu à la mémoire scientifique du défunt sous-conservateur de la bibliothèque Carnavalet dont elle porte le nom en vedette, et ne saurait inspirer grande confiance aux travailleurs consciencieux, qui ne se soucient pas de propager involontairement les erreurs d'autrui.

C'est avec un vif intérêt que nous avons lu l'*Histoire de la Révolution dans le Louhannais*, de M. Lucien GUILLEMAUT, sénateur de Saône-et-Loire¹. L'auteur s'est donné la tâche honorable, mais difficile, de raconter le passé d'un petit coin de la Bourgogne à travers les âges et d'offrir, avant tout à ses compatriotes bressans, une histoire de la Bresse louhannaise. Nous ne connaissons pas les volumes précédents, qui parlent du moyen âge et des temps modernes, mais ce tome troisième, consacré aux trois premières années de l'époque révolutionnaire, nous semble répondre parfaitement, et pour le fond et pour la forme, à ce qu'on peut demander à un travail de ce genre. Puisé aux sources locales les plus sûres, registres des délibérations des corps constitués, municipalités, directoires de district et de département, procès-verbaux des sociétés populaires, correspondances officielles et particulières, le récit est simple, vivant, détaillé. S'il ne se perd pas, comme cela arrive trop souvent, dans la description détaillée de faits appartenant à l'histoire générale, il ne néglige jamais cependant d'indiquer les fils qui les rattachent aux événements dont la modeste paroisse de village devient, elle aussi, le théâtre. M. Guillemaut a su nous montrer la part d'influence réelle que les idées générales du temps ont exercée jusque dans les milieux les plus réfractaires des campagnes bourguignonnes et l'intérêt spécial de son enquête, consciencieusement conduite, consiste précisément en ce qu'elle établit la quasi-unanimité de certaines tendances nouvelles chez l'immense majorité des esprits, tout au début du moins, et dans les différentes couches sociales. Plus tard on voit se produire les compétitions administratives et les rivalités locales, se manifester les colères des privilégiés, dépouillés de leurs prérogatives; puis enfin surgit la grave querelle religieuse qui, plus que tout le reste, et par la faute des uns et des autres, a fait dévier la Révolution vers la Terreur, quand la lutte à l'extérieur exaspéra les colères déjà excités par la lutte au dedans².

Nous avons parlé dernièrement de l'intéressante biographie de

1. *Histoire de la Révolution dans le Louhannais*, 1789-21 sept. 1792, par Lucien Guillemaut, sénateur. Louhans, impr. Romand, 1899, rv-543 p. in-8°.

2. Encore le Louhannais fut-il moins éprouvé par le schisme que bien d'autres régions, puisque cinquante-huit prêtres du district, sur quatre-vingt-douze, prêtèrent le serment civique réclamé par la loi.

Robert Lindet, publiée par M. Armand MONTIER. C'est à ce même travailleur assidu que nous devons la mise au jour de la correspondance de Thomas Lindet, frère du célèbre conventionnel¹. Curé de Bernay, député du clergé aux États généraux, évêque constitutionnel de l'Eure pendant que son frère siégeait à la Législative, Thomas fut son collègue à la Convention, renonça bientôt à ses fonctions ecclésiastiques, se maria dès novembre 1792, et ne joua plus, après 1795, qu'un rôle politique insignifiant, définitivement arrêté d'ailleurs au 48 brumaire; il ne sortit plus de sa retraite et mourut à Bernay en 1823. Les lettres réunies par M. Montier sont, du 49 août 1789 au 4 octobre 1792, adressées soit à son frère Robert, soit aux officiers municipaux de Bernay; elles sont tirées des archives de cette ville ou des papiers de famille des Lindet. Toutes ne sont pas inédites; peu sont données *in extenso* et l'éditeur annonce qu'il a supprimé maint détail de l'histoire locale ou relatif à des affaires domestiques. Peut-être aurait-il pu faire encore quelques coupures supplémentaires sans avoir à craindre le blâme du lecteur. Mais bien des passages des lettres du curé de Bernay sont très caractéristiques pour la disposition générale des esprits et peuvent servir à noter, presque jour par jour, les variations de l'opinion publique à l'égard des hommes qu'elle prône, — tel Lafayette, — pour les conspuer ensuite comme traîtres, et surtout la rapidité croissante du mouvement révolutionnaire. On y trouvera de curieux instantanés sur les séances de l'Assemblée nationale, des remarques piquantes sur Mirabeau et sa « marche tortueuse et impénétrable » et sur d'autres députés, surtout de la droite, appréciés d'une façon peu charitable. Dès juin 1791, Thomas Lindet en vient à déclarer que « le meilleur noble vaut bien un bout de corde » et un peu plus tard il va jusqu'à proposer — sérieusement? — la création d'un ordre de chevalerie dont les membres, Scévolas nouveaux, iraient faire périr tous les tyrans de l'Europe. Il n'est pas moins instructif de suivre le belliqueux prélat dans ses appréciations sur les affaires militaires du pays et de voir comme il malmène les Luckner et les Dumouriez. Puisqu'il existe d'autres lettres encore, postérieures, de Thomas Lindet, M. Montier fera bien de les publier à leur tour, afin que nous puissions suivre jusqu'au bout le développement psychologique de ce très remuant personnage que la politique attirait évidemment bien plus que la théologie.

1. *Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative, 1789-1792*, publiée par A. Montier. Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1899, xvi-393 p. in-8°.

C'est à un collègue de Robert Lindet, non moins connu que lui, à Prieur-Duvernois, plus généralement désigné sous le nom de Prieur de la Côte-d'Or, que M. GAFFAREL¹ a consacré son plus récent volume. Si la monographie de M. Montier est plus riche en détails que la sienne, la faute n'en est nullement au doyen honoraire de la Faculté des lettres de Dijon; tandis que les détenteurs des papiers de Lindet les ont mis sans réserve à la disposition de son biographe, les collatéraux de Prieur se refusent à communiquer les documents précieux et les correspondances inédites qu'ils détiennent; il a même été question de mémoires rédigés par Prieur et qu'on empêcherait de voir le jour. Espérons que ces dossiers historiques ne sont que celés et non pas détruits et remercions en attendant M. Gaffarel d'avoir fait ce qu'il a pu, tout en regrettant que son esquisse reste forcément incomplète sur bien des points et particulièrement sur les vingt-cinq premières années de la vie de Prieur. Nous ne savons en effet que peu de chose sur son développement individuel et même sur sa carrière extérieure, avant 1794, date à laquelle il se fait connaître, comme capitaine du génie, par des mémoires scientifiques présentés à l'Académie de Dijon, et au Club populaire de cette ville par des harangues patriotiques. Devenu, à vingt-huit ans, l'un des députés de la Côte-d'Or, renvoyé par ce département à la Convention, il y figure, à partir d'août 1793, dans le Comité de salut public. C'est comme membre de cette autorité dictatoriale que Prieur appartient à l'histoire; il en a partagé toutes les responsabilités générales, mais il a, fort heureusement pour sa mémoire, partagé aussi avec Carnot et Lindet la charge écrasante d'outiller la France désarmée dans sa lutte à mort contre l'Europe. Chargé d'acheter les armes nécessaires, d'embrigader les ouvriers des ateliers nationaux à Paris et en province, de rechercher les salpêtres, d'utiliser pour la défense nationale les inventions nouvelles, télégraphes et ballons, Prieur rendit alors d'inoubliables services; il fut un des créateurs de l'École polytechnique et de l'École des mines, et continua, en des temps moins agités, ses patriotiques efforts pour l'unification des poids et mesures au Conservatoire des Arts et Métiers et au Conseil des Cinq-Cents, où il siégea, au sortir de la Convention, jusqu'en 1798. Passé chef de bataillon en 1796 seulement, l'ex-législateur essaya vainement de reprendre un service actif que le Directoire fut assez mesquin pour lui refuser; membre du comité des fortifications, Prieur fut bien nommé chef de

1. Paul Gaffarel, *Prieur de la Côte-d'Or*. Paris, Rousseau, 1899, 354 p. in-8°. (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, publiée par l'Université de Dijon, t. IX, n° 4.)

brigade par le premier Consul en 1804, mais il se sentait surveillé, mal vu pour ses opinions politiques, et demanda bientôt après son congé de réforme, qu'il obtint à trente-huit ans. Il fit de l'agriculture en Bourgogne, de l'industrie à Paris, s'occupa de théories scientifiques, finit par demander une place de conseiller de l'Université à Napoléon, en assurant qu'il avait été « constamment affectionné au gouvernement de Sa Majesté impériale, » et, ce qui peut sembler plus affligeant encore, sollicita, en 1814, la croix de Saint-Louis, en parlant au ministre de la guerre, Dupont, de sa « sincère fidélité au roi. » Mieux aurait valu pour le régicide pénitent conserver la dignité du silence, d'autant qu'il devait survivre également aux Bourbons, car il ne mourut à Dijon, dans un profond oubli, qu'en août 1832. En attendant qu'on puisse écrire un jour une vie de Prieur plus complète d'après des documents plus nombreux et plus intimes, l'étude de M. Gaffarel fournit au moins le cadre solide de la biographie d'un homme qui mérite d'être plus connu, ne fût-ce que parce que nous lui devons la nomenclature de notre système métrique.

Entre la carrière de Prieur de la Côte-d'Or et celle de Nicolas Pache, ministre de la guerre de la Convention, puis maire de Paris, dont le volume de M. PIERQUIN nous raconte les dernières années ¹, il y a certains points de contact et surtout cette ressemblance douloureuse, que tous deux, victimes des événements plus encore que de leur propre lassitude, ont passé la seconde moitié d'une existence momentanément orageuse dans une inaction forcée.

Ce travail est assez bizarrement agencé. L'auteur nous promet pour plus tard un double travail sur Pache, ministre de la guerre et maire de Paris, qui pourront être intéressants, surtout s'il y met un peu plus de modération que dans la préface du présent volume, où ses sympathies pour son héros lui font singulièrement oublier le calme de l'historien. Pour le moment, il ne nous donne guère de l'inédit, et le peu qu'on en trouve dans son livre est assez insignifiant. Quelqu'un qui ne saurait de Pache que ce qu'on nous en dit ici serait bien embarrassé pour juger « le fier méconnu, » autour duquel on « a organisé la conspiration du silence quand ce n'est pas celle de la calomnie. » M. Pierquin réimprime deux mémoires juridiques, écrits par l'ex-maire en avril 1797, alors qu'il habitait depuis deux ans sa modeste propriété de Thin-le-Moutier dans les

1. Louis Pierquin, *Mémoires sur Pache, ministre de la Guerre en 1792 et maire de Paris sous la Terreur. Sa retraite à Thin-le-Moutier*. Charleville, E. Jolly, 1900, 276 p. in-8°, planches.

Ardennes, afin de se défendre contre un procès en séquestration arbitraire intenté par un batelier de la Loire, nommé Touchet. Il reproduit ensuite une brochure de Pache, *Sur les factions et les partis*, rédigée en mai 1797, à l'occasion du complot de Babœuf; il emprunte enfin au bulletin de la Société d'agriculture des Ardennes toute une série de mémoires (*Sur les avantages de la position du département, — Sur le chou-navet de Laponie, — Sur la propagation des arbres à fruits pulpeux, etc.*), datant, pour la plupart, de 1799, et qui ne sauraient prétendre à trouver des lecteurs aujourd'hui. Les seuls chapitres intéressants sont ceux dans lesquels l'auteur réunit des indications précises et des traditions locales sur l'existence de Pache à Thin-le-Moutier, sur ses habitudes, sur son état de fortune, sur sa famille surtout. Étudié dans ce cadre agreste, il nous apparaît comme un philosophe doux et résigné, également ami des enfants et de la nature, absolument muet sur les hommes et les événements au milieu desquels il avait vécu, écrasé, pourrait-on croire, par le souvenir de son terrible passé; « jamais une parole pour ou contre le pouvoir ne sortait de sa bouche. » On le plaindra pour les cruelles épreuves de famille par lesquelles il dut passer dans son âge mûr et sa vieillesse; veuf de bonne heure, privé de sa vieille mère plus que nonagénaire, puis de sa petite-fille de quinze ans, dernière joie de son foyer, il vit ses enfants abandonner les principes qui lui étaient chers; sa fille Sylvie, mariée en 1793 à un prêtre défroqué, dont il avait fait son secrétaire général, donna le jour à de fervents légitimistes, dont l'un devait chanter les *Espérances d'un Français au berceau de Mgr le duc de Bordeaux*; son fils, volontaire de la République, baron de l'Empire, royaliste, lui aussi, après 1814, se faisait appeler le colonel baron Jean, pour ne pas entendre retentir à ses oreilles l'odieux nom paternel. Pache est mort, à près de quatre-vingts ans, paralysé, pauvre, abandonné aux soins d'une servante fidèle, dans un taudis, et le cimetière où il reposait étant changé en place publique, c'est à peine si M. Pierquin a pu retrouver l'endroit où fut sa tombe. Il lui reste à prouver maintenant que l'homme politique mérite les sympathies que nous ne marchandons pas à l'homme privé, à nous expliquer les mutations successives qui firent du protégé de M. de Castries un fonctionnaire de l'ancien régime, un ministre de la guerre girondin, un protégé des montagnards, un allié des hébertistes, puis, après thermidor, un prisonnier d'État. Le sujet est attrayant, à coup sûr, mais il est aussi singulièrement difficile.

M. Ch.-L. CHASSIN termine aujourd'hui par un onzième et dernier

volume son monumental ouvrage sur *la Vendée et la chouannerie*¹. Il contient une table alphabétique générale des trois séries (*la Préparation de la guerre de Vendée*; — *la Vendée patriote*; — *les Pacifications de l'Ouest*) parues de 1892 à 1900, qui comprend plus de cinq mille noms propres et plus de cinq cents noms de localités. L'auteur a fait suivre son index de rectifications et d'additions, qui montrent le soin scrupuleux avec lequel M. Chassin a revu jusqu'au bout et corrigé son beau travail, afin de le rendre plus exact et plus complet. Malheureusement, une partie des *errata* se rapportent aux premières feuilles de la table générale elle-même, qui sont affligées d'un assez grand nombre de chiffres faux que chacun fera bien de corriger immédiatement sur son exemplaire, afin de ne pas s'exposer à des contretemps fâcheux lors de recherches un peu pressées et surtout à des mouvements d'impatience, plus fâcheux encore, contre un travailleur aussi méritant qu'est l'auteur.

Après bien d'autres, M. Félix BOUVIER, l'historien des *Vosges pendant la Révolution*, n'a pas craint de s'attaquer à l'un des morceaux capitaux de l'histoire militaire de tous les temps, au récit de la première campagne de *Bonaparte en Italie*². Il l'a fait avec une belle vaillance et un succès dont on ne peut que le féliciter. S'il n'est pas absolument exact d'affirmer que cette histoire n'a été « écrite jusqu'à ce jour que par des panégyristes ou des accusateurs systématiques, » s'il est moins exact encore d'affirmer, après les travaux de M. Chuquet, que « l'histoire des guerres de la Révolution est à refaire, » il est certain tout au moins que personne n'a mis plus de bonne volonté que M. Bouvier à débrouiller les données contradictoires, fautives et souvent intentionnellement faussées, — ne fût-ce que par Bonaparte lui-même, — des sources innombrables qui lui ont fourni les matériaux de son volumineux travail. Il a tout étudié consciencieusement, les pièces officielles des archives de la Guerre et les pamphlets contemporains, les historiens, les hommes du métier et les romanciers eux-mêmes; Walter Scott se rencontre au bas de ses pages avec Taine, Stendhal avec Rustow, et l'on y voit figurer, à côté de Michelet, M. Maurice Barrès. Peut-être l'auteur s'est-il trop avancé lorsqu'il promet de nous raconter la campagne d'Italie, « ce colossal et palpitant roman d'aventures, » avec une « froide impassibilité, » qu'on rencontre moins souvent dans son livre que des

1. *Études documentaires sur la Vendée et la chouannerie*, par Charles-Louis Chassin. Paris, Dupont, 1900, 658 p. in-8°.

2. Félix Bouvier, *Bonaparte en Italie*, 1796. Paris, Léopold Cerf, 1900, xi-745 p. gr. in-8°, cartes.

pages éloquentes et des tableaux fort vivants d'un brillant coloris¹. On rencontre, en effet, deux hommes dans M. Bouvier, le critique et l'écrivain. Le premier scrute sévèrement les détails de son récit, les classe et les juge; le second, oubliant parfois l'excellente besogne faite par l'autre, n'en tient aucun compte. C'est ainsi que M. Bouvier, le critique, établira très nettement les fautes initiales de la campagne de Bonaparte et s'étendra longuement sur l'échec de la Cueva et de San-Michele, le 16 avril; l'autre n'en affirmera pas moins que le premier essai du jeune général « atteint la perfection idéale. » Le critique accentue en mainte page de son récit les immondes voleries de nos commissaires, de nos fournisseurs, de nos généraux, voleries sur lesquelles Bonaparte « fermait systématiquement les yeux²; » il parle franchement, — comme son devoir d'historien l'y obligeait d'ailleurs, — de toutes les horreurs commises par « cette armée de sauvages et de faméliques » qui faisait dire à son chef lui-même qu'il « rougissait d'être homme. » Et puis, il oublie tout cela pour faire l'éloge enthousiaste du désintéressement avec lequel la France et Bonaparte venaient « régénérer la grande patrie italienne, » cette Italie qui, nous déclare-t-il un peu plus loin, « en somme était pourrie. » Quelque idéaliste, j'allais dire quelque naïf que l'on soit, est-il possible vraiment de croire que le conquérant de Milan, le futur trafiquant de Venise, rêvait de donner au peuple « l'aliment intellectuel, aussi nécessaire que le pain, l'idéal sentimental et généreux dont il a soif? » Et n'est-ce pas un peu se moquer de nous que de nous le montrer « miné par son insatiable amour » pour Joséphine, « planant dans son rêve étoilé, » quand on détaille soi-même, à la page suivante, telle « rapide passade, moyen de tromper la faim? » Un des exemples les plus curieux de cette *dissociation* des deux natures en M. Bouvier, c'est la page, très belle d'ailleurs, dans laquelle il nous retrace le panorama des Alpes, vu des hauteurs de Montezemolo, devant la splendeur duquel Bonaparte lui-même « sentit fondre sa froide impassibilité. » On admire le tableau du poète, on est ému,

1. Parfois le style semble un peu bien fleuri, quand M. B. parle « d'un œuf d'où l'on voit éclore une incomparable réunion d'hommes, » ou qu'un « trio furibond et dévergondé » devient, à trois lignes de distance, un « couple avili. »

2. Il les excuse quelque part, dans une certaine mesure, en rappelant que les Anglais, eux aussi, ont enlevé des objets précieux en Assyrie, en Égypte et en Attique. Il y a cette différence pourtant, que ni les Bédouins de Nimroud ni les fellahs du Nil ne regrettaient leurs colosses enfouis dans le sable, et que les Grecs contemporains d'Elgin s'amusaient à tirer eux-mêmes sur les marbres du Parthénon, tandis que les Italiens de l'époque du Directoire appréciaient fort leurs statues et leurs tableaux.

puis, en note, on lit, avec un étonnement assez naturel, l'avis du critique : « Il nous a paru qu'il y avait là une superbe amplification de rhétorique..., sans apparence de réalité. » Pourquoi ne pas biffer alors la page tout entière ? Ces menues observations n'enlèvent rien, d'ailleurs, aux mérites nombreux de ce récit si vivant et si richement documenté, et nous le quitterons en exprimant le souhait que le second volume ne se fasse pas trop longtemps attendre. A en juger par les dimensions de la *Bibliographie*, de riches matériaux doivent garnir déjà les portefeuilles de l'auteur.

En passant du *Bonaparte* de M. Bouvier aux *Mémoires d'un vétéran de l'ancienne armée*¹, écrits par un autre Vosgien, que nous présente M. H. GAUTHIER-VILLARS, c'est bien le cas de répéter le *paulo minora canamus* du poète. Ce pauvre petit *bleu*, parti en août 1791 de son hameau natal, sans avoir vu jusqu'ici ni bourgade ni ville, et qui allait de confiance à la guerre « comme à la noce, » revient au pays douze ans plus tard, sans grade, sans argent, ayant eu six cents journées d'hôpital et la jambe emportée par un boulet turc, après avoir guerroyé sur le Rhin, en Vendée, en Italie, en Égypte, attrapant plus de coups que de gloire, mangeant rarement à sa faim, rongé par la vermine, tour à tour glacé par la bise des Alpes et brûlé par le soleil des Pyramides. Et pourtant je ne sais si ces notes mal orthographiées, jetées quarante ans plus tard sur le papier par le brave Vaxelaire pour l'instruction de ses enfants, malgré bien des inexactitudes topographiques et chronologiques assez naturelles chez un troupier inculte², ne nous font pas pénétrer plus avant dans la vie quotidienne, en somme assez misérable quand il voulait rester honnête, du soldat d'alors, que tous les récits pompeux des *Victoires et Conquêtes*. La campagne d'Égypte surtout et l'expédition de Syrie sont racontées avec des détails d'un réalisme naïf qui ne laissent pas d'avoir du prix pour l'historien. Les longs commentaires explicatifs ajoutés par l'éditeur à chacun des chapitres auraient pu être remplacés sans inconvénient par des notes rectificatives sommaires, au risque de voir le texte du brave horloger-tourneur du Rupt-du-Moulin former une plaquette seulement au lieu d'un volume.

Les *Mémoires du général baron de Dedem*³ se rapportent princi-

1. J.-C. Vaxelaire, *Mémoires d'un vétéran de l'ancienne armée* (1791-1800), publiés et annotés par H. Gauthier-Villars. Paris, Delagrave, 1900, xii-234 p. in-8°.

2. Quelques-unes sont attribuables, d'ailleurs, à l'éditeur, qui sait assurément que la ville du Bas-Rhin s'appelle *Molsheim* et non *Molskein*, qu'on dit la *Wetteravie* et non la *Wétéraie*, etc.

3. Un général hollandais sous le premier Empire. *Mémoires du général*

palement aux dernières années de l'Empire ; mais ils contiennent une première partie, — ce n'est pas la moins intéressante, — qui nous retrace l'adolescence et la jeunesse du jeune patricien néerlandais Antoine-Baudouin-Gisbert Van Dedem, passée à Constantinople, où son père fut, pendant vingt-sept ans, représentant de la république des Provinces-Unies. Les silhouettes des membres du corps diplomatique sont dessinées d'une manière amusante, la capitale de l'empire ottoman, certaines scènes de la vie orientale, ainsi que les souvenirs de ses voyages en Asie Mineure et en Égypte y sont décrits d'une façon parfois piquante, mais avec une pointe de scepticisme désabusé, et il y perce çà et là une certaine fatuité de vieux célibataire qui montre que la rédaction définitive en a été faite assez tard. La carrière politique de l'auteur, après son retour dans sa patrie, n'a point été racontée par lui ; peut-être aurait-il été quelque peu gêné pour le faire, alors que, devenu très conservateur, il ne songeait pas volontiers à ses ferveurs révolutionnaires et démocratiques d'autrefois. « Je me laissais employer parce que j'étais jeune et que j'avais de l'ambition, dit-il dans une phrase dédaigneuse, mais intérieurement je me moquais de toutes les simagrées plébéiennes. » C'est pourtant à ce régime, si méprisé plus tard, qu'il dut de représenter la République batave à Stockholm, à Paris, à Londres et à Berlin (1795-1806), à un âge où d'autres débutent à peine dans la carrière. Le récit ne reprend qu'au moment où Van Dedem, rallié à Louis Bonaparte, est envoyé par lui comme ambassadeur de famille, d'abord à Cassel et puis à Naples ; sur les deux royaumes et sur leurs souverains, sur leurs cours surtout, on trouvera dans les mémoires quelques détails assez curieux, mais ne modifiant guère ce que l'on sait d'ailleurs. Après la réunion de la Hollande à la France, notre diplomate, ayant exprimé le désir d'entrer dans la carrière militaire, fut nommé général de brigade en 1811 et fit comme tel les campagnes de Russie et d'Allemagne, combattit à la Moskowa, à Bautzen, Leipzig et Hanau, sans obtenir le grade de divisionnaire, qui lui avait été promis. Ce sont les chapitres relatifs à ces deux campagnes qui sont les plus intéressants de l'ouvrage ; ils nous montrent une fois de plus avec quelle incurie l'intendance prépara l'invasion de la Russie, combien certains généraux négligèrent leurs devoirs pendant la retraite et comment on trompait Napoléon lui-même sur le chiffre des approvisionnements ou des soldats disponibles. On y voit aussi la hauteur et parfois l'insolence de certains officiers géné-

raux français pour toutes ces troupes étrangères qui versaient leur sang pour une cause qui n'était pas la leur, en définitive. Van Dedem, froissé des passe-droits qu'on lui faisait subir, donna sa démission en 1814, et son récit s'arrête au retour de l'île d'Elbe. Après la seconde Restauration, il reprit un instant du service en France, mais le quitta bientôt et mourut en 1825, au cours d'un voyage qu'il faisait en Italie. Ce n'est pas un témoin très sympathique à la France, peut-être, mais c'est un témoin sérieux qui vient déposer dans ce livre sur quelques-unes des causes auxquelles est dû le cataclysme de l'Empire.

C'est également aux dernières années de l'ère napoléonienne, du moins en ce qui touche l'Allemagne, que se rapporte en majeure partie le récit de M. le capitaine VELING, la traduction française du *Journal* tenu par le Dr Gross, membre du Magistrat de Leipzig. Il a négligé complètement de nous informer à quelle source, imprimée ou manuscrite, il a emprunté le document, d'assez minime importance d'ailleurs, auquel il a donné un titre plus alléchant qu'exact¹. En fait de *Souvenirs inédits sur Napoléon*, on n'y trouvera guère qu'une question sur le prix du sucre à Leipzig, posée le soir de la bataille de Lützen, et une conversation sur le mérite comparatif des laines de Saxe et de Rambouillet, qui n'ajoutent rien à ce qu'on sait de la prétention de l'empereur, si embarrassante parfois, à être renseigné sur l'heure sur tout point attirant pour le moment sa curiosité encyclopédique. Mais on trouvera aussi dans ces notes, plutôt insignifiantes, de Gross, quelques détails topiques à utiliser pour le chapitre des tribulations imposées à une ville alliée soit en temps de paix soit en temps de guerre. Le traducteur du *Journal*, qui, — soit dit en passant, — me semble un peu dur pour l'honnête docteur en droit auquel il emprunte toute la matière de son livre, manifeste dans sa préface de singulières illusions sur les dispositions des Allemands à notre égard de 1813 à 1815; il s' imagine qu'ils se plaignaient seulement « de ce que nous vidions leurs caves et chiffonnions les collettes de leurs filles, » mais qu'ils « ne nous détestaient pas » pour le reste.

Après avoir si magistralement conté, en dernier lieu, les débuts de l'épopée napoléonienne, M. CHATQUET, revenant à ces contrées entre les Vosges et le Rhin, auxquelles il a consacré deux des volumes de ses *Guerres de la Révolution*, nous offre aujourd'hui un premier épi-

1. Capitaine Veling, *Souvenirs inédits sur Napoléon*, d'après le *Journal* du sénateur Gross. Paris, R. Chapelot, 1900, xi-197 p. in-18.

sode de la chute de l'Empire dans son *Alsace en 1814*¹. Ce nouvel ouvrage du fécond historien sera lu avec le même intérêt que ses précédésseurs, car le sujet en est neuf, la documentation très riche, le style net et pittoresque, bien que dépouillé de tout artifice de rhétorique. Sans doute, les événements qui ont eu lieu dans la plaine d'Alsace pendant que Napoléon luttait dans les plaines de Champagne n'ont pas été bien importants en eux-mêmes ni surtout bien décisifs. Quelques escarmouches de cavalerie, quelques rencontres sur les deux versants des Vosges marquent seules la campagne de 1814 en Alsace, qui consiste presque tout entière en sièges transformés généralement, tôt ou tard, en simples blocus. Mais le livre de M. Chuquet nous apprend à connaître, par celle de deux départements-frontière, la triste situation de l'immense Empire qui, habitué à l'attaque sur le Danube ou la Vistule, est devenu absolument incapable de se défendre sur le Rhin, et qui, laissant cent mille hommes bloqués dans les forteresses d'Allemagne, n'a plus les gardes nationaux nécessaires pour mettre à l'abri d'un coup de main les forteresses de France. C'est cet ensemble de faits, depuis l'invasion de la province, en décembre 1813, jusqu'à la reconnaissance de Louis XVIII, en avril 1814, et la signature du traité qui nous laissait pour la dernière fois l'Alsace royale d'avant 1789 tout entière, avec Landau, que le récit de l'auteur fait passer sous nos yeux. La retraite du maréchal Victor vers la Lorraine; les sièges des places de Strasbourg, Schlestadt, Huningue et Belfort, et l'attitude de leurs commandants, bien différente, en face de l'ennemi; les dispositions de la population civile en face de l'envahisseur; la lutte du chef de partisans, Nicolas Wolff, dans les gorges des Vosges, si notablement embellie par la légende, y sont racontés avec cette impartialité scrupuleuse et sûre d'elle-même qui ne poursuit partout que la vérité historique et qui sait la reconnaître et l'accepter jusque dans les relations ennemies, avec cette lucidité d'exposition qui sont les marques distinctives du talent de M. Chuquet et qui sont trop connues de nos lecteurs pour que nous ayons besoin d'y insister ici.

Rod. REUSS.

PUBLICATIONS DIVERSES. HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE. — M. Frantz FUNCK-BRENTANO a été amené tout naturellement, par ses études sur la Bastille, à reviser la plus terrible des affaires où la Bastille a été mêlée, celle des poisons. Le *Drame des poisons* (Hachette)

1. Arthur Chuquet, *l'Alsace en 1814*. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1900, n-479 p. in-8°.

est bien, comme le dit le sous-titre, une étude sur la société du XVII^e siècle, ce siècle qui a été peut-être, en dépit de sa décence extérieure, le plus dépravé de notre histoire, parce qu'il en a été le plus hypocrite. — Le volume brillant et émouvant de M. Funck-Brentano s'ouvre par une étude sur la marquise de Brinvilliers, exécutée en 1676, qui forme comme l'introduction à la grande Affaire des poisons. Celle-ci, qui occupe les années 1678 à 1682, est le centre de l'ouvrage, dont il forme plus du tiers. Puis viennent trois courts articles : le premier, sur la mort de Madame, confirme les conclusions de Litré sur les causes toutes naturelles de cette mort. Dans le second, sur Racine et l'Affaire des poisons, sans écarter absolument l'hypothèse (absurde à nos yeux) que le poète aurait empoisonné M^{lle} Du Parc, l'auteur penche plutôt vers celle qui attribue la mort de la Du Parc à des manœuvres abortives. Le troisième est consacré à *la Devineresse*, cette curieuse comédie-féerie de Visé et de Thomas Corneille représentée en 1675 et inspirée par La Reynie, qui espérait affaiblir le crédit des magiciens en les faisant ridiculiser sur la scène. Rien de plus attachant que le récit des deux grands drames de la Brinvilliers et de l'Affaire des poisons. Bien qu'on en connût déjà les traits essentiels, M. Funck-Brentano a beaucoup ajouté à ce qu'on savait déjà, grâce aux papiers de la Bastille. Il a mis en pleine lumière le personnage de La Reynie, qui ne paraît pas avoir été exempt d'une certaine crédulité, de la disposition, naturelle à la plupart des juges d'instruction, à croire à toutes les accusations, mais dont l'honnêteté foncière lutta avec un courage admirable pour obtenir le châtimement des crimes, malgré les hautes interventions qui s'efforcèrent de sauver les coupables trop haut placés. Il a mis hors de doute, non pas peut-être tous les détails des pratiques abominables auxquelles M^{me} de Montespan se serait livrée pour conserver l'amour du roi, mais le fait même qu'elle s'est adressée pour cela à la Voisin et à ses complices, dont la cupidité et la perversion sadique ne reculaient devant aucun crime ; il a prouvé aussi que Louis XIV lui-même, pour sauver sa personne et son trône de l'horrible scandale d'une condamnation de la Montespan, arrêta les poursuites au moment où elles auraient révélé toute l'étendue du mal qui rongait une société aristocratique aussi dépravée que superstitieuse. M. Funck a également, me semble-t-il, lavé entièrement Pennautier des soupçons que Michelet avait laissés planer sur lui. Sans doute, la critique historique pourra reprendre plusieurs points de ces ténébreuses affaires. Que M. Funck ait appelé Edme Pirot le professeur de Sorbonne Edmond Pirot, qu'il l'ait confondu avec le P. jésuite Georges Pirot, cela est de peu de con-

séquence; mais il reste bien des points obscurs soit sur les actes, soit sur la psychologie des personnages de ces drames. M. Funck a l'admiration et l'attendrissement faciles. Il attache une importance exagérée au témoignage d'Edmond Pirot, dont le récit sur la Brinvilliers est un extraordinaire fatras, et qui, comme la plupart des confesseurs, songe surtout à faire valoir la puissance sanctifiante de son intervention. La pitié de la Brinvilliers, qui touche si fort M. Funck, me touche aussi peu que celle du maréchal de Rais à ses derniers moments. La marquise paraît avoir été une cervelle des plus mal équilibrées; sa confession est un document extravagant, et elle paraît avoir eu à peine conscience de ses crimes. De même, les repentirs de la Montespan se confondent trop avec la rage de sa disgrâce et sont un phénomène trop habituel, dans des temps où la crainte des tourments de l'enfer avait encore toute sa force sur l'âme humaine, pour mériter notre sympathie. Quant à Montespan, dont M. Funck admire le noble caractère, nous croyons très justifié le mépris des contemporains pour ce mari bien payé de sa honte. Rien n'est moins prouvé que la manifestation théâtrale que lui prête M. Funck, alors qu'il serait venu prendre congé de la cour tout de noir habillé. On raconte de trois manières différentes les gasconnades auxquelles Montespan se livra à cette occasion. Réservons pour d'autres nos hommages.

Le récent ouvrage de M. A. Dufourey : *le Régime jacobin en Italie. Étude sur la République romaine, 1798-1799* (Perrin), intéresse également l'histoire de France et celle d'Italie. Comme le fait remarquer M. Dufourey, l'idée nationale unitaire italienne ne joue qu'un très petit rôle dans les événements de Rome; elle n'est guère représentée que par Lahoz, qui finit par se mettre à la tête des révoltés romagnols, et par Planta, le plus honnête des ministres de la République; néanmoins, le nom même de République romaine et la résurrection des titres des vieilles magistratures, sénat, consuls, tribuns, travaillent pour l'avenir. Malgré l'indifférence politique du peuple romain, qui reste avant tout attaché à ses coutumes religieuses et qui est exaspéré par l'intolérance des républicains et les exactions des Français, il reste de ces temps de révolution des germes d'insubordination contre le gouvernement pontifical. Mais c'est surtout comme épisode des guerres révolutionnaires et de la domination des armées françaises en Italie que l'histoire de la République romaine est intéressante. M. Dufourey a pu étudier cet épisode avec une exactitude particulière dans les archives de Grosbois, où sont tous les papiers de Berthier, et dans l'*Archivio di Stato* de Rome. Il n'a négligé ni les archives diplomatiques ni les archives de la Guerre, à Paris; il a

consulté les archives de Vienne, et enfin il a eu à sa disposition les richesses de la bibliothèque du baron Albert Lumbroso. Son récit, tout minutieux qu'il est, n'est jamais languissant ; s'il n'a pas toujours l'allure strictement objective des récits du maître à qui l'ouvrage est dédié, M. Chuquet, la note de passion personnelle qui perce çà et là sauve peut-être de la monotonie la répétition constante des mêmes persécutions, des mêmes pillages, des mêmes révoltes. La mort de Duphot, qui a été le prétexte de la « démocratisation » de Rome par Berthier, Masséna et Saint-Cyr, ne fut point un attentat contre la France, mais un accident survenu dans une des émeutes provoquées par les révolutionnaires italiens. Le Directoire en profita pour pratiquer, au nom de la liberté, l'exploitation de l'État romain. Le gouvernement se trouve, en apparence, confié à cinq consuls, assistés de quatre ministres, d'un sénat et d'un tribunat ; il est, en réalité, entre les mains des chefs militaires et des commissaires civils nommés par le Directoire. Ces deux pouvoirs, qui, du reste, procèdent avec une égale ardeur aux réquisitions, aux exactions et aux pillages, sont perpétuellement en lutte, et la victoire de l'autorité civile, en août 1798, ne fait que rendre l'anarchie plus complète. M. Dufourey a fait revivre un type bien curieux de ces commissaires incapables, tyranniques et brouillons, Bertolio. Il faut dire à leur décharge que dans l'état des mœurs et des esprits, avec les besoins du Directoire et les procédés de déprédations de l'armée, établir une administration régulière était chose impossible, et que, d'ailleurs, le gouvernement pontifical, s'il était moins onéreux, n'était guère plus exemplaire. On n'a comme intermède aux persécutions religieuses et aux actes d'exploitation fiscale que les révoltes provoquées par la maladresse ou la violence du gouvernement nouveau : révoltes à Orvieto et au Trasimène en avril 1798 ; révolte du Circeo en juillet ; révoltes dans la Sabine et à Cività-Vecchia en janvier-mars 1798 ; enfin, insurrection générale dans les Marches, l'Ombrie et la Toscane d'avril à septembre 1798. — On éprouve presque un soulagement à lire le récit des opérations militaires plus importantes, la campagne de Championnet contre l'invasion des troupes napolitaines dans l'État romain, en novembre-décembre 1798, et surtout la belle défense de Monnier sur le Tronto et à Ancône contre les Russes, les Autrichiens et l'insurrection victorieuse. Le peuple romain, qui avait applaudi l'établissement de la République, acclama avec bien plus d'enthousiasme encore le rétablissement du pouvoir pontifical, exactement comme cinquante ans plus tard les Romains qui avaient acclamé Garibaldi et Mazzini firent une entrée triomphale à Pie IX à son

retour de Gaëte. Il faut y regarder à deux fois avant de jouer le rôle de libérateurs des peuples. Il est vrai que la France révolutionnaire et napoléonienne eut une manière très particulière de pratiquer cette libération des peuples, et que ceux-ci prirent surtout conscience de leur autonomie par la haine qu'ils éprouvèrent pour leurs libérateurs.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les intéressants articles que MM. E. RODOCANACHI et G. MARCOTTI ont publiés dans la *Revue historique* (mars et juillet 1899, janvier 1900) sur Élisabeth Napoléon à Lucques et en Toscane. M. E. Rodocanachi a reproduit la substance de ces articles, mais complétée par un article paru dans le *Temps* sur la captivité de Pauline Borghèse, en 1815, et par diverses autres additions, dans un volume intitulé : *Élisabeth Napoléon en Italie* (Flammarion). Bien que Félix Baciocchi et Élisabeth nous apparaissent souvent dans leur principauté de Lucques et leur grand-duché de Toscane comme des souverains d'opéra-comique et que leur pouvoir fût singulièrement limité par l'impérieuse ingérence de leur glorieux frère et maître, néanmoins Élisabeth déploya, dans ses fonctions de souveraine en sous-ordre, de réelles qualités, surtout comme princesse de Lucques. Elle avait non seulement de l'énergie, mais encore une fiévreuse activité qu'elle employait au travail comme au plaisir, le désir et l'intelligence du bien public. En Toscane, toutefois, la futilité, le manque de tact, la hauteur de caractère lui nuisirent souvent. Elle était là sur un théâtre trop grand pour sa taille et surtout pour celle de son mari.

Les *Mémoires d'une idéaliste*, par M^{lle} Malwida DE MEYSENBURG, parus en allemand, en 1876, et dont M^{lle} FANTA vient de nous donner une excellente traduction française¹, ont eu cette singulière fortune de voir leur succès grandir d'année en année; tandis que les deux premières éditions mirent une vingtaine d'années à s'écouler, trois éditions nouvelles se sont succédé depuis cinq ans. C'est que ce livre, qui est l'histoire d'une belle vie et un recueil de nobles pensées, est de ceux qui deviennent pour certaines âmes des consolateurs et des amis. Ils créent peu à peu comme une petite église de fidèles qui les propagent autour d'eux. C'est de plus un document historique des plus précieux à un double point de vue. Il nous renseigne avec une sincérité absolue sur les sentiments et les idées qui animaient les plus nobles représentants de la jeune Allemagne de 1840 à 1848; il nous fournit en outre un tableau très vivant du monde de l'émigration à Londres de 1850 à 1860. M^{lle} de Meysenbug, née en 1816,

1. Chez Fischbacher, avec une préface de G. Monod.

était la fille d'un ami et conseiller de l'électeur de Hesse-Cassel, d'origine française, appelé Philippe Rivalier, et créé baron de Meysenbug par son prince. Élevée dans les idées les plus strictes du conservatisme politique et de l'orthodoxie luthérienne, sa rare intelligence, sa sensibilité un peu inquiète, son ardent besoin de vérité et de sincérité, la portèrent à faire la critique des idées dans lesquelles elle avait été nourrie et elle fut entraînée par le mouvement rationaliste et révolutionnaire qui agitait alors l'Allemagne. La grande déception de 1848 ne la découragea pas. Elle jugea, au contraire, de son devoir de se dévouer à ses idées, avec d'autant plus d'ardeur qu'elles étaient persécutées; de ne pas continuer à vivre aux dépens d'une famille qui la blâmait et de se créer une existence indépendante. — Après un essai d'école libre à Hambourg, elle dut se réfugier en Angleterre où elle trouva des amis sûrs, soit dans la société anglaise, soit dans le monde des émigrés. Parmi ces amis, ceux qui lui furent le plus proches et qu'elle nous fait le mieux connaître sont Herzen et Mazzini, les deux grands patriotes et révolutionnaires russe et italien¹. Le témoignage de M^{lle} de Meysenbug sur Mazzini est particulièrement intéressant. Cet homme triste, ardent et doux, qui aimait l'Italie et Rome d'un amour mystique et souffrait de la mesquinerie et de l'égoïsme de ses compagnons de révolution, a été extraordinairement grandi par les calomnies mêmes dont il a été l'objet. La police et la presse impériales, en prétendant trouver sa main dans tous les complots et toutes les émeutes, avaient fini par en faire une sorte de *Vieux de la montagne*, doué d'une puissance magique et terrible. En réalité, il dépensait sa vie à une

1. Dans un article des *Débats* du 11 juin, où un jeune Suisse a voulu se donner des airs parisiens en blaguant lourdement la noble existence et les idées généreuses (jusqu'à la candeur si l'on veut) de M^{lle} de Meysenbug, on lit que chez Herzen « la notion même du patriotisme avait disparu; » et pourquoi? Parce qu'il avait pris la parole dans un meeting en faveur de la Pologne. Or, Herzen était Russe jusqu'aux moelles, au point de n'avoir guère de sympathie pour aucune des nations européennes, sauf la russe. Victor Hugo a fait à l'étranger des discours contre la guerre de Crimée. Il serait pourtant ridicule de prétendre qu'il n'aimait pas la France. L'auteur de cet article cite aussi comme « antisociales » ces lignes admirables de Herzen : « Nous n'apportons pas une nouvelle révélation, nous écartons le vieux mensonge. L'homme d'aujourd'hui, triste *pontifex maximus*, ne peut que poser un pont. Un autre, l'homme inconnu de demain, le franchira. Quant à toi, ne reste pas sur la vieille rive. » Il fait de M^{lle} de Meysenbug une espèce de pétroleuse et n'a rien compris ni à son caractère tout de noblesse et de bonté, ni à ses idées qui s'élèvent peu à peu d'un radicalisme intransigeant à un serein idéalisme et à une indulgente humanité.

correspondance intarissable, pour tâcher de créer une alliance révolutionnaire internationale qui n'exista jamais, même à l'état d'embryon. Mazzini a eu certainement une part considérable dans la fondation de l'unité italienne; mais ce n'est pas comme homme d'action, car, à ce point de vue, Garibaldi a bien plus fait que lui. Mazzini a agi comme symbole et par sa foi. Il a fondé l'Italie, comme Marie-Madeleine a fondé le christianisme, en croyant à la résurrection de l'Italie. Autour des deux grandes figures de Mazzini et de Herzen, M^{lle} de Meysenbug fait apparaître les silhouettes de Kossuth, Pulsky, Ledru-Rollin, Barthélemy, Louis Blanc, Orsini, Saffi, Kinkel, Schurz, Worcell, Cobden, Stansfeld. On trouvera aussi dans ces Mémoires les plus intéressants souvenirs sur Wagner et sur la première représentation de *Tannhäuser* à Paris.

L'Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870 (Alcan), par M. G. WEILL, est un livre remarquable par la précision minutieuse des informations, par la bonne ordonnance des matières dans un sujet très complexe, par l'intérêt et la chaleur d'un récit qui conserve pourtant toujours le ton impartial de l'histoire. On s'étonne que M. Weill ait été le premier à tenter cette œuvre. Les historiens avaient sans doute été rebutés par les immenses lectures qu'elle nécessitait et par la difficulté de marquer toutes les nuances qui séparaient avant 1848 les divers précurseurs de l'idée républicaine, depuis les poètes comme Lamartine et Hugo jusqu'aux conspirateurs et aux communistes comme Barbès et Cabet. La république de 1848 et la république de 1870 ont été la résultante de mouvements extrêmement divers d'idée et d'action, et plus encore du fait même qui domine toute l'histoire de France au XIX^e siècle, l'absence de tout esprit monarchique sérieux. La France est en république depuis 1789. Les chefs temporaires de cette république ont porté les titres de rois, empereurs ou présidents. Leur pouvoir n'a jamais été héréditaire. Deux difficultés principales s'offraient à l'auteur : garder à son travail son caractère précis d'une étude du parti républicain et ne pas le laisser dévier en une étude des causes de l'établissement de la république en France ; en second lieu, ne raconter des événements révolutionnaires que ce qui était nécessaire pour comprendre l'évolution du parti républicain. M. Weill y a parfaitement réussi. La première partie de son ouvrage, de 1814 à 1848, est la plus captivante, parce que c'est la plus complexe et la moins facile à connaître. De 1848 à 1870, l'histoire du parti républicain est relativement claire et connue ; pourtant, on trouvera dans le livre de M. Weill bien des détails oubliés sur les velléités révolutionnaires, les essais d'organi-

sations secrètes en 1850 et 1851, et aussi sur les proscrits du 2 Décembre, leur vie à l'étranger, leurs divisions, leur influence sur le parti républicain à l'intérieur. On relira aussi avec la même émotion que si on ne les connaissait pas les détails sur les violences et les proscriptions qui ont suivi le 2 Décembre, violences et proscriptions tellement monstrueuses, tellement iniques, brutales et inutiles qu'elles n'ont leur explication que dans la cruauté tyrannique et l'affollement naturels aux Français dans toutes leurs luttes de parti. On peut recommander cette lecture aux aimables sceptiques qui rêvent de nouveaux coups d'État et n'y voient que de salutaires opérations de police. Singulière nation, généreuse pourtant à ses heures et éprise de justice, et où les uns sont prêts à applaudir à l'abominable assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas, les autres aux supplices infligés en Algérie ou en Guyane à des milliers de malheureux dont le seul crime était d'être républicains dans une république ! Mais c'est la lente formation du parti républicain sous la Restauration et surtout sous Louis-Philippe qui fait le principal intérêt du livre de M. Weill. Sous la Restauration, les idées républicaines se mêlent au mouvement libéral et aux regrets bonapartistes dans les sociétés secrètes *l'Union, la Charbonnerie*. Le premier journal républicain, *la Tribune des départements*, fait scission avec les libéraux, et les Saint-Simoniens et surtout les Babouvistes avec Buonarrotti font pénétrer dans le parti républicain les idées socialistes. Sous Louis-Philippe jusqu'à la loi de 1834 contre les associations, le mouvement républicain se concentre dans des sociétés démocratiques qui sont en même temps des sociétés d'éducation populaire et des sociétés d'agitation électorale, Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, Association pour l'éducation du peuple, Société des amis du peuple, Société des droits de l'homme. La suppression du droit d'association politique et la répression des émeutes républicaines a pour conséquence la réorganisation des sociétés secrètes telles que la Société des saisons et une vive impulsion donnée aux idées socialistes et communistes. — Après l'absurde insurrection du 12 mai 1839 et sa féroce répression, le mouvement républicain prend la forme d'une part d'une agitation en faveur de la réforme électorale, de l'autre d'une propagande socialiste par les livres, par la presse et par les sociétés secrètes. Le sol sur lequel était établi le gouvernement conservateur, dirigé par M. Guizot, se trouva miné en dessous sans qu'on s'en aperçût. Au 24 février, tout s'écroula comme de soi-même. On suivra dans le livre de M. Weill tous les divers courants d'opinion qui firent pénétrer les idées républicaines dans le peuple, parmi les artistes, les écri-

vains, les hommes politiques, et préparèrent l'éphémère république de 1848. Ce qui causa sa ruine, c'est que la fusion nécessaire n'était pas faite entre le courant socialiste et le courant républicain proprement dit. Elle n'est pas faite même aujourd'hui, et pourtant elle seule peut assurer l'existence de la république. Elle sera très difficile tant que le socialisme prétendra rester un parti autoritaire, intolérant, exclusif et révolutionnaire, voulant imposer à ses adhérents un credo d'orthodoxie comme l'Eglise, et créant la lutte entre les classes au lieu d'être une aspiration généreuse et générale à la fusion des classes dans la démocratie républicaine. M. Weill n'a pas voulu faire de son livre un livre de philosophie politique. Il s'est strictement renfermé dans son rôle d'observateur et d'historien; mais il fournit au philosophe politique d'amples matériaux d'étude et de réflexion. Ce qui frappe le plus quand on lit toute cette histoire du parti républicain, c'est l'incroyable intensité de passion désintéressée et d'énergie manifestée dans la politique française de 1845 à 1852. Quand on compare la valeur morale et intellectuelle de la génération actuelle avec celle de ses devancières, on reste humilié et effrayé pour l'avenir.

En écrivant l'*Allemagne nouvelle et ses historiens* (Alcan), M. Antoine GUILLAND a écrit un livre important de philosophie historique, dont la lecture est singulièrement attachante. Ce n'est pas en effet une histoire de la littérature historique allemande qu'il a voulu faire, une histoire de ce magnifique mouvement de critique et d'investigation historiques qui est une des gloires des Universités allemandes dans ce siècle. Il a cherché à établir le lien qui existe entre le développement de l'Allemagne nouvelle et la conception de l'histoire en Allemagne, comment le mouvement de renaissance nationale s'est reflété dans l'esprit des historiens et dans quelle mesure les historiens ont contribué à préparer ou à hâter l'évolution nationale. Il a pris pour cela cinq historiens qui lui ont paru particulièrement représentatifs de la science allemande et de l'âme allemande : Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke, non sans laisser entrevoir derrière eux, comme fond de tableau, d'autres hommes dont l'influence a été moindre, tels que Dahlmann, Waitz, Gervinus, Droysen. Il a raconté leur vie en insistant surtout sur les diverses phases de leurs opinions et de leur action politiques; il a analysé leurs œuvres en faisant ressortir surtout ce qui, dans ces œuvres, est inspiré par les circonstances politiques, et ce qui trouve son application dans la politique contemporaine. Il montre l'idée nationale agissant chez eux avec une force de plus en plus grande et plus

exclusive, et l'histoire mise au service de l'idée nationale. Cette idée nationale se compose de deux conceptions fondamentales : la restauration de l'empire germanique, la nécessité de confier à la Prusse cette restauration. La force seule peut accomplir cette œuvre; de là un réalisme impitoyable. Tout ce qui rentre dans la logique de cette évolution historique se justifie par cela même et le fait triomphant crée le droit. Associée à des idées libérales et constitutionnelles, jusqu'en 1867 et, par là même, d'un caractère plus modéré et plus idéaliste, cette conception aboutit chez Treitschke à une véritable adoration de l'État prussien et à l'admiration aveugle de tous les actes du politique de génie en qui cet État s'est incarné, Bismarck. L'unité allemande, rêvée par Frédéric III, se transforme en une unité prussienne où Bismarck même se trouve sacrifié à la toute-puissance du monarque prussien, et Ranke, Sybel, Treitschke lui-même sont effrayés de voir l'Allemagne sans autre idéal qu'un idéal de force et de richesse. Voilà où on en arrive, d'après M. Guillaud, quand on prétend trouver dans l'histoire la justification de l'histoire, quand on croit à l'évolution fatale, universelle, à la suprématie de l'histoire sur la raison, du fait sur le droit, de la force sur la justice. Les illustres historiens, dont M. Guillaud nous a retracé avec tant de verve et avec une science généralement très bien informée¹ la vie et les idées, pourraient lui répondre bien des choses. Ils lui diraient que, lorsqu'ils ont élaboré leurs théories, l'Allemagne n'était pas forte, mais faible, et que ce qu'ils enseignaient alors, c'était la puissance d'une idée, de l'idée unitaire allemande. Ils étaient donc idéalistes et non réalistes. Ce qui les a inspirés, c'est l'idée de la mission historique de l'Allemagne, c'est-à-dire une combinaison du patriotisme avec la croyance à la Providence. Si plus tard Sybel ou Treitschke ont été disposés à applaudir tout ce qui concourait au triomphe de cette idée, ont-ils fait autrement que Bossuet lorsqu'il admire toutes les révolutions de l'histoire parce qu'elles concourent au plan de la rédemption, ou que les historiens catholiques qui pensent que Dieu a permis que le pontificat tombât entre les mains d'Alexandre II ou de Jules VI parce que l'Église avait besoin à ce moment, pour ne pas périr, d'être dirigée par des politiques peu scrupuleux? Si les historiens français du XIX^e siècle ont été moins préoccupés des questions nationales que des questions politiques, c'est que la France était fortement assise dans son unité et qu'elle était

1. On a relevé avec soin en Allemagne les erreurs ou les lapsus commis par M. Guillaud. Ils sont peu nombreux et seront corrigés.

surtout occupée de la lutte entre la Monarchie et la République, entre la liberté et le cléricanisme. Mais les historiens de la Révolution n'ont-ils pas souvent justifié ou excusé ses crimes par des nécessités historiques? Napoléon ne trouve-t-il pas des justifications analogues? et où sont donc les historiens français qui ont déploré, au nom de la justice outragée, les conquêtes par lesquelles s'est formé le territoire de la France? N'a-t-on pas plus d'une fois posé en principe le droit de la France à posséder la rive gauche du Rhin et regardé comme légitime *ipso facto* tout ce qui la rapprochait de ce but? Aujourd'hui que la France est affaiblie et menacée, le mouvement nationaliste est-il autre chose qu'une protestation, au nom de la patrie, contre l'idéalisme des générations précédentes, en faveur de la force et de la légitimité du succès? — Il y aurait beaucoup de vrai dans cette réponse, et pourtant, il reste vrai aussi que le rationalisme, fils de Descartes, du XVIII^e siècle et de la Révolution, empêchera toujours les Français d'accepter le point de vue purement historique des Allemands et de dire avec les disciples de Hegel : tout ce qui est doit être. Il leur fera toujours chercher dans l'histoire, non pas le développement particulier de leur patrie, mais celui de l'humanité en général. D'ailleurs, ce qui a fait la faiblesse, ce qui a été la faute des historiens allemands, ce n'est pas d'avoir accepté comme justes les verdicts de l'histoire, car rien n'est plus vain que de se révolter contre ces verdicts; il faut en rechercher les causes pour les corriger au besoin. Leurs fautes sont, d'une part, une faute tout idéaliste : avoir mis la Providence au service de leurs conceptions nationales, et avoir assigné à l'histoire, comme but principal, la grandeur de l'Allemagne et non le progrès humain réalisé par l'harmonie des génies des différents peuples; d'autre part, une faute morale : avoir trouvé des excuses et même des louanges pour tout ce qui servait la grandeur particulière de l'Allemagne ou de la Prusse, fût-ce aux dépens de la justice et de la liberté. Oserions-nous dire que ces deux fautes soient des fautes exclusivement allemandes? Si nous les remarquons chez eux, c'est parce que nous avons assisté à ce prodigieux phénomène historique de la création de l'unité allemande et en avons pâti, parce que ce phénomène a coïncidé avec un développement exceptionnel de la science et de l'enseignement historique, et parce que quelques-uns des plus grands esprits et des plus grands écrivains de l'Allemagne ont mis leur science au service de l'idée nationale.

M. E. DRIAUT a le talent de poser et d'élucider des questions. Ses livres d'enseignement historique sont des modèles de bonne ordon-

nance et de clarté; son ouvrage sur la *Question d'Orient* est le seul livre où cette question soit exposée dans toute son ampleur et avec toutes ses ramifications; il vient aujourd'hui de nous donner un nouveau volume qui expose avec une impartialité et une lucidité admirables la situation historique du monde à la fin du XIX^e siècle. Il est intitulé : *les Problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX^e siècle* (Alcan). A vrai dire, c'est la politique qui remplit presque tout ce volume. Il était difficile d'insister longuement sur les questions sociales sans tomber dans des détails d'économie politique et de statistique; il était difficile de traiter les questions religieuses sans tomber dans la théologie et la polémique. — Il n'y a, en réalité, que le dernier chapitre où les questions sociales et religieuses soient abordées. Elles le sont dans un esprit de liberté et de progrès, comme aussi de généreuse confiance dans la démocratie et la science. — La politique occupe 340 pages du volume sur 383. — Les titres mêmes des chapitres diront mieux qu'une analyse son contenu et son intérêt : « La Question d'Alsace-Lorraine; la Question romaine; la Question d'Autriche-Hongrie; la Question ottomane; la Méditerranée; la mer Rouge, Égypte et Abyssinie; le Partage de l'Afrique; l'Asie antérieure; le Problème de l'Asie centrale; la Question chinoise et les États-Unis; la Triple-Alliance; l'Alliance Franco-Russe; les grandes puissances et le partage du Monde; les Conflits et la Paix. » A ceux qui s'étonneraient de voir la Question d'Alsace séparée du chapitre sur la Triple-Alliance, il est aisé de répondre. M. Driault commence par étudier toutes les questions qui peuvent devenir des causes de conflit soit internationales soit intérieures, d'abord en Europe : questions d'Alsace, de Rome, d'Autriche, de Turquie; puis en Afrique, de là en Asie et enfin en Amérique et dans le Pacifique. Après avoir ainsi posé les questions, il étudie les groupements de puissances qui visent soit à résoudre ces questions à leur profit, soit à maintenir le *statu quo*. La seule lacune qu'on puisse reprocher à M. Driault, c'est de n'avoir pas consacré un chapitre spécial à l'Angleterre, à ses rapports avec l'Irlande et les colonies. Il est vrai qu'il est question de l'Angleterre partout, à propos de la Turquie, de l'Afrique et de l'Asie. Néanmoins, un chapitre spécial sur la plus mondiale de toutes les puissances eût été le bienvenu. Un des chapitres de M. Driault qui sera lu avec le plus d'intérêt est celui sur « les Conflits et la Paix. » M. Driault est naturellement un partisan de la solution des conflits par l'arbitrage, mais un partisan sans illusions chimériques. Toutefois, un pas immense a été fait depuis la conférence de la Haye. Les Congrès de

la Paix ont été, pendant quarante ans, l'objet des railleries de tous les conservateurs d'Europe, même de ceux qui se croient chrétiens; c'étaient, disait-on, des réunions de révolutionnaires, de philanthropes naïfs, de pasteurs protestants ou de jeunes gens. Depuis qu'un empereur, dans une intention encore obscure, mais que jusqu'à preuve contraire je tiens pour sincèrement généreuse, a publié un manifeste contre la guerre, contre les armées permanentes et en faveur de l'arbitrage, qui aurait pu être signé de Frédéric Passy ou de Hodgson Pratt, l'arbitrage entre les nations est devenu une chose sérieuse aux yeux de tous et on commence à parler sans rire des États-Unis d'Europe.

On dit parfois que nos officiers connaissent mal les institutions militaires de l'étranger et que, lorsqu'ils les connaissent, ils n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils en pensent, parce qu'ils ont peur que l'expression sincère de leur opinion nuise à leur avancement. On ne dira pas cela du commandant Émile MANCEAU, qui, dans son volume sur les *Armées étrangères* (Fasquelle), montre, avec une connaissance approfondie de son sujet, à la fois un attachement passionné à notre armée nationale et la plus noble indépendance d'esprit dans les jugements qu'il porte sur les armées rivales. Son livre sera, nous l'espérons, médité par nos officiers et ils se pénétreront des pages empreintes d'un patriotisme si élevé qui ouvrent et terminent le volume, sur l'*Étude* et sur l'*Imitation* des institutions militaires de l'étranger. La partie la plus intéressante au point de vue historique de l'ouvrage de M. Manceau est celle qui concerne l'Allemagne. Il y étudie les causes de la supériorité de l'armée de Frédéric; celles de sa décadence sous Frédéric-Guillaume II, la réforme de Scharnhorst et l'état actuel de l'armée. Il y met admirablement en lumière ce qui fait la force de l'armée allemande, d'une part l'extraordinaire homogénéité des troupes et du corps d'officiers, d'autre part, l'esprit de liberté, d'initiative et de responsabilité qui anime le corps des officiers. Par contre, on a beaucoup exagéré la supériorité du corps des sous-officiers. Sans doute, leur recrutement en Allemagne se fait dans de meilleures conditions que chez nous; malgré cela le recrutement est difficile, souvent médiocre, et les Allemands ont eu la sagesse de ne pas abandonner les hommes aux sous-officiers comme on le fait trop en France; les sous-officiers se sentent constamment surveillés et contrôlés par les officiers. — La principale originalité de l'armée allemande, indépendamment du fait que les officiers se recrutent exclusivement dans la classe noble et riche, vient de ce que la suppression de l'avancement au choix, remplacé par l'élimination par

en bas, a supprimé dans l'armée l'esprit de jalousie et d'intrigues pour y faire prévaloir l'esprit de devoir et de camaraderie ; en outre de ce que les règlements sont peu nombreux et très larges, et de ce qu'on développe autant qu'on peut chez l'officier l'esprit d'initiative. M. Manceau aurait pu ajouter qu'en Allemagne, on n'est point parqué par grade en autant de catégories ; en dehors du service on est « camarades » entre officiers de tous grades, comme c'est le cas chez nous pour les artilleurs sortis de Polytechnique. Dans les manœuvres, dans l'administration des corps, dans l'instruction des hommes, partout il y a initiative et responsabilité. Les officiers peuvent écrire à leur guise sur les choses militaires et on est surpris de voir avec quelle liberté ils critiquent les institutions militaires de leur pays. L'armée autrichienne est, aux yeux de M. Manceau, la meilleure des armées européennes après l'armée française et l'armée allemande. Par contre, l'armée italienne, avec des règlements d'organisation excellents, est encore défectueuse dans toutes ses parties ; l'armée anglaise n'a de bon que son corps de sous-officiers ; l'armée américaine n'existe, pour ainsi dire, pas en temps de paix, mais se forme avec une prodigieuse rapidité en temps de guerre, grâce à la valeur individuelle des hommes ; l'armée russe, avec des qualités militaires supérieures, est encore en pleine période de formation, et, si elle a produit des théoriciens militaires de premier ordre comme le général de Kaulbars, elle a aussi dans son sein des littérateurs militaires comme Dragomirow, dont les ouvrages, inspirés d'ailleurs par les sentiments les plus généreux, ont été en France l'objet d'une admiration un peu naïve, mais ont peu d'action en Russie. L'armée suisse, avec un service d'instruction très court qui en fait une milice armée, a cependant une solidité extrême, non seulement par la valeur individuelle des hommes et leur préparation à la vie militaire dès l'école, mais aussi par l'intensité du travail d'instruction, qui est un véritable service en campagne. M. Manceau n'a point tiré de conclusion de ses études. Celle que j'en tirerais, c'est que la réforme militaire en France doit consister à se rapprocher du système suisse ainsi que le conseille M. le capitaine Moch dans son *Armée d'une démocratie*, en abrégant des deux tiers au moins la période de service actif, et en formant les hommes, non par la vie actuelle de garnison, mais par un service en campagne qui serait l'image de la guerre. — M. Manceau n'a rien dit dans son livre de la justice militaire. Ce sujet mériterait un ouvrage à part qui offrirait un intérêt historique de premier ordre. Un des généraux les plus justement estimés de notre armée me disait qu'à ses yeux cette question était

dans une démocratie d'un intérêt vital si l'on ne voulait pas que l'armée devint une caste à part dans la nation. « C'est un service à rendre à l'armée, disait-il, que de lui retirer en temps de paix le jugement des crimes de droit commun. Si l'on veut faire des tribunaux militaires de véritables tribunaux, jugeant en pleine indépendance, sans s'inquiéter de l'avis des chefs, on détruira toute discipline. Un conseil de guerre est, à nos yeux, non un tribunal, mais un *outil de commandement*. Nous envoyons des accusés devant lui, non pour être jugés, mais pour être lavés par un acquittement des accusations portées contre eux ou pour être frappés de la condamnation que nous croyons nécessaire. Les officiers n'ont ni les aptitudes, ni les connaissances juridiques, ni les loisirs, ni la liberté d'esprit nécessaires à de véritables juges. Notre code militaire, ainsi que nos tribunaux militaires doivent être réformés de fond en comble. » Ce sont les historiens qui peuvent préparer cette réforme nécessaire en étudiant l'histoire de la justice militaire en France et à l'étranger. Cette histoire est encore à écrire.

M. G. DESCHAMPS a réuni, sous le titre *le Malaise de la démocratie* (Colin), une série d'articles de littérature et de pédagogie où il signale les principaux symptômes de l'anarchie intellectuelle et morale dont souffre la France actuelle, et aussi les efforts qui ont été faits pour relever la France au lendemain de nos désastres. Ce petit livre, très alerte, très sincère, très français de ton et d'esprit, dans le meilleur sens du mot, est l'œuvre d'un patriote très éclairé et très ami de la vérité, bien qu'il ait parfois un peu trop peur de ne point paraître assez patriote. On le lira avec amusement et profit. M. L. BAZALGETTE est un moraliste plus morose quand il nous explique *A quoi tient l'infériorité française* (Fischbacher). Il nous fournit un supplément au livre de M. Demolins sur la *Supériorité des Anglo-Saxons*. Pour M. Bazalgette, qui est catholique, la cause des maux dont souffre la France est exclusivement l'esprit catholique et romain. Il se rapproche de Taine à cet égard, avec cette différence qu'il a prononcé sur le catholicisme un jugement sévère qui était bien dans la pensée de Taine, mais que celui-ci n'osait plus formuler à la fin de sa vie, par peur de l'esprit révolutionnaire, contre lequel il voyait dans le catholicisme une défense. Le livre sérieux, original et éloquent de M. Bazalgette mérite d'être lu et médité.

G. MONOD.

ROUMANIE.

1894-1898.

Empêchés de publier tous les ans, comme nous l'avions fait précédemment, des bulletins sur le mouvement historique en Roumanie et en général chez et sur le peuple roumain, nous tâcherons de combler cette lacune dans la mesure du possible. Peut-être le fait de rendre compte d'une période un peu plus longue nous permettrait-il d'en dégager quelques conclusions sur le développement et sur l'organisation des études historiques dans notre pays. Néanmoins, et malgré l'attrait qu'une pareille tentative pourrait avoir pour nous, nous la réservons pour un article critique spécial que des polémiques récentes, tout à fait désintéressées et très sérieuses, ont rendu presque indispensable¹.

I. THÉORIE DE L'HISTOIRE. — Précédant et provoquant la publication d'une brochure presque insignifiante de M. CAPITANOVICI², qui ne dépasse que rarement le niveau du lieu commun, M. N. JORGA, le savant professeur de l'Université de Bucarest, fait imprimer les deux leçons par lesquelles il avait ouvert ses cours en 1894 et 1895³ : la première avec un caractère plutôt abstrait et la seconde, qui est aussi un fragment d'une « Introduction à l'étude de l'histoire, » ayant trait à l'utilité générale de cette discipline. Dans la première, M. Jorga s'attache surtout à combattre l'idée des lois historiques, sans toutefois la soumettre à une analyse plus minutieuse, qui lui aurait permis de voir ce qu'il y a de vrai dans cette conception⁴. Nous en reparlerons du reste dans notre prochain bulletin.

II. HISTOIRE UNIVERSELLE. — *Histoire ancienne*. — A côté d'un certain nombre d'études plutôt de vulgarisation⁵, parmi les-

1. Les ouvrages analysés par M. A.-D. Xénopol sont précédés d'un astérisque.

2. G. Capitanovici, *Discuțiuni istorice*. Vol. I. Bucaresti, T. Basileescu, 1895, 1 br., 71 p.

3. N. Jorga, *Despre concepția actuală a Istoriei și geneza ei*. Bucaresti, 1894, 1 br., 32 p. in-16. — Le même : *Despre utilitatea generală a studiilor istorice*. Bucaresti, Socecu, 1895, 1 br., 20 p. in-16.

4. Cf. A.-D. Xénopol, *Principes fondamentaux de l'Histoire*. Paris, Leroux, 1899.

5. D. Demetrescu, *Numele de creștin și primele numiri ale creștinilor*. Bucaresti, B. O. Rom., XX, 542-54, 675-87, 1896-97. — M. Popescu, *Religiunea, obiceiurile, și credințele naționale ale Scitilor*. Bucaresti, B. O. Rom., XIX, 248-256, 1895-96. — Le même : *Religiunea, cultul și moravurile poporului geto-dac*. Bucaresti, B. O. Rom., XIX, 385-400, 1895-96.

quelles une attention spéciale doit être accordée aux articles de M. AGULETTI¹, si bien informé, nous ne pouvons mentionner qu'un seul travail de valeur réelle, celui de M. SOUTZO² sur les monnaies impériales romaines.

Moyen âge. — Citons d'abord deux ouvrages de valeur tout à fait inégale et qui, par leur rapprochement même, témoignent combien il est difficile de comprendre et d'appliquer les méthodes d'investigation historique des écoles occidentales; ce sont deux thèses : l'une de M. N. JORGA sur *Philippe de Mézières*³, travail imposant par la masse énorme des détails, la sagacité des recherches et la puissance avec laquelle l'auteur sait manier tant de faits et les grouper autour de son personnage, acquerra une portée plus grande par la série de publications que M. JORGA pense consacrer aux croisades des XIV^e et XV^e siècles; l'autre, la thèse que M. M. DEMETRESCO⁴ a présentée à l'Université de Leipzig pour le diplôme de doctorat, a été déjà présentée aux lecteurs de la *Revue* sous un jour trop peu favorable pour que nous nous permettions d'insister davantage⁵. — En dehors de ces travaux qui ont trait à l'histoire occidentale, nous ne voyons que le passé de l'Église qui ait intéressé les historiens roumains, et les études que MM. C. ENESCU⁶ et M. POPESCU⁷ nous donnent sont des compilations parfois assez sérieuses.

Histoire moderne. — A remarquer un article de M. N.-G. DOSSIOS sur les légendes byzantines et grecques concernant l'église de Sainte-Sophie à Constantinople, d'après le *De structura templi Sanctae*

1. Th.-Avr. Aguletti, *Cîteva generalități asupra originii Heteenilor*. Iasi, Arh., VIII, 311-26, 1897. — Le même : *Tipul fizic heteecan*. Iasi, Arh., IX, 290-312, 1898.

2. M. Soutzo, *Étude sur les monnaies impériales romaines*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 3, p. 299-319.

3. N. Jorga, *Philippe de Mézières et la croisade du XIV^e siècle*. Bibl. de l'École des hautes études, fasc. 110. Paris, Ém. Bouillon, 1896, 1 vol., XXXIV-558 p. in-8°.

4. M. Demetresco, *Pierre de Gavaston, comte de Cornouailles. Sa biographie et son rôle pendant le commencement du règne d'Édouard II, 1307-1314*. Paris, Ém. Bouillon, 1898, 1 vol. Cf. *Revue historique*, LXIX, 444.

*5. Mentionnons aussi l'article de M. O. Lugosianu sur les pérégrinations des Hongrois, *Din pribegia Ungurilor*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 2, p. 262-274.

6. C. Enescu, *Despre titlurile de Mitropolit, Archiepiscop, Exarch, Patriarch si Papă*. Bucuresti, B. O. Rom., XX, 398-4107, 1896-97.

7. M. Popescu, *Conciliul de la Florenta*. Bucuresti, B. O. Rom., XX, 987-1003, 1896-97. — Le même : *Incercările de Unire făcute de biserica papală în timpul primului si celui de al doilea regat româno-bulgar* (Ibid., Id., XIX, 632-47, 682-702, 1895-96); *Incercările de unire între biserica Occidentală si*

*Sophiae*¹ de Codinos et quelques documents publiés par M. M. DEMETRESCO² sur la politique de Napoléon I^{er} vis-à-vis de la Porte ottomane.

III. HISTOIRE DES ROUMAINS. — *Documents*. — M. N. DENSUSIANU³ publie la deuxième partie de son très estimable *Questionnaire historique* et M. Gh. GHIBANESCU⁴ un véritable traité abrégé de diplomatique roumaine sous le titre modeste de « le Document » en guise de préface au tome XXIII et dernier, paraît-il, de la collection *Uricariul*. Nous ne saurions trop recommander cette étude, sobre et précise, tant aux commençants et aux dilettantes qu'aux spécialistes; les quelques lacunes (par exemple absence de toute espèce de tables, même de table de matières) tiennent surtout à la nature de l'ouvrage; ce n'est qu'un abrégé, mais la conscience avec laquelle il a été préparé et les qualités dont l'auteur a déjà fait preuve dans sa carrière historique, déjà longue et variée, nous font souhaiter qu'il ne s'en tienne pas là.

Nous avons à signaler un très estimable travail de MM. BIANU et HODOS⁵ sur l'ancienne bibliographie roumaine. Dans ce premier fascicule de 400 pages, l'infatigable bibliothécaire de l'Académie roumaine donne la liste de tous les ouvrages parus dans les pays roumains à partir de 1508 jusqu'en 1588. Que l'on ne s'étonne pas si cette dernière date est si rapprochée de nous, car en Roumanie, jusqu'en 1830, les livres sont bien peu nombreux et leur rareté les rend dignes de quelque chose de plus que d'être simplement annoncés dans un catalogue de librairie. La publication est très soignée; elle contient la description matérielle de chaque ouvrage, l'analyse de son contenu, d'excellentes références bibliographiques et, avec un luxe légitime du reste, elle ajoute la reproduction en phototypie des frontispices, enluminures, lettres ornées, pages de

cea Orientală (Ibid., Id., XX, 361-74, 481-96, 721-41, 878-93); *Causele desbinării între biserica Orientală și cea Occidentală* (Ibid., Id., XX, 34-55, 199-217, 241-51, 1896-97).

1. N.-G. Dossios, *Legendele asupra bisericei « Aghia Sofia » la Bizanțini și la Grecii de astăzi* (studii folkloro-istorice). Iasi, Arh., IX, 224-30, 1898. Cf. S.-A. Smirnov, *les Légendes turques sur sainte Sophie* (en russe). Saint-Petersbourg, 1898, gr. in-4°.

2. M. Demetresco, *Politica lui Napoleon I față de Poarta Otomană* (Documente). Bucaresti, Conv. Liter., XXXII, 518-32, 1898.

3. N. Densusianu, *Cestionariu istoricu*, II. Iasi, ex. Rev. Crit. Liter., III, 189-226; Tipogr. nation., 1896.

4. Gh. Ghibanescu, *Documentul, studiat din punct de vedere istoric, arheologic și paleografic* (prefata la Uricar, vol. XXIII). Iasi, tipogr. Bucium Rom., 1895, 1 fasc., 109 p. petit in-8°.

*5. I. Bianu et Nerva Hodos, *Bibliografia românească veche, 1508-1830*. Fascicola I, 1508-1588. Bucaresti, J.-V. Socecu, 1898, 1 fasc., 100 p. gr. in-4°.

texte; c'est donc aussi une œuvre véritablement artistique et qui fait le plus grand honneur à l'établissement de M. I.-A. Socecu qui l'a imprimé. — M. I. BIANU¹ a commencé aussi la publication du catalogue des manuscrits roumains de la Bibliothèque de l'Académie. Deux fascicules sont parus jusqu'à présent. Cette publication très soignée contient, outre les détails donnés pour les imprimés dans le catalogue précédent, les préfaces, les épilogues, les notes des auteurs, traducteurs, copistes et autres; elle sera terminée par trois index: l'index chronologique des documents, l'index alphabétique des auteurs, traducteurs et copistes, et l'index des noms et des choses. — Un catalogue d'intérêt plutôt historique a été inséré par M. ERBICEANU² dans la *Revista teologica*; il comprend les livres trouvés dans la bibliothèque de l'Église métropolitaine moldave qui ont servi aux élèves des écoles grecques. — Beaucoup plus intéressant nous paraît l'essai de M. G. BENGESCO³, si connu par ses travaux bibliographiques sur la question d'Orient que nous ne saurions trop recommander à côté du travail de MM. AL et C. DJUVARA⁴, qui a le titre un peu trompeur de *Bibliographie de la question nationale*.

La grande collection des *Documents relatifs à l'histoire des Roumains* s'est enrichie de plusieurs nouveaux volumes. M. Nicolas DENSUSIANU⁵ a publié les 4^e et 5^e parties du deuxième volume en deux tomes contenant la reproduction des documents imprimés dans d'autres collections pour les années 1531-1575. Les remarques que nous avons faites dans nos bulletins pour les années 1892-93 et 1894-95 (cf. *Revue historique*, L, 380, et LV, 425) s'appliquent aussi à ces deux derniers volumes de la compilation de M. Densusianu: les documents sont choisis d'une manière très arbitraire et la collection incomplète peut très facilement induire en erreur celui qui croirait qu'elle contient *tous* les documents relatifs à cette époque. — D'une tout autre valeur sont les trois volumes publiés dans la même col-

*1. I. Bianu, *Catalogul manuscriptelor romănesci*. Biblioteca Academiei Române. Bucuresti, C. Gübl, 1897-98, 2 fasc., 224 p. in-8°.

2. Erbiceanu, *Catalogul cărților găsite în Biblioteca Mitropoliei Moldovei si de cari se servisă elevii scoalelor grece*. Bucuresti, Revista Teolog., III, n° 12, 13.

*3. G. Bengesco, *Essai d'une notice bibliographique sur la question d'Orient. Orient européen*, 1821-1897. Bruxelles, P. Lacomblez, 1897, 1 vol. in-8°.

4. A. et T. Djuvara, *Lupta naționalităților. Români si Unguri*. Bibliografia cestunei naționale. Bucuresti, Socecu, 1895, 1 vol., LXXXIX-117 p.

*5. N. Densusianu, *Documente privitoare la Istoria Românilor*. Vol. II, partea IV, 1531-1552. Bucuresti, 1894, 1 vol., xxx-756 p. in-4°. Vol. II, partea V, 1552-1575. Bucuresti, 1897, 1 vol., VIII-XXIII-770 p. in-4°. Cf. *Rev. crit. lit.*, V, 132-34, 1897, I. Calomfirescu.

lection par M. I. BOGDAN¹, professeur de langues slaves à l'université de Bucarest, et contenant les pièces trouvées dans les archives et les bibliothèques polonaises et la traduction française des documents polonais par M. I. SKUPIEWSKY. Non seulement les documents sont presque tous inédits et par leur valeur intrinsèque se recommandent à l'attention des érudits; mais il faut ajouter à cela l'esprit vraiment scientifique qui, dans les plus infimes détails, a présidé à leur choix. M. Bogdan nous a donné aussi la fin de sa collection des chroniques moldaves antérieures à Urechie². Ce nouveau volume contient le *Letopisetz* ou chronique du monastère de Bistritza, la chronique serbo-moldave du monastère de Neamtz, la chronique moldo-polone de Nicolas Brzski et la chronique de la Moldavie et de la Valachie de Miron Costin. La troisième de ces chroniques était déjà connue par la publication faite antérieurement par M. Hasdeu dans son *Archiva istorica* en 1863; mais M. Bogdan, ayant découvert dans la bibliothèque de Saint-Petersbourg le manuscrit original qui donnait aussi le nom de son auteur, a cru devoir la publier à nouveau. Les trois autres pièces sont inédites. La dernière notamment ne se trouve pas dans l'édition donnée par M. V.-A. Urechia des œuvres du grand chroniqueur moldave. Les chroniques sont publiées par M. Bogdan dans le texte original slave (celle de Miron Costin est rédigée en polonais aussi), dont il donne la traduction. Nous pensons avec l'auteur que les chroniques moldaves pour la première période historique ont été épuisées par ces deux publications et qu'on en découvrira difficilement de nouvelles. L'historiographie de la Valachie est beaucoup moins riche en sources sur le commencement, et il faut voir là une des causes principales des ténèbres qui enveloppent encore cette période historique. — Mentionnons aussi dans la même collection le tome qui contient la première partie du tome IX, comprenant les documents originaux extraits des archives de Vienne par feu le baron DE HURMUZAKI³ pour les années 1650-1747; mais accordons une attention particulière aux

*1. I. Bogdan, *Documente privitoare la Istoria Românilor, culese din arhive si biblioteci polone, coordonate, adnotate si publicate de I. Bogdan, cu traducerea franceză a documentelor polone de I. Skupiewsky*. Bucuresti, 3 vol. Vol. I, 1510-1600, 1893, xxxi-652 p. in-4°; vol. II, 1600-1640, xxviii-624 p. in-4°; vol. III, 1640, 1 vol., 1896.

*2. I. Bogdan, *Cronice inedite atinătoare de Istoria Românilor*. Bucuresti, 1895, 1 vol., xx-204 p. in-4°. Cf. An. Ac. Rom., série II, XVIII, 331-39; Arch. f. slav. Philol., XVIII, 287-88, 1896; Convorb. Liter., XXXI, 513-32, 1897. « Ceva despre cronicile Moldovei de S¹ Orasanu. »

*3. Eud. de Hurmuzaki, *Documente privitoare la Istoria Românilor*. Vol. IX, partea I, 1650-1747. Bucuresti, 1897, 1 vol., li-691 p. in-4°.

publications de M. N. JORGA. Et d'abord trois volumes¹ de documents publiés sous le titre de : « Actes et fragments relatifs à l'histoire des Roumains recueillis dans les dépôts de manuscrits de l'Océident. » Le premier volume contient des extraits de manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris, dont quelques-uns donnent une lecture meilleure ou plus complète que ceux qui avaient été publiés par MM. ODOBESCU et TOCILESCU dans les vol. I et II du premier supplément à la collection Hurmuzaki; une série de pièces puisées aux Archives secrètes de Berlin complète le volume; le deuxième contient des extraits de la correspondance des ambassadeurs de Prusse à Constantinople et Saint-Petersbourg concernant les Roumains; le troisième, dont la publication a été interrompue faute de fonds, contient des extraits de provenances diverses, surtout italienne. Des notes, d'une érudition peu commune, éclairent le texte, et des tables alphabétiques aussi complètes que possible en rendent le maniement très facile. — Ajoutons deux mémoires adressés² à l'Académie roumaine en 1898 et 1899, pour finir avec le gros volume publié toujours dans la collection Hurmuzaki³, et qui est le mieux fait de toute la collection. Il contient les rapports des consuls prussiens de Jassy et de Bucarest de 1763 à 1845. Un riche commentaire donne à chaque page des éclaircissements sur les personnages et les événements dont parlent les rapports; mais ce qui donne à ce volume une portée et une importance beaucoup plus grandes, c'est son introduction. Il y a là d'abord ce qui doit s'y trouver : l'historique des rapports entre la Prusse et les pays roumains, rapports accidentels au commencement et passant ensuite par une longue époque d'incertitude et de tâtonnements jusqu'au moment où ils s'établissent d'une manière ininterrompue; un élément nouveau, et dont M. JORGA a su tirer un parti merveilleux dans l'explication qu'il donne à l'organisation de ces relations, c'est l'élément économique; on trouvera là des détails très intéressants sur les relations commerciales entre la Prusse et les pays roumains, et des observations très curieuses sur l'obstination

*1. N. Jorga, *Acte si fragmente cu privire la Istoria Românilor, adunate din depozitele de manuscrise ale Apusului*. Bucuresti, impr. Statului. Vol. I, 1895, v-400-LXI p.; vol. II, 1896, 740-XCI p.; vol. III, 1897, 107-v p. in-8°.

2. N. Jorga, *Manuscripte din biblioteci străine relative la Istoria Românilor*. 2 memorii. Bucuresti, ex. An. Ac. Rom., série II, t. XX et XXI, 1898-99, 2 br. de 58 et 108 p. in-4°.

*3. N. Jorga, *Documente privitoare la Istoria Românilor. Raporte consulare prusiene din Iasi si Bucuresti adunate, adnotate si publicate de N. Jorga*. Bucuresti, 1897, 1 vol., cxxx-694 p. in-4°. Cf. *Deutsch. Literaturzeitung*, 1898, A.-D. Xénopol.

avec laquelle le gouvernement prussien se refusait à protéger les intérêts commerciaux de ses sujets. Mais on y trouvera autre chose aussi. Un chapitre (p. xvi-xxvii) soumet à une analyse très minutieuse et très serrée l'affirmation généralement accréditée, non seulement en Roumanie, que les Turcs s'étaient arrogé le monopole du commerce. Un autre chapitre (p. lxx-lxxii), après avoir fait observer avec quelle prudence on doit aborder les sources étrangères quand l'on veut étudier l'état interne d'un pays, donne sur les partis politiques dans les pays roumains des détails de premier ordre auxquels l'étude des rapports consulaires français pourra seule, peut-être, ajouter quelque chose. — La cinquième partie du premier supplément de la collection Hurmuzaki¹ reproduit des papiers relatifs à l'époque contemporaine et notamment pour la période 1822-1838, première époque de la prédominance russe dans les pays roumains. Ces documents proviennent de la collection si riche d'actes contemporains réunis par M. D.-A. STURDZA, secrétaire perpétuel de l'Académie roumaine, qui s'est adjoint pour la publication de ce recueil M. C. COLESCU-VARTIC. Ce volume, réuni à celui de M. Jorga sur les rapports prussiens et à la quatrième partie du supplément contenant les documents de 1802 à 1849, jette un jour tout nouveau sur l'histoire plus récente des pays roumains, histoire presque aussi obscure jusqu'à présent que celle de leurs temps les plus reculés. — Au travail infatigable des deux mêmes auteurs nous devons le sixième volume de la *Collection des actes et documents relatifs à l'histoire de la renaissance des Roumains*², qui a paru en deux parties : la première concernant le divan *ad hoc* de Moldavie (1837) et la deuxième le divan *ad hoc* de Valachie (1837), ainsi que ceux de la commission européenne (1837-58). Nous ne savons pas si cette publication sera continuée; il faudrait qu'elle le fût jusqu'à l'élection d'Alex. Cuza comme prince des deux principautés, qui clôt la première partie de notre renaissance. Les *Annales parlementaires*³ sont aujourd'hui à leur neuvième volume (débat de l'Assemblée législative de Moldavie pour l'année 1839-40), ce qui fait un volume tous les ans.

A ces grandes collections ajoutons-en une autre qui, vu les peines

*1. D.-A. Sturdza et C. Colescu-Vartic, *Documente privitoare la Istoria Românilor*. Suppl. I, vol. II, 1822-1838. Bucaresti, 1 vol., xxiv-664 p.

*2. D.-A. Sturdza et C. Colescu-Vartic, *Acte si documente relative la Istoria renascerei României*. Vol. VI, part. I, 1065 p. in-8°; part. II, 687 p. in-8°. Bucaresti, 1896.

*3. *Analele parlamentare ale României*. Vol. I-IX, Bucaresti, 1890-99, 9 vol., 800-1000 p. gr. in-4°.

que l'on s'est données et les sacrifices faits pour son apparition, aurait mérité un sort meilleur. Nous voulons parler du recueil de Th. CODRESCU, intitulé : *Uricariul*, publication qui s'était arrêtée en 1896 par la mort de son fondateur. Les derniers volumes, XXIII-XXV, parus depuis notre dernier bulletin¹, contiennent, comme les précédents, des matériaux très précieux, mais publiés pêle-mêle, sans aucun ordre et sans indication de provenance, de sorte que, le plus souvent, le texte, plein de fautes d'impression, ne peut même pas être rectifié; l'absence complète de tout index augmente encore les imperfections de cette collection qui, commencée en 1852, à une époque où l'on avait à lutter et contre l'indifférence du public et contre des difficultés de toute nature, n'a pu être continuée que grâce à l'énergie indomptable de son fondateur. Celui-ci, après quarante-quatre années de travail presque ininterrompu, a laissé une œuvre qui, malgré ses défauts, n'en reste pas moins indispensable pour ceux qui veulent connaître le passé des pays roumains. — Ces remarques, qui ne sont pas faites pour la première fois, s'appliquent aussi à M. C. ERBICEANU², qui, dans la *Biserica ortodoxa romina*, publie des documents concernant surtout l'histoire de l'Église, d'autant plus qu'avec ses connaissances tout à fait étendues et variées et son indépendance d'esprit l'auteur serait parfaitement en état de satisfaire aux exigences de l'érudition. — M. C. LITZICA³, après avoir critiqué amèrement, mais avec justice, le peu de profit qu'on a tiré des manuscrits grecs que nous possédons, donne quelques notes très sobres sur quelques-uns de ces documents et nous fait entrevoir une étude plus détaillée pour laquelle nous faisons les meilleurs vœux. — M. Oreste POPESCU⁴ a entrepris, dans le courant de l'année 1895, la publication d'une série de « Documents extraits des riches archives des monastères de la Bucovine. » Ces monastères n'ont pas été dévalisés de leurs chrysobules par les moines grecs, comme le furent ceux des pays roumains lorsque le prince Alexandre Cuza décréta la sécularisation des biens du clergé

*1. Th. Codrescu, *Uricariul sau colectiune de diferite acte cari pot servi la Istoria Rominilor*, Iasi, tip. Bucium Romîn. Vol. XXIII, 1894, 501 p.; vol. XXIV, 1895, 399 p.

2. C. Erbiceanu, *Documente*. Bucuresti, B. O. Rom., XVIII, 769-75; XIX, 72-76, 1894-95-96. — Le même : *Documente inedite privitoare la istoria nationala politica si bisericescã a Românilor (Urmare)*. Bucuresti, B. O. Rom., XVIII, 97-122, 1894-95.

3. C. Litzica, *Cîteva manuscrise grecesti la noi*. Bucuresti, Conv. Liter., XXXII, 330-37, 1898.

*4. Orest Popescu, *Cîteva documente moldovene*. Cernăuți, 1895, 1 fasc., 64 p.

en 1863. Une partie de ces documents a été publiée par feu Wickenhauser, savant allemand de la Bukovine, mais il a eu le tort de ne pas reproduire les documents dans leur langue originale, le slave; il en donne une traduction allemande qui dénature ou obscurcit souvent le sens et le rend incompréhensible. M. Popescul reproduit les documents dans leur texte original avec une traduction sommaire. Il commence par une série de documents des années 1418-1660, émanés de la chancellerie des voïvodes moldaves, et compte passer plus tard aux documents de la ville de Cimpulung. Cette publication était d'autant plus nécessaire que l'Académie roumaine, on ne sait pour quelle raison, s'est abstenue jusqu'ici de livrer à la publicité la riche collection de documents qu'elle possède sur notre histoire intérieure, et ne fait de sacrifices que pour la publication des documents recueillis dans les archives étrangères. De là vient qu'on ne pénètre dans le passé des pays roumains qu'au point de vue politique, pendant que les institutions, l'état de culture, l'état économique sont loin d'être aussi bien connus, faute de matériaux. Nous regrettons seulement que, depuis 1895, M. Popescul n'ait publié qu'un seul fascicule.

Les trois volumes publiés par M. Émile LEGRAND sur la bibliographie hellénique¹ contiennent aussi bon nombre de notices historiques relatives aux Roumains, comme par exemple une généalogie relative au prince de Valachie Alexandre Iliash (1627-1629), des notices sur le synode tenu à Jassy en 1642, des extraits d'une lettre de l'ambassadeur français à Stockholm, M. de Pomponne, sur le boyard moldave Nicolas Milescu, qui écrivit, d'après les instances de l'ambassadeur, un traité sur l'Eucharistie dans l'Église orientale, traité dont s'armèrent les jansénistes de Port-Royal pour combattre la doctrine protestante du pasteur Claude (voy. Xénopol, *Histoire des Roumains de la Dacie trajane*, Paris, 1896, t. II, p. 466), l'édition princeps d'un poème de Mathieu de Pogoniani sur les hauts faits de Michel le Brave, édition datée de Venise 1672. Un bon nombre de publications grecques cataloguées par M. Legrand sont sorties des imprimeries grecques de Bucarest et de Jassy; d'autres, imprimées ailleurs, surtout à Venise, sont dédiées aux princes grecs des pays roumains, aux frais desquels elles étaient publiées. Il y a beaucoup à glaner pour l'histoire de la civilisation roumaine avant et pendant le règne des Phanariotes dans l'éminente publication de M. Legrand. — Ajoutons à cette collection une autre, tout aussi précieuse, con-

¹1. Ém. Legrand, *Bibliographie hellénique ou description raisonnée des ouvrages publiés par des Grecs au XVII^e siècle*. 3 vol. Paris, 1894-95.

cernant les relations du patriarcat de Jérusalem avec la Roumanie¹, et, pour ne pas nous séparer si tôt de M. Émile Legrand, rappelons que M. G.-Dem. TEODORESCU², ancien ministre de l'Instruction publique, a inséré dans la Revue de Bucarest, *Arta si Literatura*, qui a succédé à la *Revista noua*, trois articles sur les *Écrits néo-grecs relatifs aux Roumains*, écrits publiés dans leurs textes originaux en dernier lieu par M. Émile Legrand dans son *Recueil de poèmes historiques en grec vulgaire relatifs à la Turquie et aux principautés danubiennes* (Paris, 1877). M. Teodorescu étudie d'abord, surtout au point de vue bibliographique, le poème de *Stavrinos* sur le prince de Valachie Michel le Brave, dont *Stavrinos* avait été le trésorier, puis celui du métropolitain *Mathieu de Pogoniani*, qui contient l'histoire de la Valachie depuis Serban Voevod jusqu'à Gabriel Voevod. Dans un deuxième article, M. Teodorescu s'occupe du poème de Georges Palamide sur les exploits de Michel le Brave. Ce poème de Palamide a été traduit en roumain, d'après le texte donné par M. Émile Legrand, par M. Constantin ERBICEANU³.

Une observation générale pour les publications documentaires que nous abordons ici et qui n'est pas très rassurante, c'est que l'on procède, à quelques exceptions près, avec une trop grande légèreté; les documents, pour la plupart, n'ont pas d'état civil, et c'est vraiment dommage de se permettre aujourd'hui de pareils oublis et de se faire le continuateur des fautes de l'*Uricariul*, quand un peu d'attention et un surcroît imperceptible de travail permettraient un progrès appréciable. Les revues et les journaux ne devraient publier aucun document sans en indiquer la provenance et sans en donner la description exacte. Cette observation, bien entendu, ne s'applique pas aux grands noms dont nous avons déjà parlé, et il faut espérer que le mouvement historique roumain ne mettra pas beaucoup de temps pour s'approprier leur méthode.

Si l'on excepte la citation extraite par M. Ar. DENSUSIANU⁴ de la relation sur le voyage de Guillaume de Rubruquis, qui donne des

*1. Ém. Legrand, *Recueil de documents grecs concernant les relations du patriarcat de Jérusalem avec la Roumanie*, 1596-1728. Paris, Welter, 1895, 1 vol. gr. in-8°.

*2. G.-Dem. Teodorescu, *Scrieri neogrece despre Romîni*. Bucuresti, Art si Liter., I, 280, 429; II, 26, 1897.

*3. *Ibid.*, I, 476, 554.

4. Ar. Densusianu, *Citatie relativă la Istoria Romînilor extrasă din relațiunea călătoriei făcute de Guillaume de Rubruquis în anul 1253*, în calitate de ambasador al lui Ludovic al IX^{lea}. Iasi, Rev. Crit. Liter., III, 174-75, 1895. Cf. *Voyages faits principalement dans les XII^e, XIII^e, XIV^e et XV^e siècles*. La Haye, 1735.

détails sur les Roumains remontant au milieu du XIII^e siècle, et une autre citation extraite de la chronique saxonne de David CHYTRAY¹, qui intéresse le XV^e siècle, les plus anciens documents publiés en dehors des collections déjà citées ne dépassent guère le XVI^e siècle; ainsi, M. I. BOGDAN² nous donne le texte latin et la traduction roumaine d'une description de la Moldavie au XVI^e siècle qu'il doit à l'amabilité de M. le Dr Josef Koczeniowski et qui est extraite du ms. 3922 de la bibliothèque du Vatican. — MM. C. ERBICEANU et N. JORGA³ publient une collection de lettres d'une famille princière moldo-valaque du XVI^e siècle, et le dernier de ces deux érudits nous fait profiter de ses immenses investigations en imprimant des documents⁴ qui jettent une nouvelle lumière sur plus d'un point. — MM. C. MOISIL⁵, O. LUGOSHIANU⁶ et Ar. DENSUSIANU⁷ livrent à la publicité soit des cartulaires, soit des chroniques, et M. Gr. BUCILIU⁸ donne en traduction roumaine la complainte des Arméniens « du pays des Vlaques » chantée par le diacre Tokatti, avec une introduction bibliographique excellente.

Pour le XVII^e siècle, nous devons à M. Ar. DENSUSIANU⁹ des notes sur le ms. 25 de la bibliothèque de Jassy, important à la fois pour fixer le texte si altéré de la chronique de Ureche et pour résoudre la question de ses amplificateurs et annotateurs; à M. G. CONSTANTIN-

1. Ar. Densusianu, *Extras dintr-o cronică saxonă a lui David Chytray*. Iasi, Arh., IX, 336-43, 1898.

2. I. Bogdan, *O descriere a Moldovei din secolul XVI^{lea}*. Iasi, Arh., IX, 117-121, 1898.

3. C. Erbiceanu et N. Jorga, *Scrisori ale unei familii domneste din Muntenia si Moldova in veacul al XVI^{lea}*. Iasi, Arh., VI, 111-32, 1895.

4. N. Jorga, *Două documente din Arhivele Ragusane, relative la un sol trimis la Venetia de Basarab al III^{lea} (Neagoe)*. Iasi, Arh., 66-69, 1898. — Le même : *Documente nouă, in mare parte romănesci relative la Petru Schiopul si Michail Vitezul*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XX, 1898, 1 br., 68 p. in-4°. — Le même : *Notiti istorice*. Iasi, Arh., 104-105, 1895. — Le même : *Contributuni la istoria Munteniei din a doua jumătate a secolului al XVI^{lea}*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVIII, 1897, 1 vol., 108 p. in-4°.

5. C. Moisil, *Două spre-dece scrisori domneste din arhiva orasului Bistrita (Transilvania)*. Bucuresti, tip. mod. Gr. Luis, 1897, 1 br., 27 p. Pour les années 1474-1526.

6. O. Lugoshianu, *Documente privitoare la biserica S^{ci} Nicolae din Rîsnov (Transilvania)*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 1, p. 49-55, 1896.

7. Ar. Densusianu, *O vechie cronică romănescă*. Iasi, Rev. Crit. Liter., IV, 305-19, 1896.

8. Gr. Buciliu, *Cânt de jălire asupra Armenilor din tara Vlahilor, cântat de diaconul Tokatti*. Bucuresti, Conv. Liter., XXIX, 3-29, 137-50, 1895.

*9. Ar. Densusianu, *Note asupra manuscrisului din Biblioteca de Iasi, n^o 25*. Iasi, Rev. Crit. Liter., V, 65-69, 1897.

NESCU-RÎMNICEANU¹ une nouvelle variante de la chronique de Neculai Costin; à M. G.-Gr. TOCILESCU², l'infatigable épigraphiste, le très intéressant chrysobule de la famille Buzescu; à M. Marin DEMETRESCO³ deux chartes.

Dans une communication faite à la Société de géographie de Bucarest, M. N. JORGA⁴ parle, avec pièces à l'appui, des voyageurs, ambassadeurs et missionnaires peu connus et inconnus même qui ont visité les pays roumains. Après avoir mentionné Della Valle, André Taranowski, Bongars, Mancinelli, Fourquevaulx, Dusa, il donne des renseignements sur les voyageurs et des extraits de Tommaso Alberti (p. 5-13), Giambattista Donado (p. 15-20), Pietro Businello (p. 25-27), le comte de Mnischek (p. 30-42), le comte Potocki (p. 42-52) et de plusieurs missionnaires. Les extraits sont pour la plupart empruntés à des manuscrits inédits. — A partir de 1639, une série de documents d'importance diverse est publiée, sous des différents titres, par MM. J. T.⁵, J. BOGDAN⁶, T.-T. BURADA⁷, Marin DEMETRESCO⁸, Michail-V. DEMETRESCO⁹, C. et G. ERBICEANU¹⁰, Gh. GHIBANESCU¹¹, Gr. GOILAV¹², J. TANOVICIANU¹³; enfin M. V.-A.

1. G. Constantinescu-Rîmniceanu, *O nouă variantă a cronicii lui Neculai Costin*. Iasi, Arh., VI, 419-29, 1895.

2. G.-Gr. Tocilescu, *Hrisovul Buzestilor* (cu 20 fac-simile). Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 1, 89-127, 1896.

3. Marin Demetresco, *Sinelturi de maziile*. Bucuresti, Conv. Liter., XXIX, 616-19, 1895.

4. N. Jorga, *Călători, ambasadori și misionari în țările noastre și asupra țărilor noastre*. Bucuresti, Bulet. Soc. Geogr. (1898), sem. II, 1899.

5. J. T., *Scrisoarea postelnicului Mihai Băjescu către Părintele Macarie din 1689*. Iasi, Arh., VII, 102-104, 1896.

6. I. Bogdan, *Scrisoarea unui anonim către Matei Basarab din 30 sept. 1650* (texte lat. avec trad. roum.). Iasi, Arh., IX, 115-17, 1898.

7. T.-T. Burada, *Document din 1668*. Iasi, Arh., VI, 220-22, 1895.

8. Marin Demetresco, *Un manuscris din secolul al XVII-lea*. Bucuresti, Conv. Liter., XXIX, 657-63, 1895.

9. Michail-V. Demetresco, *Două chrisoave de la Mateiu Basarab. Două sureturi*. Bucuresti, Conv. Liter., XXIX, 199-204, 1895.

10. G. Erbiceanu, *Spisoc de la prea strălucita Doamna [safta], prin care Ea cea de vecinică amintire ațeroeste Mreă Bistrita templului Invierei lui Christos din Ierusalim, diu 4 maiu 1677* (tradus diu greceste). Iasi, Arh., VII, 464-465, 1896. — Le même : *Un document patriarhal din 1786*. Bucuresti, B. O. Rom., XVIII, 308-11, 1894-95.

11. Gh. Ghibanescu, *Două documente din 1639*. Iasi, Arh., IX, 477-84, 1898.

12. Gr. Goilav, *Documente din 1667-69*. Iasi, Arh., VIII, 114-15, 1897. — Le même : *Statutele breslei tinerilor botoseneni, eseni și româșcani*. Iasi, Arh., VII, 632-41, 1896.

13. J. Tanovicianu, *Scrisoarea lui Ilie Motoc și S. Smuncilă către Clucerul Cantemir, din 28 nov. 1683*. Iasi, Arh., VIII, 714-16, 1897. — Le même : *Document din 1689* (Jalba boerilor opozanți contra Cantacuzinestilor și a lui C. Brancovanu la Imparatul German) din Arh. Min. de interne al Austriei. Iasi, Arh.,

URECHIA¹ présente à l'Académie roumaine, sous le nom de mémoire, une longue et minutieuse analyse du rapport que l'observantin Marcus Bandinus, archevêque de Marcianople dans la Mésie inférieure et de Dorostore et de Tomis près la mer Noire, et administrateur des églises catholiques de Moldavie, adressa en 1648 au pape Innocent X. Le texte de ce rapport est précédé d'une annexe très intéressante à tous les points de vue, contenant le mémorial de l'église catholique de Jassy.

Le XVIII^e siècle est moins bien partagé. M. G. ERBICEANU² traduit deux passages d'Athanase Comnène Ypsilanti, et plusieurs documents sont publiés par deux anonymes³, par MM. C. ERBICEANU⁴, Gh. GHIBANESCU⁵, N. JORGA⁶, B. JORGULESCU⁷, C. LITZICA⁸, qui donne une étude sur la chronique d'Amiras, conservée à la Bibliothèque nationale de Paris, T. STEPHANELLI⁹, V.-A. URECHIA¹⁰, J.-Cav. DE PUSCARIU¹¹.

IX, 231-32, 1898. — Le même : *Document de la Constantin Cantemir din 1692*. Iasi, Arh., VI, 100-103, 1895.

1. V.-A. Urechia, *Codex Bandinus*. Memoriu asupra scrierei lui Bandinus de la 1646, urmatu de textu insolitu de acte si documente. Bucuresti, ex. An. Ac. Rom., série II, t. XVI, 1895, 1 vol., CLXXXVIII-161 p. in-4^e.

2. G. Erbiceanu, *Despre starea Moldovei si a Valahiei sub Fanariott* (extrasa din scrierea lui Anastasie Comnen Ipsilante, intitulata « Evenimente eclesiastice si politice după luarea Constantinopolei de Turci »). Iasi, Arh., VII, 209-30, 1896. — Le même : *Extrase pentru istoria Calimahilor din Athanase Comnen Ipsilant*. Τὰ μετὰ τὴν ἁλώσιν. Iasi, Arh., VII, 305-14, 1896.

3. *Document* (confirmarea titlului de mazil sau nobil lui Teodor Hulubei diu Botosanita-Bocovina, de catra comisiunea de verificare a titlurilor), diu 1789. Iasi, Arh., IX, 236-27, 1898. — *Document* (prin care mai multi boeri dupa ce s'au revoltat contra lui Const. Mavrocordat, se leaga a nu mai primi Greci in tara Moldovei), din 1743. Iasi, Arh., IX, 711-16, 1898.

4. C. Erbiceanu, *Hrisov pentru tigănnărt de la M. Racovita din 1726*. Iasi, Arh., VI, 338-40, 1895. — Le même : *Tocmala tipografilor care s'au asezat să tipărească cărți acum la luna Mart 25 leat 7255 (1747)*. Iasi, Arh., VIII, 707-14, 1897. — Le même : *Document de la Manoil Ruset, domnul Moldovei, din Iulie 1788*. Iasi, Arh., IX, 707-709, 1898.

5. Gh. Ghibanescu, *Document din 7263 = 1754, sept. 25*. Iasi, Arh., VIII, 360-67, 1897.

6. N. Jorga, *O scrisoare a lui Le Quien către Neculai Mavrocordat*. Iasi, Arh., X, 132-34, 1899.

7. B. Jorgulescu, *Hrisov de la C. Brâncoveanu*, important pentru a sti darile ce se plateau sub dînsul in tara. Iasi, Arh., X, 255-56, 1899.

8. C. Litzica, *Cronica lui Amiras*, manuscriptul diu Biblioteca nationala din Paris. Bucuresti, Conv. Liter., XXX, 297-301, 1896.

9. T. Stephanelli, *Un document privitor la origina cîmpulungeană a lui Teodor Calmasul*. Iasi, Arh., VII, 647-50, 1896.

10. V.-A. Urechia, *Un nou document de la Constantin Cantemir Voda*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVII, 191-200, 1895.

11. J.-Cav. de Puscariu, *Documente pentru limbă si istorie*. Vol. II. Sibiu, tip. Archiedecesana, 384 p.

Les documents publiés sur la première moitié du XIX^e siècle sont encore moins importants, à quelques exceptions près. Nous nous bornons à insérer les noms de MM. Marin DEMETRESCU¹, C. ERBICEANU², N. JORGA³, B. JORGULESCU⁴, V. MOLDOVAN⁵, A.-D. XENOPOL⁶; ajoutons une pièce anonyme assez curieuse⁷ et une autre, dont l'auteur est Jordake-Ruset Roznovanu⁸, brillant représentant des idées nouvelles, très intéressante pour ceux qui veulent connaître l'état d'esprit de cette époque. Nous devons une mention à part au mémoire de M. A. BÉCHAMP⁹ sur l'état de la Roumanie entre les années 1825-34 et à la correspondance échangée entre V. Alexandri et J. Ghica, et publiée par M. N. PATRASCU¹⁰ dans la revue qu'il dirige à Bucarest. Un premier volume de cette correspondance, intéressante à plus d'un point de vue, avait paru en 1890. Quant à M. Béchamp, nous devons rappeler que le célèbre chimiste, professeur d'abord à Montpellier, puis à Nancy, passa six ans de son enfance, jusqu'à l'âge de dix-neuf ans, à Bucarest, où sa famille s'était transportée, et ne quitta le pays qu'en 1834; il avait donc été témoin oculaire des événements passés pendant l'occupation russe; malheureusement ses mémoires ne sont pas ce que nous aurions pu désirer. Ajoutons les quelques pages publiées par M. B. KOGALNICEANO¹¹ avec les actes

1. Marin Demetrescu, *Documente din Arhivele franceze*. Iasi, Arh., VII, 336-349, 1896.

2. C. Erbiceanu, *Un ordin a lui Joan Sandu Sturza din 1823 către Gavril Avram div vel Sardar*, pentru stăpînirea talharilor. Iasi, Arh., IX, 709-11, 1898. — Le même : *Document de la Al. Hangerli din 29 maiu 1807*. Iasi, Arh., IX, 707-13, 1898.

3. N. Jorga, *Un călător englez în țările românești înainte de Eterie*. Iasi, Arh., VI, 10-36, 1895.

4. B. Jorgulescu, *Ordonanța lui Mavroghen*, importantă pentru tonul sever, în care e redactată (sic). Iasi, Arh., X, 256-57, 1899. — Le même : *Listă de costume și foae de zestre*, importantă pentru numirea stofelor și a hainelor. Iasi, Arh., X, 257-59, 1899.

5. V. Moldovan, *Memorii din 1848-49 de Vasile Moldovanu*, fost prefect al Legiunei III în 1848-49. Brasov, 1895, 1 vol., 164 p. in-8°. Cf. *Rev. crit. lit.*, III, 114-17 1895, I. Calomfirescu.

6. A.-D. Xenopol, *O scrisoare a lui I. Eliade către C. Negruzzi din 16 maiu 1844*. Iasi, Arh., VII, 100-101, 1896.

7. *Lettre adressée à... sur les affaires de la Moldavie*. Mont-Athos, le 2/13 sept. 1819. Iasi, Arh., VIII, 605-14, 1897.

8. Roznovanu Iord. Ruset. *O închipuire*. Iasi, Arh., IX, 603-605, 1898.

9. A. Béchamp, *România dintre 1825-34*. Souvenir personnelle. Bucaresti, Rev. Nona., VII, 91-97, 1895.

10. N. Patrascu, *De la cei ce numai sunt. Scrisori inedite. Vasile Alexandri către Joan Ghica*. Bucaresti, Art și Lit. Rom., II, 540 et suiv., 1898.

11. B. Kogalniceanu, *Actes et documents relatifs à l'union de la Hongrie avec*

relatifs à l'union des Hongrois et des Roumains contre l'Autriche.

Le prince Georges Bibesco, membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques, a publié le second et dernier volume des documents concernant le règne de son père en Valachie, 1843-1848. Ce volume contient les documents relatifs à l'administration de la principauté. Comme le premier volume (voy. *Rev. hist.*, LV, 429) a mis en pleine lumière l'activité diplomatique de Bibesco, le second fera taire toutes les appréciations fausses ou empreintes d'injustice qui ont été émises sur le règne de ce prince par ses adversaires politiques. Pour exposer le règne de ce prince dans le tome VI de son *Histoire des Roumains de la Dacie trajane*¹, M. Xénopol avait déjà utilisé ces documents avant leur publication, ce qui avait permis de rendre au règne du prince Bibesco son véritable caractère. Sur un seul point nous différons des appréciations de l'auteur de la publication que nous analysons; c'est celui qui a trait à la révolution de 1848. Le prince Georges Bibesco traite cette révolution de faute grave; il considère que ce fut un mouvement improvisé dans le but de mettre en lumière les personnages qui l'ont fomentée, tout en plongeant le pays dans le plus grand péril. On sait en effet que la révolution roumaine de 1848 fut écrasée par les Turcs et les Russes et que la convention de Balta-Liman plaça les pays roumains sous un régime bien plus sévère que celui qui l'avait précédé. Tout cela est très vrai; mais en histoire il s'agit moins de juger les événements que de bien les comprendre. Si la révolution de 1848 a été une faute, elle était nécessaire et inévitable; si elle a eu sa partie ténébreuse comme toute œuvre humaine, elle n'en a pas moins contribué à faire faire à la conscience nationale un pas en avant, en la poussant à s'émanciper de la tutelle trop intéressée des Russes. Les révolutionnaires roumains expatriés remplirent l'Europe de leurs protestations et inspirèrent à Napoléon III l'idée de constituer les pays roumains comme bouclier pour la défense de l'empire ottoman contre les empiètements de la Russie, idée qui donna au peuple roumain la possibilité d'arriver au point où il se trouve aujourd'hui². Le prince Georges Bibesco a fait paraître aussi une édition roumaine des documents analysés³.

la Roumanie et à l'alliance des Hongrois et des Roumains contre l'Autriche.
Bucuresti, T. Basilescu, 1895.

1. Vol. II de l'édition française 1896. Paris, Leroux, p. 426 et suiv.

*2. *Règne de Bibesco, correspondance et documents*, 1843-56. Paris, vol. II, 687 p., 1894.

*3. *Domnia lui Bibescu, corespondenta si documente*, 1843-56. Bucuresti, vol. I et II, 1853-54.

Sur l'histoire contemporaine, notons d'abord deux pièces d'inégale valeur : l'une, analysée par M. Gh. GHIBANESCU¹, est une satire politique composée vers 1856, l'autre² contient les lettres adressées par Noguès, le directeur du journal de Constantinople, à P. Mavrogheni le 12 juin et le 2 août 1853. Ces deux lettres ont été publiées d'abord en russe par une revue de Saint-Petersbourg; l'*Arhiva* de Jassy donne le texte français. Les *Convorbiri literare* continuent la publication de la correspondance de J. MAIORESCU³ sur l'époque de 1848-58, ce qui est d'une utilité remarquable, d'autant plus qu'on a des raisons sérieuses de ne pas accepter toutes les affirmations qui se trouvent dans les souvenirs et la correspondance de J. Ghica. — La description de la Valachie par Dapontès en 1851 vient d'être traduite par l'infatigable M. C. ERBICEANU⁴. Si les mémoires de M. J.-Cav. de Puscariu⁵ n'ajoutent pas grand'chose à ce que l'on savait sur les événements de 1859-60, on ne peut pas en dire autant de la brochure de M. V.-M. KOGALNICEANU⁶, qui publie, avec une préface de M. D.-A. Sturdza, quelques actes relatifs au coup d'État du 2 mai 1864. En publiant le premier volume de la correspondance diplomatique de son père, le grand homme d'État Mihail Kogalniceanu, relativement à la guerre de 1877-78, le même écrivain nous avait puissamment aidés à connaître les dessous diplomatiques de cette guerre dont des mémoires, comme celui de M. G. Boteanu⁷, nous montrent surtout les détails intérieurs. — Mentionnons les souvenirs historiques de M. C. KRETZULESCU⁸ pour entrer dans la politique militante avec le brillant orateur M. Take JONESCU⁹, actuellement ministre de

1. Gh. Ghibanescu, *O satira politică*. Iasi [Opinia, II, 126], 1898, X, 7.

2. *Lettres de Noguès, directeur du « Journal de Constantinople, » à P. Mavrogheni*. Saint-Petersbourg, Ruscaia starina, XXVII, 312-13, 1896, et Iasi, Arh., VII, 680-87, 1896.

3. I. Maiorescu, *Scrisori din anii 1848-58*. Bucuresti, Conv. Liter., XXXII.

4. C. Erbiceanu, *Descrierea Valachiei de Cesarie Daponte in 1851*. Bucuresti, B. O. Rom., XVIII, 855-62, 1894-95.

5. I.-Cav. de Puscariu, *Reminiscente din anul 1860 de un contemporan*. Sibiu, tip. Archidiecezana.

6. V.-M. Kogalniceanu, *Acte relative la 2 mai 1864, cu o precuvintare de Dimitrie A. Sturdza*. Bucuresti, 1894, 1 vol., 97 p. — Le même : *Acte si documente din corespondenta diplomatică a lui Mihail Kogalniceanu, relative la resboiul Independentei Romaniei, 1877-78*. Bucuresti, vol. I, 1893.

7. G. Boteanu, *Memorii din resboiul de la 1877-78*. Bucuresti, Göbl. 1895, 1 br., 14 p.

8. N. Kretzulescu, *Aminiri istorice*. Bucuresti, T. Basilescu, 1895, 1 br., 74 p.

9. Take Jonescu, *Discursuri politice*. I, 1886-92. Cu un apendice : raportul asupra conventiei consulare cu Germania. Bucuresti, Storck et Müller, 1 vol., 371 p. in-8°.

l'Instruction publique. Soldat avant de devenir chef, mais, alors même, soldat des premiers rangs et toujours au plus fort de la mêlée, M. Jonescu a pris une part trop active et trop décisive aux événements politiques actuels pour que ses discours politiques n'apportent pas une contribution importante à la connaissance de l'époque, et c'est sous ce jour que nous les envisageons ici. — Trois publications, d'égale valeur historique, nous fournissent des détails sur le mouvement politique et sur le développement social de la Roumanie sous le règne du roi Charles I^{er}. D'abord la collection des discours et des actes du souverain¹. Les deux volumes publiés par l'Académie contiennent la réunion de tous les messages, ordres du jour à l'armée et discours prononcés par le roi pendant les trente années qui se sont écoulées depuis son avènement au trône, 1866, jusqu'en 1896. Entre ces manifestations de la pensée du prince (plus tard, 1884, roi) se trouve intercalé par ordre chronologique le résumé des différents faits historiques dont le pays a été le théâtre. Ce recueil constitue une bonne et solide base pour quiconque voudra exposer cette partie du règne de Charles I^{er}. La préface de l'ouvrage a été écrite par M. D.-A. STURDZA, secrétaire général de l'Académie roumaine; mais, comme elle contient certaines appréciations sur le règne du prédécesseur de Charles I^{er}, Alexandre-Jean I^{er}, que ne partagent pas plusieurs académiciens, M. T.-L. MAIORESCU, un des membres les plus autorisés de l'Académie, et qui a été plusieurs fois ministre de l'Instruction publique, a interpellé, dans une des séances de l'année 1898, M. Sturdza, lui contestant le droit d'émettre des appréciations malveillantes sur le règne de Cuza, au nom de l'Académie, dont tous les membres ne partagent pas de pareilles idées. Notons ensuite les notes sur la vie du roi Charles de Roumanie par un témoin oculaire². Ces notes ont été publiées dans la *Deutsche Revue*, puis traduites en français dans l'*Indépendance roumaine* de Bucarest, qui les a enfin éditées en deux volumes. Nous donnons ici quelques détails empruntés à la préface de cette dernière édition. On sait aujourd'hui que la rédaction des notes est due à M. le conseiller intime Dr Schaefer, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Darmstadt et ancien précepteur du roi; mais l'ouvrage n'a pu être écrit que sur des lettres privées et des documents communiqués par le

*1. *Treizeci de ani de domnie ai Regelui Carol I, cuventari si acte*. Editiunea academiei romine. Bucuresti, 1897, 2 vol. I, LII-600 p.; II, XVI-515 p.

2. *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie par un témoin oculaire*. Bucarest, impr. de l'*Indépendance roumaine*. Vol. I, 1894, VIII-223 p. in-4°; vol. II, 1896, 254 p. in-4°. Cf. *Revue générale* (Bruxelles, 1895, XII, Oscar Pyferodi); *The Academy* 1426 (Whitmann).

souverain lui-même. Le récit commence à l'élection du prince, au moment de son arrivée à Turnu-Severin, le 40-22 mai 1866; le premier volume va jusqu'à la veille de l'année 1870 et le deuxième jusqu'à la fin de 1875. A partir de cette date, l'*Indépendance* a continué de publier presque journellement ces notes, mais le troisième volume se fait malheureusement trop attendre. On aurait tort de croire que ces mémoires, on peut bien les appeler ainsi, ne parlent que de la Roumanie : toute l'Europe y est passée en revue dans la personne de ses souverains, à un point de vue à la fois intime et politique tout à fait curieux; mais ce qui paraît réellement plein de vie et de mouvement, c'est la société roumaine, hommes et institutions, vue à travers l'âme du prince, c'est dire que la société roumaine y est décrite avec une indulgence de ton qui n'exclut pas la sévérité de la pensée; c'est le langage d'un souverain assez haut placé pour que les défauts des hommes qui les rendent si petits aux yeux des contemporains lui apparaissent atténués par le recul de l'histoire, et, en même temps, c'est la volonté d'un homme qui, profondément pénétré de sa mission civilisatrice et élevant la conscience du devoir accompli à la hauteur d'un véritable culte, veut tout connaître, — et c'est là la valeur historique de l'ouvrage, — pour diriger tout, et c'est ici la grandeur du rôle de l'auteur. En lisant ces pages, si calmes et si simples que l'on a parfois la sensation d'entendre l'écho des anciennes chroniques du pays, on s'étonne de la facilité avec laquelle la civilisation occidentale a été introduite en Roumanie, et l'on se rend difficilement compte combien cette transformation est profonde. Dans quelle mesure ce témoin oculaire a-t-il réussi à nous donner le sens exact et profond de l'évolution politique et sociale des Principautés danubiennes? Ne reflète-t-il peut-être pas trop l'idée que cette évolution commence à une date trop rapprochée de nous? Ne confond-il pas parfois les forces réellement agissantes, — d'un côté les puissances nationales du pays et de l'autre la force créatrice de la civilisation occidentale dont notre roi a été le représentant le plus contagieux, — avec les formes sous lesquelles le processus s'est accompli? C'est l'avenir qui décidera. Pour le moment, il est clair que la Roumanie doit aussi à ce roi sage, toujours maître de soi, toujours convaincu de sa mission, conscient de la supériorité intellectuelle et morale de la civilisation qui l'avait produit, décidé à rapprocher le plus possible sa nouvelle patrie de l'ancienne, il est clair que la Roumanie lui doit plus de trente ans de paix et de progrès ininterrompu, ce qui n'est pas peu de chose, surtout si l'on se donne la peine de regarder ses voisins.

A un autre point de vue, la troisième publication nous fait parcourir la même époque et dans le même sens; il y a même entre les

Notes du témoin oculaire et les introductions dont M. T. MAIORESCU¹ fait précéder les trois volumes de ses discours parlementaires un tel air de parenté que l'on serait tenté de considérer celles-ci comme un écho de celles-là, et l'on ne ferait pas fausse route. Dans la direction que le roi a voulu et a réussi à donner au mouvement politique roumain, il n'a pas eu d'auxiliaire plus efficace, mieux doué, plus puissant que le groupe junimiste dont M. Maiorescu n'était pas seulement, comme on a voulu le faire croire, le porte-parole, et, s'il y a une différence entre les messages du souverain et les discours de celui qui fut si souvent son conseiller, cela ne tient guère qu'à la division du travail. Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur l'activité politique du groupe ou du parti junimiste, mais ce que nous pouvons dire, c'est que les discours de M. Maiorescu nous révèlent une puissante organisation intellectuelle, un homme qui, toujours d'accord avec lui-même, sait relier tous ses actes, toutes ses pensées par quelques principes supérieurs qu'il croit immuables et éternels; dans sa longue carrière parlementaire, il a toujours su porter la discussion en l'élevant sur le terrain des principes. Les introductions aux trois volumes contiennent une véritable histoire parlementaire de la Roumanie et vont de 1866 à 1888; mais, il faut le dire, si cette histoire est écrite par un homme supérieur, amant très conscient de la vérité et assez sincère pour se tenir en garde contre ses propres ressentiments, elle l'est aussi par un homme de parti; on n'y voit que rarement cette belle sérénité qui règne dans les Notes du témoin oculaire.

ARCHÉOLOGIE, ÉPIGRAPHIE, PALÉOGRAPHIE, NUMISMATIQUE. — Nous avons à mentionner l'article de M. N. BELDICEANU² sur l'inscription de Rădăuți et l'article plus curieux encore, quoique moins précis, de M. Gr.-C. BUTUREANU³ sur le tumulus d'Andrei; puis deux études, l'une de M. Ar. DENSUSIANU⁴, l'autre de M. P. GARBOVICEANU⁵, qui se rattachent au solide travail de M. Émile PICOT⁶ sur l'histoire de la

1. T. Maiorescu, *Discursuri Parlamentare*. Bucuresti, Socecu et C^{ie}. Vol. I (1866-76), 1897, 587 p.; vol. II (1876-81), 1897, 519 p.; vol. III (1881-88), 1897, 503 p. in-8°.

2. N. Beldiceanu, *Inscriptia de la Rădăuți*. Iasi, Arh., VI, 475-78, 1895.

3. Gr.-C. Butureanu, *le Tertre d'Andrei* (Movila lui Andrei). Iasi, Arh., VI, 54-59, 1895.

4. Ar. Densusianu, *Cărțile bisericesci cu litere latine*. Iasi, Rev. Crit. Liter., III, 133-38, 1895.

5. P. Garboviceanu, *Relipărirea cărților bisericesci române cu litere latine sau străbune*, cu o scurta introducere istorica. Bucuresti, B. O. Rom., XIX, 648-54, 703-16, 1895-96.

6. Émile Picot, *Coup d'œil sur l'histoire de la typographie dans les pays rou-*

typographie dans les pays roumains. — Le cabirisme ou culte des Cabires, qui avait formé l'objet de la thèse de licence de M. Teohari-Antonescu (cf. *Rev. hist.*, L, 394), a été traité à nouveau par feu l'évêque GHENADIE de Rimnicul-Vâlcei¹. Il veut rattacher à ce culte les armes des pays roumains, dont les éléments (aigle, tête de bison, soleil, lune, arbre) se retrouvent dans le culte mythriaque et cabirique. L'auteur s'efforce de démontrer que les symboles religieux de ce culte passèrent insensiblement à de simples signes héraldiques, idée qui, approfondie, pourrait conduire à des résultats inattendus pour la science héraldique en général. M. Gh. GHIBANESCU² publie de précieuses notes archéologiques, malheureusement non continuées depuis. M. le Dr Johann POLAK³ étudie l'établissement monétaire de Sadagura, fondé dans cette ville de la Bucovine, au temps de Catherine II, pour subvenir aux besoins des troupes de l'expédition contre la Turquie pendant la guerre de 1769-74. Voici maintenant trois études sur l'archéologie de l'Olténie ou Petite Valachie : l'une due à M. N.-D. SPINEANU⁴ sur les vestiges romains à Mehadia et dans le Mehedinti, et les deux autres au curieux chercheur Al. STEFULESCU. Celui-ci a fait paraître dans une petite ville de province, Tirgul-Jiului, une revue scientifique et littéraire, le *Jiul*⁵, qui n'a existé qu'une seule année (1895), mais qui a eu le mérite de faire connaître les monuments et les curiosités du district de Gorjiu, dont Tirgul-Jiului est la capitale. L'auteur a déposé le résultat de ses recherches non seulement dans cette revue, mais encore dans un volume consacré au monastère de Tismana⁶, le plus ancien de la Valachie. L'étude de M. Stefulescu est très bien faite; elle contient un grand nombre de reproductions phototypiques de tout ce que Tismana possède comme antiquités; il donne aussi toutes les inscriptions slaves

maines au XVI^e siècle. Paris, Centen. de l'École des langues orient. viv., 1895.

*1. Ghenadie episcopul Râmnicului-Vâlcei, *Eraldica vechie a Românilor. Stelele tărilor în fața religiunilor daco-romane. Cabirismul și Mitraismul.* Bucaresti, Socecu, 1894, 1 vol., 174 p.

*2. Gh. Ghibanescu, *Note arheologice.* Iasi, Arh., IX, 698-702, 1898.

*3. Dr Joh. Polak, *Die ehemalige russische Münzstätte in Sadagora.* Czernewitz, 1894, 1 br., 10 p.

*4. N.-D. Spineanu, *Urme romane în Mehădia și Mehedinti.* Turnu-Severin, E. Knoll, 1896, 1 br., 19 p.

*5. *Jiul, revistă pentru știință și literatură.* Tirgul, Jiului, 1895, n^{os} 1-12, gr. in-4^e.

*6. *Mănăstirea Tismana* cu ilustrații de V. Rola Piekarski și M. Wertschitzky. Tirgul-Jiului Milosescu, 1896, 1 vol., 138 p. in-8^e. Cf. *Convorb. Liter.*, XXX, II, 557; I. Bogdan, 1896; Arh., VIII, 111-13, 1897, Gh. Ghibanescu; Arch. f. slav. Philol., XXII, 477, 1898, C. Jiricek].

qui se trouvent sur les murs, les cloches, les vases sacrés, etc. Il met à contribution tous les textes connus lorsqu'il expose l'histoire des premiers temps du fameux monastère.

Le même archéologue a découvert les restes d'une voie romaine dans le district de Gorjiu, voie qui reliait une citadelle romaine du sud des Carpathes dans l'Olténie à la capitale de la Dacie Sarmisage-thusa. Les ruines de la citadelle existent encore près du village de Bumbestii de Jiu et sur des rochers qui bordent la chaussée que les Romains avaient ouverte dans les montagnes. M. Stefulescu a trouvé des vestiges d'une inscription romaine (deux lettres)¹. A l'article de M. Samuel FENICHEL² ajoutons, pour finir, les belles études de M. Gr.-C. TOCILESCU³ sur le monument découvert à Igliza et sur les travaux d'exploration entrepris au *limes alutanus*.

PHILOLOGIE. — Nous avons d'abord quelques articles s'occupant plutôt de sémantique, mais qui jettent un jour nouveau et parfois très curieux sur le passé de la Société roumaine : ceux de M. Gh. GHIBANESCU⁴ et surtout celui de M. Ar. DENSUSIANU⁵, puis un gros, un énorme travail, le premier volume d'une histoire de la langue roumaine par M. A. PHILIPPIDE, professeur de philologie roumaine à l'Université de Jassy⁶. Sans doute c'est une œuvre qui rentre plutôt dans la philologie que dans l'histoire proprement dite ; néanmoins, comme la langue n'est qu'une manifestation de l'esprit d'un peuple, nous avons cru devoir mentionner le travail de M. Philippide, d'autant plus qu'il a été très apprécié par les savants allemands et français qui s'occupent de philologie romane. L'auteur a été chargé par l'Académie roumaine d'élaborer le dictionnaire de la langue roumaine, travail qui avait d'abord été confié à M. B. Hasdeu, profes-

1. Al. Stefulescu, *Un drum roman descoperit in Gorj*, dans la *Revista noua*, VI, 1893, p. 340.

2. Sam. Fenichel, *Swastia si alte semne accadice pe gulerul mocanilor din Transilvania*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 3, 413-19, 1895.

3. Gr.-G. Tocilescu, *Un monument epigrafic găsit la Igliza*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 2, 154-224. — Le même : *Raport asupra lucrărilor de explorare întreprinse la limes alutanus*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVIII, 97-113, 1896.

4. Gh. Ghibanescu, *Un termen diplomatic peiorizat*. Iasi (Opinia, II, 147), 1898, XI, 3. — Le même : *Zloti*. Id. (Ibid., II, 212), 1899, I, 29. — *Bani cu bas*. Id. (Ibid., II, 235), 1899, II, 26. — *Om însemnat*. Id. (Ibid., II, 240), 1899, III, 4.

5. Ar. Densusianu, *Etimologii romanesce* : *banu*. Iasi, Rev. Crit. Liter., II, 333, 1895.

*6. Al. Philippidi, *Istoria limbii române*. Vol. I. Iasi, 1894, 1 vol., 342 p. Cf. Zeitschr. f. rom. Philol., XIX, 282, Th. Gartner ; Litteratblt f. germ. und rom. Philol., XVI, 170, W. Meyer-Lübke ; Literar. Centr., 1895, p. 1051, H. Suchier.

seur à l'Université de Bucarest, mais que ce dernier a dû abandonner par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. L'histoire de la langue roumaine est dans une connexion très intime avec celle du peuple qui la parle. C'est dans la langue que l'on s'attend à trouver des arguments pour résoudre la grande question, si débattue encore, sur la continuité des Roumains dans la Dacie trajane. Quoique le volume que vient de publier M. Philippide ne touche pas spécialement à cette question, il l'effleure à diverses occasions et se prononce pour la continuité. M. Ar. DENSUSIANU¹ nous donne aussi une très sérieuse étude sur la langue liturgique des Roumains avant l'époque du slavisme; mais ce sont surtout les travaux de MM. D. DAN et Ar. DENSUSIANU, qui s'efforcent d'appliquer directement la philologie à l'histoire. Le second, nommé récemment professeur de philologie à l'Université de Bucarest, y a organisé tout de suite un séminaire et a pu, grâce à une activité énergique, publier à la fin de l'année un volume comprenant les travaux de ce séminaire². Une étude, dont il a tiré à part quelques exemplaires³, s'occupe spécialement des origines des Daco-Roumains sous le titre modeste de : *Anciennes traces linguistiques dans la toponymie roumaine*, qui fait remonter la présence des Roumains dans la Dacie au commencement du XI^e siècle, tout en découvrant dans leur langue des traces albanaises. L'auteur se refuse de tirer des conclusions qui dépasseraient certainement les limites de cette étude, mais l'ouvrage qu'il prépare sur l'histoire de la langue roumaine, et dont le premier volume est en cours d'impression, lui permettra d'apporter une solution sinon définitive, du moins nouvelle, et en tout cas plus complète sur la question des origines. Un troisième petit article du même auteur cherche les souvenirs que les Roumains-Istriens ont laissés dans les documents des XII^e-XIV^e siècles⁴. Écrite dans un esprit beaucoup plus militant, la thèse que M. D. DAN⁵ a présentée à l'Université de

1. Ar. Densusianu, *Limba cultului la Români înaintea de epoca slavonă*. Iasi, Rev. Crit. Liter., V, 1-14, 1897.

2. Ar. Densusianu, *Anuarul seminarului de Istoria Limbei si Literaturii Române de pe linga Universitatea de Litere din Bucuresti*. I Studii de filologie romina. Bucuresti, C. Göbl, 1898, 1 vol., 108 p. in-8°.

3. *Urme vechi de limbă în Toponimia românească*. Bucuresti, ex. Anuarul, etc., 1898, 1 br., 16 p. in-8°.

4. *Amintiri despre Români Istrieni si urme din limba lor în documente din sec. XII-XIV*. Iasi, Rev. Crit. Lit., IV, 260-61, 1898.

5. D. Dan, *Din toponimia românească*. Studiu istorico-linguistic, teza de licenta. Bucuresti (ex. Conv. Liter.), Sococu, 1896, 1 br., 75 p. in-8°. Cf. Liga Româna, 1896, I, n° 10, C.-R. Motru; ibid., 1896, I, n° 12, Virg. Popescu; Epoca, série II, an. II, 1896, n° 326, Virg. Popescu; Lumea Noua, III, 744, 1897, Lorando (= J. Nadejde).

Bucarest s'attache à prouver, par l'étude de la toponymie roumaine, le mal fondé des anti-rœsleriens. Après une introduction (p. 1-19) sur l'importance des études philologiques pour la question des origines des Roumains, l'auteur circonscrit son sujet à l'étude de la toponymie et, dans les trois chapitres suivants, il analyse d'abord les noms de lieu terminés en *-ădia*, *ădia* et *edia*, ensuite l'origine du mot *Mehadia* ou *Mehedia* et *Mehedinti*, enfin celle du *Romanati*; ce sont les mots qui se trouvent dans la région « la plus roumaine » et qui servent comme de clef de voûte aux anti-rœsleriens. Or, M. D. trouve l'explication de ces trois séries de noms dans l'influence hongroise : *Mehadia* dériverait de *Mehed* = *abeille* (à remarquer, entre autres, que la contrée a été, au temps de Hérodote, renommée pour la multitude des abeilles, que le sceau du département est une abeille et que le sceau du département moldave de Vaslui, — où un village Mehedinti existait dans le temps, — est une ruche d'abeilles) et *Romănati* de *Romod* = *ruine* (à rappeler que le pays est plein de ruines romaines ou autres). La conclusion de l'auteur, qui, au courant de la plume, n'a pas épargné les coups cruels aux anti-rœsleriens les plus éminents, est que « l'universalité de l'élément magyar dans la langue roumaine [et ajoutons ce que l'auteur avait dit plus haut : « Surtout dans la région la plus roumaine, »] ne peut s'expliquer que de deux manières : ou bien en continuant de croire, — et l'on ne discute pas des croyances, — que c'est nous qui l'avons emportée des montagnes de Transylvanie, ou bien en finissant par reconnaître, — ce que l'étude scientifique de notre langue nous montre, — que, dans le temps, ce sont les Hongrois qui étaient chez nous en deçà des Carpathes » (p. 72-3). Une polémique assez vive s'ensuivit et naturellement on y vit un danger patriotique. M. Dan ne recula pas et, dans la réponse qu'il fit à ses critiques¹, enfonça encore plus avant la lame dans la plaie. Sans intervenir dans le fond des débats, nous nous permettrons d'émettre des doutes sur la portée que l'auteur donne à ses constatations : d'abord la présence de cet élément hongrois n'implique pas du tout l'absence de l'élément roumain, ensuite nous trouvons un peu téméraire de tirer des conclusions sur les ix^e-x^e siècles quand on n'a pas commencé par étudier à quelle époque remonte l'existence de l'élément hongrois en Olténie; enfin, nous croyons que l'on donne à la philologie un rôle beaucoup trop grand, surtout quand ses études ne dépassent guère quelques catégories de mots; nous avons de la peine à nous

1. D. Dan, *Iarăși toponimie* (raspuns unor critici). Bucuresti, Conv. Liter., XXXI, 142-60, 1897.

expliquer comment cette peuplade misérable de pâtres, venue des Balkans au milieu d'une société civilisée jusqu'à un certain point et, en tout cas, de beaucoup supérieure, a pu la détruire en lui imposant une langue qui comprend des mots qu'elle ne pouvait ni avoir à ce moment-là ni créer ensuite. Ces objections, bien entendu, ne tendent pas du tout à diminuer la valeur des phénomènes philologiques constatés par M. Dan et que nous considérons comme acquis désormais à la science.

C'est toujours au point de vue philologique que la question de la continuité des Daco-Roumains a été étudiée par M. Ladislav RETHY, de l'Académie des sciences de Budapest¹, qui croit avoir trouvé la solution définitive du problème. S'il est certain, aux yeux des Hongrois, que les Roumains ne se trouvaient pas au moyen âge dans les pays qu'ils habitent aujourd'hui, dans quelle région s'est donc formée la nationalité roumaine? Cette partie du problème ne laissait pas de les inquiéter; ils prétendaient que cette formation avait eu lieu au sud des Balkans, mais ils voyaient bien que leurs arguments n'étaient pas tenables. Aussi M. Rethy propose-t-il une autre hypothèse. S'appuyant sur certaines affinités de langage entre les Roumains et les Italiens, il fait venir la population roumaine de la Dacie « d'un peuple de pâtres qui a parlé le dialecte de l'Italie centrale et habité les États pontificaux. » Comme les arguments de M. Rethy sont surtout de nature philologique, nous nous contenterons de reproduire l'opinion du célèbre romaniste Meyer-Lübke, professeur à l'Université de Vienne, qui dit en propres termes : « Les arguments linguistiques de M. Rethy n'ont absolument aucune valeur... » Je crois que la question roumaine non seulement n'a pas été résolue par la petite brochure que nous analysons, mais qu'elle n'a pas même fait un seul pas en avant. Cette condamnation prononcée par les érudits compétents n'a pas empêché un écrivain absolument inconnu jusqu'à ce jour, et notamment en Roumanie, M. JOAN COSTA², d'admettre les conclusions de l'académicien hongrois, et il s'est empressé de publier en roumain la brochure de M. Rethy qu'il recommande comme la seule solution véritable du problème.

Dans un mémoire lu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres

¹1. Ladislav Rethy, *A romanismus Illyricumban*, 1 br., 27 p. — *Daco-Roumains ou Italo-Roumains*, études historiques et philologiques, par Ladislav Rethy. Budapest, 1897, 1 br., 30 p. Cf. Rev. Crit., 1897, p. 375-76, I. K[ont]; Litterblt f. germ. und rom. Philol., 1897, n° 7, p. 236-38; Rev. de géogr., 1898, VI, A.-D. Xénopol traduit aussi en roum., Arh., IX, 356-57, 1898.

²2. *Deslegarea cestiunei originiei Romînilor*, traducere din limba ungara de Joan Costa. Budapest, 1896, 1 br., 32 p.

sur l'empereur Trajan dans la mythologie slave, M. Louis LEGER¹ admet au contraire la seule opinion scientifiquement possible, celle de la continuité des Roumains dans l'ancienne Dacie trajane.

ETHNOGRAPHIE ET FOLKLORE. — Mentionnons seulement un ouvrage dû au savant secrétaire perpétuel de l'Académie roumaine, M. D.-A. STURDZA², quelques détails donnés par M. G. MARCULESCU³ sur la manière dont les chansons populaires bulgares parlent des Roumains et une thèse de licence où M. P. POPESCU⁴ étudie la psychologie du peuple roumain d'après la littérature populaire.

HISTOIRE GÉNÉRALE DES ROUMAINS. — Le grand ouvrage de M. V. (Basile)-A. URECHIA, professeur à l'Université de Bucarest⁵, quoiqu'il soit intitulé *Histoire des Romains*, est plutôt un recueil de documents inédits sur l'époque phanariote; il est bourré de faits (l'ouvrage en est au t. VII et ne se rapporte qu'aux années 1774-1800); mais composé sans critique, car M. Urechia reproduit in-extenso tout document qui lui tombe sous la main, sans s'inquiéter si l'acte possède une valeur historique, si mince soit-elle. Dans les sept volumes in-4° publiés jusqu'à présent et dont quelques-uns comptent près de 800 pages, on trouve un nombre immense de pièces qui n'ont absolument aucun intérêt. Voyez par exemple celles qui décrivent la cérémonie (et toujours la même) de l'installation des Hospodars; une ou deux auraient bien suffi. M. Urechia nous en donne tout au long une vingtaine, puis il décrit la façon dont se déroulait la cérémonie; il s'amuse même à dessiner au milieu une voiture pour désigner l'endroit occupé par le carrosse princier. Au moins, si ce dessin reproduisait le carrosse du temps; mais non, il rend l'image d'une voiture de nos jours. Ailleurs, l'auteur rapporte un nombre considérable de pièces relatives au vol de deux chevaux fait sur les bords du Prut vers l'année 1822. Malgré cette déplorable prolixité, l'ouvrage de M. Urechia rend un véritable service à l'historiographie roumaine. Il s'efforce de prouver par des documents tout ce qu'il avance. Les Phanariotes paraissent sous un jour un peu meilleur, aussi a-t-on

1. Paris, 1897, 1 br., 14 p.

2. D.-A. Sturza, *Suprafata si populatiunea României*. Bucuresti, Bulet. Societ. geogr. Rom., XVI, 1896.

3. G. Marculescu, *Rominii în cîntecile populare bulgăresti*. Falticeni, Seza-toarea, IV, 206-209.

4. P. Popescu, *Psychologia poporului român după literatura populară*, teza pentru licența. Bucuresti, Al. Lefteriu si C. Ispasescu, 1 br., 88 p.

*5. *Istoria Românilor*, curs facut la Facultatia de litere din Bucuresti. I, 1893, 1 vol. in-4°, 1134 p.; II, 1892, 539 p.; III, 1892, 666 p.; IV, 1892, 559 p.; V, 1893, 563 p.; VI, 1895, 906 p.; VII, 1894, 616 p.

accusé M. Urechia d'en être le panégyriste. L'accusation est certainement exagérée. Pourtant, on ne saurait défendre complètement M. Urechia contre l'imputation d'avoir voulu réhabiliter un trop grand nombre de princes grecs, entre autres Mavroghény, qu'il présente aussi comme un héros à la façon de M. Blancard, et, qui pis est, comme un défenseur des intérêts roumains. Les volumes de M. Urechia seront donc consultés avec fruit pour tous les détails de l'administration phanariote; mais ils ne constituent pas une histoire du peuple roumain. Ajoutons que des notes interminables qui se trouvent à chaque page en rendent la lecture extrêmement fatigante. Ce n'est qu'un livre de bibliothèque et non pas un livre destiné à répandre les connaissances historiques dans le sein de la nation roumaine.

DÉTAILS DE L'HISTOIRE. — Parmi les travaux de caractère plutôt littéraire, nous remarquons celui de M. Gh. ADAMESCU¹, sur les idées politiques de nos chroniqueurs, et celui de M. Ar. DENSUSIANU², sur les commencements du journalisme. M. Al.-V. GIDEI³ a publié un livre sur les chroniqueurs moldaves du XVII^e siècle, avec une préface de M. V.-A. Urechia qui, tout en ayant l'air d'excuser les grandes lacunes de l'ouvrage, surtout pour la biographie des Urechia, les comble avec cette richesse de détails dont il a le secret. L'ouvrage est plutôt une étude littéraire; il contient nécessairement aussi quelques vues historiques, mais c'est précisément la partie la plus faible: c'est une compilation qui, parfois au courant de ce qui a été publié jusqu'à présent, ne cherche cependant à résoudre aucun des nombreux problèmes que le sujet, assez vaste, soulève. Un article critique de ce livre, par M. ORASANU, l'a rendu inutile pour toutes les parties qu'il touche. M. J.-G. SBIERA⁴, professeur de langue et de littérature roumaine à l'Université de Czernowitz (Bucovine), a publié en 1897 un volume sur le mouvement intellectuel et littéraire chez les Roumains. C'est un travail bien documenté et fait avec beaucoup

1. Gh. Adamescu, *Ideile politice ale cronicarilor*. Bucaresti, Socecu, 1895, 1 br., 45 p.

2. Ar. Densusianu, 1^o *Inceputurile diaristiceii române*; 2^o *Earăsi inceputurile diaristiceii române*. Iasi, Rev. Crit. Lit., IV, 177-82, 274-75, 1896.

*3. Al.-V. Gidei, *Studiî asupra cronicarilor Moldovei din secolul al XVII-lea din punct de vedere al limbii, metodei si cugetareii*. Bucaresti, 1898, 1 vol., 352 p. in-8°. Cf. *Opinia* (II, 164), 1898, XI, 24, Gh. Ghibanescu; *Conv. Liter.* (XXXIII, 441-64 et suiv.), 1899, VIII-IX, St. Orasanu.

*4. J.-G. Sbierra, *Miscări culturale si literare la Români din stînga Dunărei în răstimpul de la 1504-1714*. Cernauti, 1897, 1 vol. gr. in-8°, xi-238 p. Cf. *Arh.*, IX, 96-97, 1898, A.-D. Xénopol.

de zèle. Il donne une idée assez complète du mouvement littéraire à ses origines; mais quand il entreprend d'en indiquer les causes, il confond parfois les choses. Il ne distingue pas entre les raisons qui introduisirent la langue roumaine à la place du slavon dans le service des églises d'outre-mont et dans le service religieux des principautés. En attribuant comme cause générale à ce phénomène l'élimination du slavon par le grec, M. Sbiera semble vouloir étendre l'action de cette cause aussi en Transylvanie, où pourtant le grécisme n'exerça pas la moindre influence. L'auteur soutient ensuite que la Réforme n'a fait que donner l'impulsion à cette cause générale, ce qui est inexact, car en Transylvanie la Réforme fut la cause primordiale et génératrice du changement d'idiome dans le service divin, tout comme l'infiltration du grécisme le fut pour le même changement dans les pays roumains du Danube. Quoique M. Sbiera ait connu les volumes III et IV de la *Istoria Romînilor din Dacia Traiană*, il n'a pas pris en considération l'analyse qui a été faite dans cet ouvrage des causes de ce grand phénomène, analyse qu'il aurait dû ou admettre ou réfuter.

A.-D. XÉNOPOL. D.-A. TÉODORU.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Le roi David, par Marcel DIEULAFOY, membre de l'Institut. Paris, Hachette, 1897. In-12, x-358 pages.

On risquerait de porter sur ce livre un jugement excessif, si on l'appréciait d'après une première impression. En effet, M. Dieulafoy a accusé avec tant d'insistance les points où il croit voir plus clair que ses prédécesseurs, qu'on semblera méconnaître la portée de son travail si on ne lui accorde pas les points en question. Cependant, même en dehors des solutions ici proposées, on estimera que l'auteur n'a pu manquer d'être utile aux études historiques en appliquant à l'histoire du roi David ses connaissances spéciales d'ingénieur et d'archéologue. « Chacun, dit-il, a composé une image du roi psalmiste et y a mis, avec ses préjugés et ses passions, quelques traits saillants de sa propre personnalité... J'ai voulu rétablir le héros de l'épopée biblique dans son temps et dans son milieu, ou du moins le tenter. » M. Dieulafoy n'est pas le premier qui ait voulu faire abstraction de ses préférences personnelles, pour replacer David dans le milieu de l'Orient, tel qu'il se révèle aujourd'hui encore au voyageur et à l'explorateur, et nous ne lui reprocherons pas d'avoir proposé une explication médicale sur les transports propres à la caste prophétique, ni d'avoir justifié par de savantes combinaisons tactiques les victoires remportées sur les Philistins.

Malheureusement, ces questions n'offrent un sérieux intérêt que dans la mesure où les textes sont à la fois abondants et de qualité exceptionnelle. On sait que ce n'est point le cas, et M. D. s'inscrit en faux contre l'unanimité des critiques, depuis les plus modérés jusqu'aux plus aventureux, en professant dans l'historicité des documents bibliques, susceptibles pourtant d'interprétations si divergentes, comme il nous en donne lui-même l'exemple, une confiance illimitée. Ainsi il écrira, sans hésiter, que « la genèse de la monarchie israélite mérite de sérieuses méditations, » en tant que « son histoire constitue un document authentique où l'on peut suivre dans ses phases l'évolution des sociétés humaines depuis l'anarchie jusqu'à la royauté, » et que cette même histoire « est une preuve par les faits de la vanité des spéculations socialistes. » Le prophète Samuel fait preuve, à son tour, d'une pénétration extraordinaire quand il substitue David à Saül, de même qu'il avait témoigné d'une sublime abnégation en consentant précédemment à l'établissement de la royauté. « Sa conduite, écrira-t-il en parlant du prophète en question, s'explique du reste par une conception si haute du devoir, qu'il sacrifiait au salut des tribus l'exercice du

sofétai (de la judicature), ses sympathies personnelles, ses rancunes de race, ses préjugés de caste et de famille, jusqu'à l'orgueil de son infailibilité prophétique. » Quand il choisit le successeur de Saül dans la tribu de Juda, c'est qu'il a compris que l'hégémonie en Israël revenait nécessairement aux gens de Juda : « L'harmonie était si complète entre la situation acquise par Juda et les aspirations des Hébreux, que les Isaïdes (la famille de David) prévalurent... et gardèrent le pouvoir tant que dura la monarchie. » Mais, tout au contraire, le gros des tribus répudie l'hégémonie judaïque au lendemain de la mort de Salomon et la famille de David reste à la tête d'une fraction seulement d'Israël. De telles objections n'arrêteront pas M. Dieulafoy, qui proclame que « l'œuvre de Samuel fut de deviner cet accord derrière l'épais rideau qui l'eût caché à une intelligence moins clairvoyante, à une âme moins loyale, comme le grand acte de sa vie fut d'immoler à sa réalisation sa puissance, ses préférences et ses opinions. »

Mais c'est surtout David que M. Dieulafoy a à cœur de venger contre d'injustes reproches. A l'occasion d'une légende, du caractère le plus apocryphe, qui montre Saül épargné par David, il assure que « ce trait de générosité, si contraire aux mœurs du temps, porte en lui des marques certaines d'authenticité, » que « personne ne l'eût inventé à cette époque et dans ce milieu, où les héros, à l'exemple de Jehovah, se vengent plutôt qu'ils ne punissent, car c'est l'honneur du christianisme d'avoir fait une loi de l'oubli des injures. Mais David avait entrevu cette forme sublime de la charité. » La conduite, si suspecte, de David chez les Philistins, conduite qui s'explique, si elle ne se justifie pas, par le sens mal défini qu'offrait alors la notion de patrie, « la conduite de David durant son exil chez les ennemis héréditaires des Hébreux, est au-dessus de l'éloge. Cette période de sa vie dénote une des intelligences les plus hautes, une des consciences les plus droites qui aient honoré l'humanité... Il s'avance la tête haute, l'attitude fière, se jouant des difficultés... En vain on chercherait à relever un compromis de conscience, une défaillance, une faute de conduite : il abordera sans tache et sans remords le trône où il est destiné. » Ce n'est plus là de l'histoire, si tendancielle qu'on la suppose, c'est un plaidoyer, et dirigé contre qui ? on hésite à le dire, — contre M. Renan, dont la libre plume blesse les susceptibilités de l'auteur du *Roi David*.

Quand M. Dieulafoy traitera des phénomènes de trouble nerveux que les livres juifs attribuent à Saül, le nouvel historien notera « un faisceau de preuves, un ensemble de documents précieux, qui permettent, à trente siècles de distance, de porter un diagnostic exact et complet sur l'état de Saül, et de relier à travers plusieurs milliers d'années la grande floraison du prophétisme, dans ses aspects extérieurs et ses côtés humains, avec les épidémies de chorée, de tarentisme ou de possession des âges suivants. » Et voilà que M. Dieulafoy, ayant retrouvé dans les textes concernant Saül et les prophètes les caractères précis de la maladie psychique dite « grande hystérie, » en prend occasion de rabrouer

la critique. Ici, prononce-t-il *ex cathedra*, « se place un grand enseignant. Hier encore, les chapitres entiers du 1^{er} livre de Samuel étaient tenus pour apocryphes ou détournés de leur sens. Contre eux on invoquait le bon sens, on les liait au nom de la raison humaine. Et voici que les progrès d'une science bien éloignée de la critique philologique ou historique montrent que ces arguments suprêmes n'avaient aucune solidité et rendent au récit biblique sa valeur et sa portée. *C'est que la sagesse humaine est courte, que la raison est fragile* et qu'il n'est pas une entreprise plus aventureuse que de fonder sur elles¹. » M. Dieulafoy a d'ailleurs découvert le mobile secret et perfide des détracteurs de David; ils combattent dans sa personne l'ancêtre du Christ, autrement dit le Christ lui-même : « Les détracteurs de David, les ennemis de cet ancêtre biblique du Christ, sont pleins de mansuétude et même de tendresse pour les vices élégants. L'heure est venue où l'on a élevé Saül, ce fou couronné, contre le héros de l'épopée biblique². » — « Les historiens que leurs tendances philosophiques portent à combattre le christianisme, n'incriminent point la conduite de Saül et sa folie sanguinaire; ils la justifient ou la nient et réservent leur sévérité pour l'ancêtre présumé de Jésus³. » Dans telle circonstance, la conduite de David arrache un cri d'admiration à M. Dieulafoy; si M. Renan en a jugé autrement, ce n'est point par le légitime emploi de la liberté d'appréciation qui appartient à tout historien, c'est par passion antireligieuse : « On louerait David si sa noble et grande figure n'avait été jetée dans la mêlée religieuse. Mais la passion est aveugle⁴... » On a vu, par une citation précédente, que David était tenu par son récent historien pour un précurseur du christianisme. C'est à propos de l'aventure de Bethsabée que M. Dieulafoy est amené à accuser cette indication. « Certes, dit-il, la mémoire de l'amant de Bethsabée est à jamais ternie; cependant, David apprit au monde qui l'ignorait la grandeur de l'humilité et l'efficacité du repentir. En acceptant sans murmure l'expiation après la chute, il proclama l'unité de la morale et l'égalité devant ses lois, frayant dès longtemps le chemin aux vérités qui triompheront avec l'Évangile... A ce titre il fut un précurseur⁵... » Enfin, dans un panégyrique final de son héros, M. Dieulafoy nous déclare une dernière fois que, si certains ont traité David de condottiere sans scrupule, de soudard, de scélérat, c'est « parce que nos traditions religieuses ont donné à sa race un règne éternel⁶. »

Ainsi, c'est en un temps où les ecclésiastiques instruits s'efforcent de mettre les questions de croyance en dehors des recherches de critique litté-

1. P. 137.

2. P. 323; M. Renan est indiqué en note.

3. P. 90; renvoi à Renan.

4. P. 146.

5. P. 319.

6. P. 327.

raire et historique, où des hommes tels que M. van Hoonacker ou A. Loisy (et ils ne sont pas les seuls) abandonnent de bonne grâce le terrain ingrat, stérile, irritant, des controverses religieuses, qu'un archéologue distingué s'applique à ressusciter les anciens et détestables procédés de l'intolérance théologique, d'une école qui juge les œuvres non point en elles-mêmes, mais d'après les opinions philosophiques de leurs auteurs ! Cette constatation, dont nous avons cru nécessaire de placer les preuves sous les yeux de nos lecteurs, nous met dans un grand embarras pour discuter plusieurs assertions de l'auteur du *Roi David*, que nous aurions volontiers relevées. Ainsi, nous trouvons très légitime que M. Dieulafoy ait rapproché l'extase prophétique de phénomènes d'excitation psychologique mentionnés à différentes places, mais il nous est impossible de comprendre comment l'exactitude relative de la description donnée par les livres bibliques devient une preuve de l'historicité impeccable de ces livres. Un écrivain vivant à bonne distance de Saül et de David, mais témoin lui-même de ces phénomènes, qui se produisirent à divers moments de l'histoire d'Israël et jusque dans les premiers siècles du christianisme, ne pouvait-il les prêter librement aux personnages qu'il prétendait dépendre ? Il nous est impossible de partager l'enthousiasme de M. Dieulafoy pour les qualités de « tacticien », de « stratège », de « poliorcète », dont David aurait fait preuve à plusieurs reprises dans ses campagnes, notamment dans ce que son nouvel historien dénomme pompeusement la « victoire de Réphaïm », fait d'armes qui est ici rapproché des campagnes de Napoléon I^{er} et où l'auteur, selon sa constante habitude, voit une preuve de plus de l'authenticité des documents bibliques². Les pages consacrées à l'aventure de Bethsabée et au rôle de celle-ci à la cour de David (p. 259-324) sont peut-être ce que ce volume contient de plus ingénieux, de plus original, mais elles sont plutôt du domaine de la psychologie que de celui de l'histoire critique et documentée. Et encore ici, cette note inquiétante : « Les historiens ont été injustes à l'égard de David. Mais les uns ont accablé le roi psalmiste pour exalter les mérites du repentir, tandis que d'autres ont terni sa mémoire pour atteindre le Christ dans l'ancêtre le plus illustre que la Bible lui attribue³ ! »

En dépit des réserves très nettes que réclamait de nous la doctrine que professe M. Dieulafoy, son livre, fruit de minutieuses études, d'un caractère très personnel, sera lu avec profit. En constatant l'énorme

1. C'est par un raisonnement analogue que M. Dieulafoy avait précédemment défendu l'historicité du livre d'*Esther*.

2. « Est-il besoin d'ajouter que la version de la bataille de Réphaïm ne peut être que l'analyse ou la transcription de documents authentiques remontant à l'époque de David ? Aucun annaliste n'eût été en état d'inventer et de décrire d'une manière aussi précise une opération militaire de cet ordre » (p. 216). A comparer la sèche et insuffisante mention, 2 Samuel, V, 22 à 25, aux développements de M. Dieulafoy (p. 195 et suiv.), on éprouve une impression toute contraire.

3. P. 259.

distance qui sépare le David ici présenté du David de l'exégèse rationaliste, on se convainc, — ainsi que le dit l'auteur, mais dans un sens un peu différent, — que « la sagesse humaine est courte, que la raison est fragile¹. » Mais, au lieu de sacrifier l'une et l'autre aux préjugés d'un temps dépassé, nous prendrons acte de l'avertissement qui nous est ici donné pour nous montrer de plus en plus sévères et rigoureux dans l'emploi des méthodes avouées par la critique moderne.

Maurice VERNES.

La Ratio castrensis ou l'Intendance du palais impérial, par Émile FAIRON, docteur en philosophie et lettres. (Extrait du *Musée belge*.) Louvain, Peeters, 1898. In-8°, 28 pages.

C'est un travail consciencieux, et qui appartient à cette école épigraphique que forme, avec un rapide bonheur, M. Waltzing. — Dans son livre célèbre sur l'administration impériale (*Untersuchungen*, p. 192 et suiv.), M. Hirschfeld avait proposé de voir dans la *ratio castrensis* l'intendance du palais d'Auguste. L'expression de *castra* pour désigner le palais césarien inquiète M. Mommsen (*Droit public*, t. V de la trad. fr., p. 70) et gêne sa théorie de la dyarchie : comment les empereurs, soucieux de paraître à Rome civils et familiaux, auraient-ils donné le nom de *castra* à leur résidence officielle, au centre matériel de leur pouvoir ? et M. Mommsen suppose que le *procurator castrensis* est l'intendant des voyages impériaux. — M. F. défend la théorie de M. Hirschfeld par de nouveaux arguments et le catalogue des inscriptions relatives à la *ratio castrensis*. — Il n'eût pas été indifférent à l'histoire générale de l'empire romain de rechercher comment Auguste a été amené à accepter ce mot de *castra* pour désigner sa demeure. On pourrait, je crois, résoudre cette question en étudiant les précédents, avant 27, de la *ratio castrensis*, et autour d'Octave et autour des grands de Rome.

C. JULLIAN.

The Romans on the Riviera and the Rhone, a Sketch of the Conquest of Liguria and the roman Provence, by W. H. (Bullock) HALL. London, Macmillan and Co, 1898. In-8°, x-194 pages, 5 plans et nombreux dessins.

C'est un livre agréablement écrit, admirablement imprimé, orné de dessins gracieux et d'un élégant cartonnage. Il y a à faire les plus formelles réserves sur le fond. Dans cette histoire de la Gaule méridionale et de la Ligurie, l'auteur commence à Hannibal, s'arrête à Octave et termine par l'examen de la Voie Aurélienne. Rien ne paraît approfondi,

ni la critique des textes, ni l'examen des ruines et des inscriptions. — Je me demande si sa distinction entre *Ligures capillati* et *Ligures tonsi* ne provient pas d'une mésintelligence d'un texte de Lucain (p. 51); il accepte, sur les souvenirs de Marius en Provence, les pires légendes (p. 117); sa topographie de Marseille antique est erronée, encore que ce ne soit pas la faute de l'auteur, mais des érudits qu'il compile (p. 141); il imprime JULIAM en reproduisant les inscriptions (p. 172); j'en passe bien d'autres. — Sans doute il a visité le pays avec soin et amour. Mais il ne semble pas s'y être attaché à la critique minutieuse des documents anciens. Les constatations qu'il a faites sont d'un autre ordre : à Veynes (p. 91), *an excellent dinner at the railway refreshment room*, à Saint-Jean de Tourves (p. 183), *a nicely furnished sitting room*, à Pourrières, *the daughter of the landlady of the Hotel Silvy* (p. 118). De là, dans ce livre, en dépit d'Hannibal, de Marius et de César, un air de gaieté et une allure personnelle qui en font le principal mérite.

Camille JULLIAN.

LÉON VANDERKINDERE, professeur à l'Université de Bruxelles. **Histoire de la formation territoriale des principautés belges au moyen âge.** 4 vol. petit in-8°, 344 pages. (Extrait du tome VIII, 1898, tome IX, 1899, 5^e série, des *Bulletins de la Commission royale d'histoire de Belgique*.)

La plupart des pays dont M. Vanderkindere s'occupe dans le présent ouvrage constituent le royaume actuel de Belgique; quant aux autres, ils se trouvent aujourd'hui rattachés soit à la France, soit à la Hollande. Ces territoires ne formaient pas seulement pendant presque tout le moyen âge des principautés distinctes, ils étaient répartis entre la France et l'Allemagne, auxquelles l'Escaut servait alors de limite.

Cet état de choses a déterminé les grandes lignes du travail de M. Vanderkindere. Tout d'abord, dans l'Introduction, il étudie les événements du ix^e et du x^e siècle, et montre comment à partir de 925 l'Escaut forme définitivement une partie de la frontière qui sépare la France de l'Allemagne.

Un premier livre, le seul qui ait paru, est consacré aux vicissitudes territoriales par lesquelles a passé le marquisat de Flandre depuis la fin du ix^e siècle jusqu'aux dernières années du xiv^e. Dans un second livre, que nous attendons avec impatience, M. Vanderkindere traitera des principautés belges issues du démembrement de la Basse-Lorraine.

Ce n'était pas une histoire détaillée de la Flandre que l'auteur se proposait d'écrire dans son livre I^{er}. Toutefois, les pertes ou les gains de territoires faits par la Flandre ayant été le plus souvent la conséquence des guerres qu'elle avait eu à soutenir, M. Vanderkindere a été amené

à parler de la politique extérieure des comtes de Flandre, de leurs relations soit avec les seigneurs voisins, soit avec leurs suzerains, rois de France ou rois d'Allemagne.

Rattachée à la France par le traité de Verdun, la Flandre jouissait, on peut le dire, d'une situation privilégiée. La position excentrique de ce pays au nord du royaume et sur le bord de la mer du Nord, les cours d'eau et les marais qui en rendaient l'accès difficile, la langue, un dialecte bas allemand, et les mœurs particulières de ses habitants, tout se réunissait pour l'isoler, pour le rendre étranger à l'état dont il faisait partie, tout induisait ses comtes à se désintéresser des affaires de la France, à s'émanciper de l'autorité de leur suzerain, à s'appuyer sur des princes étrangers, rois d'Allemagne ou rois d'Angleterre.

Après une période d'expansion, qui comprend avec le x^e siècle la plus grande partie du xi^e, nous rencontrons un temps d'arrêt d'environ un siècle. Dans la seconde moitié du xii^e siècle, sous Philippe d'Alsace, la Flandre s'agrandit de nouveau; mais le même prince voit commencer la décadence, qui se continuera jusqu'au milieu du xiv^e siècle: la Flandre décroît alors en étendue et en puissance. Enfin, Louis de Male, le dernier des comtes de Flandre, recouvre quelques-uns des territoires précédemment perdus; de plus, des héritages, qu'il a l'heureuse fortune de recueillir, le rendent maître de plusieurs comtés, sur lesquels n'avait régné aucun de ses prédécesseurs.

De la fin du ix^e siècle au xi^e, la faiblesse des derniers Carolingiens et des premiers Capétiens permit aux comtes de Flandre d'augmenter peu à peu leurs domaines¹. Au début du règne de Baudouin II, fils et successeur de Baudouin I^{er}, la Flandre ne comprenait que les *pagi* du diocèse de Tournai: ce prince fit reconnaître sa suzeraineté au comte de Boulogne. Sous Arnoul I^{er}, le *pagus Atrebatensis* vint s'ajouter à la Flandre.

Au xi^e siècle, c'est sur la rive droite de l'Escaut, en Lorraine, qu'empiètent les comtes de Flandre. Baudouin IV se fait donner en fief par Henri II d'Allemagne Valenciennes, les Quatre-Métiers et la Zélande, ces deux derniers territoires enlevés aux comtes de Westfrise: ainsi se constitua la Flandre impériale. Le même comte s'empare en outre d'une partie du Brabant, qui d'ailleurs ne resta pas longtemps unie à la Flandre, Baudouin I^{er} l'ayant cédée à Hermann, comte de Hainaut²,

1. Sur la Flandre pendant la seconde moitié du ix^e siècle voir le mémoire de M. Vanderkindere intitulé: *Le capitulaire de Servais et les origines du comté de Flandre* (Bulletins de la commission royale d'histoire de Belgique, 5^e série, tome VII, n^o 2).

2. M. Vanderkindere a démontré ailleurs (*Richilde et Hermann de Hainaut*, dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, n^o 7 [juillet] 1899) la fausseté de l'opinion universellement admise, qui fait de Richilde la fille de Régnier V, comte de Hainaut. En réalité, Régnier est le père de Hermann, qui a donc régné sur le Hainaut par droit de naissance. Quant à Richilde, M. Vanderkindere la croit originaire ou de la Haute-Lorraine ou de l'Alsace.

en même temps que Valenciennes. Quand Hermann mourut, Baudouin V fit épouser à Richilde, veuve du défunt, son fils Baudouin (VI), qui réalisa, mais pour peu de temps, l'union de la Flandre et du Hainaut. Robert le Frison, devenu comte de Flandre au mépris des droits de son neveu Baudouin, fils de Baudouin VI et de Richilde, dut lui céder d'abord le Hainaut, plus tard une partie de l'Ostrevant. De Robert II date l'acquisition de la châtellenie de Cambrai, qui sera perdue au *xiv^e* siècle.

Après une assez longue période de repos, la Flandre reprend son mouvement d'expansion vers le milieu du *xiii^e* siècle. Philippe, fils et successeur de Thierry d'Alsace, devient, par son mariage avec Élisabeth (Isabelle) de Vermandois, maître de ce dernier comté, ainsi que de l'Amiénois, du Valois et du comté de Montdidier. Non seulement les possessions de Philippe se trouvaient par là sensiblement accrues, mais leur centre de gravité se déplaçait en même temps pour se rapprocher du cœur de la France, leurs points de contact avec le domaine royal devenaient plus nombreux, et les obligations du comte vis-à-vis du roi son suzerain plus étroites. Toutefois, cet état de choses, qui eût pu exercer une influence considérable sur l'histoire de la Flandre, devait être de très courte durée. Philippe d'Alsace lui-même vécut assez pour en voir la fin. C'est pendant les dernières années du règne de ce prince que commence une ère de décadence, au cours de laquelle la Flandre s'affaiblit et subit des amputations nombreuses.

Philippe-Auguste commença par obliger Philippe d'Alsace, dont il avait épousé la nièce, Isabelle de Vermandois, à lui céder le Vermandois et l'Amiénois. Le comte de Flandre dut en outre se dessaisir du Valois au profit de sa belle-sœur Aenora.

Marguerite, sœur de Philippe, et son mari Baudouin de Hainaut ne purent, après la mort de leur frère et beau-frère, entrer en possession de la Flandre qu'en faisant l'abandon à Philippe-Auguste de l'Artois, du Ternois et du Boulonnais. Comme compensation à ces pertes, le Hainaut fut pour la deuxième fois uni à la Flandre sous Baudouin IX, fils de Marguerite, qui obtint en outre du roi de France la restitution d'une partie de l'Artois.

Mais, bientôt après, de nouveaux revers allaient frapper la Flandre. Jeanne, héritière de son père Baudouin IX, et son mari, Ferrand de Portugal, se virent contraints de renoncer à l'Artois, qui fut constitué en apanage pour Robert, deuxième fils du roi Louis VIII.

Comme s'il ne suffisait pas à la Flandre d'être en butte aux entreprises des rois de France, des discordes intestines devaient pendant de longues années troubler et ensanglanter le pays. Marguerite, fille cadette de Baudouin IX et héritière de sa sœur Jeanne, avait successivement épousé Bouchard d'Avesnes et Guillaume de Dampierre. Les enfants nés de ces deux unions, les d'Avesnes et les Dampierre, se disputèrent les états qu'avait gouvernés leur mère, et la lutte ne fut terminée qu'en 1246 par une sentence arbitrale de saint Louis : le roi attribua la

Flandre aux Dampierre, le Hainaut aux d'Avesnes. Les deux comtés étaient donc de nouveau séparés.

Ces difficultés à peine aplanies, d'autres ne tardaient pas à surgir, résultant de la mésintelligence survenue entre le comte de Flandre Gui de Dampierre, fils et successeur de Marguerite, et le roi de France Philippe le Bel, qui reprenait la politique envahissante de Philippe-Auguste. En 1312, par le traité de Péronne, Robert de Béthune, fils de Gui, abandonna au roi son suzerain la possession des trois châtellenies de Lille, Douai, Béthune (Orchies), qui formaient la Flandre gallicante. En outre, Tournai et le Tournaisis, sur lesquels Philippe-Auguste avait déjà étendu la main, échappent alors à la domination des comtes de Flandre. D'autre part, Robert renonce en 1323 à ses droits de suzeraineté sur la Zélande.

Ainsi, les états des comtes de Flandre s'amoindrissaient de plus en plus.

Pourtant, la seconde moitié du *xiv^e* siècle devait voir une restauration partielle de l'ancien domaine comtal. En 1357, Malines et Anvers étaient rattachées à la Flandre. Douze ans plus tard Louis de Male recouvrait les trois châtellenies de la Flandre gallicante. En 1382 l'Artois lui était rendu, et à cette même date il héritait de la Franche-Comté, ainsi que des comtés de Nevers et de Rethel. L'année suivante Louis de Male mourait, léguant tous ses états à sa fille Marguerite, qu'avait épousée Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, dernier fils du roi de France Jean le Bon.

Alors commence une nouvelle période pour la Flandre et l'Artois, qui vont se trouver unis, sous la domination des descendants de Philippe le Hardi, aux principautés issues du démembrement de la Basse-Lorraine, et constituer avec elles ce que l'on appellera bientôt les Pays-Bas.

Trois appendices terminent le livre I^{er} : l'un d'eux est consacré à l'organisation ecclésiastique de la Flandre, le deuxième aux *pagi* qui avaient constitué ce comté, le dernier enfin aux comtes de Flandre, à ceux de Gand, de Westfrise-Hollande, de Tournai, etc.

On peut regretter que l'auteur n'ait pas cru devoir diviser par grandes périodes son histoire de la formation territoriale de la Flandre, ni écrire un chapitre final, qui eût été le résumé de son travail.

Sur quelques points nous ne nous rallions pas aux conclusions de M. Vanderkindere. Il soutient par exemple (p. 26-27 et 291) que le Cambrésis resta au pouvoir des rois de France de 879 à 925. Or, deux diplômes, l'un d'Arnulf, l'autre de Zwentibold, pour l'église de Cambrai, une monnaie de Zwentibold frappée à Cambrai, démontrent péremptoirement que le Cambrésis dépendait de ces deux princes. Pour la période qui va de 900 à 911, c'est-à-dire pour le règne de Louis l'Enfant, les sources ne nous fournissent aucun renseignement. Nous voyons bien, par deux diplômes de décembre 914, Charles le Simple maître alors du *pagus Cameracensis* : mais, c'est justement à cette date qu'il devient roi de Lorraine.

Saint-Bavon a-t-il appartenu à la Lorraine? Arnoul I^{er} s'est-il reconnu vassal d'Othon le Grand pour le pays de Waës? Malgré M. Vanderkindere, il nous reste des doutes à cet égard, et son argumentation ne nous a pas convaincu.

Abstraction faite de ces réserves, M. Vanderkindere ne mérite que des éloges. Ce n'est ni une compilation qu'il nous a donnée, ni un simple résumé des ouvrages de ses devanciers. Son livre est un travail personnel, basé sur une étude directe et attentive des sources, et qui témoigne d'un sérieux esprit critique. Non content d'avoir rectifié beaucoup d'erreurs, l'auteur a émis sur une foule de points d'ingénieuses et séduisantes hypothèses. En résumé, *l'Histoire de la formation territoriale des principautés belges au moyen âge*, œuvre substantielle et pleine d'aperçus nouveaux, fait le plus grand honneur et à M. Vanderkindere lui-même, et à la science belge, dont il est un des principaux représentants.

R. PARISOT.

La Chronique strasbourgeoise du peintre Jean-Jacques Walter pour les années 1672-1676, texte et traduction annotée par Rodolphe REUSS. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1898. 4 vol. in-8°, 477 pages.

M. Reuss a eu l'heureuse idée de nous donner une partie de la chronique du peintre J.-J. Walter, dont il avait déjà publié quelques chapitres sous le titre : *Strasbourg pendant la guerre de Trente ans*. La présente édition contient l'histoire de Strasbourg de 1672 à 1676. Pendant cette période, l'Alsace est un des principaux champs de bataille où se rencontrent Français et Impériaux. La Chronique enrichira de quelques détails nouveaux l'histoire des campagnes de Turenne. Mais tel n'est pas son principal intérêt. Elle est surtout précieuse parce qu'elle nous initie à la vie strasbourgeoise et nous peint les sentiments des habitants.

L'autonomie de la petite république est, dès ce moment, gravement menacée. La catastrophe approche, et Walter, qui la redoute, en éprouve une grande tristesse. Aussi ne cache-t-il pas son antipathie pour ces « maudits Français » (*gottlose Frantzosen*), antipathie que n'inspire d'ailleurs aucun patriotisme germanique, car, à l'époque où il redoutait l'ambition de Ferdinand II, il ne cessait d'invectiver les « mécréants d'Impériaux. » Les Strasbourgeois du xvn^e siècle n'ont d'amour que pour leur petite patrie.

On excuse du reste l'amertume du chroniqueur, quand on lit les dévastations effroyables de l'armée de Turenne : partout où elle passe, les moissons sont détruites, les villages et les petites villes, pillés et brûlés. Les Impériaux se conduisent aussi mal, et Walter, très impartiallement, constate leurs méfaits. A tout instant, la banlieue de Strasbourg est traversée par des troupes de l'une et l'autre nation. Les pay-

sans terrifiés se réfugient dans la ville, qu'ils encombrement. De là, des famines et des épidémies, qui enlèvent une partie de la population. Puis, c'est la ruine pour les bourgeois; plus de commerce, plus de travail; et pour garder la ville d'une surprise, les habitants sont obligés d'entretenir une garnison qui leur coûte fort cher. Telles étaient les souffrances inouïes provoquées par la guerre; les réformes d'un Louvois ne la rendaient pas moins inhumaine.

Henri SÉE.

**Friedrich des Grossen Anschauungen vom Kriege in ihrer
Entwicklung von 1745 bis 1756. (Herausgegeben vom Gros-
sengeneralstabe.)** Buchhandlung Mittler und Sohn. Berlin, 1899.

Le grand état-major allemand a donné un nouveau fascicule de l'Histoire de Frédéric II, dans lequel il étudie le développement que prirent durant la période de paix, c'est-à-dire de 1745 à 1756, les conceptions du roi sur l'art de la guerre. Dans l'introduction, il montre l'étude patiente des méthodes de guerre que fit le grand roi durant cette période de paix de dix ans, qui fut la plus féconde pour son génie militaire. Sans négliger le perfectionnement de l'instrument de la guerre, de l'armée, Frédéric II, par des études constantes, s'appliqua à perfectionner les méthodes. Ses idées subirent de profonds changements et le grand état-major en relève les traces dans les différents écrits qu'il publia à cette époque.

L'ouvrage aborde ensuite l'exposé des idées de Frédéric sur la tactique des différentes armes, en débutant par les généralités. Dans ses écrits, le roi fait ressortir d'une façon toute particulière l'importance de la tenue des troupes dans le combat. « L'instruction de nos troupes, dit-il, nécessite une constante application..., elles doivent être maintenues dans une discipline exacte..., depuis l'officier jusqu'au soldat, aucun ne raisonne, tous exécutent sans discuter ce qui leur est ordonné. » Il en découle pour Frédéric deux principes essentiels; d'abord la conviction que des troupes sont d'autant plus faciles à conduire, d'autant plus manœuvrières, que leur instruction et leur discipline sont plus parfaites, ensuite l'opinion que les troupes prussiennes peuvent toujours le disputer à un ennemi même supérieur en nombre. Frédéric II en arrive ainsi à insister sur l'instruction à donner dès le temps de paix; ce fut lui, dit le grand état-major, qui, le premier, comprit la nécessité de préparer l'armée à la guerre pendant les périodes de paix. « Quant à l'armée en général, dit le roi, il est sûr que c'est l'ordre qui décide de la supériorité, » et, pour maintenir l'ordre, il pensait en trouver le moyen dans l'emploi intelligent du terrain, dans le maintien des troupes en masse durant le combat, enfin dans la rapidité et dans la précision des mouvements. Tel fut le sens des manœuvres qu'il fit exécuter avec un développement inconnu jusqu'à lui et d'après lesquelles il se façonna, lui et ses généraux.

Frédéric II chercha à se rendre indépendant du terrain qui, à cette époque, jouait un bien trop grand rôle. Il vit que le succès ne résidait pas dans la prise de places plus ou moins fortifiées, mais dans l'offensive. « Un ennemi qui veut éviter le combat, dit-il, cherche son avantage dans un terrain de difficile abord. » Conjointement avec la nécessité de rechercher des terrains de combat libres, il crut à celle de conserver les troupes en formations denses. Il avait aussi constaté l'importance du feu. Enfin, un des plus puissants outils de la supériorité des troupes prussiennes était, tout en maintenant l'ordre, de leur assurer la plus grande mobilité possible.

Les méthodes nouvelles par lesquelles Frédéric II chercha à assurer la supériorité de ses troupes consistèrent donc avant tout dans le combat, c'est-à-dire qu'elles furent surtout des méthodes tactiques. Ni la situation, ni l'époque à laquelle il vivait ne lui permirent l'emploi de méthodes de guerre stratégiques. Quand Frédéric II conçut l'idée de chercher à l'avenir « plus rapidement la décision de l'affaire, » il ne pouvait alors atteindre ce but que par l'offensive tactique.

Viennent ensuite les idées du roi sur l'utilisation du terrain par l'infanterie, sur l'attaque des villages et des positions; partout Frédéric recommande l'offensive. Il en est de même pour la cavalerie. « Dans toutes les batailles en terrain favorable, la cavalerie doit aussitôt attaquer l'ennemi..., l'attaque de la cavalerie doit se faire d'abord au trot, ensuite au galop, finalement à la charge..., il faut que toute la ligne de cavalerie attaque l'ennemi avec la même impétuosité et non par échelons successifs..., l'attaque sur les flancs est la plus sûre et la plus rapide. » Le roi conçut aussi la pensée de corps mixtes d'infanterie et de cavalerie en étroite liaison, l'infanterie ayant pour but d'ébranler l'ennemi, la cavalerie de le rompre. Ces formations furent souvent expérimentées aux manœuvres, elles ne trouvèrent que rarement leur emploi à la guerre.

Quant à l'artillerie, elle ne joue qu'un rôle tout à fait secondaire dans les écrits du roi de 1745 à 1756. Il pose cependant en germe le principe de la lutte d'artillerie.

Les idées de Frédéric II sur la tactique dans le combat ont une importance capitale. Si le roi se préoccupe dans cette période de paix de dix ans de perfectionner l'armée, l'instruction des différentes armes, il savait aussi que les bonnes troupes ne suffisent pas. Aussi se préoccupait-il non moins de la grande tactique, c'est-à-dire de la conduite de la bataille. Dans cet ordre d'idées, 1745 marque une transition bien nette; en 1756 il avait une tout autre idée de la bataille que celle des premières guerres.

A l'avènement du roi, la bataille était presque toujours « parallèle; » la disposition des troupes consistait dans un nombre plus ou moins grand de lignes d'infanterie, avec la cavalerie sur les flancs. Le chef cherchait le succès uniquement dans la marche du combat proprement dit, dans la lutte des combattants. Frédéric II comprit que le succès

devait être obtenu par l'utilisation du terrain, par la disposition du combat, en un mot par la manœuvre. C'est au chef qu'il appartient de choisir le lieu, le temps, de reconnaître le côté faible de l'ennemi. Admettre que l'idéale bataille parallèle est la règle, était une grande erreur. L'attaque sur le flanc de l'ennemi, la menace sur une aile pour porter tout son effort sur l'autre, etc..., tels sont les procédés que le roi recommande. La résolution de combattre étant prise, il faut passer aux moyens de l'exécuter avec succès, et ces moyens, dit-il, consistent dans la manœuvre, qui dépend du coup d'œil du chef. « La décision à la guerre, ajoute-t-il, ne s'obtient que par des batailles et on ne la finit que par là. » Frédéric II ne veut pas de la guerre de positions telle qu'on l'entendait alors. « Je l'ai déjà dit, et je le répète, je ne voudrais jamais me mettre dans un retranchement à moins qu'un malheur épouvantable ne m'y obligeât. » Le roi ne veut livrer que des batailles offensives. Il ne veut pas de l'attaque durant la nuit, car l'obscurité amène le désordre, mais il recommande la marche d'approche pendant l'obscurité, et l'attaque au point du jour. « Le grand art d'un général, dit-il, consiste à bien connaître le terrain, à profiter de tout ce qu'il a de favorable pour lui, à savoir faire sa disposition convenable pour chaque occasion... Il y a des généraux qui disent qu'il faut attaquer par son centre une armée postée..., ils disent qu'en rompant le centre vous séparez toute l'armée..., moi je le répète, j'approuve toutes les façons d'attaquer, pourvu qu'elles aillent au lieu où l'armée est le moins bien garnie et où le terrain la favorise le moins. » Il faut y joindre la surprise, c'est-à-dire la rapidité des mouvements. « L'action, ajoute-t-il, doit être générale, parce que vous devez donner partout de l'occupation à vos ennemis, afin qu'ils ne fassent pas de mouvements qui vous soient dangereux. »

Frédéric II trouve dans l'ordre oblique une forme avantageuse pour obtenir la victoire. Il avait remarqué que les flancs des armées d'alors étaient très vulnérables. « La grande règle à la guerre, dit-il, est d'assurer ses flancs et ses derrières, et de gagner les flancs de l'ennemi. » Le roi n'employait pas l'ordre oblique comme une forme schématique, mais l'adaptait aux différentes circonstances. Il indique aussi la surprise comme un des points les plus importants à rechercher et il pense l'obtenir par la rapidité des mouvements.

Frédéric II se propose aussi d'utiliser la victoire. Les batailles à cette époque n'apportaient pas en général une solution définitive; le vaincu se retirait dans une position fortifiée ou derrière des retranchements. Le roi cherche à profiter des avantages de la victoire par la poursuite. « Une bataille qui ne se donne pas pour terminer la guerre devient une effusion de sang inutile..., il faut poursuivre l'ennemi quelques jours, surtout le jour de la bataille. »

Les idées de Frédéric II sur la stratégie ne sont pas moins intéressantes. A cette époque, les armées étaient peu mobiles et liées à leurs magasins, les guerres longues. « Il ne convient pas, dit le roi, de trainer les choses

en longueur, car une guerre longue rompt notre admirable discipline, dépeuple le pays, épuise nos ressources. » A cause de la durée de la guerre, la question des approvisionnements était une des plus importantes; il réorganisa les magasins, et sut utiliser le ravitaillement sur place. L'ouvrage donne encore les idées de Frédéric II sur la conduite à tenir vis-à-vis des habitants, sur l'organisation des magasins, sur les fourrages et les transports, et enfin sur la reconnaissance du théâtre d'opérations. Quelques réflexions suivent sur la petite guerre, les opérations faites par des détachements. « Les officiers qui commandent des détachements, dit le roi, doivent être fermes, hardis et prudents; leur chef leur donne des instructions générales, à eux de prendre ensuite conseil d'eux-mêmes suivant ce qu'exige la situation. »

Les formations pour les rassemblements furent aussi l'objet de l'attention du roi. Dans son principal écrit militaire, « *General Principia*, » aussitôt après le chapitre des subsistances et avant celui des marches, Frédéric II parle des camps. Il n'est pas partisan des camps retranchés qui, à cette époque, jouaient un rôle prépondérant à la guerre; il veut des camps « offensifs, » c'est-à-dire libres sur leur front, couverts sur leurs flancs.

Les mouvements des troupes étaient alors très lents; Frédéric II se préoccupa beaucoup des marches, loin de l'ennemi et près de l'ennemi. Les mouvements en retraite sont aussi l'objet de ses réflexions, ils lui paraissent tous difficiles. Il recommande de dérober la marche à l'ennemi par la ruse. Quelques réflexions suivent sur le passage et la défense des rivières.

La guerre de forteresse jouait au XVIII^e siècle un très grand rôle. Mais il comprit que cette guerre était loin de donner des résultats aussi décisifs et aussi rapides que la guerre en rase campagne, la destruction des forces ennemies.

Au point de vue tactique, Frédéric II montra donc qu'il fallait chercher la solution sur le champ de bataille; au point de vue stratégique, les conditions de l'époque lui imposaient des limites. Le roi proscrivait les guerres d'hiver.

Frédéric II veut la guerre offensive. « Je crois, dit-il, qu'un homme raisonnable, dans le calme des passions, ne commence jamais une guerre où il est obligé dès le commencement d'agir défensivement; on a beau étaler de grands sentiments, toute guerre qui ne mène pas à des conquêtes affaiblit le victorieux et énerve l'État. » Son but est d'ouvrir la guerre par une offensive vigoureuse, afin d'en terminer au plus tôt, mais ce n'est pas seulement la guerre de conquête qu'il veut conduire offensivement, mais aussi la guerre défensive. « Une défensive bien conduite, dit-il, doit avoir toutes les apparences d'une guerre offensive. »

Frédéric II envisage ensuite le cas où la Prusse viendrait à être en guerre avec plusieurs puissances supérieures en nombre. Dans ce cas, sa manœuvre consiste à laisser un léger rideau sur les théâtres d'opé-

rations les plus éloignées, à rassembler toutes ses forces pour battre l'ennemi le plus rapproché, et ensuite par des marches rapides à prendre l'offensive sur les points les plus menacés, en un mot à manœuvrer par lignes intérieures pour battre l'ennemi en détail. Dans ces conditions l'art de conduire la guerre acquiert une importance considérable.

Si l'on étudie les idées émises par Frédéric II dans la période de paix qui s'étend de 1745 à 1756, on peut les résumer ainsi, dit l'ouvrage dans sa conclusion :

Au point de vue tactique, l'offensive à tout prix. Frédéric II cherchera, dans les guerres qui vont suivre, à obtenir la solution par la puissance du choc de l'infanterie et de la cavalerie. Mais avec des troupes instruites aux formations linéaires, il n'était pas facile, par une attaque de front, ni d'obtenir un résultat pleinement décisif, ni d'assurer la poursuite. Aussi cherche-t-il un ordre de bataille lui permettant d'obtenir ce résultat décisif, même avec des formations linéaires, et il le trouve dans l'ordre oblique, c'est-à-dire par l'attaque de la partie la plus faible de l'ordre de bataille des armées d'alors, qui était l'une des ailes.

Au point de vue stratégique, Frédéric II s'était également décidé pour l'offensive. En résumé, le nouveau fascicule de l'Histoire de Frédéric II que donne le grand état-major allemand mérite d'être lu et médité.

Frédéric II, dans la mise en œuvre de moyens d'action qui ne dépassaient guère ceux de ses adversaires, fit intervenir sa personnalité propre; il saisit le premier l'idée féconde de la manœuvre qui deviendra la base des conceptions napoléoniennes. Les adversaires restent rivaux à leurs positions; il va à eux par une offensive hardie. Au lieu d'attaquer l'ennemi front contre front, il cherche son point vulnérable et y porte tout son effort. S'il ne sut pas s'affranchir de la gêne des magasins, il trouva cependant un moyen terme en utilisant aussi la vie directe sur le pays partout où il le put. Mais il procède toujours de la tactique linéaire, qu'il utilise, il est vrai, avec une grande adresse.

On a pu dire que Frédéric II a mérité d'être appelé le précurseur de Napoléon, mais il n'a été qu'un précurseur dans un art auquel le maître qu'était Napoléon devait donner une ampleur inimitable.

Barthélemy POCQUET. *Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*. T. I : *la Démission du Parlement*. T. II : *le Procès*¹. Librairie Perrin. 2 vol. in-8°. 1890.

Annoncé depuis plusieurs années déjà et destiné à venger les États et le Parlement de Bretagne des appréciations peu favorables que M. Carré d'abord, et moi ensuite, avions portées sur ces corps trop

1. Un troisième volume, intitulé : *la Réhabilitation*, est annoncé comme devant paraître prochainement.

vantés, l'ouvrage de M. Pocquet vient enfin de paraître. Il apporte dans le débat quelques pièces nouvelles : M. Pocquet a dû en effet à la légitime notoriété dont il jouit en Bretagne, peut-être aussi un peu à ses sentiments très bretons, d'avoir l'accès de certains dépôts particuliers d'archives qui, pour moi, avaient été inaccessibles. Mais il n'apporte aucun fait nouveau, et les textes qu'il cite confirment purement et simplement ce qui était déjà connu. Les dossiers les plus secrets et les plus ultra-secrets ont été maintenant vidés, opération d'autant plus facile qu'ils étaient à peu près vides; il n'y a pas apparence que l'on apprenne désormais rien de nouveau sur l'« Affaire de Bretagne » ; on continuera à discuter sur l'interprétation des faits, mais les faits eux-mêmes sont acquis.

Du propre aveu de M. Pocquet, qui, à défaut d'impartialité, a du moins une certaine franchise, une foule de légendes accréditées au siècle dernier par la fureur de ces libellistes qui dénaturaient l'histoire du duc d'Aiguillon « avec une injustice passionnée » (le mot n'est pas de moi, il est de M. Pocquet, I, 31) s'évanouissent définitivement. Calomnie, la prétendue lâcheté du duc d'Aiguillon à Saint-Cast; calomnie, ses prétendues vexations dans la réforme des milices garde-côtes; calomnie, ses intrigues en faveur des Jésuites; calomnie, le voyage du duc à Saint-Malo auprès des juges de M. de la Chalotais, et l'échafaud dressé nuitamment pour le supplice de l'illustre procureur général; calomnie, la servilité du « bailliage d'Aiguillon » envers le commandant¹. En revanche, M. Pocquet le reconnaît, je ne calomniais pas ce Parlement de Bretagne (qu'il s'obstine néanmoins à nous représenter comme un corps respectable, auguste, tout pénétré du sentiment de ses devoirs), quand je le déclarais coupable de s'être opposé, par pure humeur et par susceptibilité déplacée, à une affaire évidemment favorable à la province²; je ne calomniais pas M. de la Chalotais en constatant qu'il s'était laissé aveugler par l'amour-propre paternel en voulant faire de M. de Caradeuc un procureur général : qu'il avait agi avec duplicité lors de l'enregistrement de la déclaration du 21 novembre 1763, origine de toute l'affaire de Bretagne : avec une conviction médiocre dans l'affaire des Jésuites, des constitutions desquels il est désormais prouvé qu'il « s'embarrassait peu³. » En vérité, M. Pocquet est pour moi un contradicteur bien précieux; à tout instant il me confirme (bien qu'il évite avec soin de le dire, et qu'il ne me cite jamais que pour me combattre), et il y a dans son ouvrage, pour qui voudra le lire d'un peu près, de quoi se faire sur ces événements

1. M. P. devrait bien ne pas tant s'indigner de mon appréciation relative à l'indépendance du bailliage d'Aiguillon, puisqu'un peu plus loin (t. II, p. 393-400) il est amené lui-même à la partager.

2. Rachat des domaines et contrôle en 1759.

3. L'authenticité de la lettre très suggestive où M. de la Chalotais s'exprimait ainsi était considérée comme presque certaine; il n'y a plus place maintenant pour aucun doute, M. P. en ayant vu l'original.

une opinion qui sera contraire à la sienne et qui sera, je persiste à le croire, l'opinion juste.

Si nous sommes en effet d'accord sur plusieurs points, il en est d'autres, et d'essentiels, sur lesquels nous différons entièrement d'avis, et notamment sur l'origine même de l'affaire. M. P. en attribue tout le tort à la haine personnelle de d'Aiguillon contre La Chalotais; il ne veut pas voir que les premières attaques sont venues de ce dernier. Il juge invraisemblable et absurde qu'un procureur général de province ait pu songer à perdre un duc et pair qui lui était devenu odieux. Ce n'est ni invraisemblable ni absurde : c'était même très facile, et on venait d'en voir la preuve à Grenoble, à Rouen, à Toulouse; dans sa lettre du 11 février 1764, document capital sur lequel M. P. glisse beaucoup trop légèrement, M. de la Chalotais énumère avec complaisance tous les triomphes que les Parlements viennent de remporter, constate qu'ils tiennent à Paris le haut du pavé, et s'exprime en homme qui a le sentiment de sa force et de la faiblesse de son adversaire. Les faits, d'ailleurs, venaient de parler avec une clarté évidente : la nomination de M. de Caradeuc, obtenue par M. de la Chalotais contre tous les efforts du duc d'Aiguillon, prouvait bien lequel des deux adversaires avait alors le plus de crédit à Versailles.

M. P. ne voit pas plus juste dans ce qu'on pourrait appeler la question constitutionnelle, et il importe ici d'autant plus de dissiper l'équivoque derrière laquelle il s'abrite que, selon lui (et c'est son argument de prédilection), la Bretagne avait pour elle, à l'origine de tout le débat, un droit parfaitement établi. Il pense que la perception des sols pour livre des droits des fermes générales du roi (et il s'agit ici de droits de douane, surtout de droits de douane perçus à Nantes), avant consentement des États, était illégale, contraire au pacte de 1532, à l'édit de 1579, aux contrats passés à chaque session entre les États et les commissaires du roi; que les États avaient par conséquent le droit de faire opposition à cette levée au Parlement, et le Parlement le devoir de l'accueillir. Plaçons-nous à son point de vue et admettons avec lui que ces privilèges de la Bretagne fussent intangibles et sacrés¹. La question serait précisément d'établir s'ils trouvaient leur application dans un cas où il s'agissait d'impôts levés, non pas sur la province et ses habitants, mais sur des marchandises, alors même que ces mar-

1. Si révoltants qu'ils fussent d'ailleurs pour la raison : on ne peut guère qualifier autrement un régime qui soustrayait quelques provinces, et la Bretagne surtout, à des charges qui par là même se trouvaient aggravées pour les autres. On ressasse perpétuellement cet argument que grâce à ce régime la Bretagne ne payait en moyenne que 12 l. 10 s. par tête, alors que les autres provinces payaient plus du double; on conçoit que les Bretons s'en accommodaient, mais les Français, qu'avaient-ils le droit d'en penser? En Bretagne même le tiers, très surchargé lui-même et écrasé par la noblesse, avait-il tant lieu de s'en réjouir? Il prouva bien que non aux approches de 1789.

chandises ne faisaient que traverser la Bretagne¹. La prétention des États était à la fois contraire à la raison, puisqu'il en aurait résulté que leur compétence se serait étendue à des objets étrangers à leur province; à l'équité, puisqu'elle aurait abouti à ceci, que des droits perçus dans les autres ports du royaume ne l'auraient pas été dans les ports bretons, au grand préjudice des premiers; et aux précédents, car le principal de ces droits, et à plus forte raison les sols pour livre additionnels, n'avaient jamais été soumis au consentement des États, et, s'ils avaient dû l'être, ce n'était pas en 1764 que les États auraient dû faire, à propos de la violation de leur droit, un éclat violent, c'était à chacune de leurs sessions antérieures, notamment depuis 1718, date de la création, sans leur concours, de 4 sols pour livre. Tout ce qu'a dit M. P. pour justifier à cet égard la conduite des États et du Parlement est sans portée. Il a évité avec soin toute allusion à un fait encore plus gênant pour la thèse qu'il soutient, à savoir que l'imposition des garnisons, levée chaque année sans consentement des États et sans que le Parlement eût aucun égard à l'opposition que les États faisaient devant lui, constituait une bien plus grave et bien plus flagrante infraction aux privilèges de la province. Si le seul souci de les défendre avait animé les meneurs du Parlement en 1764 et 1765, comment expliquer cette extrême susceptibilité à propos d'un droit au moins très douteux et cette sereine indifférence à l'égard d'un droit très bien fondé et d'une obligation incontestable? Grossière contradiction, qui n'était pas inaperçue des contemporains eux-mêmes, que j'ai mentionnée, et dont il est fâcheux, mais non surprenant, que M. P. s'abstienne de donner aucune explication.

Pour quitter ces contestations juridiques (et ce n'est pas moi, ce sont les historiens hostiles à d'Aiguillon qui ont toujours aimé à amener la discussion sur ce terrain) et en supposant que la question de droit fût tranchée en faveur des États et du Parlement, il n'en résulterait en

1. Cela était si vrai que celles des marchandises qui, après avoir acquitté les droits de prévôté de Nantes, ne séjournaient pas en Bretagne, étaient ensuite admises dans l'étendue des cinq grosses fermes en franchise de tous droits. (La Garde, *Traité historique des droits du souverain*, II, 469.) Les remontrances que le Parlement de Paris présenta au roi le 6 septembre 1765, dont M. P. prétend tirer un argument, prouvent au contraire contre lui. Il n'en cite que la partie qui lui convient, et il s'abstient d'indiquer qu'aux yeux du Parlement lui-même il était douteux que l'opposition des États à la perception des droits de douane fût légale : « Votre Parlement, disait-il, ne dissimule pas néanmoins que des réflexions ultérieures sur le détail des objets contenus dans la déclaration du 21 novembre 1763 pourraient porter à y admettre quelques distinctions et donner lieu de douter si la règle générale..... est réellement applicable aux droits de traite qui paraîtraient se percevoir beaucoup moins sur les Bretons que sur les étrangers ou sur les habitants des autres provinces du royaume au commerce desquelles la Bretagne ne sert que d'entrepôt. »

aucune manière que d'Aiguillon ait été, comme le répète constamment M. P., l'adversaire implacable de la constitution bretonne, puisqu'il s'est fait précisément auprès du ministère, surtout en cette circonstance, l'apologiste des prétentions des États, qu'il a conseillé, par prudence, de se prêter à leurs susceptibilités, et fait de vives instances pour obtenir l'autorisation de leur demander leur consentement à ces fameux sols pour livre, autorisation qu'il n'obtint pas ou qu'il obtint trop tard. M. P., fidèle à son parti pris de laisser ignorer à ses lecteurs tout ce qui peut contredire sa thèse, laisse de côté ce point, de même qu'il ne cite pas les lettres, cependant typiques, par lesquelles ce prétendu despote s'efforçait, en 1760 et 1762, de modérer les exigences pécuniaires du contrôleur général, et cela jusqu'au point presque de se brouiller avec lui.

On insiste et, pour prouver le patriotique dévouement de ces magistrats turbulents et de ces bastionnaires entêtés, on se retranche derrière cet argument qu'ils ne gagnaient rien à la lutte, qu'ils affrontaient au contraire l'exil, la prison, que tout au moins ils se privaient des grâces et des faveurs réservées aux fonctionnaires dociles et aux députés bien pensants. On parle de l'influence que possédait dès cette époque « l'administration, » et on veut, bien entendu, que cette influence ait été mise tout entière au service du duc d'Aiguillon. On fait de lui le conseiller toujours écouté, l'inspirateur suprême des décisions du gouvernement, le dispensateur souverain des punitions et des récompenses. C'est un audacieux défi à la vérité historique. Pour quelques faits qui justifient cette manière de voir, une foule d'autres la contredisent absolument. L'influence de Choiseul, ennemi déclaré ou plutôt rival perfide de d'Aiguillon, était celle qui l'emportait; Laverdy entretenait avec les pires adversaires du commandant une correspondance secrète et familière, ce dont, d'ailleurs, il n'eut pas à se louer; Jarente opposait systématiquement la sourde oreille à ses recommandations pour la distribution des bénéfices; Saint-Florentin lui-même, loin d'être, comme on l'a dit, l'âme damnée de d'Aiguillon, n'était pour son neveu qu'un appui fort douteux, fort inconstant, et, en tout cas, jamais tout-puissant. On cite des cas où d'Aiguillon rédigea des réponses royales ou fit prendre des décisions graves; on devrait, pour être impartial, citer aussi ceux où des décisions non moins graves furent prises sans son avis, voire même contrairement à son avis. La vérité est que ce gouvernement, capable, au besoin, de violences, mais incapable d'énergie, ne faisait peur à personne; on le savait incohérent, faible, divisé, toujours prêt à acheter la paix en sacrifiant ses agents et en faisant amende honorable à ses adversaires. On risquait peu à le combattre: ses prisons n'étaient jamais bien closes, les exils qu'il prononçait n'étaient jamais bien durables, les coups d'autorité qu'il frappait n'étaient jamais bien assénés. Quelle force, au contraire, dans ce parti parlementaire, étroitement uni dans tous les points de la France, immuable dans sa politique, implacable dans ses ressentiments,

terrible dans ses vengeances, disposant de l'opinion publique, constamment sorti vainqueur, depuis dix ans, des démêlés qu'il avait eus avec la couronne ! En Bretagne, notamment, on pouvait voir à chaque session d'États, et on vit plus clairement encore dans la grande crise parlementaire de 1765, s'il ne fallait pas plus d'indépendance et de courage pour rester à l'écart d'une opposition passionnée et turbulente que pour prendre place dans ses rangs.

Mais, pour rétablir sur ces différents points la vérité gravement altérée par M. P., il ne faudrait rien moins que refaire toute cette histoire. Je ne puis ici que signaler quelques principes étranges de M. P. en matière de critique historique et examiner quelques-uns des reproches qu'il m'adresse.

L'historien, dit-il, ne doit pas être un avocat qui défend une cause, mais un juge qui prononce, et il doit prononcer en ayant toujours sous les yeux les pièces contradictoires. Rien de plus juste, et personne n'y contredira. Mais il a d'autres obligations encore : comme ces pièces contradictoires ne sont pas toutes également bien renseignées, ni également probantes, ni également sincères, il doit se demander, à propos de chacune d'elles, quelle est la valeur qu'il convient de lui attribuer. Il doit, par exemple, se rappeler que la vérité a plus de chance de se rencontrer dans des lettres écrites le jour même où un événement s'est accompli que dans des pièces postérieures de plusieurs années, dans des documents destinés à rester secrets que dans des écrits faits en vue de la publicité et dans des œuvres de polémique. A ces principes élémentaires de la critique historique, M. P. a substitué celui-ci : que d'Aiguillon et ses amis doivent nécessairement être suspectés de mensonge et que ce soupçon ne saurait effleurer les gens du parti opposé. Je n'exagère pas ; cette singulière théorie s'étale naïvement (I, 53), et, là même où elle ne s'étale pas, on sent que l'historien s'en inspire¹. Il est toujours porté à ajouter foi à ce que « les patriotes bretons » ont jugé bon de dire eux-mêmes de leurs actes ou de leurs desseins. Il

1. Je dois ajouter, car je tiens à être juste envers M. P., qu'il viole souvent lui-même une règle aussi déraisonnable et qu'il fait de larges emprunts, au besoin, à la correspondance de d'Aiguillon et des siens. Alors ?

Bien entendu, M. P. m'adresse le reproche inverse et me blâme d'avoir « suivi le *Journal du commandement du duc d'Aiguillon*, destiné à défendre et à justifier ses actes » (I, 132). Je ne l'ai pas suivi, je l'ai consulté, et en cela j'ai fait mon devoir d'historien, comme M. P. l'aurait certainement fait lui-même s'il avait eu la possibilité (et il l'aurait eue s'il n'avait tenu qu'à moi) de connaître ce document. J'ajoute que j'y ai pris très peu de chose, par la raison que ce *Journal* se borne le plus souvent à reproduire les lettres écrites par le duc à la cour, lors des sessions d'États, et qui se trouvent à la disposition de tous les curieux, aux Archives nationales. Il y a ajouté, çà et là, quelques détails que je n'ai admis que lorsqu'ils étaient corroborés par d'autres témoignages non suspects, et quelques appréciations personnelles qu'il m'est arrivé de citer, mais toujours en en indiquant la provenance et en mentionnant la suspicion légitime dans laquelle il convient de les tenir.

ne lui vient pas par exemple à l'esprit (I, 466-467) que certaine lettre très compromettante de La Chalotais à son fils, de l'existence de laquelle les aveux de celui-ci ne permettent pas de douter sérieusement, dut être prestement détruite et que c'est pour cela qu'elle ne figure pas au procès. Même confiance imperturbable dans la sincérité de M. de la Chalotais relativement au célèbre incident du cure-dent. On a ici, d'une part, l'affirmation de l'illustre prisonnier que ses fameux *Mémoires* (dont le premier est du 15 janvier 1766) furent écrits avec un cure-dent, au moyen d'encre faite de suie et de vinaigre, sur des enveloppes de sucre et de chocolat; on a, d'autre part, trois faits positifs tendant à prouver que M. de la Chalotais avait à cette date à sa disposition, contrairement aux instructions rigoureuses de Saint-Florentin, encre, plume et papier ordinaires; ce sont : 1^o que lors du passage de M. de la Chalotais à Rennes (18, 19 et 20 décembre 1765) un jeune Cordelier avait déposé dans la paillasse du prisonnier force plumes, encre et papier et que cela avait réussi; 2^o que lors de la première perquisition qui ait été faite au château de Saint-Malo dans la chambre de M. de la Chalotais, et qui est du 31 janvier 1766¹, on trouva deux feuilles de papier blanc et d'autres feuilles chargées de notes écrites en vue de sa défense; 3^o que mainte communication s'établit entre le prisonnier et le dehors grâce à la complicité universelle de la ville, même de la garnison du château. Tout cela, ce sont des faits acquis, certains, non contestés par M. P. lui-même; cela ne l'empêche pas de conclure que M. de la Chalotais a dit vrai et de malmener fortement ceux qui comme moi ont osé élever de très grands doutes sur la véracité du procureur général et s'attaquer à la fameuse légende du cure-dent.

J'abuserais de la patience du lecteur si je relevais toutes les critiques que, presque à chaque page de son volumineux ouvrage, m'adresse M. P. On me permettra cependant d'en montrer la légèreté, pour ne pas dire plus, par quelques exemples.

T. I, p. 69, M. P. s'exprime de façon à me faire imputer le tort, qui serait grave, d'avoir tronqué perfidement une citation. Il tombe précisément dans le travers qu'il me reproche, car il ne dit pas que le membre de phrase dont il critique l'absence se trouve mentionné par moi formellement, et dans toute la plénitude de son sens, immédiatement après les guillemets. Oui, il est entendu que la route en question, à laquelle M. de la Chalotais avait des raisons personnelles de s'intéresser, était

1. M. P. mentionne cet incident, mais avec beaucoup de brièveté et peu d'exactitude; il ne dit pas, notamment, qu'on découvrit du papier blanc. Voici ce qu'il dit, II, 227, n. 1 : « On saisit jusque dans ses poches des papiers sans intérêt et des notes préparées pour sa défense. » Et voici ce que dit le procès-verbal de l'officier chargé de la perquisition : « Étant entré dans la chambre du sieur de la Chalotais et lui ayant expliqué le sujet de son transport, le sieur de la Chalotais lui a remis sept pièces de papier qui consistent en deux feuilles de papier blanc, deux lettres missives, etc. »

aussi d'utilité publique. Qu'on se réfère à la note 3 de la p. 79 de mon livre *la Bretagne et le duc d'Aiguillon*, et l'on verra s'il était possible de le dire plus nettement.

T. I, p. 257. C'est dénaturer ma pensée que de m'imputer cette assertion, à propos de la journée historique du 19 novembre 1762, que les seuls documents dignes de foi soient les lettres du duc et de ses amis. J'ai dit, ce qui est bien différent, que les seuls documents sûrs sont les lettres écrites immédiatement après l'événement, avant que les passions l'aient défiguré et que la légende ait eu le temps de se former. Au reste, M. P. pense comme moi qu'il n'y a pas lieu de douter que la conduite du duc d'Aiguillon dans cette circonstance ait été telle qu'il l'a rapportée : et il reconnaît que celui qui a menti à propos de cette séance, c'est M. de la Chalotais. Son indignation se comprend donc mal : nous sommes ici du même avis.

T. I, p. 377, 430. M. P. n'a pas réussi à découvrir, dans le quatrième mémoire de M. de la Chalotais, divers passages auxquels je fais allusion, et qui font médiocrement honneur à la véracité ou à la sincérité de l'auteur. Ils ne sont cependant pas difficiles à trouver, et les voici : P. 3. « Le commandant, voyant que cet acte pouvait causer du trouble, laissa partir le procureur-syndic pour le porter au Parlement de Rennes, ce qu'il eût pu aisément empêcher, s'il l'eût voulu, mais il était bien aise de brouiller. » — P. 5 : « Ces troubles (de Bretagne) ont pour objet et pour principe de savoir si le Parlement a pu se plaindre de l'administration des grands chemins, car on n'a pas même examiné si ces plaintes étaient fondées ou si elles ne l'étaient pas. » — Et p. 6 : « Le fait même (de ces plaintes) ne fut pas discuté. Il ne fut ordonné et il ne fut fait ni enquêtes, ni procès-verbaux. Tout fut étouffé par l'autorité et par des ordres surpris à la religion de Sa Majesté. » Or, de ces deux reproches, le second est calomnieux, puisqu'il fut fait précisément une enquête, et une enquête très probante, quoi qu'en dise M. P. : quant au premier, il présente cette particularité curieuse que si d'Aiguillon avait agi différemment, on ne le lui aurait pas moins reproché, peut-être même le lui aurait-on reproché plus encore : quels cris, s'il avait interdit à M. de Roben de partir, alors que les États le lui ordonnaient !

T. II, p. 77. En voulant relever chez moi une confusion singulière, M. P. prouve seulement qu'il n'a pas compris le sens de ma note. Cinq magistrats ont été nommés comme coupables des polissonneries qui auraient eu lieu au Thabor : deux, du Bourblanc et de la Noue, ont été cités antérieurement comme d'ardents partisans des démettants ; les trois autres appartinrent au parti opposé. J'en ai conclu, et rien n'est plus simple, que l'anonyme qui relate ces faits mérite d'être cru, puisqu'il a prouvé son impartialité en élaboussant indistinctement l'une et l'autre faction.

T. II, p. 137. Mon crime ici est d'avoir exagéré le nombre des détenus qui languissaient dans les prisons de Rennes pendant la cessation de la justice. J'ai dit 235 : M. P. m'oppose le procès-verbal de la visite

des prisons, qui dit 110 (déc. 1765). Il porte en effet ce nombre, mais, d'une part, il fut relevé à la charge du concierge-greffier des prisons bien des négligences et bien des abus, et, d'autre part, M. de Flesselles constate dès le 23 juin la présence de 100 prisonniers : on n'aurait donc arrêté que dix personnes en plus de six mois ? C'est bien peu vraisemblable. Au reste, peu importe qu'il y en ait eu 110 ou 235 : ce qui importe, c'est que leur situation était atroce, dans cette prison « où ils étouffaient et périssaient, » et c'est bien la cessation de service du Parlement qui fut cause de cet encombrement lamentable et des souffrances cruelles de ces malheureux.

T. II, p. 181. Il s'agit ici de la commission extraordinaire de Saint-Malo. Si, dit M. P., elle n'avait été destinée, comme M. Marion le soutient, qu'à instruire et non à juger le procès des cinq magistrats, les lettres patentes (du 20 janv. 1766) n'auraient été qu'une déplorable comédie. — Le doute dans lequel on était encore sur la possibilité de recruter assez de magistrats pour le Parlement peut expliquer qu'on ait chargé la commission de juger, mais avec l'intention de lui retirer le jugement dès que cela serait possible. Au reste, j'ai exposé, je n'ai pas justifié, la marche suivie. Et comme je ne suis nullement, ainsi que M. P. le répète, le *défenseur du pouvoir*, je n'ai jamais voulu défendre les métamorphoses successives de cette étrange procédure, ni la déplorable conduite du gouvernement dans cette affaire, engagée sans l'avis du duc d'Aiguillon. Si M. P. m'avait lu avec des yeux moins prévenus, il aurait vu — et s'il avait été plus juste, il aurait dit — que mon blâme pour la manière dont le procès fut mené n'était ni moins formel, ni moins énergique que le sien. Je suis convaincu que les accusés étaient coupables, qu'il y avait contre eux, pour employer une expression assez singulière de M. P., *des indices valant des preuves* (I, 388) : mais autre chose est une conviction morale, autre chose une décision juridique, aboutissant à des peines afflictives ou infamantes. On se heurtait à l'impossibilité d'établir juridiquement les faits imputés à M. de la Chalotais et à ses coaccusés, bien que ces faits d'ailleurs ne soient pas douteux, et voilà pourquoi le gouvernement, en s'engageant dans l'aventure du procès, commit une faute extrêmement grave, qui devait forcément l'entraîner à en commettre d'autres encore. Là est la vérité sur cette affaire retentissante, malgré les efforts de M. P. pour innocenter des magistrats dont les agissements perfides et les intrigues coupables ne peuvent être niés par aucun esprit impartial.

M. MARION.

L'Individu et la Réforme sociale, par Édouard SANZ Y ESCARTIN, membre de l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid ; traduit de l'espagnol par Auguste DIETRICH. Paris, Alcan, 1898. 4 vol. in-8°, VIII-390 pages.

M. S. est un catholique orthodoxe, qui mêle aux instructions authen-

tiques du pape Léon XIII quelques-unes de ces idées vagues, sentimentales et libérâtres, qu'on appelle en ce moment « l'américanisme. » Son livre, plein d'intentions excellentes, ne brille ni par la profondeur des idées, ni par l'originalité des observations. Une fois admis le genre d'esprit dont l'auteur témoigne, on se représente aisément la nature des réflexions qu'il disperse en chapitres sur le capital, la richesse, le travail, les besoins des classes riches, la bienfaisance, l'amélioration des classes ouvrières, la science, l'éducation, la morale, la religion, l'art, le droit, le féminisme, etc. On y trouve, dosés à juste mesure, comme dans une circulaire électorale, le culte du progrès et la sage méfiance des innovations précipitées. Ce sont là des considérations neuves encore, paraît-il, en Espagne; aussi le cardinal archevêque de Valence, avec l'emphase d'outre Pyrénées, avait-il déjà cru devoir recommander un ouvrage précédent de M. S., — sur ces mêmes problèmes envisagés au point de vue de l'État, — « comme la Bible des questions sociales » (p. III). Disons simplement que les livres de l'auteur sont d'honnêtes manuels, dont l'intérêt pour nous consiste surtout dans les quelques renseignements accidentels qu'ils nous apportent sur les populations espagnoles¹, par manière d'exemples sociologiques.

M. S. s'est proposé d'étudier l'action de l'individu, c'est-à-dire, de « la conscience et de la volonté de chaque homme dans la réforme de la Société » (p. 18). « Les sources pour l'étude de l'État et de son action appropriée à l'amélioration des relations sociales sont très abondantes, » nous dit-il. « Cette matière a été l'objet de nombreux travaux... Par contre, l'action de l'individu, en tant que dirigée vers l'amélioration de l'état social, a fait à peine l'objet d'une étude sous l'aspect où je désire principalement l'exposer » (p. 12). Ainsi compris, le sujet relèverait plutôt de la morale et de l'art sermonnaire que de la science sociale; car celle-ci, du moins, a la sagesse de ne point trop compter sur le bon vouloir et le libre arbitre individuels. Son domaine est l'étude du mouvement des masses et des influences externes qui dirigent ce mouvement. Les sociologues ont d'amples raisons de se douter que les phénomènes sociaux dérivent, pour la plupart, de causes matérielles sur lesquelles doivent agir les gouvernements, s'ils veulent obtenir des résultats meilleurs. Par là s'expliquent les mesures prises pour arrêter l'alcoolisme et les solutions proposées pour enrayer la dépopulation. Les simples prédictions, patriotiques ou religieuses, n'aboutiraient à rien. L'auteur ne disconvient pas que « les devoirs de l'État, en cette matière, sont sans doute nombreux et très importants; » mais il ajoute que « ceux de l'individu ne sont ni moindres, ni moins sérieux...; que toute action légale est nulle si la société n'est pas préparée à la recevoir; » et que, par contre, quoique l'État s'abstienne complètement de toute

1. Voir notamment, p. 73 : impôts; p. 108-109 : biens communaux; p. 140-141 : spéculations et scandales financiers; p. 253-254, 258-259 : instruction publique, etc.

fonction qui ne soit pas strictement juridique, on comprend très bien qu'une société cultivée et habituée à l'exercice de ses droits résolve par elle seule les antagonismes et les conflits de tout genre qui constituent la question sociale » (p. 22; cf. p. 283-4). — Il s'en faut malheureusement de beaucoup que l'action des lois soit nulle quand elles vont contre le gré des peuples; la résistance ouverte ou cachée de l'individu amène une désorganisation dont la trace reste parfois ineffaçable. Et, d'autre part, c'est justement le point de savoir si, dans une société humaine, la sagesse et la vertu domineront jamais assez pour remplacer ou rendre inutile l'action des lois. Il est infiniment peu probable que le concours des gens honnêtes suffise à détourner la marche des événements; dans tous les cas, la science sociale, dont l'objet, comme celui de toutes les sciences, suppose quelque chose d'immuable, ne saurait tabler sur ce concours subit et volontaire. Son objet ne peut être ici que la docilité des générations à subir l'influence des lois politiques ou naturelles. M. S., il est vrai, se défend d'être optimiste, parce que la nature n'encourage guère ce sentiment (p. 365-6). Toutefois, s'il n'a pas une confiance illimitée dans l'intervention de la Providence, il garde une foi robuste, qui est bien de l'optimisme, dans le développement de l'intelligence individuelle et dans son heureuse action sur l'ensemble de l'état social. « Qui pourra douter que, quand la culture intellectuelle se trouve répandue à travers toutes les classes sociales, il est moins difficile de diriger et de dominer les passions? (p. 241)... Est-il quelqu'un qui puisse douter que les sociétés s'élèvent à une organisation plus complète, à une solidarité plus intime, par la substitution du travail pacifique à la force brutale, par l'action du droit, qui module progressivement les lois, et par l'impulsion incessante de l'intelligence, qui devance dans l'ordre subjectif l'idéal d'harmonie et de bonheur auquel tendent les activités supérieures de l'espèce humaine? (p. 375). » — C'est ce dont nous doutons absolument pour notre compte. La culture intellectuelle, sans le caractère, n'a qu'une utilité médiocre; et les faits abondent qui prouvent que le développement de l'intelligence n'a rien de commun nécessairement, ni même fréquemment, avec la réforme morale de l'individu. Pis encore : les événements de ces derniers mois (en France, affaire Dreyfus; en Angleterre, affaires de Fashoda et du Transvaal; aux États-Unis, affaires de Cuba et des Philippines) montrent curieusement que le progrès de l'instruction n'est rien moins qu'accompagné du raffinement de l'intelligence, et que celle-ci peut demeurer, chez la masse des gens instruits, aussi rudimentaire, aussi enfiévrée de passion, dans les questions d'ordre général, que chez les clans barbares ou les tribus sauvages. Il semble, en définitive, que le mouvement social n'aboutisse qu'à transformer incessamment la lutte pour l'existence, sans en diminuer au fond l'âpreté.

Ces rêveries bénévoles ne sont donc que des spéculations nuageuses et qui, si l'événement devait donner raison à M. S., ne viseraient qu'un avenir très lointain. On jugera mieux du raisonnement dis-

cutable de l'auteur par ses conseils immédiats; — celui-ci, par exemple, qu'il emprunte à « l'éloquent archevêque de Saint-Paul de Londres » (sic; p. 292), Mgr Ireland : « Les temps sont venus où le christianisme doit accepter toute la science et toute la démocratie, sous peine de voir trop d'âmes s'éloigner de lui » (p. 299). — Qu'est-ce à dire? Le christianisme, que nous sachions, n'a jamais, en termes positifs, répudié la science, « toute la science, » à condition qu'elle fût la science vraiment; et, chaque fois que s'élevait un conflit, le christianisme ne manquait point de soutenir qu'il récusait, non la vraie science, mais la fausse science, ce qui permettait et permettra toujours sans doute d'ergoter à l'infini. — Quant à la démocratie, « toute la démocratie, » nous avouons ne point comprendre ce que demandant ici l'archevêque Ireland et M. S. La démocratie tout entière inclut-elle pour l'Église le socialisme plus ou moins intégral? Et si, d'autre part, il convient à des chrétiens d'admirer moins le mouvement démocratique, pour des raisons solides, — ce qui est notre sentiment personnel, — leur faudra-t-il néanmoins courber la tête et abdiquer leur indépendance politique sur l'ordre du clergé? Le salut des âmes est, en somme, l'affaire propre de chacun; et ce n'est pas à nous de modifier nos idées, si, d'ailleurs, elles sont raisonnées, sincères, plausibles, pour flatter les masses populaires et les rapprocher de la religion. Il serait aussi dangereux pour le pays qu'humiliant pour nous de nous mettre naïvement à la remorque des jeunes lévites intempérants qui, protestants et catholiques, se flattent d'amener le peuple dans le giron de leur Église, à force de concessions terrestres dont la portée leur échappe ou leur semble indifférente au point de vue du ciel.

Si l'américanisme religieux ne porte pas bonheur à M. S., son admiration générale de l'anglo-saxonisme ne lui vaut guère mieux. Il prend au sérieux les croisades éducationnelles de M. Demolins, et les observations d'*Outre-Mer* de M. Paul Bourget, qui peut être un excellent psychologue pour le *five o'clock*, mais dont l'autorité sociologique est des plus minces. M. S. admire un peu trop de confiance les qualités et les vertus anglo-saxonnes². Il n'a rien moins fallu que la conduite des

1. Autres erreurs : p. 78, lire *Webb* et non *Weeb*; p. 268, *Toynbee* au lieu de *Toymbec*.

2. L'auteur est la dupe un peu facile du *cant* anglais ou américain. Il s'émerveille que « l'Angleterre, » par exemple, « nous offre le spectacle d'un homme politique d'une immense situation, soudainement annihilé par la divulgation d'un acte immoral de sa vie privée » (p. 274). La vérité est que l'on nous joue une sorte de comédie; et que, dans le cas de Parnell, si l'on veut, tout le monde, sans excepter M. Gladstone, savait à quoi s'en tenir, jusqu'au jour où, le scandale ayant éclaté, on a jeté solennellement par-dessus bord l'infortuné *home-ruler* (*Ed. Rev.*, avril 1899, p. 569). — M. S. accepte aveuglément aussi la thèse américaine que l'indépendance des jeunes gens de l'un et l'autre sexe, et l'intimité même des jeunes filles, qui font ménage deux par deux, dans certains collèges, n'offrent jamais d'inconvénients. Il est entendu, comme M^{me} Bentzon a pu s'en

Américains dans la guerre de Cuba pour lui arracher quelques illusions. Il s'en console par la pensée que le peuple des États-Unis n'a pas le vertueux gouvernement qu'il mérite : « En aucun pays du monde, il n'existe un aussi complet divorce entre la représentation politique et les sains éléments sociaux¹. » Il y a là quelque ingénuité. Pour ceux qui suivent d'un œil sceptique la politique américaine, qui ont présente à l'esprit la façon dont le public de New-York acclame le boss Richard Crooker, les Américains ne sont peut-être pas aussi généralement innocents que le pense M. S., dans sa candeur, des méfaits de leur gouvernement.

Kossuth and Gœrgei, recollections of a « stormy period, » An historical Essay, by Theodore DUKA. Hertford (sans nom d'éditeur), 1898. 4 br. in-8°, 96 pages.

La révolution hongroise de 1848-1849 a été rarement étudiée par les historiens de l'Europe occidentale. Les mouvements politiques de cette période dans nos régions ont absorbé notre attention par leur importance et la gravité de leurs répercussions. D'ailleurs, la difficulté de la langue rend malaisée l'étude de l'histoire magyare. Aussi, en France ne trouve-t-on sur cette époque que de rares articles dans la *Revue des Deux-Mondes*, la *Revue historique*, les *Annales de l'École des sciences politiques*; quelques réfugiés hongrois ont publié à Bruxelles des monographies auxquelles on ne peut demander l'impartialité; deux généraux, Gœrgei et Klapka ont étudié à Leipzig leurs mémoires en langue allemande. Là se borne la bibliographie usuelle. En Hongrie, au contraire, d'importants travaux ont été consacrés à l'étude de cette intéressante

apercevoir, qu'on ignore aux États-Unis même la possibilité d'aucun danger. Mais la réalité semble moins innocente. Nous savons des faits positifs qui nous rendent moins crédule; et M. Claudio Jannet, dont M. S. invoque le souvenir amical (p. 63), lui eût sans doute conseillé quelque scepticisme. — Enfin, quand l'auteur nous vante la supériorité des peuples slaves et anglo-saxons sur les peuples latins, dans le respect qu'ils ont aujourd'hui des droits de la femme, il néglige un peu trop de nous dire combien ce respect est de fraîche date et combien la loi anglaise, récemment encore, se montrait brutale à leur égard (p. 345-346).

1. P. 240. M. S. est naturellement persuadé que les Américains ne négligent aucune occasion de s'instruire. — Au fond, leur ignorance des choses générales est profonde; et c'est la raison qui explique l'entrain avec lequel ils ont déclaré la guerre à l'Espagne, sans rien soupçonner de l'injustice de leur conduite ni rien calculer des inconvénients possibles de leurs conquêtes. Ils prenaient les Tagals pour des sauvages et s'imaginaient que les Philippines se trouvaient quelque part entre les îles Fidji et la Patagonie. Il est vrai que des Anglais éclairés, jusqu'à ces derniers temps, les croyaient plutôt situées dans les Antilles (*Quarterly Rev.*, juillet 1899, p. 198).

période. Un des lieutenants du général Perczel, M. Peter Busbach, a récemment publié le premier volume d'un ouvrage sur la guerre d'indépendance, sous ce titre : *Egy viharos emberöltő* (Budapesth, Kilian, 1898). L'essai de M. Duka s'appuie principalement sur ce volume.

M. Duka était particulièrement compétent pour cette étude. Plus tard officier supérieur dans l'armée anglaise aux Indes, il a débuté dans la carrière militaire comme capitaine à l'état-major du général Görgei et a fait à ses côtés toute la guerre de 1848-1849. D'abord en retraite, l'armée hongroise n'avait pas tardé à reprendre l'avantage et au mois de mai 1849 menaçait Vienne. Mais, à ce moment, une armée russe entraînait en Hongrie, les Magyars se trouvaient pris entre deux feux; Kossuth se retira, Görgei tenta de continuer la lutte, mais au mois d'août il était obligé de capituler à Villagos, et la révolution était écrasée.

La rivalité avait été vive entre Kossuth et Görgei. Le 12 septembre 1849, dans son manifeste de Widdin, Kossuth n'hésitait pas à traiter de traître le général malheureux; Görgei avait publié comme justification ses mémoires en 1852; depuis lors, de nombreux articles dans la *Deutsche Rundschau*, l'*United Service Magazine*, la *Frankfurter Zeitung*, et les lettres de félicitation envoyées à Görgei pour le quatre-vingtième anniversaire de sa naissance par ses compagnons d'armes, l'ont lavé de cette accusation.

L'ouvrage de M. P. Busbach et l'essai de M. Duka sont destinés à compléter cette réhabilitation. Le dernier débute par un intéressant parallèle des caractères des deux hommes; il rend plein hommage aux qualités brillantes de Kossuth, son enthousiasme, son éloquence, l'attrait profond qu'il exerçait sur les masses; mais il lui conteste toute aptitude militaire; son influence sur l'organisation de l'armée, sur la discipline, sur le plan de la guerre, sur les opérations militaires a été déplorable et il y a compromis son autorité.

Görgei, au contraire, n'avait rien des qualités intellectuelles de Kossuth, mais c'était un soldat. Peu connu au commencement de la révolution hongroise, sans popularité, il sut s'imposer comme le meilleur des généraux hongrois, et lorsque Kossuth abandonna le commandement en chef, il était trop tard; le plus grand homme de guerre n'aurait pu sauver l'armée magyare.

Ce parallèle est soigneusement poussé par M. Duka pour toute la période de la guerre, et il ne semble pas que l'attachement à son ancien général ait nui à l'impartialité de l'historien; sa thèse apparaît comme celle de la vérité.

Paul MATTER.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Questions historiques.** Janv. 1900. — **ERMONI.** La pénitence dans l'histoire (conteste en partie les conclusions de M. Holl dans son ouvrage sur « la pénitence dans le monachisme grec et Siméon le nouveau théologien ». M. Holl soutient que la pénitence sacramentelle a été introduite dans l'Eglise par le monachisme, et que la confession obligatoire n'existait pas dans les premiers siècles de l'Eglise. M. Ermoni ne démontre pas que ces thèses soient fausses, mais cherche à en prouver l'exagération). — **CH. DE LA RONCIÈRE.** L'invasion anglaise sous Charles VI. Dernières batailles navales (reconstitue minutieusement une série d'épisodes peu connus de 1415 à 1427). — **A. SPONT.** Le Français à Tunis de 1600 à 1789 (raconte, d'après les correspondances publiées par E. Plantet, nos relations militaires et commerciales avec la Régence de Tunis, qui avaient été pour la France une source de prospérité). — **M^{lle} BADER.** Un éducateur de l'armée française. Le général de Melfort (d'origine écossaise, Louis Drummond, comte de Melfort, né en 1722, fait partie des armées du roi depuis 1735; capitaine en 1739, mestre de camp en 1749, élève du maréchal de Saxe et de lord Keith, il écrit sur la cavalerie dès 1748 un essai qui devint en 1776 son grand *Traité de la cavalerie*. M^{lle} Bader publie des lettres à lui adressées par le comte de Clermont, par le prince de Condé et par la princesse de Conti). — **G. DE GRANDMAISON.** Savary en Espagne (en avril, juin et décembre 1808; en avril, il était chargé de pousser Ferdinand à venir à Bayonne; en juin, ambassadeur en titre, il devait préparer les voies à Joseph, à qui il se rendit du reste odieux; en décembre, il va faire des réquisitions dans les couvents et les maisons nobles). — **VACANDARD.** Saint Wandrille était-il apparenté aux rois mérovingiens et aux rois carolingiens? (il était parent des Carolingiens, mais n'avait aucun lien avec les Mérovingiens). — Une conférence de Fustel de Coulanges sur Colbert (faite à Strasbourg en 1872. Cette conférence méritait d'être connue plus à cause de la date et du lieu où elle fut prononcée que par son contenu. On y lit que le château de Versailles n'est pas une œuvre d'art, que Louis XIV n'a fait la guerre que pour défendre son pays, que s'il n'avait pas été contraint à la guerre la liberté aurait été grandissant sous son règne, etc.). — **FROGER.** Un bailliage seigneurial au XVIII^e s. (le Grand Lucé, d'après les archives de la Sarthe). — **Comte de GERMANY.** La réunion des provinces septentrionales à la couronne sous Philippe-Auguste (d'après l'excellent travail de M. Borelli de Serres). — **Comptes-rendus.** *P. Aucler.* Rome, Carthage, Athènes, Jérusalem, restaurations archéologiques (vues reconstituées avec science). — *Hal-*

mel. Die palästinischen Märtyrer des Eusebius in ihrer zweisachen Form (combat l'idée de deux rédactions pour deux publics différents; la première ébauche est devenue une partie de l'Histoire ecclésiastique, puis a été reprise pour former un livre indépendant). — *Lucas. S. J.* Fra Girolamo Savonarola (jugement modéré et consciencieux). — *Grenier.* Deux confesseurs de la foi à la fin du xv^e s. (les courageux prêtres non assermentés Patenaille et Jacquinot, fusillés à Besançon; détails sur deux autres missionnaires, M. Bauleret, déporté à la Guyane, et Vivaut). — *Albanès.* Gallia christiana novissima, publié par l'abbé Chevalier (renouvelle entièrement l'histoire des évêques et des prévôts de Marseille). — *Hauser.* Ouvriers du temps passé, xv^e et xvi^e s. (excellent travail qui corrige beaucoup des idées reçues sur le système corporatif au début des temps modernes). — *Des Cilleuls.* Histoire de l'enseignement libre dans l'ordre primaire en France (plus polémique encore qu'historique, trop étendu). — *R. de Vissac.* Les barons de Châteauneuf de Mazenc (fantaisiste). — *D. Ewart.* Cosimo de Medici (bon). — *R. de Cisternes.* La campagne de Minorque, d'après le journal du commandeur de Glandevéz (intéressant, quelques taches). — *Zimmermann.* Oberitalische Plastik im frühen u. hohen Mittelalter. — *Id.* Giotto u. die Kunst Italiens (important). — *Comte de Chabannes.* Histoire de la maison de Chabannes, 8 vol. (tiré à 60 exemplaires, très complet, riche en documents). — *Charpentier.* Un évêque de l'ancien régime, Louis-Joseph de Grignan, 1650-1722 (bonne biographie de l'évêque de Carcassonne). — *Secretan.* Le général Amédée de la Harpe (intéressante vie de ce général républicain chassé du canton de Vaud pour ses idées révolutionnaires et son amour de la France).

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1900, livr. 1. — *H.-Fr. DELABORDE.* Note sur une série de registres du Trésor des chartes anciennement cotés par lettres. — *Ch. PETIT-DUTAILLIS.* Notice sur la vie et les travaux de Jules Flammermont. — *L. MIROT* et *E. DEPREZ.* Les ambassades anglaises pendant la guerre de Cent ans; catalogue chronologique, 1327-1450; fin. — *L. DELISLE.* Mandements épiscopaux imprimés à Tréguier au xv^e s. (trouvés dans un ms. du fonds de la reine de Suède au Vatican; le plus ancien est de 1496. Publie le texte de ce mandement, qui est curieux pour l'histoire des mœurs). — *C. COUDERG.* Le *Bréviaire des Bretons* de P. Lebaud, faussement attribué au copiste Mauhugeon. — *H. OMONT.* Le *Præceptum Dagoberti de fugitivis* en faveur de l'abbaye de Saint-Denis (ce diplôme, d'ailleurs faux, nous est connu par de très anciennes copies. Doublet dit en avoir eu sous les yeux un exemplaire sur papyrus, et cela peut être. Montre que les signatures des personnages qui figurent au bas du diplôme ont été empruntées à un diplôme authentique de Clovis II). — *Ph. LAUER.* Diplôme inédit de Louis le Pieux (daté d'Aix-la-Chapelle le 8 décembre 820. A la prière de l'abbé Christiano, Louis concède l'immunité au monastère de Santa-Maria de Val Fabrica d'Assise). — **Bibliographie :** Inventaire sommaire des archives départementales anté-

rieures à 1790 : Aube, archives ecclésiastiques, série G (clergé séculier); t. II, rédigé par *H. d'Arbois de Jubainville* et *Fr. André* (important volume concernant les archives du chapitre de Troyes et l'officialité de cette ville. Article à noter de Paul Fournier). — *E. Pilot de Thorey*. Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné (important). — *Renet*. Beauvais et le Beauvaisis dans les temps modernes. Époque de Louis XI et de Charles le Téméraire; siège de Beauvais, Jeanne Hachette (de bonnes choses mises en œuvre sans critique).

3. — La Correspondance historique et archéologique. 1899, déc. — *H. MAÏSTRE*. Bibliographie des travaux d'Arthur Giry; suite. = 1900, mars. *G. DUVAL*. Note sur quelques manuscrits exécutés dans l'atelier d'Antoine Vêrard. — *Alfred BÉGIS*. La famille Savalette et la fausse Jenny Savalette de Langes (cette prétendue Jenny, qui était un homme en réalité, n'avait aucun droit de prendre le nom d'un membre de la famille Savalette. Aucun membre de cette famille n'émigra pendant la Révolution; sa situation sociale et financière peut être suivie exactement jusqu'après le milieu de notre siècle. Mais comment les Savalette ont-ils pu souffrir que ce chevalier d'industrie ait usurpé leur nom?). = Avril. *A. LONGNON*. Du nom de la rue de la Cossonnerie à Paris (ce nom rappelle celui des « Cossonniers » ou marchands de volailles qui vendaient aux Halles). — *F. CHAMBON*. Les correspondants de Victor Cousin. La campagne du Mexique racontée par un corporal de zouaves (publie plusieurs lettres curieuses d'un certain Neuville, auquel s'étaient intéressés Cousin et Barthélemy-Saint-Hilaire); fin en mai.

4. — La Révolution française. 1900, 14 avril. — *Edme CHAMPION*. Cahiers de 1789 (note sur les cahiers d'Auvergne et du bailliage d'Étampes qui ont été publiés récemment). — *J. GUILLAUME*. Le personnel du Comité de Salut public (dresse le tableau de ce personnel avant et après le 9 thermidor). — *Edmond POUPÉ*. Établissement du gouvernement consulaire dans le Var. — *AULARD*. Les représentants en mission depuis le 10 ventôse an II jusqu'au 9 thermidor an II. — *A. CHUQUET*. Le blocus de Schlestadt en 1814. — *Cl. PERROUD*. A propos de deux lettres de David en octobre 1792 (texte et commentaire de ces deux lettres). = 14 mai. *J. GUILLAUME*. Un mot légendaire : « La République n'a pas besoin de savants » (ce mot a été inventé par Fourcroy; d'ailleurs, il paraît prouvé que Lavoisier ne demanda pas de sursis, et, par conséquent, la circonstance même où le mot aurait été prononcé disparaît). — *L. SOUGUENET*. Les libraires anglais pendant la Révolution française (publie un certain nombre de prospectus qui peuvent donner une idée des sentiments du peuple anglais). — *Noël CHARAVAY*. Lettres inédites d'Hébert, de Barbaroux, de Joseph Le Bon et de Barère. — Réimpressions : texte de la loi du 22 floréal an VI (c'est le texte de la loi qui fut décrétée après le coup d'État du 22 floréal).

5. — Revue des études historiques. T. II, n° 2, mars-avril 1900.

— P. DE VAISSIÈRE. Gentilshommes campagnards du XVIII^e siècle; condition et état social; 1^{er} art.; fin dans le n^o 3. — F.-L. CHARTIER. Un document inédit sur Mirabeau. Pétition à l'Assemblée nationale (« Requête du sieur Moyse, juif avignonnois et citoyen actif du royaume de France, à Messeigneurs de l'Assemblée nationale, contre M. Honoré de Riquet, comte de Mirabeau, député »). — J.-C. WHITELEY. Les rapports de l'Angleterre et du Transvaal au point de vue du droit international. — Pierre LEHAUTCOURT. Bibliographie critique de la guerre de 1870-1871. = T. II, n^o 3. Mai-juin 1900. Henri GUY. Bibliographie critique du trouvère Adam de le Hale. — R. BITTARD DES PORTES. Napoléon jugé par Bourrienne.

6. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. I, n^o 6, mars-avril 1900. — H. SÉE. Les idées politiques de Fénelon (Fénelon a ouvert, sans s'en douter, la voie aux penseurs qui croient à la possibilité de créer une société nouvelle; par ses conceptions humanitaires, ses tendances optimistes, sa croyance instinctive à l'évolution et au progrès, il est un précurseur des philosophes du XVIII^e s.). — Pierre MURET. L'affaire des princes possessionnés d'Alsace, et les origines du conflit entre la Révolution et l'Empire; fin (la politique de temporisation, conseillée par Mirabeau, Montmorin, G. Koch, parut dangereuse à l'Assemblée en présence des menées des prêtres réfractaires à l'intérieur et des émigrés au dehors; elle crut que de nouvelles négociations permettraient à la contre-révolution de gagner du terrain en Alsace; les mesures adoptées contre les possessionnés devaient être, à ses yeux, le complément des décrets votés contre les émigrés et les prêtres réfractaires). = T. II, n^o 1, mai-juin. — L. CAHEN. Les idées charitables à Paris au XVII^e et au XVIII^e s. d'après les règlements des compagnies paroissiales. — V.-L. BOURRILLY. La première ambassade d'Antonio Rincon en Orient, 1522-1523 (publie une longue lettre en italien que Rincon envoya, le 4 avril 1523 de Venise, à l'amiral Bonnivet, et où il raconte sa mission en détail). — Fr. BENOÎT. Le conflit des styles dans la cathédrale de Chartres au XVIII^e s. — A. CANS. Les idées de Talleyrand sur la politique coloniale de la France au lendemain de la Révolution (Talleyrand avait des projets de politique coloniale conçus à la suite de son séjour en Amérique et de ses relations avec Choiseul-Gouffier; il a essayé de les réaliser par l'expédition d'Égypte et par une série de traités conclus en 1801 et 1802).

7. — Bulletin de correspondance hellénique (École française d'Athènes). 1898, fasc. 12. — HOMOLLE. Décret de Delphes. — G. SEURE. Voyage en Thrace. L'Emporium de Pizos, fondation et organisation. = 1899, fasc. 7-11. Paul PERDRIZET. Inscriptions d'Acrephîa; suite : Catalogues militaires. — J. LAURENT. Delphes chrétien (avec une histoire du christianisme à Delphes, d'après les monuments). — G. COUSIN. Inscriptions de Termessos de Pisidie; suite. — G. COLIN. Inscriptions de Delphes; suite et fin (note sur le classement des archontes

d'Athènes à la fin du III^e s. av. J.-C.). — Émile BOURGUET. Inscriptions de Delphes sur trois archontes du IV^e s. — N.-J. DEMARGNE. Une nouvelle inscription du Pirée relative à Bendis. — HOMOLLE. Inscriptions de Delphes (décrets portant des monogrammes monétaires).

8. — Mélanges d'archéologie et d'histoire (École française de Rome), 1900, janvier-mars. — DELARUELLE. Un recueil d'*Adversaria* autographes de Girolamo Aleandro. — O. JOIN-LAMBERT. Notes sur l'art français et l'art italien au moyen âge (à propos de l'ouvrage de M. Enlart sur l'art gothique en Chypre). — V. CAPOBIANCHI. Les *Caroli Pondus* conservés en Italie (publie cinq types de ce poids, qui représente le système pondéral adopté par Charlemagne en 794; ils sont authentiques et concordent avec les textes. Ils donnent comme unité du système de 794 l'once romaine de 27 gr. 425. « Avec cette unité on comptait des multiples différents, à savoir : 1^o la livre romaine de 12 onces, livre-poids proprement dite et dont Charlemagne généralisa l'usage; cette livre se rapprochait beaucoup du poids effectif de 329 gr. 10. Dans une livre d'argent de ce poids étaient taillés 180 deniers nouveaux. 2^o La nouvelle livre de Charlemagne, livre-monnaie proprement dite, divisée en 20 sous nouveaux et pesant 16 onces romaines, soit 434 gr. 80. Dans une quantité d'argent équivalent à ce poids étaient taillés 240 deniers nouveaux. » De ce poids, usité d'abord dans les hôtels des monnaies pour la taille des nouveaux deniers d'argent, prit origine la livre-poids de 16 onces, dont l'usage était très répandu à la fin du XI^e s.). — S. GSELL. Chronique archéologique africaine. — Ph. LAUER. La cité carolingienne de Cencelle ou Léopoli (avec un plan des ruines).

9. — Revue des Études anciennes (Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux). T. II, n^o 2. — M. BONNET. Les *Histoires* de Salluste; quels en devaient être le sujet et l'étendue (ces *Histoires* n'ont jamais été achevées; elles étaient destinées à former la suite des *Histoires* de Sisenna. C'est ce qui explique que Salluste a commencé en janvier 78, qui n'est pas un commencement).

10. — Revue des lettres françaises et étrangères (Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux). T. II, n^o 2, avril-juin 1900. — A. DE TRÉVERRET. Idées de Francis Bacon sur l'écriture et sur les langues.

11. — Bulletin de littérature ecclésiastique. 1900, n^o 1. — L. COUTURE. Retour sur une vingtaine d'années d'enseignement. — CONDAMIN. Saint Épiphane a-t-il admis la légitimité du divorce pour adultère? (non). — N^o 3. L. COUTURE. Première année du cours d'histoire de la littérature théologique (la théologie au XVI^e s.). — L. GUÉRARD. L'organisation des études ecclésiastiques; suite. — N^o 4. L. VALENTIN. Fléchier et le quietisme. — L. SALTET. Un texte nouveau : la « *Dissertatio Maximini contra Ambrosium* » (c'est une protestation arienne contre la procédure du concile d'Aquilée de 381 qui avait déposé Palladius et Secundianus; ouvrage précieux par les citations

d'Auxentius et de Palladius qu'il renferme, et par les renseignements nouveaux qu'il fournit sur la vie et la doctrine d'Ulphilas). = N° 5. J. BAYLAG. A propos d'un livre récent sur Siger de Brabant.

12. — Revue d'histoire et de littérature religieuses. Année et t. V, 1900, n° 2. — J. TURMEL. L'eschatologie à la fin du IV^e s. 1^{er} article : eschatologie origéniste. — A. LOISY. Nouveau témoignage de Jean-Baptiste : *Jean*, III, 22-36. — G. MORIN. Les nouveaux « Tractatus Origenis » et l'héritage littéraire de l'évêque espagnol Grégoire d'Illyrie (les vingt homélies trouvées et publiées par Mgr P. Battifol ne sont pas d'Origène, mais du même auteur à qui nous devons les sept livres *De Trinitate* du pseudo-Vigile et le *De fide* du pseudo-Ambroise, c'est-à-dire très probablement de Grégoire d'Elvire ou d'Illyrie). — G. DORTIN. Notes bibliographiques sur l'ancienne littérature chrétienne de l'Irlande. — P. LEJAY. Ancienne philologie chrétienne.

13. — Revue de l'histoire des religions. T. XLI, n° 1. — Maurice COURANT. Sur le prétendu monothéisme des anciens Chinois. — E. DOUTTÉ. Notes sur l'Islam Maghrabin. Les Marabouts; suite. = N° 2. L. LEGER. Études de mythologie slave; suite. — A. BARTH. Bulletin des religions de l'Inde. 3^e partie : le Bouddhisme.

14. — Annales des sciences politiques. 1900, mars. — E. BOURGEOIS. La jeunesse d'Albéroni (première partie : jusqu'à la fin de 1708; intimité des rapports d'Albéroni avec Vendôme en qui il se flattait de trouver un futur libérateur de l'Italie). — P. MATTER. Les ancêtres du chancelier Bismarck (histoire de la famille depuis le XIII^e s.).

15. — Nouvelle revue historique de droit français et étranger. 1900, n° 2. — H. MONNIER. Études de droit byzantin. Méditation sur la Constitution *Ἐκτέλεσις* et le *Jus penitendi*; 2^e article. — H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Le *fundus* et la *villa* (répond aux critiques de M. J. Flach qui avait reproché à l'auteur de confondre le *fundus* et la *villa*, que le droit romain distingue nettement l'un de l'autre). — Marcel FOURNIER. La fondation et la première réforme de l'Université de Bourges avant son apogée au XVI^e s., 1463-1530; 3^e article. — Paul COLLINET. Quelques manuscrits et imprimés rares intéressant l'histoire du droit français.

16. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. 1900, mars-avril. — M. Deloche (art. nécrol.). — F. THIBAUT. Les impôts directs sous le Bas-Empire romain; fin (dispositions communes à plusieurs catégories de contribuables; situation des terres domaniales au regard de l'impôt).

17. — Annales de géographie. 1900, 15 mai. — L. GALLOIS. Les limites linguistiques du français, d'après les travaux récents; avec six cartes en couleur hors texte. — L. MALAVIALLE. La carte de l'Inde, d'après Pomponius Mela. — P. VIGAL DE LA BLACHE. Une nouvelle Histoire universelle (celle qui paraît sous la direction de F. Helmolt et où l'on sent l'inspiration de Ritter et de Ratzel).

18. — Revue de géographie. 1900, avril. A. LEJEUX. Histoire succincte de la cartographie; suite en mai. = Mai. L. DRAPEYRON. A travers l'Allemagne du Nord; suite. Une application de la géographie à l'étude de l'histoire : Cologne au temps de l'empire romain et des invasions, des rois francs et de Charlemagne, du saint-empire romain germanique et des archevêques-électeurs; suite en juin. = Juin. A. AMMANN. A propos de la méthode de transcription générale des noms géographiques de Christian Garnier. L'adhésion prochaine de l'Égypte. — LEMOSOF. Le livre d'or de la géographie. Essai de biographie géographique.

19. — Revue celtique. 1899, octobre. — A. THOMAS. De quelques noms de lieux français d'origine gauloise, 2^e série. = 1900, janvier. F. LOR. L'épreuve de l'épée et le couronnement d'Arthur par Dubrice à Kaer Iudeu (sur une des sources Nennius). — SEYMOUR DE RICCI. Le calendrier celtique de Coligny (résumé des travaux publiés depuis deux ans sur ce texte encore plus d'à moitié mystérieux. Sa reconstitution matérielle et sa restitution astronomique). — J. LOTH. Remarques sur les vieux poèmes historiques gallois au point de vue métrique et historique.

20. — Le Bibliographe moderne. 1900, janvier-février. — LÉON-G. PÉLISSIER. Pour la recherche des documents historiques. — Ch. SCHMIDT. Rapport sur un « Voyage d'archives » : Suisse, Allemagne, Autriche-Hongrie (complément aux *Archives de l'histoire de France* de Langlois et Stein). — H. STEIN. G. Galharde (Germain Gailhard), imprimeur à Lisbonne au xvi^e s.

21. — L'Ami des monuments et des arts. Vol. XIV, n^o 77. — H. ROUJON. Le voyage en Italie de M. de Vandières et de sa compagnie, 1749-1751; suite. = N^o 78. R. CAGNAT. La première représentation connue du mode d'embarquement de l'éléphant au i^{er} siècle de notre ère, d'après une mosaïque inédite trouvée à Veii et conservée à Paris. — Ch. CASATI DE CASATIS. Le registre d'armes du hérault d'armes Revel, dit d'Auvergne (renferme un grand nombre de vues de châteaux et de villes, qui font revivre à nos yeux l'Auvergne féodale à la fin du moyen âge). — Eug. MÜNTZ. L'Inventaire des richesses d'art de la France et le projet de M. Casati. — Ch. NORMAND. Une ville antique inédite : Aquae Calidae Colonia, ou Hammam R'ihra, province d'Alger; suite.

22. — Bulletin critique. 1900, n^o 1. — R. Seeberg. Lehrbuch der Dogmengeschichte (étude savante et prudente, par un protestant fervent et conservateur). — G. Weil. Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870 (conscientieux et solide). = N^o 12. A. Bouché-Leclercq. L'astrologie grecque (travail très remarquable et approfondi). = N^o 13. Hamilton et Brooks. The syriac chronicle known as that of Zachariah of Mitylene, translated into english (traduction qui a le mérite d'avoir été faite sur les mss. et non pas seulement sur l'édition

de Land). = N° 14. *L. Bréhier*. Le schisme oriental du XI^e s. (étude distinguée; hypothèse ingénieuse, mais sans base historique, sur le rôle de Michel Cérulaire; c'est un livre qu'il faut lire avec précaution). — *Le R. P. Van Ortoy*. Le traité des miracles de saint François par A. B. Thomas de Celano (ce traité, qui vient d'être retrouvé, apporte des éléments nouveaux à l'étude des sources de la vie de saint François d'Assise). — *Général Pothier*. Les tumulus du plateau de Ger (étude bien dirigée des monuments mégalithiques et des tumulus des régions pyrénéennes). = N° 16. *R. Dareste et B. Haussoullier*. Les plaidoyers d'Isée traduits en français (remarquable). — *A. Eckel*. Charles le Simple (excellent). — *Mgr D. Taccone-Gallucci*. Monografie di storia Calabra ecclesiastica (bon). — *P. Marmoiton*. Le maréchal Brune et la maréchale Brune (bonne biographie; la partie la mieux traitée se rapporte à l'assassinat du maréchal).

23. — Journal des Savants. 1900, mars. — *M. Bréal*. Introduction à la chronologie du latin vulgaire; fin. — *L. Delisle*. Un troisième manuscrit de sermons de saint Bernard, en français (ce ms. est maintenant à Nantes au musée Dobrée. Note sur les manuscrits ayant appartenu en ce siècle aux cabinets de Bourdillon et de Coislin). — *Berthelot*. Sur le traité *De rebus gallicis*, qui accompagne la *Notitia dignitatum* dans les manuscrits. — *H. Wallon*. La diplomatie française vers le milieu du XVI^e s. (d'après la correspondance de Guillaume Pellicier); fin en avril. = *Avril*. *Brunetière*. La bibliothèque de Bosuet. — *Maspero*. Études égyptiennes de G. Ebers. — *L. Delisle*. Le chroniqueur Girard d'Auvergne ou d'Anvers (auteur d'une *Historia figurata* dont un ms. vient d'entrer à la Bibliothèque nationale de Paris).

24. — Polybiblion. 1900, avril. — *M. Sepet*. Saint-Gildas de Ruis; aperçus d'histoire monastique (intéressant; pas de faits nouveaux). — *Jordell*. Répertoire bibliographique des principales revues françaises pour l'année 1898. 2^e année. = *Mai*. *L. Robert*. Hagiographie et biographie ecclésiastique. — *M. S.* Ouvrages récents sur Jeanne d'Arc. = *Comptes-rendus*: *H. Gelzer*. Sextus Julius Africanus und die Byzantinische Chronographie (excellent). — *Immich*. Papst Innocenz XI (étude très sérieuse). — *A. Lefranc*. Olivier de Clisson, connétable de France (médiocre; l'auteur n'était pas préparé pour traiter un pareil sujet). — *G. Sommervogel*. Bibliothèque de la Compagnie de Jésus. Nouv. édit., t. IX, supplément.

25. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1900, n° 14. — *Kampschulte*. Johann Calvin; seine Kirche und sein Staat (excellent et beau livre d'histoire). — *Cornelius*. Historische Arbeiten, vornehmlich zur Reformationszeit (études critiques remarquables qui se rapportent à Calvin et aux Anabaptistes de Munster). — *Fennebresque*. La petite Venise; histoire d'une corporation nautique (curieuse histoire du grand canal de Versailles, de sa flottille et de ses marins). — *Mar-*

cel Dubois et C. Guy. Album géographique (excellent). = N° 15. *A. Blanc.* Le livre des comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais au xiv^e siècle (très important recueil de documents pour l'histoire du commerce et de l'industrie dans le Languedoc au xiii^e et au xiv^e s.). = N° 16. *Th. Mommsen.* Liber pontificalis, pars prior (cette édition fait faire de notables progrès à l'établissement du texte). — *R. Schrader.* Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte (3^e édit. très remaniée d'un manuel très remarquable). = N° 17. *Schulthess.* Die Vormundschaftsrechnung des Demosthenes (intéressante étude sur les comptes de tutelle de Démosthènes et sur le procès auquel ils donnèrent lieu). — *P. Allard.* Saint Basile (excellent et solide). — *G. Kurth.* Les origines de la civilisation moderne (prétentieux et faux; bonne bibliographie critique). — *Alfred Hamy.* Chronologie biographique de la Compagnie de Jésus; 1^{re} série. Province de Lyon, 1582-1762 (excellent). — *A. Rébel-liau.* Bossuet (excellent). — *Rodocanachi.* Bonaparte et les îles ioniennes, 1797-1816 (intéressant mais insuffisant; de graves lacunes). = N° 18. *A. Choisy.* Histoire de l'architecture (remarquable). — *Muller et Diegerick.* Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas, 1576-1584; tome V (jamais un recueil aussi volumineux n'a été consacré à documenter de façon plus érudite un échec politique aussi complet et aussi lamentable). = N° 19. *O. Schmidt.* Cicero's Villen (ingénieux, érudit et peu solide). — *Guthe.* Geschichte des Volkes Israël (bon manuel). — *W. Norden.* Der vierte Kreuzzug in Rahmen der Beziehungen des Abendlandes zu Byzanz (remarquable). — *L. Delisle.* Note sur un registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris pendant les années 1505-1533 (important). — *Tausserat-Radel.* Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1542 (publication importante éditée avec soin). = N° 20. *Stillman.* The union of Italy, 1815-1895 (des impressions personnelles qui ne sont pas sans valeur font à peu près le seul mérite de cet ouvrage de vulgarisation). = N° 21. *A. Dörner.* Grundriss der Dogmengeschichte (remarquable). = N° 22. *U. Wilcken.* Griechische Ostraka aus Ägypten und Nubien (publie le texte de toutes les inscriptions peintes à l'encre sur ostraka ou tessons de poterie, qui nous sont parvenues. Important commentaire qui se trouve être en réalité un traité administratif des finances ptolémaïques et romaines; il fournira des renseignements et des points de comparaison à ceux qui auront à s'occuper des impôts, en Orient ou en Occident, d'Alexandre à Dioclétien). — *Heinzel.* Beschreibung des geistlichen Schauspiels im deutschen Mittelalter (bon). — *L. Barron.* Paris pittoresque : 1800-1900; la vie, les mœurs, les plaisirs (belles illustrations; texte médiocre). — *Ch. Simond.* Paris de 1800 à 1900, d'après les estampes et les mémoires du temps (texte excellent, plein de faits bien distribués et faciles à retrouver).

26. — Le Correspondant. 10 février 1900. — **L. LEJEUNE.** Notre administration coloniale au Congo (l'auteur, missionnaire apostolique,

cite une série d'exemples navrants de la cruauté et de l'immoralité avec laquelle les autorités civiles et militaires dépravaient les femmes et désorganisent la famille en Afrique). — GÉNÉRAL BOURRELY. La Compagnie à Charte et la Rhodesia; fin le 10 mars (intéressant récit de la grande œuvre de Cecil Rhodes). = 25 février. GÉNÉRAL REBILLOT. Les lendemains du 24 février 1848 (ces souvenirs d'un témoin oculaire sont trop passionnés pour avoir grande valeur). — LANZAC DE LABORIE. Le journal intime de Cu villier-Fleury; t. I. = 10 mars. BERTRIN. Chateaubriand et Sainte-Beuve (à propos du fameux passage des Mémoires relatifs à la duchesse de Mouchy. M. Bertrin, sans oser maintenir l'accusation de faux lancée si légèrement contre Chateaubriand, donne pour justifier son allégation des arguments qui confirment l'authenticité du passage incriminé). — DARCY. La politique de l'Allemagne en Afrique. Les possessions allemandes. = 25 mars. DUC DE BROGLIE. Cinquante ans après (M. de B. célèbre le cinquantième de la loi Faloux; cette loi, que jamais la monarchie n'eût laissé voter et qui, comme le disait Paul de Rémusat, a livré la jeunesse et la société de l'avenir à deux courants opposés d'où sortira un conflit, a transformé les partis en sectes. Les libéraux devraient tous s'affliger de voir une loi de liberté exploitée, comme elle l'a été, contre la liberté, et préparer pour ceux qui en ont profité de terribles retours). = 10 avril. Abbé SIGARD. La Restauration du culte en France avant le Concordat; fin le 25 avril (très intéressant travail qui a pour suite un article sur le Concordat dans le n° du 10 juin. Contrairement à l'avis de M. Sicard, nous croyons qu'il aurait bien mieux valu pour le catholicisme et pour la France que ce mouvement spontané de restauration religieuse aboutit à la création de deux églises catholiques indépendantes de l'État. On aurait évité pour l'avenir des luttes civiles où la paix publique, la liberté de conscience et l'avenir du pays sont également menacés). — LANZAC DE LABORIE. La famille impériale du sacre au divorce (d'après F. Masson). = 25 avril. Col. DE VILLEBOIS-MAREUIL. De nos institutions militaires et de leur avenir (article d'un esprit aigri, mais qui critique avec justesse l'esprit de mauvaise camaraderie qui depuis 1889 désorganise notre armée et d'où dérivent en partie les hontes de ces dernières années. Violentes attaques contre M. de Freycinet). — A. LAIR. Un maître de Sainte-Beuve. = 10 mai. BARAUDE. Quelle était la force de l'armée anglaise en assiégeant Orléans en 1425 et quelle était la force de résistance des assiégés? (les Anglais avaient 9,440 combattants, les Français 3,000 hommes de troupes régulières et 5,000 de milice bourgeoise. La Pucelle a triomphé, non seulement des Anglais, mais du mauvais vouloir des capitaines et de l'inertie des soldats). — LANZAC DE LABORIE. L'histoire du parti républicain au XIX^e s. (d'après G. Weill). — A. DELAIRE. J.-B. de la Salle et l'éducation du peuple (biographie du fondateur des Frères des Écoles chrétiennes). = 25 mai. GÉNÉRAL DUCROT. M. Thiers et le général Ducrot pendant la Commune (fragment de Mémoires inédits. Si M. Thiers n'avait eu la

main forcée, le Mont-Valérien eût été abandonné aux insurgés. On aurait pu, si l'on avait laissé agir Ducrot, leur reprendre Paris avant la fin de mars. Quand Ducrot revint à Versailles en avril avec les troupes qu'il avait formées, l'impéritie de M. Thiers et son obstination amenèrent le général à donner sa démission). — FROMENT. Xavier de Maistre et Sainte-Beuve, d'après des documents nouveaux (d'après les papiers de M. de Marcellus). — A. BOUCHER. Catherine de Médicis entre Guise et Condé (d'après B. de Lacombe. A mis en lumière le côté politique des luttes religieuses, le rôle habile et sage de Catherine, la belle mission pacificatrice, peu connue jusqu'ici, de Sipierre à Orléans). — G. DE GRANDMAISON. Les princes d'Espagne à Valençay; I (récit très amusant, très neuf, des essais de délivrance des princes tentés en 1809 et en 1810, en particulier par Louis Collignon). — L. DE CONTEYSON. Panislamisme et nationalités en Orient. — KELLER. La cathédrale de Strasbourg (d'après la monographie de l'abbé Dacheux). — P. DE NOLHAC. La flottille de Louis XIV au grand canal de Versailles (outre la grande galère et le grand vaisseau, il y avait en 1685 une flottille élégante de gondoles et de barques et toute une corporation nautique où se trouvaient des gondoliers vénitiens et 54 Maures achetés en Afrique. M. Fennebresque a publié en 1899 une étude curieuse sur la Petite Venise de Versailles). = 10 juin. DELAPORTE. Comment Guillaume II renvoya Bismarck (d'après les récits de Bismarck à Hans Blum et les souvenirs de celui-ci parus récemment). — LANZAC DE LABOARIE. La duchesse de Berry (d'après le livre de M. Thirria, qui essaie de réhabiliter l'aventureuse princesse). — Marquis DE NADAILLAC. L'art préhistorique. — G. DAVID. Du nouveau sur Joubert (d'après M. Pailhès, qui a découvert un Joubert inédit, philosophe et démocrate). — DELORME. Julien l'Apostat (d'après P. Allard).

27. — La Grande Revue. Nov. 1899. — J. et A. MICHELET. Fragments d'un journal intime (sur la naissance et la mort de leur fils Lazare en 1850. Très précieux pour la connaissance des idées religieuses de Michelet). — E. GLASSON. Le Parlement de Paris (son rôle sous Henri IV). = Déc. A. BERL. Les classes sociales en France à travers l'affaire Dreyfus (très fine étude sur la décadence intellectuelle et morale de la classe bourgeoise en France). = Janv. 1900. J. REINACH. Le rôle d'Henry (remarquable et impartiale étude, qui montre la main du colonel Henry à tous les moments de l'affaire Dreyfus et comment ce paysan, à la fois grossier et madré, a tout vu, tout dirigé et eu évidemment un intérêt personnel considérable à la perte de Dreyfus et au salut d'Esterhazy). — E. NOEL. Sieyès et le dix-huit Brumaire. — A. SAYOUS. L'immigration en Angleterre des juifs russes et polonais. = Fév. CHEVRILLON. Huit jours à Rennes (ces impressions, admirables de relief et d'émotion, sont suivies de la plus forte étude qui ait été faite encore sur la philosophie de l'affaire Dreyfus). — F. LABORI. Notes de plaidoirie pour le procès de Rennes (résumé d'une grande valeur démonstrative qui aurait peut-être, s'il avait été prononcé à Rennes,

évité à notre pays un malheur irréparable). — A. BEL. La responsabilité pénale des ministres en France. = Mars. E. FAGUET. Les églises et l'État (conclut à la séparation des églises et de l'État). — J. REINACH. Les débuts de l'affaire Dreyfus. Mercier; suite en avril (a reconstitué, avec une critique très pénétrante, la genèse de cet horrible drame et la psychologie du principal acteur qui a passé insensiblement, inconsciemment peut-être d'abord, de l'erreur au crime). = Avril. Yves GUYOT. Le Concordat et la concurrence religieuse (corrobore, par d'autres arguments, la thèse de M. Faguet). — P. STRAUSS. L'œuvre du Conseil municipal de Paris.

28. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1900, 5 avril. — H. DE BIGAULT. Mgr Guillaume de Ketteler, évêque de Mayence, 1811-1877; fin. — J. VAN DER LINDEN. Un fragment de chronique bâloise (la première partie de ce fragment raconte la fondation de l'église des saints Barthelemy et Léonard à Bâle au XI^e s., et la seconde partie sa destruction au XVI^e). = 20 avril. P. DUDON. Du Jansénisme au XVII^e siècle. Lettre à un étudiant en Sorbonne (corrige ou réfute les opinions présentées par M. Lavissee à son cours). = 5 mai. P. SCAU. L'Inde tamoule; suite le 5 juin. — MÉCHINEAU. La théorie documentaire dans le Nouveau Testament (la critique scientifique, indépendante, n'a pas le droit de s'appliquer à l'étude du Nouveau Testament, pas plus d'ailleurs que de l'Ancien; les savants catholiques ne doivent pas chercher « dans des théories risquées une gloire aussi vaine que tapageuse. » L'unique devoir qu'ils aient à remplir leur a été tracé par Léon XIII : qu'ils « travaillent à procurer la seule gloire qui demeure : la gloire de Dieu. » Ce conseil est précédé d'avertissements qui ressemblent à des menaces). = 20 mai. LONGHAYE. Lamennais; suite le 5 et le 20 juin. — H. CHÉROT. La conspiration du chevalier de Rohan, 1674 (d'après les Mémoires de Jean du Cause de Nazelle). — J. BRUCKER. Saint Jean-Baptiste de la Salle; quelques notes d'un contemporain.

29. — La Revue de Paris. 1900, 15 avril. — E. MILHAUD. Le mouvement agrarien en Allemagne. = 1^{er} mai. L. COLDRE. L'impératrice régente Sy-Tay-Heou. = 15 mai. J. JUSSERAND. Les sports dans l'ancienne France; suite le 1^{er} juin. — Ed. WALDTEUFEL. Le roi de France Ethelbald; essai de restauration monarchique, 1882-1887 (il s'agit d'un soi-disant Bourbon de la famille Naundorff). — La Russie en Perse (depuis le commencement du XIX^e s. jusqu'au moment présent). = 1^{er} juin. L'assassinat des ministres de France à Rastatt. Le conseil de guerre de Villingen (des documents nouveaux permettent d'affirmer que les hussards de Szeckler sont innocents du crime et de l'attribuer, avec quelque vraisemblance, aux émigrés, peut-être au général Danican). — E. SPULLER. Lettres à Gambetta, 1871 (sur la politique à suivre en face de l'Assemblée monarchiste et de Thiers incertain). — Fréd. MASSON. « L'Aiglon » et la comtesse Camerata; docu-

ments nouveaux (ces documents prouvent de la manière la plus certaine que la comtesse, qui était fille du prince Baciocchi et d'Élisa Bonaparte, fit séjour à Vienne et à Prague dans les derniers mois de 1830 et dans les premiers de 1831. Elle pensait sans doute y nouer quelque intrigue avec son cousin le duc de Reichstadt; elle échoua).

30. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1900. Bulletin de janvier-février. — LÉON HEUZEY. A propos des fouilles de M. Gauckler à Carthage (sur les relations de l'industrie phénicienne et carthaginoise avec la Péninsule ibérique). — E.-T. HAMY. Note sur le *plaustellum panicum*. — Lettre sur la date de naissance de Charles le Bel (il naquit le 15 juin 1294). — Note sur la basilique de *Rusguniae* (découverte par M. Chardon; inscriptions publiées par Stan. Gsell). — HANTZ. Note sur les recherches sous-marines aux alentours de Carthage, avec quatre croquis. — SEYMOUR DE RICCI. Le milliaire le plus méridional du monde (trouvé en 1895 à 67 kilomètres au sud de Philæ, en Égypte). — DELATTRE. Lettre sur les fouilles de la nécropole voisine de Sainte-Monique à Carthage. — G. MASPERO. La consécration du nouveau temple de Phtah thébain, par Thoutmosis III.

31. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1900, 4^e livr. — E. LEVASSEUR. Statistique de l'enseignement public primaire au XIX^e siècle. — L'opinion de Voltaire sur le Canada (textes et discussions). — FOURNIER DE FLAIX. L'Hospital, son temps et sa politique (d'après l'ouvrage de Dupré-Lasalle). = 5^e livraison. GLASSON. Les sources du droit; à propos de l'ouvrage de M. Gény, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Dijon, intitulé : « Méthode d'interprétation et sources de droit privé positif. » — M. de Semonville et M. de Talleyrand (fragment des mémoires de M. d'Argout, publié par G. Monod). — Comte Charles DE MOUY. Un essai de régime parlementaire en Turquie, 1876-1878. = 5^e livr. LÉON LALLEMAND. De l'exercice de la bienfaisance chez le peuple hébreu.

32. — Société nationale des Antiquaires de France. Séances. 1900, 28 mars. — M. OMONT fait une communication au sujet du faux diplôme de Clovis II étudié par Julien Havet dans la cinquième de ses Questions mérovingiennes. = 4 avril. M. PALLU DE LESSERT lit un mémoire sur la compétence respective du proconsul et du vicaire d'Afrique dans les démêlés donatistes. — M. OMONT maintient la date de 1286 qu'il a assignée jadis à un petit traité de médecine fait par Thomas Thanon, date que M. Eugène Ritter de Genève proposait de rapporter à 1386. — M. Collignon lit une note de M. GAUDIN sur l'antimoine et les alliages chez les anciens. — M. BABELON présente une terre cuite représentant une déesse mère trouvée dans un tombeau avec deux monnaies de Basile II, ce qui donne à croire qu'elle a été considérée comme une figure de la Vierge Marie. = 25 avril. M. MICRON entretient la Société d'une dalle de marbre conservée au Louvre, dalle

sur les deux faces de laquelle sont gravés des décrets athéniens de la fin du ^v^e siècle avant notre ère, et qui, au ^v^e siècle après J.-C., a été employée comme imposte dans une église chrétienne, sans doute sur l'acropole même où la stèle avait été primitivement érigée. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE communique les photographies d'un monument romain provenant des environs de Magny-Lambert (Côte-d'Or) et portant une inscription latine en l'honneur de Mercure et de Romerta; il est orné des bustes des divinités des sept jours de la semaine. = 16 mai. M. le baron DE BAYE communique une étude sur l'ornementation aviforme de certains objets de l'époque barbare, ornementation qu'il a retrouvée en Sibérie et qu'il croit empruntée par les Goths à la civilisation scythique. — M. DE LA TOUR fait l'historique des deux plus anciens balanciers de la Monnaie, qui remontent à 1698.

33. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1900, n° 4. — H. GELIN. M^{me} de Maintenon convertisseuse (1^o M^{me} de Maintenon n'a jamais été huguenote; Françoise d'Aubigné fut en effet baptisée catholique le 28 nov. 1635; on donne ici un fac-similé de l'acte de baptême; son éducation a été nettement catholique de 1645 à 1647; 2^o les parents de M^{me} de Maintenon; premières conversions qu'elle opéra dans sa famille, même par des moyens de violence; 3^o sentiments de M^{me} de Maintenon sur le profit qu'on peut retirer des biens des huguenots expatriés); suite au n° 5. — Paul BESSON. Hérétiques espagnols en France en 1593. — H. LEHR. Arrêt du parlement de Rouen contre les négociants protestants, 1664. — E. SALAVERT-PELLETREAU. Abjurations en Agenais, de 1665 à 1678. — M. DE RICHEMONT. La prétendue abjuration de Jacques de Tandebartz, pasteur de la Rochelle en 1685. — A. LODS. La situation des églises protestantes du pays de Montbéliard, de 1793 à 1814. = N° 5. J. PANNIER. Grigny; lieu d'exercice des protestants parisiens en 1599. Les Mercier, seigneurs des Bordes, aux ^{xv}^e et ^{xvii}^e siècles. — E. RITTER. Lettres de Rousseau adressées à Jean-Ami Martin, ministre du Saint-Évangile, 1759-1760.

34. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin archéologique et historique. 1899, 4^e trimestre. — Abbé LURY. Documents pontificaux extraits des Archives nationales pour servir à l'histoire du diocèse de Montauban aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles; suite (pourquoi ces documents sont-ils analysés sans date d'année?).

35. — Mémoires de la Société éduenne. Tome XXVII (Autun, Dejussieu, 1899). — J.-G. BULLIOT. Supplément aux fouilles du Beuvray. — Eug. FYOT. Monay, son château et ses seigneurs. — H. GRAILLLOT. Objets d'archéologie chrétienne trouvés à Autun. — Paul MONTARLOT. Les accusés de Saône-et-Loire aux tribunaux révolutionnaires. — Autun en 1814. Procès-verbal sommaire des événements qui eurent lieu à Autun pendant l'occupation des alliés. — O. HIRSCHFELD. Les Hæduens et les Arvernes sous la domination romaine, traduction par

JOS. DÉCHELETTE. — AN. DE CHARMASSE. Le bailliage d'Autun en 1745. — JOS. DÉCHELETTE. Inventaire général des monnaies antiques recueillies au mont Beuvray, de 1867 à 1898.

36. — **Travaux de l'Académie nationale de Reims.** Vol. CII. Année 1896-1897, tome II (Reims, Michaud, 1900). — HENRI JADART. Bibliographie monumentale du canton de Beine (cette bibliographie occupe tout le volume, 391 pages; les faits sont abondants, précis et puisés aux meilleures sources. Il y a des plans de monuments, des tableaux récapitulatifs et une abondante table des matières).

37. — **Annales de Bretagne.** 1900, avril. — F. LOT. Études sur Merlin. Les sources de la *Vita Merlini* de Gaufréi de Monmouth; 1^{er} article (montre qu'il n'y a pas eu deux Merlin, mais un seul, et que la *Vita Merlini* a été écrite en 1148-1149, très vraisemblablement par Gaufréi). — P. LE NESTOUR. La population de Guéméné-sur-Scorff et de ses environs, de 1790 à 1896 (constate un mouvement croissant qui pousse les paysans à quitter les champs pour la ville). — E. DUPONT. La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes et leurs vœux à la veille de la Révolution, d'après les cahiers des paroisses; chapitre III : les paysans et le régime seigneurial. — CH. BELLIER-DUMAINE. L'administration du duché de Bretagne sous le règne de Jean V, 1399-1442; chapitre II : la justice.

38. — **Annales de l'Est.** 1900, avril. — ROD. REUSS. Une mission strasbourgeoise à la cour de Louis XIII, 1631 (intéressante et piquante analyse du rapport adressé au magistrat de Strasbourg par Josias Glaser, qui avait été chargé de mission auprès de Louis XIII et de Richelieu. Il les entretint en effet, ainsi que le P. Joseph). — A. CHUQUET. Phalsbourg et les places des Vosges en 1814. — G. FLOQUET. Le mouvement religieux à Nancy sous la Révolution, 1789-1802 (analyse d'un travail pour le diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie). — Comptes-rendus critiques : *Huisman*. Essai sur le règne du prince-évêque de Liège Maximilien-Henri de Bavière. — CH. DENIS. Inventaire des registres de l'état civil de Lunéville, 1562-1792. — *Fourier de Bacourt*. Épitaphes et monuments funéraires inédits de l'ancien diocèse de Toul; 3^e fascicule.

39. — **Annales du Midi.** Avril 1900. — ABBÉ L. DUCHESNE. Saint Jacques en Galice (la croyance à l'apostolat espagnol de saint Jacques remonte à un remaniement latin des « Catalogues apostoliques » rédigés en grec vers le commencement du VII^e siècle. Vers l'an 830, on découvrit dans le diocèse galicien d'Iria Flavia une tombe antique qui fut déclarée, pour des raisons qui nous sont inconnues, comme celle de l'apôtre; le culte dont elle fut bientôt entourée est attesté par le martyrologe d'Adon, compilé en France vers 860. Vers la fin du IX^e siècle, on fabriqua une lettre d'un pape Léon imaginaire, qui aurait été contemporain de saint Jacques; remaniée, cette lettre, qui est un tissu de fables, passa dans l'*Historia Compostellana*, terminée vers 1139 et où la

tradition fut fixée définitivement). — Abbé H. DUFFAUT. Recherches historiques sur les prénoms en Languedoc (des prénoms usités à Montgiscard en 1245 et de 1588 à 1792). — V. MORTET. Un ancien devis languedocien : marché pour la reconstruction du campanile de l'église de la Dalbade, à Toulouse, 1381. — Comptes-rendus : *Rupin*. L'abbaye et les cloîtres de Moissac (important au point de vue historique et surtout archéologique). — C. SABATÉ. Essai sur les sources du droit des comtés de Roussillon et de Cerdagne jusqu'en 1344 (peu d'esprit critique et de méthode, nul mérite littéraire).

40. — Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers. 1900, mai-juin. — Dom Alex. GROSPÉLLIER. Mélanges d'hagiographie dauphinoise; suite (la « Vita sancti Severi presbyteri; » chronologie épiscopale et faux privilèges de Vienne). — Abbé FILLET. L'Ile-Barbe et ses colonies du Dauphiné; suite. — LAGIER et GUEYFFIER. La baronnie de Bressieux; suite. — Abbé J. CHABERT. Histoire de la commune de Beauregard, comprenant les paroisses de Beauregard, Jaillans et Meymans, pendant la Révolution.

41. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. 1899, n° 6. — Albert OJARDIAS. Notes et documents concernant l'histoire d'Auvergne; un diplomate riomois du XVII^e s. : Pierre Chanut. — 1900, nos 2-3. TEILHARD DE CHARDIN. Notes sur frère Guillaume Marico ou Guillaume de Cebazat (sur l'origine du monastère de Montferrand). — Lettre inédite de Bourdaloue à Mgr Bochard de Saron, évêque de Clermont, 3 sept. 1701.

42. — Revue d'Auvergne. 1899, nov.-déc. — P.-A. JULIEN. Le plateau central de la France; son rôle géologique, son histoire.

43. — Revue archéologique, historique et scientifique du Berry. 1899, nov.-déc. — J.-B. AUCLAIR DES COTTES. Notice historique, statistique, chronique sur la ville d'Argenton, les ruines de son château, etc.; suite. — 1900, janv. Alph. JOUST. Un conventionnel suppléant : Louis Potier de la Berthellière, 1751-1793. — L. DELISLE. Étienne de Gallardon, clerc de la chancellerie de Philippe-Auguste, chanoine de Bourges (reproduction de l'art. paru d'abord dans la *Bibl. de l'Éc. des chartes*). — Émile CHENON. Une question de droit au X^e s. (parle de quelques chartes concernant un différend survenu entre l'archevêque de Bourges et les abbés de Déols au sujet du monastère de Vouillon).

44. — Revue de l'Agenais. 1900, janv.-févr. — P. HÉBRARD. Jules Mascaron, évêque d'Agen. Une visite à Casseneuil. — F. M. Le marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs. — G. THOLIN. Médaillon en plomb à l'effigie du Christ, découvert à Sainte-Livrade (il marquait probablement la sépulture d'un juif converti). — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 1578-1586; suite. — F. DE MAZET. Étude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurades de la commune et juridiction de Villeneuve-d'Agenais; suite : 1749.

45. — Revue de Champagne et de Brie. 1899, août. — A. ROSEBOR. Répertoire historique de la Haute-Marne; second supplément. — V. FROUSSARD. Histoire de la cure d'Andelot. = Sept. H. JADART. L'église de Saint-Germainmont, Ardennes. — N. GOFFART. Le Livre de raison de Jean Tobie, maître d'école à Chaumont Saint-Quentin, de 1725 à 1778.

46. — Revue de Saintonge et d'Aunis. T. XX, 2^e livr., 1^{er} mars 1900. — L. AUDIAT. L'épigraphie à Saint-Hilaire de Villefranche (inscriptions modernes). — Un procès, conséquence de l'Édit de Nantes. = 3^e livr. L'occupation de Saintes par les protestants en juin 1562. — J. PELLISSON. Jules Dufaure à Bordeaux; Victor Hugo, George Sand et Alexandre Dumas à Cognac.

47. — Revue africaine. 1899, 1^{er} trim. — L. RINN. Le royaume d'Alger sous le dernier dey; fin. — Colonel ROBIN. Notes et documents concernant l'insurrection de 1856 à 1857 dans la Grande-Kabylie; suite. — BEN-EL-ATHIR, trad. par E. FAGNAN. Annales du Maghreb et de l'Espagne; suite.

48. — Revue de Gascogne. 1900, avril. — CASTEX. Le couvent des Ursulines de Gondrin, 1629-1793. — M. Léonce COUTURE (donne lui-même son « Curriculum vitae » et bibliographie de ses œuvres). = Mai. LA PLAGNE-BARRIS. Dom Despaux, prieur de Sorèze, 1726-1818. — Abbé J. LESTRADE. Les Pénitents-Noirs de Toulouse à Garaison, 1778. — C. DOVAIS. Union de la cure de Terraube au couvent de la Trinité du lieu, 1617. = Juin. L. COUTURE. Jean-François Bladé (notice nécrologique). — Abbé DEGERT. L'évêché de Gascogne; fin (l'évêché de Gascogne est une réalité historique. Gombaud, Arsius, Raimond I le Vieux en furent certainement les titulaires. Il disparut après le concile de Toulouse, lorsque Raimond II le Jeune eut été obligé de renoncer à l'évêché de Dax pour se contenter de ceux de Bayonne et de Bazas). — J. DECAP. L'abbaye de Fabas, diocèse de Comminges, au XVIII^e s. — A. C. Les Jésuites missionnaires du collège d'Auch. — Abbé A. DEGERT. La Gascogne dans quelques publications récentes; suite.

49. — Revue historique et archéologique du Maine. T. XLVII, 2^e livr., année 1900, 2^e semestre. — R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Le théâtre au Mans au XVIII^e siècle; suite dans la livr. 3. — R. GRAFFIN. Madame de Sévigné au pays du Maine. — Dom GUILLOREAU. Fragments d'un obituaire de la chartreuse du Parc d'Orques; suite; fin dans la livr. 3. — M. GUIGNARD. Le poète Racan; étude biographique et littéraire; fin. — Abbé FROGER. Lazare de Baïf. = T. XLVII, 3^e livr. Abbé UZUREAU. Une question de préséance entre les évêques d'Angers et du Mans, 1699. — Robert TRIGER. La cathédrale de Sées (notes d'archéologie, d'après la *Normandie monumentale et pittoresque*). — Abbé J.-A. VAVASSEUR. La confrérie de Sainte-Anne à Moncé-en-Saosnois (fondée en 1715).

50. — La Province du Maine. 1899, n^o 12. — H. BRUNEAU. Prise

de Pontvallain par les royalistes en octobre 1799 (d'après des notes prises par un contemporain). — L. FROGER. La Maison-Dieu de Ballon en 1539. — X. BARBIER DE MONTAULT. Bulle de Paul V octroyant des indulgences à la confrérie de Saint-Martin érigée à Laval, 1610. — J. CHAVANON. Comptes du collège du Mans à Paris, 1585-1588; fin.

51. — *Analecta Bollandiana*. 1899, 3^e livr. — Acta graeca S. S. Davidis, Symeonis et Georgii, Mitylenae in insula Lesbo. — La patrie de saint Jérôme (il semble que la ville de Stridon devait être voisine de Grahovo). — S. Walfroy et S. Wulphy (répond aux objections qu'a soulevées l'art. de D. Morin. *Anat. Boll.*, XVII, 307). — S. Mochulleus et S. Ronanus (reproduction des notes publiées dans la *Revue celtique*, XIX, 352, par H. d'Arbois de Jubainville). — De libello miraculorum B. Simonis de Lipnica. = Comptes-rendus : P. Jardet. Saint Odilon, abbé de Cluny (bon ouvrage de vulgarisation, qui aurait gagné à être écrit dans un style plus simple). — B.-M. Reichart. Monumenta ordinis Fratrum Praedicatorum historica. T. III : Acta capitulorum generalium (grande valeur). — L. de Kervat. Saint François d'Assise et l'ordre séraphique (cet ouvrage d'édification n'est pas assez débarrassé des légendes; beaucoup de renseignements exacts sur les sources de l'histoire franciscaine). — A. Morin et P. Soulier. Monumenta ordinis servorum sanctae Mariae, t. II (les textes sont publiés avec beaucoup de soin et de critique). — J.-F. Kirsch. Le retour des papes Urbain V et Grégoire XI d'Avignon à Rome (d'après les archives de la Chambre apostolique). = 4^e livr. Vita venerabilis Lukardis, monialis ordinis Cisterciensis in superiore Winaria (suite d'une publication de textes commencée dans la 3^e livr.). — Saints d'Istrie et de Dalmatie (rend compte de l'importance que présentent, au point de vue des études hagiographiques, les fouilles de Salone et de Parenzo). = Comptendu : C. Rohault de Fleury. Les saints de la messe et leurs monuments, t. VI (belles planches, mais beaucoup d'erreurs dans le texte). = 1900, n° 1. Les deux saint Babylas (il n'y en a qu'un en réalité). — F. NAU. Les martyres de saint Léonce de Tripoli et de saint Pierre d'Alexandrie d'après les sources syriaques. — De vita prima et miraculis B. Benedicti papae XI, auctore Bernardo Guidonis. — Vita B. Margaritae virginis de civitate Castelli, sororis tertii ordinis de poenitentia sancti Dominici. = Comptes-rendus : F.-X. Funk. Kirchengeschichtliche Abhandlungen und Untersuchungen (beaucoup de savantes dissertations, notamment sur Constantin, saint Jean-Chrysostome, saint Basile et le culte des images, l'Imitation de Jésus-Christ, Galilée). — H. Lesêtre. Sainte Geneviève (sort du terrain de l'histoire). — J. Roy. Saint Nicolas I^{er} (cherche à justifier Nicolas I^{er} du reproche d'avoir fait usage des fausses décrétales pour appuyer ses revendications des droits suprêmes du pontificat romain). — H. Löbbel. Der Stifter des Carthäuser-Ordens. Der heilige Bruno aus Köln (œuvre consciencieuse et solide dans laquelle l'intérêt va de pair avec la rigueur scientifique).

— *L. Palomes*. Dei Frati Minori e delle loro denominazioni (manque de sérénité). — *F. Balme et C. Paban*. Monumenta ordinis fratrum prædicatorum historica (ces documents ont surtout un caractère biographique et leur valeur est très grande). — *C. de Mandach*. Saint Antoine de Padoue et l'art italien (grande richesse d'informations, critique pleine de sagacité; quelquefois excès d'imagination dans l'analyse des œuvres d'art). — *S. Steinhertz*. Nuntiaturberichte aus Deutschland nebst ergänzenden Actenstücken (l'intérêt du volume se concentre surtout sur le catholicisme précaire de l'empereur Maximilien que Rome s'efforçait de raffermir par l'action de ses deux nonces. Il n'y a rien de bien neuf, et le commentaire est d'une longueur exagérée).

52. — Les Archives belges. 1900, n° 2. — Comptes-rendus : *F. Straven*. Inventaire analytique et chronologique des archives de la ville de Saint-Trond (complet et bien ordonné). — *F. Van Veeckeghem*. Vie de sainte Lutgarde (publication d'après un manuscrit de Copenhague; elle offre plus d'utilité pour la philologie que pour l'histoire). — *E. Gailliard*. La Keure d'Hazebroeck (tableau de cette législation coutumière du xiv^e s.). — *G. Desmarez*. Les villes flamandes, leur origine et leur développement (résumé très intéressant). — *F. de Potter et J. Broeckaert*. Histoire des communes de la Flandre orientale (suite de la collection; manque de proportion). — *F. Di Martinelli*. Diest au temps des Sans-Culottes (en flamand; bon). — *P.-F. Gebruers*. Esquisses de la guerre des paysans (en flamand; l'auteur semble étranger à tout esprit de méthode et de critique). — *U. Berlière*. Mélanges d'histoire bénédictine, 2^e série (dissertations importantes). — *L. Goovaerts*. Écrivains, artistes et savants de l'ordre de Prémontré (fruit de longues et patientes recherches). — *J.-Th. de Raadt*. Seaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants (œuvre d'un homme compétent). — N° 3. *P.-L. Muller et A. Diegerick*. Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas (t. V et dernier de cette collection). — *H. Van der Linden*. Histoire de la ville de Louvain (en flamand; modèle de monographie locale). — *J.-A. Torfs*. Histoire de Louvain (en flamand; ne manque pas de mérite, mais est beaucoup inférieure au livre de Van der Linden). — N° 4. *H. Pirenne*. Histoire de Belgique. Des origines au xiv^e s. (œuvre magistrale). — *L. Devillers*. Chartes du chapitre de Sainte-Vaudru de Mons; t. I (publication bien soignée). — *J. Simonis*. L'art du médaillier en Belgique (beaucoup de choses nouvelles). — *F. Bouvier*. Bonaparte en Italie (bien documenté). — N° 5. *E. Lameere*. Le grand conseil des ducs de Bourgogne de la maison de Valois (excellente étude faite d'après les papiers des archives. Démontre la fausseté de la tradition qui fait remonter le grand conseil à l'ordonnance du 4 août 1446). — *A. de Witte*. Histoire monétaire des comtes de Louvain, ducs de Brabant et marquis du Saint-Empire romain, t. III (beaucoup de patience, d'érudition et de sagacité). — *P.-J. Maas*. Le métier de la draperie à Roulers au xvi^e s. (en flamand; d'après les archives communales). — *E. Bertin*. Journal intime de Cuvillier-Fleury (contient des détails

intéressants sur les premières années de la monarchie belge). — *J. Lam-mens*. Le béguinage de Sainte-Élisabeth à Mont-Saint-Amand (histoire de la création de ce béguinage en 1875).

53. — Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques. 1899, n° 12. — *P. FREDERICO*. Les comptes des indulgences en 1488 et en 1517-1519 dans le diocèse d'Utrecht. = 1900, n° 1. *J. LECLERCQ*. Anurádhapura sous les rois cinghalais (d'après des découvertes de Georges Turnour). — *L. VAN DER KINDERE*. A propos d'une chartre de Balderic d'Utrecht (discussions généalogiques sur la famille des Régniers de Lotharingie).

54. — La Gazette numismatique. T. IV, 4^e livr. — *A. DE WITTE*. Notes sur l'introduction de la presse à balancier dans les Pays-Bas espagnols (les jetons anversoires gravés par Jacques Roëttiers ont été servilement copiés des jetons de la cour des monnaies de France; le plus ancien de ceux-ci date de 1723 et est dû à Joseph-Ch. Roëttiers). = 5^e livr. *J. JUSTICE*. Notes sur les jetons du bureau des finances de Philippe II d'Espagne.

55. — Le Muséon et la Revue des religions. 1899, n° 4. — *E. BEAUVOIS*. Échos des croyances chrétiennes chez les Mexicains du moyen âge et chez d'autres peuples voisins (soutient que les religions précolombiennes du Mexique et de l'Amérique centrale ont fait des emprunts notables au catholicisme). = Comptes-rendus : *O. PAUTZ*. Muhammeds Lehre von der Offenbarung (trop favorable à Mahomet). — *E. AUST*. Die Religion der Römer (livre de vulgarisation écrit par un spécialiste distingué). — *J. BAISSAC*. Les origines de la religion (assigne à la religion une origine purement naturaliste).

56. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1900, n° 1. — *O. ROTTMANNER*. Catholica (étude sur l'emploi de ce mot comme synonyme de « ecclesia catholica »). — *Dom G. MORIN*. Le testament de Notre-Seigneur (d'après l'ouvrage de Kirchheim, *Testamentum Domini Nostri Jesu Christi*). — *Dom U. BERLIÈRE*. La congrégation bénédictine de Chezal-Benoît (étude sur la réforme de l'ordre bénédictin entreprise par Pierre du Mas au x^v siècle). — *Dom R. PROOST*. L'enseignement philosophique des Bénédictins de Saint-Vaast à Douai à la fin du xviii^e siècle (d'après des cahiers manuscrits de l'époque conservés à Maredsous). — *Dom B. CAMM*. La crise religieuse dans l'Église d'Angleterre (cette crise a sa source dans le mouvement ritualiste). = Comptes-rendus : *F. WIEGAND*. Die Stellung des apostolischen Symbols im kirchlichen Leben des Mittelalters (beaucoup de mérite). — *H. GRISAR*. *Analecta Romana* (importante étude sur Rome et les papes au moyen âge). — *S. BEISSEL*. Bilder aus der Geschichte der altchristlichen Kunst und Liturgie in Italien (remarquable). — *Ingold*. *Alsatia sacra*, t. IV (statistique des maisons religieuses). — *J.-A. BRUTAILS*. L'archéologie du moyen âge et ses méthodes (bonne critique). = N° 2. *Dom U. BERLIÈRE*. Lettres inédites de Mabillon adressées notam-

ment à Bossuet, à Fontanieu, à D. Martène, à D. Ruinart. — Dom G. MORIN. Un concile inédit tenu dans l'Italie méridionale à la fin du ix^e siècle (il s'agit du concile de Siponto; travail fait d'après le cod. addition. 16413 du British museum). — Dom B. ALBERS. L'abbé de Fulde primat de l'ordre bénédictin en Allemagne et en France (ce titre existait dès le x^e s.). = Comptes-rendus : *H. Marucchi*. Archéologie chrétienne (à la fois scientifique et pratique). — *V. Brands*. L'Université de Louvain. Coup d'œil sur son histoire et ses institutions (monographie remarquable). — *J. Tardivel*. La situation religieuse aux États-Unis (réfutation de Brunetière).

57. — Revue de l'Université de Bruxelles. 1899-1900, n° 5. — *J. CAPART*. Esquisse d'une histoire du droit pénal égyptien (d'après les papyrus et les inscriptions). — *A. KLEEFELD*. Bologne, son Université et ses étudiants (intéressant). = Comptes-rendus : *M. Huismann*. Essai sur le règne du prince-évêque de Liège Maximilien-Henri de Bavière (beaucoup d'érudition. N'a pas montré avec assez d'ampleur le rôle que les grands courants d'opinion ont joué dans cette longue crise). — *H. Pirenne*. Discours sur l'histoire de Belgique (la Belgique n'est pas, comme on l'a prétendu, une œuvre, sinon artificielle, du moins toute récente de la diplomatie européenne).

58. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1900, 1^{re} livr. — *A. HANSAY*. Les origines de l'état liégeois (1^{re} partie d'un travail très érudit et très méthodique). = Comptes-rendus : *M. Huismann*. Essai sur le règne du prince-évêque Maximilien de Bavière (bien documenté et très précis). — *F. Funck-Brentano*. Le drame des poisons (ne s'appuie que sur des textes d'une authenticité indiscutable). — *Aust*. Die Religion der Römer (distingue nettement la vieille religion nationale de Rome des éléments grecs et orientaux qui l'ont successivement dénaturée). — *H. Van der Linden*. Histoire de la ville de Louvain (connaissance complète des sources; accorde à l'histoire de la civilisation la place qu'elle mérite). — *U. Bertière*. Mélanges d'histoire bénédictine (comprend une intéressante correspondance de D. Calmet). — *V. Vander Haeghen*. Documents faux relatifs aux anciens peintres, sculpteurs et graveurs flamands (critique aussi sûre que bien informée). = 2^e livr. *A. HANSAY*. Les origines de l'état liégeois (2^e part. Expose les accroissements du pouvoir épiscopal grâce aux diplômes d'immunité accordés par les souverains mérovingiens et carolingiens). = Comptes-rendus : *Lacour-Gayet*. L'éducation politique de Louis XIV (bon). — *D'Awans et Lameere*. Lectures historiques recueillies dans les travaux des principaux historiens (ouvrage qui rendra des services aux commençants). — *G. Desmarez*. Les villes flamandes, leur origine, leur développement (résumé exact et attachant de l'histoire urbaine de la Flandre avant le xv^e s.). — *L. Devillers*. Chartes du chapitre de Sainte-Vaudru de Mons (beaucoup d'actes intéressants pour l'histoire et la condition des personnes et des terres). — *P. Fredericq*. Les comptes des indulgences en

1488 et en 1517-1519 dans le diocèse d'Utrecht (très neuf). — *B. Van Rijswijk*. Histoire du droit d'étapes à Dordrecht (bon travail d'histoire économique; n'a pas suffisamment recouru à la méthode comparative). — *G. Gavet*. Sources de l'histoire des institutions et du droit français (bien conçu). — *C. Sommervogel*. Bibliothèque de la Compagnie de Jésus (ouvrage de premier ordre).

59. — Revue générale de Belgique. 1900, n° 2. — Comptes-rendus : *Huisman*. Essai sur le règne du prince-évêque de Liège Maximilien-Henri de Bavière (étudie spécialement l'abandon de l'ancienne politique de neutralité et l'alliance française; beaucoup d'indications nouvelles). — *C. Van Duerm*. Correspondance du cardinal H. Consalvi avec le prince Clém. de Metternich (met singulièrement en lumière la prudence et la modération du ministre de Pie VII). — *F. Klein*. L'évêque de Metz. Vie de Mgr Dupont des Loges (grande richesse d'information). = N° 3. H. FRANCOITTE. Socrate et la réforme sociale au v^e siècle en Grèce (c'est la question sociale qui a principalement absorbé l'attention de Socrate; il la résout par l'éducation à la fois morale et intellectuelle des classes dirigeantes, qui s'emploieront, éclairées par la science et guidées par la sagesse, au bon gouvernement de la cité et au bonheur de leurs semblables). — C. VAN OVERBERGH. La géographie et la plus grande Belgique (considérations intéressantes sur les réformes nécessaires dans l'enseignement supérieur de la géographie). = Compte-rendu : *F. Raimond*. Histoire du Hainaut français et du Cambrésis (la partie moderne est assez bien traitée, mais la méthode est défectueuse). = N° 4. Ch. WOESTE. Le second empire (d'après l'ouvrage de P. de la Gorce). — A. ROERSCH. Les fouilles de Triène (intéressant). — A. HALLOT. Les causes morales de la récente guerre entre la Chine et le Japon (bien documenté). = Compte-rendu : *G. Kurth*. L'Église aux tournants de l'histoire (synthèse éloquente).

60. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1899, n° 1. — E. STOCQUART. Les Flamands en Écosse au moyen âge et l'origine des comtes de Douglas (détails sur les colonies flamandes établies en Angleterre dès le xi^e siècle). — P. CHIBERT. Un échange de prisonniers après la bataille de Gembloux, 1578 (il s'agit d'un certain nombre de membres de l'aristocratie belge qui font l'objet d'un double échange entre Don Juan et les États). — J. DE POIN. Le duc Ébrard de Frioul et les trois comtes Matfrid (épisode de l'histoire du ix^e siècle). — J. VAN NERUS. Cinq lettres inédites de Juste Lipse, 1595-1606 (elles sont adressées à l'abbé d'Echternach; il y est question de l'*Historia luxemburgensis* de Berthelius). — G. CUMONT. Méreaux de l'église Sainte-Gudule à Bruxelles (au xvii^e et au xviii^e siècle). — J.-Th. DE RAADT. Ventes d'armoiries (exemple d'une vente de l'espèce au xiv^e siècle). = N° 2. R. SERURER. L'imitation des types monétaires flamands au moyen âge, depuis Marguerite de Constantinople jusqu'à l'avènement de la maison de Bourgogne (au point de vue de la chronologie des émissions et au point

de vue de l'histoire des relations commerciales). — DE MAN. Les tertres de refuge de la Zélande (il ne faut pas voir dans ces élévations artificielles des lieux de sacrifices, mais simplement des endroits de refuge pour les troupeaux pendant la période des crues fluviales). = Nos 3 et 4. J. DESTREE. Étude sur la sculpture brabançonne au moyen âge (suite, étude des retables). — DE BAVAY. Une élection d'abbé en 1764 à l'abbaye de Villers (expose la procédure suivie). — P. VERHAEGEN. Les premiers ballons en Belgique, 1783-1786 (montre que les Belges ont pris une part plus grande qu'on ne le croit d'ordinaire au perfectionnement des aérostats). — BAES. Gerard David et l'élément étranger dans la peinture flamande du ^{xv}^e au ^{xvi}^e siècle (la Flandre a produit des artistes nombreux; mais aucun n'est arrivé au summum de sa production sans l'encouragement d'un éducateur étranger). — G. CUMONT. Épisodes de la restauration autrichienne après la révolution brabançonne (moyens employés pour désarmer le peuple et supprimer les emblèmes révolutionnaires). = 1900, n° 1. L. PARIS. L'épithaphe de Julia Urania (histoire de cette pierre, transportée de Rome à Bruxelles en 1706, déposée à la bibliothèque des jésuites, perdue après la dispersion de l'ordre en 1772, et retrouvée en 1898). — G. CUMONT. Les méreaux du chapitre d'Anderlecht pendant le ^{xviii}^e s. — J. DESTREE. L'aiguière et le plat de Charles-Quint conservés dans la galerie d'Apollon à Paris (ces œuvres d'art auraient été faites à Anvers). — E. DE MUNCK. Le pilori de Saventhem. — THON. Les tombes de Burdinne (compte-rendu de fouilles opérées en Hesbaye). — J. MOENS. Matériaux pour l'étude du goedendag et du plançon à picot (contribution à une controverse interminable sur les armes des communiers flamands).

61. — Annales du cercle archéologique de la ville et de l'ancien pays de Termonde. T. VII, 4^e livr. — J. BROECKAERT. Termonde sous la république française (documents publiés sans analyses ni notes). — Une sentence de la cour féodale de Berlaere en 1729 (en cause d'incendiaires). — Chroniques locales (l'une de 1666 à 1709, l'autre de 1658 à 1686; ni introduction ni notes). = Tome VIII, 1^{re} livraison. A. DE VLAMINCK. Le grand pont sur l'Escaut à Termonde et l'ancien tonlieu de cette ville (d'après les documents des archives. L'origine de Termonde, longtemps attribuée à un castrum établi par les Romains au confluent de l'Escaut et de la Dendre, doit être reportée à une époque beaucoup antérieure). — F. DONNET. Les Lombards à Termonde et dans quelques villes des Pays-Bas (commence au ^{xiii}^e s.). — A. DE VLAMINCK. Les anciennes chambres de rhétorique de Termonde (particularités curieuses sur ces sociétés littéraires et sur les écoles de la ville pendant le moyen âge et l'époque moderne).

62. — Annales de la Société historique et archéologique de Tournai. Nouv. sér., t. IV, 1899. — A. DE LA GRANGE. Extraits de testaments tournaisiens (642 testaments conservés aux archives communales et datés de 1501 à 1791; beaucoup de renseignements intéressants

pour l'histoire sociale et économique de la cité). — Th. LEURIDAN. L'avouerie de Tournai, essai sur l'histoire de cette institution (cette avouerie était purement laïque; elle remonte à l'époque carolingienne et disparaît devant la commune au commencement du XIV^e siècle).

63. — Bulletin de la section scientifique et littéraire de la Société des Mélaphiles de Hasselt. 1899, n° 1. — H. VAN NEUSS. Actes et documents anciens concernant Hasselt (99 pièces d'archives datées de 1203 à 1354 : concessions de biens et d'immunités, legs, fondations, etc.). — E. GERAETS. Le procès criminel d'un Bokkenryder en 1790 (détails intéressants sur la procédure criminelle). — M. GERAETS. La justice répressive à Hasselt sous les princes-évêques de Liège (d'après des documents des archives criminelles).

64. — Revue historique de l'ancien pays de Looz. T. IV, n° 1. — A. HABETS. La nomination d'un médecin hasseltois en 1463 (il s'agit d'un médecin qui soigne les indigents et des privilèges que son office lui confère). — C. BAMPS. Notes sur la justice répressive au pays de Lummen à la fin du siècle dernier. = N° 2. P. DANIELS. Les Augustins de Hasselt, 1579-1791 (listes et biographies). — E. GERAETS. Les conditions de la bâtisse au siècle passé à Hasselt et aux environs (indications intéressantes sur le salaire des ouvriers du bâtiment). = N° 4. F. NAU. Les croisés Henry et Godefroy du château de Ascha (étude très ingénieuse d'après des documents syriaques sur ces deux personnages, parents de Godefroid de Bouillon, qui nous étaient déjà connus par Albert d'Aix et Guillaume de Tyr). — L. STROOBANT. Le symbolisme de la pomme d'or (croit à l'identité de la pomme que les peintres mettent souvent dans la main de l'enfant Jésus et de la boule qui, dans la main des empereurs, figurait la monarchie universelle).

65. — Publications de la section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg. T. XLVII, 1900. — VAN WERVEKE. Inventaire analytique des archives du château d'Ansembourg (483 documents, depuis les origines jusqu'en 1649). = T. XLIX, 1^{re} livr. (le t. XLVIII n'a pas encore paru). H. SCHUERMANS. Bollendorff (étude sur les monuments romains et francs de la *villa Bollana* des diplômes d'Echternach). — J. VANNERUS. Les biens et revenus du clergé luxembourgeois au XVI^e siècle. Enquêtes de 1575 et de 1576 (précieux document d'histoire économique).

66. — Byzantinische Zeitschrift. Bd. IX, Heft 2-3. — J. HAURY. Jehan Malalas doit-il être identifié avec le patriarche Jean Scholastikos? (certainement oui). — E. PATZIG. La *ἐτέρα ἀρχαιολογία* des *Excerpta Salmasiana* (soutient contre de Boor que Jean d'Antioche est bien l'auteur des *Excerpta*). — A. PAPADOPOULOS-KERAMEUS. Théophanès Sikélos. — A. THUMB. Mots grecs empruntés à l'arménien. — KUGENER. Observations sur la vie de l'ascète Isaïe et sur les vies de Pierre l'Ibérien et de Théodore d'Antinoë par Zacharie le Scolastique. — MILIO-

POULOS. Localités byzantines (identification et histoire). — J.-L. HERBERG. La grammaire grecque de Roger Bacon (analyse le texte, fourni par un ms. d'Oxford, et montre par quelles voies Bacon est parvenu à savoir assez le grec pour en ébaucher une grammaire). — Bibliographie : C. Sathas. The history of Psellus (cette édition des histoires de Psellus est loin d'être satisfaisante; elle laisse beaucoup trop de fautes à corriger. La pire des éditions de la Byzantine de Bonn est encore meilleure que celle-ci. Plus de vingt pages de corrections proposées par Ed. Kurtz). — G. Laskin. Le traité de Constantin Porphyrogennète sur les thèmes et sur les peuples (publié en russe, à Moscou, 1899; long compte-rendu en grec par Papadémétrion). — Ahrens et Krüger. Die sogenannte Kirchengeschichte des Zacharias Rhetor in deutscher Uebersetzung (excellente traduction avec commentaire de cette compilation syriaque). — H. Moritz. Die Zunamen bei den byzantinischen Historikern und Cronisten; II Theil (bon). — G. Ousepian. Die Entstehungsgeschichte des Monotheletismus nach ihren Quellen geprüft und dargestellt (bon).

67. — **Historisches Jahrbuch.** Bd. XXI, Heft 1. — Jos. SCHNITZER. Pour servir à l'histoire d'Alexandre VI (publie quelques notes inédites d'un contemporain). — Jos. RUEBSAM. Le service postal à ses débuts, 1425-1562 (intéressantes notes bibliographiques; l'auteur analyse entre autres le passage où Marco Polo décrit (ch. xcvi) l'organisation de la poste en Chine). — H. KOCH. Pour servir à l'histoire de la discipline pénitentielle et du pouvoir pénitentiel dans l'Eglise d'Orient. — Al. Meister. Documents nouveaux sur les relations artistiques entre la Bourgogne et Cologne vers la fin du xiv^e siècle. — Comptes-rendus : S. R. Gardiner. History of the Commonwealth and Protectorate (analyse très élogieuse).

68. — **Ephemeris für Semitische Epigraphik**, von Dr Marck Lidzbarski. Bd. I, Heft 1. — Un nouvel examen de la stèle de Mésa. — Vieilles inscriptions sémitiques sur des sceaux et des poids du musée Ashmole à Oxford. — Une inscription votive de Carthage (d'après les fouilles du P. Delattre). — Une Tabella devotionis punique trouvée dans la nécropole de Duimes. — Inscriptions de Constantine (elles tiennent le milieu entre l'ex-voto carthaginois et néo-punique). — Une inscription trilingue de Tunisie (celle d'Enchir Alaouin, publiée par Ph. Berger et R. Cagnat). — Inscriptions néo-puniques de Maktar. — Sur l'inscription de Siloé (corrections au dessin nouvellement publié par Socin). — Inscriptions araméennes de Cappadoce. — Inscriptions de Palmyre, etc.

69. — **Hermes.** Bd. XXXV, 1900, Heft 2. — E. FABRICIUS. Le droit municipal d'Urso (C. I. L. Suppl. 5439. Le droit municipal de la colonie d'Urso dans l'*Hispania ulterior* a été rédigé entre la mort de César et le départ d'Antoine, oct. 44. Il faut y distinguer deux parties : le projet primitif, qui s'est retrouvé dans les papiers de César, et

les additions d'Antoine). — J. KROMAYER. Études comparées pour l'histoire de l'armée grecque et romaine (il faut examiner de près les sources; il faut étudier avec soin les moyens tactiques avec lesquels les Romains ont soumis le monde macédo-grec. Traite : 1^o de la phalange macédonienne, pour laquelle Polybe est l'autorité fondamentale, et 2^o de l'acies romaine). — J. BELOCH. Pour servir à l'histoire de la famille des Eurypontides (1^o le roi Laotychidas et l'insurrection de Messénie. Reconstitution généalogique des Eurypontides. Critique l'opinion de Schwartz sur Tyrtée et sur un soulèvement messénien au commencement du v^e siècle. 2^o La mort d'Agis à Mantinée. Pausanias, VIII, 10, 5 et suiv., a pris Agis II, fils d'Eudamidas, pour son pupille Agis III, le vrai fils d'Eudamidas. D'ailleurs, tout le récit de Pausanias est à rejeter). — B. NIESE. Critique des deux livres des Macchabées (on a tort d'accorder peu d'importance au deuxième livre; c'est la source la plus ancienne et souvent la plus pure. Niese défend l'authenticité du Proemium. L'épitomé de Jason a été composé en 125-124 av. J.-C. Nous possédons ici un ouvrage contemporain du milieu du second siècle. Ce que vaut l'épitomateur Jason de Cyrène). — H. DESSAU. Le calendrier de la province d'Asie (comparez les *Mittheil. d. deutschen archæol. Instituts in Athen*, 1899, p. 275). — Max CONRAT. Saint Jérôme et la « *Collatio legum mosaicarum et romanarum* » (cherche à montrer que saint Jérôme a composé cette « *Collatio* »).

70. — *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*. Bd. XXV, Heft 3. — J. SCHWALM. Voyage en Italie à l'automne de 1898; appendices (publie dix-sept diplômes royaux et « *Acta imperii* » de 1198 à 1338; dans le nombre est un traité entre Henri, duc de Basse-Bavière, et Philippe VI, roi de France, 9 nov. 1337). — F. PHILIPPI. La « *Vita Bennonis* » de Norbert est-elle authentique? (la vie de Benno II, évêque d'Osnabruck à la fin du xi^e s., a été racontée par un contemporain; cette vie originale a été utilisée par Ertwin Ertman et par Kleinsorgen; mais la « *Vita* » n'a été écrite qu'au xvi^e s., à l'époque du plus ancien exemplaire manuscrit qu'on en possède, vers 1586. L'auteur de cette supercherie avait voulu justifier les prétentions du monastère d'Iburg sur le château d'Iburg et sur ses environs). — P. KEHR. Diplômes impériaux conservés dans les archives du Vatican (publie trois diplômes; le premier se trouve être ce même acte de Louis le Pieux, du 8 déc. 820, que Ph. Lauer a édité dans la dernière livraison de la *Bibl. de l'Éc. des chartes*; voy. plus haut, p. 407). — K. ZEUMER. La plus ancienne coutume alémannique (E. Gothein a publié dans un programme de l'Université de Bonn en 1899 un curieux texte intitulé : « *Iura curiae in Munchwilare*; » mais il a eu le tort de lui attribuer une antiquité et une importance qu'il n'a point. Il n'est pas du x^e s., mais au plus tôt du xii^e). — E. DUEMLER. Un poème en hexamètres sur la Simonie (d'après un ms. de la bibliothèque d'Angers).

71. — *Archiv für katholisches Kirchenrecht*. Bd. XXXIX,

1899, Heft 2. — Nic. HILTING. Prêtres et laïques dans les synodes diocésains, surtout dans l'Allemagne du Nord; leur condition présente et leur influence (de l'époque carolingienne jusqu'au concile de Trente). — Richard STIEVE. Le gallicanisme en Alsace et en Lorraine (depuis les plus anciens temps jusqu'à nos jours); fin dans Heft 3. — Stefan SCHWITZ. Le monachisme égyptien au IV^e siècle; suite dans Heft 3. — K. HOLDER. Un traité sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat par Pierre Sothenwly, de Fribourg en Suisse (mort en 1597); suite dans Heft 3 et 4. — L. WAHRMUND. Actor et reus (sur les sources de la procédure au moyen âge).

72. — Der Katholik. Bd. XIX, 1899. — Ad. FRANZ. Pour servir à l'histoire de la messe au moyen âge. — C.-M. KAUFMANN. Les « Monumenta ordinis fratrum praedicatorum historica. » — L'émeute du « Collegium germanicum » en 1554 (critique le récit donné par Gothein dans son Ignace de Loyola). — Ad. FRANZ. Frédéric II, roi de Prusse, et la tolérance religieuse (d'après l'ouvrage de H. Pigge. Mayence, 1899). — N. PAULUS. L'indulgence de la Portioncule (défend contre K. Müller l'authenticité de l'acte concédant cette indulgence). — A. BELLESHEIM. Dom Luigi Tosti, bénédictin du Mont-Cassin. — KUENSTLE. Pour servir à l'histoire du symbole d'Athanase. — N. PAULUS. Conrad Treger (moine augustin du XVI^e s.). — Id. Tetzl et Oldecop (répond aux critiques de Majunke). = Bd. XX. H. PLENKERS. Recherches récentes sur l'histoire du monachisme primitif (Palladius et Rufin, le monachisme pachômien). — A. BELLESHEIM. Thomas Bridgett, convers, rédemptoriste et écrivain (art. nécrologique). — N. PAULUS. Le prédicateur d'indulgences Bernardin Sanson (d'après la biographie publiée par Roch Schmidlin à Soleure, 1898). — A. HUH. La lutte de saint François Xavier contre les fonctionnaires coloniaux de son temps.

73. — Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. Bd. XIX, 1900, Heft 1-2. — Félix RACHFAHL. Pour servir à l'histoire de la propriété foncière (expose le système présenté par Richard Hildebrand dans son livre récent sur le Droit et la Coutume, en particulier la manière dont il expose l'origine de la propriété foncière chez les Germains. Du « Gau » chez les anciens Germains. Origine de la propriété foncière chez les Slaves).

74. — Deutsche Rundschau. 1900, février. — Paul HEYSE. Souvenirs de jeunesse. Le roi Max et le vieux Munich; fin. = Mars. Id. La maison de mes parents. — M. VON BRANDT. Chamberlain. — G. ZERNIN. Le dernier voyage du général de Gœben en Espagne, 1878. = Avril. F. SALOMON. La politique de l'Angleterre en Afrique. = Mai. J. BRUNS. Érasme considéré comme satirique. = Juin. H. MORF. Les sept enfants de Lara.

75. — Preussische Jahrbücher. Bd. C, Heft 1, avril 1900. — Max LEHMANN. Luther considéré comme allemand et comme chrétien (discours d'apparat). — E. DANIELS. Frédéric le Grand et Marie-Thérèse à

la veille de la guerre de Sept ans (d'après le t. LXXIV des *Mittheil. aus den k. Preuss. Staatsarchiven*; les documents qui y sont publiés confirment l'exactitude de la théorie de Lehmann. « L'origine de la guerre de Sept ans doit être cherchée uniquement dans l'orgueil de la politique prussienne. Frédéric voulait conquérir la Saxe et la Prusse occidentale afin de donner un corps à l'État prussien et de lui permettre de subsister, même si le chef n'en était pas un homme de génie »). — H. ONCKEN. L. Bamberger (d'après ses souvenirs).

76. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und historischen Classe. Munich, 1899, Bd. II, Heft 2. — J. FRIEDRICH. Le saint Georges historique (cherche à montrer que Georges, qui fut opposé comme évêque à saint Athanase, est le prototype du saint Georges de la légende. Celle-ci est née dans le cercle semi-arien d'Alexandrie; montre comment la légende s'est développée). — Ph. THIELMANN. Des matériaux manuscrits qui ont été réunis pour une édition critique des traductions latines des livres de l'Ancien Testament. — Fr. HIRTH. Les Huns du Volga (essaie de prouver, d'après les sources chinoises, l'identité des Hiung-nu avec les Huns du Volga, dont l'invasion vers l'an 375 ap. J.-C. peut être considérée comme un des événements les plus gros de conséquences pour notre civilisation). = Heft 3. K.-Th. HEIGEL. L'élection du prince Philippe-Maurice de Bavière à l'évêché de Paderborn (histoire d'un prince bavarois qui mourut à Rome, le 12 mars 1719, âgé de vingt ans. « Un fils de prince succombe dans une lutte avec la tradition de sa famille et avec son père corporel »). — Eug. OBERHUMMER. Remarques sur la carte de la Bavière par Aventin (expose, à l'aide des documents, l'histoire de la carte publiée en 1899 par Jos. Hartmann).

77. — K. Preussische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte. Berlin, 1900, nos 5-6. — L. BORCHARDT. Rapport sur un éboulement qui s'est produit au temple d'Ammon à Karnak le 3 oct. 1899. = No 7. Ad. HARNACK. Comment a été écrite l'histoire de l'Académie (« la science, comme l'a remarqué J. Grimm, n'a pas de secrets, mais elle a ses petits mystères. En racontant son histoire, elle en efface certains traits »). = Nos 8-9. R. KEKULÉ VON STRADONITZ. Rapport préparatoire sur les fouilles entreprises pour les musées royaux à Milet. = No 13. P. SCHEFFER-BOICHORST. Une loi de l'empereur Frédéric II (montre l'importance de la loi « De resignandis privilegiis » qu'il donna au royaume de Sicile). = No 19. C. SCHUCHARDT. Le castellum romain de Haltern sur la Lippe (on a trouvé à Haltern la plus ancienne station romaine certaine de la Basse-Allemagne à l'est du Rhin).

78. — K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Classe. Abhandlungen, Bd. III, 1900, no 3. — H. ACHELIS. Les martyrologes; leur histoire et leur valeur historique (247 p.; attribue une importance de premier ordre au « Martyrologium

Hieronymianum. » En règle générale, pour tous les articles des *Acta sanctorum* des Bollandistes qui reposent sur les martyrologes, il faut entreprendre une revision basée sur une critique du martyrologe Hiéronymien; cette revision aura pour conséquence de faire disparaître une quantité considérable de noms de saints).

79. — Archiv des historischen Vereins für Unterfranken und Aschaffenburg. 1899. — KERLER. Sous le prince-évêque Jules de Wurzbourg (d'après le livre de compte de Jacques Røeder, tondeur de drap à Wurzbourg, 1598-1618). — E. ULRICH. La chartreuse d'Engelgarten à Wurzbourg; 2^e partie, 1631-1803. — G. SCHWINGER. Le monastère de Saint-Étienne O. S. B. à Wurzbourg. — J.-E. SCHMITT. Le cimetière de Hollstadt-a.-S. (trouvailles préhistoriques).

80. — Beiträge zur Geschichte des Niederrheins. Bd. XIV, 1900. — P. ESCHBACH. Gerhard, duc de Juliers-Berg, et son maréchal Jean von Haus (pour l'histoire financière et juridique du duché de Berg au xv^e s.). — H. ESCHBACH. « Küren » municipales de Ratingen au xv^e s. (les « Küren » sont des ordonnances de police basées sur l'accord libre des bourgeois; celles que l'on publie ici intéressent l'histoire de la civilisation et des institutions). — R. SCHOLTEN. Le monastère de chanoines réguliers de Gnadenthal à Clève. — Ferd. SCHMITZ. L'abbaye de Heisterbach, d'après des documents inédits. — Fr. CRAMER. Inscriptions sur verre du pays rhénan à l'époque romaine (pour servir à l'histoire et à la technique de l'industrie du verre à l'époque romaine). — F.-W.-E. ROTH. Savants de la région du Rhin inférieur à l'Université de Mayence du xv^e au xvii^e siècle. — HARLESS. Deux lettres du dernier électeur de Cologne, Max Franz, 1794, 1796. — E. PAULS. La situation politique à Dusseldorf pendant le séjour de Goethe dans l'automne de 1792 (confirme à l'aide de documents contemporains le témoignage de Goethe dans sa Campagne de France).

81. — Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte. Bd. XIII, 1^e Hälfte. — Baron Frédéric DE SCHRÖETTER. Histoire du mot « Service » dans l'armée prussienne (on y reconnaît « comment l'État prussien a su concilier les besoins de l'armée avec le bien-être économique des citoyens »). — W. RIBBECK. Le grand-électeur en 1673-1674 (d'après les rapports du secrétaire hessois Lincker, qui accompagnait le quartier général). — Moritz TUERK. Voltaire et la publication des poésies de Frédéric II (les preuves matérielles contre Voltaire sont insuffisantes ou fausses; les données psychologiques sont absolument arbitraires. Le voleur est un certain Bonneville qui vint en 1749 à Berlin dans la suite du maréchal de Saxe; il entra plus tard au service de Frédéric II. Finalement, il fut arrêté et mourut sans doute dans la citadelle de Spandau). — Otto KUENTZEL. Frédéric II à la fin de la guerre de Sept ans et l'alliance avec la Russie (1^{er} Frédéric II et le czar Pierre II; 2^e Frédéric et Catherine II, leurs relations jusqu'à la paix de Hubertsbourg; 3^e rapports de la Prusse avec la Russie jusqu'à

la mort d'Auguste III de Pologne; 4^e l'alliance prusso-russe de 1764). — H. ONCKEN. La genèse de la Révolution prussienne de 1848 (critique des sources; politique du roi Frédéric-Guillaume IV; la vieille Prusse et les nouvelles tendances; la conduite du roi s'explique par un conflit tragique, non par une lamentable faiblesse). — R. KOSER. Les finances prussiennes pendant la guerre de Sept ans (d'après des documents inédits). — F. RACHFAHL. Pour servir à l'histoire des mines en Silésie (bibliographie du sujet). — V. LÖWE. De la fondation du « General-Directorium » (organisation des fonctionnaires prussiens sous Frédéric-Guillaume I^{er}). — Fr. THIMME. Les préliminaires de la convention de Taurögen (est-ce de sa propre initiative ou d'après une insinuation du roi qu'York a conclu la convention avec la Russie? Les documents connus laissent à penser que le général avait des instructions secrètes).

82. — Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Altertumskunde. Bd. XIX, 1898. — Hubert ERMISCH. L'acquisition du duché de Sagan par l'électeur Ernest et le duc Albert, 1472-1475 (Sagan resta en possession de la Saxe jusqu'en 1549. Rapports de la maison de Wettin avec la Silésie. 50 pages). — A. BOEMER. Paulus Nivis (nom latinisé de l'humaniste bohémien Pascal Schneevogel, né à Eger vers 1460, un de ceux qui travaillèrent le plus activement à la diffusion de l'humanisme dans les pays saxons. Biographie et bibliographie). — Otto CLEMEN. Andreas Frank de Kamenz (commencement du xvi^e siècle. Important pour l'histoire de la Réforme dans la Saxe albertinienne). — F. JOEL. Le duc de Saxe Auguste jusqu'à l'obtention de la dignité électorale (86 pages; parle des années de jeunesse du duc, que les historiens avaient jusqu'ici négligées). — H. ERMISCH. La Commission royale d'histoire de la Saxe. — Id. Acquisition d'Eilenburg par le margrave Guillaume I^{er} (fin du xiv^e s.). — Fel. GESS. Le duc Georges et les dettes des Habsbourg (des embarras financiers de l'empereur Maximilien; des obligations inextricables où il s'engagea envers les ducs de Saxe Albert et Georges. D'après les actes des archives de l'État à Dresde). — Ernst KROKER. Les ancêtres de Leibniz. = Bd. XX, 1899. L. SCHMIDT. Pour servir à l'histoire des études scientifiques dans les monastères de la Saxe; suite. — H. ERMISCH. Les registres municipaux de Zwickau; un règlement scolaire de Zwickau, du xv^e siècle. — G. WOLF. Une nouvelle biographie de l'électeur Maurice (celle d'E. Brandenburg, parue en 1898). — Heinrich HAUG. Les comptes des agents du domaine dans les archives de l'État à Dresde. — Waldemar LIPPERT. Les origines de la famille Marcolini en Saxe, xviii^e siècle. — Baron A. DE WELCK. Le séjour de Napoléon I^{er} à Dresde en mai 1812 (d'après des mémoires et des pièces d'archives). — EXNER. Les archives de la guerre du royaume de Saxe (instituées en 1892, les bâtiments en ont été terminés en 1897). — H. FREYTAG. Les tablettes de cire du conseil municipal de Leipzig au xv^e siècle. — E. KOCH. Contributions nouvelles à l'histoire de l'enlèvement des princes saxons en 1455 (renverse pierre à pierre la légende qui attribue à Köhler une grande part

dans la libération des princes). — G. BAUCH. Le Dr J. de Kitzscher (Kitzscher était un noble de Misnie; ses ouvrages politiques sont intéressants pour l'histoire de l'Empire). — G. MUELLER. L'enseignement dans les écoles de la Lusace méridionale vers 1770.

83. — Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst. Jahrg. XIX, 1900. Heft 1. — R. BODEWIG. Un village des Trévires dans la forêt municipale de Coblenz (le *vicus Ambitarvius* mentionné par Suétone, *Calig.* 8, a été trouvé et est revendiqué par Coblenz. Des objets trouvés dans les fouilles. La forêt municipale de Coblenz recèle des restes importants d'une civilisation qui dura pendant près d'un millier d'années, de 500 av. J.-C. à 400 après).

84. — Zeitschrift des Harz Vereins für Geschichte und Altertumskunde. Jahrg. XXXII, 1899, 2^e Hälfte. — HILDEBRAND. Les monastères catholiques dans l'ancien évêché de Halberstadt au temps du Grand Électeur, et l'évêque de Maroc *in partibus* Valerius Maccioni (critique la relation de Maccioni sur une visite secrète qu'il fit à Halberstadt en 1671; cette relation, publiée pour la première fois en 1853 par O. Meyer dans son ouvrage *Die Propaganda und ihre Provinzen*, et souvent alléguée depuis par les historiens catholiques, est le travail superficiel d'un touriste peu cultivé, ce que prouve la comparaison avec des publications récentes et authentiques). — Ed. JACOBS. Les Anabaptistes du Harz (mémoire de 160 pages : 1^o le mouvement anabaptiste dans le nord de la Thuringe et dans le nord du Harz en 1527-1532; 2^o la renaissance de l'anabaptisme dans le Harz du sud et la persécution qu'il subit en 1534-1535; 3^o l'anabaptisme dans le Harz du nord, surtout à Halberstadt en 1535; 4^o le jugement prononcé contre les Anabaptistes à Halberstadt; le cardinal Albrecht et l'official Heinrich Horn; 5^o la vie et les croyances des Anabaptistes du Harz. Appendices et documents).

85. — Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. Bd. XV, 1900. Heft 2. — G.-C. KNOD. Étudiants du Haut-Rhin à l'Université de Padoue au xvi^e et au xvii^e siècle (ce que l'Université de Bologne perdit en éclat et en fréquentation depuis le milieu du xviii^e siècle profita de plus en plus à sa fille aînée, l'Université de Padoue. Organisation des étudiants allemands, d'après les papiers de la « Nation allemande, » avec des notes biographiques sur les étudiants alsaciens et badois qui fréquentèrent l'Université). — Albert KRIEGER. La situation ecclésiastique du marquisat de Hochberg dans le dernier tiers du xvii^e siècle (documents importants pour l'histoire économique). — B. ERDMANNSDORFFER. Les débuts de Reitzenstein (Sigismond-Charles-Jean de Reitzenstein a conclu à Paris, le 22 août 1796, le traité de paix séparé entre la France et Bade. Sur ce sujet, l'auteur publie, d'après les archives des Affaires étrangères de Paris : 1^o une lettre de Reitzenstein à Barthélemy, 14 octobre 1795; 2^o un rapport de Barthélemy au Comité de salut public, de Bâle, 24 vendémiaire an IV ou

16 octobre 1795; 3^e un mémoire de Reitzenstein à Barthélemy, de Bâle, le 3 août 1796). — A. WINCKELMANN. Ouvrages relatifs à l'histoire badoise, parus en 1899 (339 numéros). = Comptes-rendus des séances de l'histoire badoise. N^o 22. — H. WITTE. Documents inédits relatifs à l'histoire de la guerre souabe; fin (table des noms de personnes et de lieux par K. Hoelscher).

86. — Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. Bd. XXI. Heft 1. — Br. KRUSCH. Une fois de plus la légende de sainte Afra et le Martyrologium Hieronymianum (maintient contre l'abbé Duchesne que les actes de sainte Afra ne sont pas authentiques et que le Martyrolog. Hieron. a été écrit à Luxeuil). — Joh. LECHNER. Diplômes faux de Souabe au x^e et au xii^e siècle, avec deux fac-similés. — Alfred STERN. Lettres de Frédéric de Gentz des années 1805-1808 (lettres adressées en Angleterre; pleines de dissertations sur l'état de l'Europe et en particulier de l'Autriche). — UHLIRZ. La bataille de la Leitha en 1246 et le testament du duc Frédéric le Belliqueux. — H.-J. HERMANN. Un ms. oublié de Wenceslas à la bibliothèque impériale de Vienne (ms. de luxe à miniatures, un des plus beaux qu'ait fait exécuter le roi Wenceslas). = Bibliographie : J. FICKER. Untersuchungen zur Erbenfolge der ostgermanischen Rechte. Bd. IV (très remarquable). — Wackernagel et Thommen. Urkundenbuch der Stadt Basel. Bd. III. — H. Kretschmayr. Das deutsche Reichsvicekanzleramt (bon). — Friess. Der Aufstand der Bauern in Niederösterreich vom Schluss des xvi^e Jahrhunderts (beaucoup de documents intéressants). — H. von Egloffstein. Baierns Friedenpolitik 1645-1647 (ce sont des documents présentés de manière à composer un récit continu).

87. — Mittheilungen des k. und k. Kriegsarchivs. Vienne, Bd. XII, 1900. — Baron DE HELFERT. La patrie de Palladio en 1848 (histoire de Vicence pendant la Révolution dans la Haute-Italie. Stratégie du feld-maréchal Radetzki). — VELTZÉ. La relation de Simon Reniger de Renigen, résident impérial à Constantinople, 1649-1666. — JACUBENZ. La Valachie en deçà de l'Aluta sous la domination impériale, 1717-1739. — CHRISTIEN. L'Autriche pendant la guerre contre la Révolution française, 1792; fin.

88. — Carinthia. Jahrg. LXXXIX, 1899, n^o 1. — FOSSEL D'ARTHEUFELS. Le décret de finance du 20 février 1811; sa sphère d'influence en Carinthie (important pour l'histoire de la banque et des valeurs en Autriche; fin au n^o 2-3). = N^o 2-3. A. VON JAKSCH. L'ordre des « Respirants » dans la Haute-Carinthie (pour l'histoire de la civilisation à l'époque de Joseph II). = N^o 5. Alois BERGKESSEL. Quelques-uns des combats les plus importants qui ont été livrés en Carinthie au temps des Français (1^o Tarvis, 23 mars 1797; 2^o Klagenfurt, 29 mars 1797 et

6 juin 1809; 3^e Feistritz dans le Rosenthal, 6 septembre 1813). = N^o 6. R. DUERNWIRTH. Il y a cent ans (sur la capitulation de Mantoue, 1797).

89. — Historisk Tidsskrift. 7^e série, vol. I. — N.-P. JENSEN. Christian V à la bataille de Lund, 1676. — E. HOLM. La correspondance de la reine douairière Juliane-Marie avec son beau-frère Frédéric II de Prusse. — THISET. Diminution et augmentation de la noblesse danoise au xvi^e et au xvii^e siècle. — E. MADSEN. L'artillerie de l'armée danoise au xvi^e siècle. — J. OLRİK. Les lois du roi Harald Hen. — Kr. ERSLEV. Le régime féodal en Europe et les fiefs danois (polémique contre M. Holberg, qui retrouve en Danemark le féodalisme de l'Europe; les fiefs sont en Danemark d'origine nationale et diffèrent complètement du système du Continent, qui est représenté seulement dans les grands fiefs donnés aux princes). — THISET. Définition de la noblesse danoise, surtout d'après les titres de noblesse conférés par Christian V. — J. STEENSTRUP. L'année de la mort de Svend Estridsen (en 1076, polémique contre M. S. Larsen et la réponse de celui-ci). — G. BANG. Statistique de la population agricole de l'île de Sélande au xvii^e et au xviii^e siècle. — K. FABRICIUS. La révolte des paysans en 1441. — FRIDERICIA. La *lex regia* est datée de 1665. — J. OLRİK. La chronologie légendaire dans les annales de Lund. = Comptes-rendus : *Fahlbeck*. La noblesse dans la Suède. — A. Friis. A.-P. Bernstorff et Guldberg (ouvrages excellents). = MACKEPFRANG. Bibliographie historique, 1898. — Nouvelles de la science historique en Danemark et à l'étranger.

90. — Danske Magazin. 5^e série, vol. IV, cah. 1-2. — A. FRIIS. Documents nouveaux relatifs aux négociations avant la paix de Kiel en 1814. — ERSLEV. Le manuscrit du cadastre de l'évêque de Roeskilde en 1370. — BOBÉ. Lettres de Corfitz Ulfeldt et de Th. Lente au gouverneur Christian Rantzau.

91. — Aarbøger for nordisk Oldkyndighed. 1898. — LOEFFLER. La date de quelques monuments de l'architecture romane. — HELMS. Suppléments à l'ouvrage « les Églises danoises en tuf. » — SARAUW. La bruyère dans l'antiquité. — F. JONSSON. L'edda Snorra Sturlusonar. = 1899. KAALUND. Le løjberg (montagne de la législation) en Islande. — EKHOFF. Les églises au point de vue de leur qualité comme fortification. — S. LARSEN. L'archevêché de Lund et l'évêque Herman.

92. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandling. 1899. — V. THOMSEN. Remarques sur la parenté de la langue étrusque avec les langues du Caucase.

93. — The Athenæum. 1900, 31 mars. — Ch. Plummer. Two of the saxon chronicles parallel (c'est une erreur de critique de donner seulement deux des textes de la chronique saxonne; une édition vraiment savante doit les comprendre tous. L'étude des mss. est ingénieuse

et parfois neuve. Les notes sont excellentes). = 7 avril. *W. H. Wilkins*. The love of an uncrowned queen : Sophie-Dorothea, consort of George I, and her correspondance with Philip Christopher, count Königsmark; now first published from the originals (très intéressant). = 14 avril. *Mackinnon*. The history of Edward III (médiocre). — *Wyeth*. Life of general Nathan Bedford Forrest (bonne biographie d'un des meilleurs généraux américains pendant la guerre civile). — *Sir J. B. Paul*. Computa thesaurariorum regum Scotorum : accounts of the lord high Treasurer of Scotland; vol. II : 1500-1504. = 21 avril. *A. Lang*. A history of Scotland from the roman occupation; vol. I (intéressant, savant même par endroit, mais inégal et parfois superficiel). — *Abbott*. A history of Greece; vol. III (assez bon, sans être très original; beaucoup de menues erreurs). — *W. A. Shaw*. A history of the english church during the civil wars and under the commonwealth, 1640-1660 (remarquable). = 28 avril. *P. A. Molteno*. The life and times of sir John Charles Molteno (intéressante biographie d'un homme qui fut le premier ministre du Cap; véhémentes attaques contre la politique de confédération de Lord Carnarvon, l'administration de sir Bartle Frere comme haut commissaire et les erreurs de jugement et de conduite de l'historien Froude, dont la mission au Sud-Afrique échoua si piteusement en 1875). — *A. S. Barnes*. Saint Peter in Rom and his tomb on the Vatican hill (beaucoup de recherches; de l'ingénuité et de l'ingéniosité; peu d'esprit critique). — *Ch. G. Harper*. The Exeter road; the story of the west of England Highway (amusant). = 5 mai. *G. Bowles*. The declaration of Paris of 1856 (l'auteur, qui est député au Parlement anglais, déplore les entraves mises à la guerre maritime par la déclaration de 1856 et revendique avec violence l'entière liberté d'allure pour l'Angleterre sur les mers). — *Lapsley*. The county palatinate of Durham (excellent). = 12 mai. *G. Hill*. English dioceses; a history of their limits from the earliest times to the present day (excellent et très utile). = 19 mai. *E. St. Maclay*. A history of american privateers (histoire intéressante, mais incomplète, de la course pratiquée par les corsaires américains). — *W. de Gray Birch*. Ordinale conventus Vallis Caulium : the rule of the monastic order of Val-des-Choux in Burgundy (il était bien inutile de publier cette règle, qui n'est guère qu'une reproduction littérale de celle de Cîteaux). — *Ed. Chavannes*. Les mémoires historiques de Se-Ma-Tsien (bonne traduction d'un texte fort intéressant).

94. — The english historical Review. Avril 1900. — Robert S. RAIT. Le parlement d'Écosse avant l'union des couronnes; 1^{er} art. (origine du parlement au xiii^e s.; introduction de députés bourgeois au xiv^e s., leur peu d'importance législative et constitutionnelle; formation des comités, peut-être pour éliminer cet élément bourgeois, si faible cependant. Article important et neuf). — Th. BATESON. Les rapports de Defoe avec Harley (Defoe était en prison quand Harley devint secrétaire d'état. Le ministre l'en tira pour s'assurer l'appui de sa plume, et de 1704 à 1711 Defoe n'écrivit que pour informer ou soutenir le ministre,

fonction d'ailleurs périlleuse et fort mal rétribuée). — Basile WILLIAMS. La politique extérieure de l'Angleterre sous Walpole; 1^{er} art. — Alfred STERN. Les missions du colonel Cradock en Égypte (raconte, d'après les documents du P. Record Office, les deux missions diplomatiques dont le colonel Cradock, plus tard lord Howden, fut chargé en Égypte, 1827 et 1828; il s'agissait de détacher Méhémet-Ali du sultan en l'engageant à proclamer l'indépendance de l'Égypte. Cette tentative échoua complètement). — BURY. Les Ioniens avant l'histoire (les Ioniens étaient à l'origine un peuple asiatique, frère des Cariens et des Lydiens, des Lyciens et des Lycaoniens; quand les Grecs s'établirent dans leur pays, ils se fondirent aisément avec eux. Il se forma ainsi des communautés grecques avec un élément ionien). — H. BRADLEY. De quelques poèmes attribués à Aldhelm. — J. R. ROUND. Le « manoir » dans le Domesday book (le mot « manoir » a-t-il, comme le pense M. Maitland dans le D. B., un sens technique étroitement associé à la levée du Danegeld? Non, car les expressions *terra* et *manerium* sont employées souvent indifféremment avec la même signification. La théorie du savant professeur de Cambridge se heurte contre des textes formels). — Miss M. BATESON. Les lois de Breteuil; 2^e partie (suit les traces de ces lois dans les textes concernant les institutions municipales de l'Angleterre). — Mrs. H. M. VERNON. La situation constitutionnelle de Côme de Médicis (expose, en résumant les travaux publiés dans l'*Archivio stor. ital.* en 1899 par le prof. Pellegrini, le système du gouvernement suivi à Florence de 1434 à 1464). — Prof. MAITLAND. Notes sur le règne d'Élisabeth; 2^e art. : la reine Élisabeth et le pape Paul IV (on a dit, sur la foi de Sarpi, qu'à l'annonce officielle de l'avènement de la reine le pape répondit par de violents reproches et que cette attitude fixa les résolutions hésitantes d'Élisabeth. Les dépêches officielles du nouveau gouvernement prouvent qu'il n'en est rien; le pape et le roi d'Espagne ne rompirent avec elle que quand elle se fut déclarée luthérienne). — Holland ROSE. Les articles secrets du traité d'Amiens (ces articles, publiés par le baron Du Casse, ne sont pas authentiques; l'Angleterre n'a donc pas menti à l'engagement suivant : « Art. 2. Les troupes françaises évacueront Otrante lorsque l'île de Malte sera évacuée par les forces de S. M. britannique »). — E. PHILLIPS. Une liste des comptes des « churchwardens » qui ont été publiés. = Comptes-rendus : T. A. Walker. A history of the law of nations; vol. I (bon). — Helmolt. Weltgeschichte; t. I. — Bremer. Iurisprudentiae Antehadrianæ quæ supersunt; II, 1 (important). — G. Smith. The United Kingdom : a political history (ouvrage écrit avec flamme, mais avec des idées d'un âge maintenant disparu; l'auteur est resté fidèle aux théories des whigs, qui jetèrent tant d'éclat il y a une ou deux générations). — Fr. Rader. Die Familie bei den Angelsachsen (intéressant). — G. Monod. Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne; 1^{re} partie. — L. Bréhier. Le schisme oriental du x^e siècle. — S. F. Hutton. The primacy of England (insuffisant et pas assez nouveau). — Mary Bateson.

Records of the borough of Leicester, 1103-1327. — *R. Sharpe*. Calendar of letter books preserved among the Archives of the corporation of the city of London at the Guildhall. — *V. Lazzarini*. Marino Faliero; la congiura (excellent). — *H. F. Brown*. Calendar of state papers. Venetian, 1592-1603. — *Terry*. The life and campaigns of Alexander Leslie, first earl of Leven (bonne biographie d'un des généraux de la guerre civile). — *H. B. George*. Napoleon's invasion of Russia (excellent). — *King*. A history of Italian Unity, 1814-1871 (bon).

95. — The contemporary Review. 1900, mai. — *D. C. Boulger*. Les Belges à Waterloo (montre, par un récit minutieux des opérations auxquelles les Belges prirent part, que ceux-ci ne méritent nullement le reproche de lâcheté que leur ont fait la plupart des historiens anglais, qu'au contraire ils ont pris une part honorable à la bataille de Waterloo).

96. — Nineteenth Century. 1900, mai. — *Baronne A. van Amstel*. L'histoire véritable du prisonnier de Chillon (Bonivard fut tout simplement un libertin de bas étage). — Juin. *A. Ponsoby*. Tycho Brahe.

97. — Quarterly Review. Vol. CXC, juillet-octobre 1899. — *Montesquieu* en Italie (d'après la publication récente de ses voyages). — Le Saint-Sépulcre (avec plans des édifices successifs. Admet l'authenticité de l'emplacement actuel). — Les églises écossaises (une quinzaine de sectes. Les catholiques sont plus nombreux que les anglicans). — Les Philippines et leur avenir (« Avant la bataille de Cavite, la plupart des Américains s'imaginaient que les Philippines étaient situées quelque part dans les mers du Sud, entre les îles Fidji et la Patagonie. Et l'on eût rencontré beaucoup d'Anglais éclairés qui les croyaient plutôt dans les Antilles. » On commence à être mieux renseigné. On sait, par exemple, que le Tagal honnête, sobre et moral, ne vaut rien aux yeux des spéculateurs coloniaux; il a trop peu de besoins pour travailler. On le préfère joueur, débauché, contraint, pour satisfaire ses vices, de se mettre à l'ouvrage. En accablant, d'ailleurs, judicieusement la population d'impôts, elle sera bien obligée d'accepter la tâche qu'on réclame d'elle pour enrichir les civilisés d'Europe et d'Amérique). — Les colonies américaines au XVIII^e siècle (critique vivement le livre de sir George Trevelyan sur la Révolution d'Amérique. Lui reproche d'être animé du vieil esprit whig et de méconnaître le fond d'hostilité systématique des colonies d'alors contre la métropole). — La fédération australienne (sa constitution ressemble à celle des États-Unis, avec une nuance démocratique plus accentuée. Les auteurs de la constitution américaine avaient pour devise : « Ne se fier à personne. » Ceux de la constitution australienne ont pour mot d'ordre : « Se fier au peuple »). — Pitt et le pacte de famille (étude sur les sources et d'après les sources anglaises. Pitt admettait difficilement la sincérité des ouvertures de Choiseul pour la conclusion de la paix, et, par voie détournée, possédait le secret des correspondances échangées entre la France et l'Espagne.) —

Travaux sur l'année 1745 (l'insurrection jacobite. Le mouvement aurait pu réussir; le prince Charles-Édouard fit preuve de qualités militaires très supérieures à celles des généraux orangistes. Rien ne prouve que sa fin ait été aussi triste et dégradée que le racontait sa femme, trop compromise par une liaison scandaleuse avec Alfieri pour n'avoir pas intérêt à charger sa mémoire). — Note sur la Conférence de la paix (très hostile à Nicolas II, qu'on représente comme un fourbe. Allusions curieuses à certains dessous de l'affaire Dreyfus; le chancelier Mouravieff ne voulait pas d'un acquittement à Rennes. Nécessité pour l'Angleterre de s'allier à l'Allemagne, ne pouvant avoir une armée proportionnée à sa flotte, sur laquelle il lui faut concentrer ses efforts. Convient pourtant que l'achèvement du transsibérien et la construction du transsaharien enlèveront à la marine anglaise une partie de son utilité). — La suprématie britannique dans l'Afrique du Sud (estime qu'on ne doit point s'arrêter aux arguties du droit. Les Boers sont comme les Turcs; on ne discute pas avec eux. On leur donne des ordres, ils obéiront et s'en trouveront heureux).

98. — Review of historical Publications relating to Canada.

T. III (1898). Toronto, 1899. — *Demolins*. Anglo-saxon superiority (excessif; trop dédaigneux pour les Allemands, dont les progrès dépassent en rapidité ceux des États-Unis). — *Alf. Zimmermann*. Die Kolonialpolitik Grossbritanniens (peu de recherches originales, mais des vues très justes sur la différence de l'esprit colonial des Anglais et des Français; quelques inexactitudes). — *Story*. The Building of the Empire (arriéré; ne connaît même pas les livres de Parkman). — *Kirkman*. Growth of greater Britain (livre scolaire; « aidera à dissiper l'ignorance crasse des Anglais sur leur histoire coloniale. » Des erreurs sur le Canada : « Tous les écrivains anglais en commettent »). — *Williams*. The imperial Heritage (l'auteur du fameux *Made in Germany*, protectionniste énergique, prédit un énorme avenir au Canada, dont les fleuves et rivières fourniront, au xx^e siècle, plus de travail électrique que les charbonnages d'Angleterre auront fourni de vapeur au siècle présent). — *Van Sommer*. Canada and the Empire (sur les rapports des colonies avec la métropole). — *Greswell*. Growth of British colonies (bon livre élémentaire). — *Kingsford*. History of Canada, t. X (l'auteur s'était proposé, à l'âge de soixante-sept ans, d'écrire une histoire du Canada plus complète qu'aucune de celles qui existaient alors. Il a accompli cette tâche énorme en douze ans, laps de temps suffisant à peine pour réunir et classer les matériaux de l'ouvrage; il est mort au moment où paraissait le dixième et dernier volume. Nécessairement le style et l'exactitude du récit se ressentent de cette précipitation. L'œuvre n'en est pas moins admirable et le résultat extraordinaire dans ces conditions). — *Francis Parkman*. Works (nouvelle édition canadienne en 12 vol.). — *Neukomm*. Les dompteurs de la mer. *Lucas*. Voyages of the brothers Zeno (l'ouvrage de Neukomm, intéressant pour la jeunesse, résume bien les légendes sur la découverte

de l'Amérique; mais ce n'est pas de l'histoire sérieuse. Le livre de Lucas est, au contraire, le plus important qu'on ait publié sur le sujet dont il traite). — La littérature relative aux Cabot (publications diverses parues en 1897-98). — *Coote*. Bibliotheca Lindesiana (fac-similés de trois mappemondes de 1536-1550; non mis dans le commerce; publié par le comte de Crawford). — *Thwaites*. The Jesuit Relations (vol. XI-XXXIV. La publication se poursuit activement). — *Casgrain*. Guerre du Canada (l'édition française). — *Callahan*. Neutrality of the American Lakes (publication de l'Université de John Hopkins. Impartial). — *Calkin*. History of the Dominion of Canada (bon manuel). — *Poirier*. Le P. Lefèvre et l'Acadie (instructif pour l'état présent du pays). — *Roy*. Histoire de la seigneurie de Lauzon (t. II. Ouvrage de référence plutôt que de lecture; une masse de renseignements sur l'existence d'autrefois dans la province de Québec). — *Beaubien*. Le Sault-au-Récollet (histoire d'une paroisse de mission. Conteste que l'on ait exercé une pression sur les captifs anglais amenés par les sauvages, pour leur faire embrasser le catholicisme). — Ontario Hist. Society. — *Martin*. Hudson's Bay Company's Land Tenures (prouve que la Cie de la Baie d'Hudson était vraiment propriétaire, et non seulement locataire, d'une partie du Manitoba actuel). — *Mac Beth*. The Making of the Canadian West (souvenirs très intéressants sur Riel et ses métis, ainsi que sur l'insurrection du Saskatchewan, en 1885). — *Macnab*. British Columbia for settlers (la meilleure description de cette région qui ne soit pas de provenance officielle). — *Hopkins*. Canada, an Encyclopædia of the country (t. II à IV. Ouvrage un peu hâtif; manque de proportions entre les divers sujets traités). — *Dawson*. Exploration of the Yukon District; *Ogilvie*, The Klondyke official Guide; *Trimmer*, The Yukon Territory; *Bryce*, Life and Discoveries of Robert Campbell (importants pour la région des Mines d'or et l'Alaska). — Ontario Archæological Report. — *Skinner*. Myths and Legends beyond our Borders (légendes des Indiens du Canada, du Mexique et de l'Amérique centrale. Travail de vulgarisation; utile, même pour les savants, mais trop verbeux). — *Teit*. Thompson River Indians (contribution importante au Folklore).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Le Congrès annuel des Sociétés savantes des départements s'est tenu cette année à Paris, du 5 au 9 juin dernier. Nous donnons, d'après le *Journal officiel*, le résumé des lectures faites dans les diverses sections :

Histoire et philologie. Acte de donation concernant la seigneurie de Saint-Just (Hérault) entre Raimond Gaucelm, vicomte de Lunel, et Bertrand de Saint-Just; communiqué par M. ANGLADE. — MM. J. LECLÈRE et P. COZETTE font des communications sur deux manuscrits du ix^e siècle connus sous les noms d'Antiphonaire du Mont-Renaud et d'Évangélaire de Noyon; sur l'ancienne bibliothèque capitulaire de Noyon, une des plus anciennes de France; sur l'imprimerie à Noyon avant le xix^e siècle (dans cette ville épiscopale, il n'y eut pas d'imprimerie avant 1667); sur l'administration communale de Noyon sous l'ancien régime; sur les noms de baptême mis en usage dans les trois paroisses de Noyon pendant la première moitié du xviii^e siècle. — M. Jules GAUTHIER lit la biographie de Jean-Baptiste-Guillaume de Gevigney (1789-1802), qui fut un spoliateur émérite de bibliothèques et d'archives, digne précurseur de Libri. — M. A. GUESNON communique un résumé de ses recherches topographiques et historiques sur l'ancienne Cité d'Arras considérée dans son organisation temporelle. On sait que la *Nemetocenna* de César, devenue la Cité des clercs, eut une vie politique et administrative absolument distincte d'Arras proprement dit, la ville des moines et des marchands. L'évêque en tenait du roi la seigneurie temporelle en vertu d'une donation de Charles le Simple, de l'année 916 ou 920, selon les copies, car l'original n'existe plus. La date de lieu *Auziacum* est une leçon erronée du Cartulaire du chapitre, au lieu de *Duziacum*, Douzy, près de Sedan, château royal des rois carolingiens. — M. Joseph ROMAN communique un mémoire sur un faux privilège d'Humbert II, dauphin de Viennois, du 13 février 1348. Cette pièce, qui n'existe qu'en copie datant du dix-septième siècle, a été fabriquée pour appuyer les prétentions de la commune des Grottes (Hautes-Alpes) sur plusieurs forêts situées dans les limites et en dehors de son territoire. — M. Jacques SOYER, archiviste du Cher, lit une étude sur trois documents apocryphes des archives départementales du Cher, attribués à la période franque. Ce sont un diplôme de Gontran en faveur de l'église Notre-Dame-de-Salles de Bourges; la donation de sainte Eustadiole, fondatrice de l'abbaye de Montermoyen de Bourges; la charte de transfert en la ville de Vierzon du monastère de Dèvre,

après autorisation de Thibaud, comte de Chartres et de Blois. M. SOYER démontre que le diplôme de Gontran date du x^e siècle environ; que la donation de sainte Eustadiole, utilisée au xvi^e siècle dans un procès entre le séminaire de Bourges et le conseil d'État, a été rédigée au x^e ou au xi^e siècle; que la chartre du transfert de l'abbaye de Dèvre à Vierzon a dû être rédigée au xi^e siècle environ par un clerc de l'église cathédrale de Saint-Étienne de Bourges, qui a voulu ainsi chercher à établir l'origine des droits incertains du chapitre métropolitain sur l'abbaye de Saint-Pierre de Vierzon, qui avait remplacé l'abbaye de Dèvre. — M. VICTOR DE SWARTE, pour faire suite à ses études sur *les Banquiers du Trésor royal*, et notamment sur Samuel Bernard (1651-1739), a dépouillé aux Archives nationales et au dépôt de la guerre, ainsi que dans les archives communales de Bergues, Bourbourg, Hondschote et Merville, et au cabinet des titres à la Bibliothèque nationale, la correspondance et les documents relatifs à Claude Le Blanc, intendant de la Flandre maritime, puis secrétaire d'État au département de la guerre (1669-1728). Il en a tiré un travail sur les multiples attributions des intendants de justice, finances et police. — Le comte d'Affry, ambassadeur de France à la Haye (1756-1761), par M. COQUELLE (des tentatives de médiation faites par la régente de Hollande, Caroline d'Angleterre, pour rapprocher Louis XV et Georges II; elles échouèrent à cause du roi de Prusse, que Georges II ne peut se résoudre à abandonner). — MAX BRUCHET. L'état de la Savoie sous le règne de Victor-Amédée II, d'après des documents inédits extraits des archives de Turin. — Th. ECK. Les prétentions des ducs de Bourgogne sur les villes picardes, et notamment sur les villes de Saint-Quentin au xv^e siècle. Ce mémoire est suivi de lettres missives du roi Louis XI dans lesquelles il donne des instructions variées sur l'administration de la ville de Saint-Quentin. Une seconde communication de M. Eck a trait à deux lettres qu'écrivit au mayeur et aux échevins de Saint-Quentin M. d'Humyères, sieur de Wytermont, capitaine et gouverneur de cette ville, informant les officiers municipaux que le roi Henri IV a pris la résolution de se faire catholique. Dans la seconde de ces missives, se trouve un récit de la tentative criminelle qui venait d'être commise sur le roi par Jean Châtel. Enfin, une troisième communication nous initie aux intentions de Henri de Navarre le jour même où mourait à Saint-Cloud le roi Henri III. — M. MIROT, archiviste aux Archives nationales, fait une communication relative aux États généraux et provinciaux au début du règne de Charles VI (novembre 1380-mars 1381). — L'enseignement secondaire à Grenoble avant la création du collège des Dominicains, par A. PRUDHOMME, archiviste de l'Isère. — Une négociation diplomatique au xv^e siècle entre Charles VII et le comte de Foix, 1420-1425, par M. VIGNAUX (d'après une minute destinée à rendre compte au roi des difficultés soulevées à ses envoyés : Guillaume de Champeaux, évêque de Laon, Jehan de la Barre et Alexandre le Bour-

sier, généraux des finances, et Villebresmes, secrétaire du roi). — M^{me} de La Fayette est-elle née au Havre? Non, répond M. VUACHEUX, en prouvant qu'elle fut baptisée à Paris, à Saint-Sulpice, le 18 mars 1634; son père, Marc Mioche de la Vergne, ne vint au Havre qu'en 1648, c'est-à-dire quatorze ans après la naissance de sa fille. — Ul. CHEVALIER. Étude critique sur l'origine du Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin (détails complémentaires fournis sur le Saint-Suaire de Rome, par M. DE MÉLY, et sur celui de Besançon, par M. J. GAUTHIER). — L'abbé GALABERT établit qu'aux XI^e et XII^e siècles il y avait beaucoup d'hommes libres dans le pays de Tarn-et-Garonne. — Les préceptoriales ou écoles primaires et les collèges disparus du Bas-Limousin, par M. GODARD, d'après les archives de la Corrèze. — LESORT. Français et Bourguignons à Cambrai après la mort de Charles le Téméraire (histoire de la succession du Téméraire dans la ville neutre de Cambrai). — Joseph POUX. Condition de la classe agricole à Bouillonnac, en Bas-Languedoc, au début du XIV^e siècle, et trois mandements inédits de Philippe le Bel, conservés aux archives départementales de l'Ariège, et relatifs aux contestations survenues entre les habitants de l'archiprêtre de Sabart et les dignitaires ecclésiastiques du pays pour le payement des dîmes et prémices. — VUACHEUX. Description du marquisat Graville-Sainte-Honorine (d'après un manuscrit du XVII^e siècle dû à un bailli de Graville nommé Combart). — VAUCLIN. La vie communale et religieuse dans la paroisse rurale de Corbespine, près Bernay, au XVI^e siècle. — COÛARD, archiviste de Seine-et-Oise. L'instruction publique dans les trois localités de Chevreuse, Magny-les-Hameaux et Enghien, auj. Montmorency (XVII^e et XVIII^e siècles). — La question des archives notariales a été traitée avec une grande abondance de détails par MM. CREISSELS (Aveyron), J. FINOT (Nord), DE SAINT-GENIS (Côte-d'Or), PASQUIER (Haute-Garonne). — J. DEPOIN. Isabelle, fille naturelle de Louis le Gros (sa mère paraît avoir été Marie, fille de Renaud de Breuille. Elle épousa Guillaume, châtelain de Chaumont-en-Vexin). — R. FAGE. La famille aux XVII^e et XVIII^e siècles dans une petite ville de province (à Tulle). — Le chapitre cathédral de Mirepoix, 1318-1790, par l'abbé FERRAN. — Les préliminaires de la rivalité entre Bernard, comte de Foix, et Bernard Saisset, abbé de Saint-Antonia, 1285-1295 (corrige l'*Hist. gén. de Languedoc*). — Abbé TAILLEFER. Les coutumes de Saint-Urcisse du 31 octobre 1597. — Diverses réponses à l'art. 23 du programme : « tracer, d'après les archives départementales et communales, l'histoire des fêtes nationales qui furent célébrées dans un chef-lieu de canton sous le Directoire, » par MM. BLASSIER (Houffleur et Pont-l'Évêque), BORREL (Moutiers-en-Tarentaise), FEUVRIER (Dôle), MONTIER (Pont-Audemer), PILLET (Verneuil-sur-Avre), POUPÉ (Draguignan), DANGUY (Angoulême), Alex. SOREL (Compiègne), Eug. THOISON (Nemours), VEUCLIN (Mesnil-sur-l'Estrée, Eure). — BORNEQUE. Une loi métrique de la phrase oratoire latine (d'après le Panégyrique de Tra-

jan). — A. BRETTE. Des réformes qu'il y aurait lieu d'introduire dans l'enseignement sur les limites et les divisions du royaume à la veille de la Révolution (il faudrait employer des cartes d'ensemble basées sur la définition donnée par le Comité de Constitution dans son « Rapport du 29 septembre 1789 sur l'établissement des bases de la représentation proportionnelle »). — C. BLOCH. Comment furent organisées et comment fonctionnèrent les assemblées municipales établies conformément à l'édit de juin 1787. — FLOUR DE SAINT-GENIS. Le cahier de doléances des paroisses de Saint-Beury et de Vic-de-Chassenay en Bourgogne, rédigé les 12 et 13 mars 1789. — GALLAND. Le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire dans le district de Laval. — GROS. Le club des Jacobins de Toulouse pendant la Révolution. — LELIÈVRE. Vendéens et chouans.

Géographie historique et descriptive. Abbé DURAND, missionnaire apostolique à Kim-Son. Les Mois du San-Phong (leur histoire; leur ethnographie actuelle). — H. FROIDEVAUX. Le voyage de Pierre David au Bambouk en 1744 (d'après le Journal de ce navigateur). — A. PAWLOWSKI. Pierre Garcie, dit Ferrande, de Saint-Gilles-sur-Vie (biographie du plus ancien écrivain hydrographe de l'Europe; il appartient au x^ve siècle et vivait encore le 15 février 1503). — G. MARCEL. Les portulans de Brouseon (milieu du xvi^e siècle). — SAINT-YVES. La colonisation de Madagascar (au temps des gouverneurs, M. de Montdevergues, 1666-1667, et Duras, 1767-1768). — A. LANCEN. La voie romaine de Cassel à Arras. — JOS. FOURNIER. Les chemins de transhumance en Provence et dans le Dauphiné, d'après les journaux de route des conducteurs de troupeaux au xviii^e siècle. — Ph. FABIA. Étymologie du mot Malgoirès, « pagus » de la Gardonnanque (c'est le *pagus Mercuriensis*; c'est à ce même type primitif que se rattache le nom de Mauguio). — E. DE MARTONNE. La toponymie naturelle des régions de haute montagne et en particulier dans les Karpathes méridionales. — Comte A. DE LOISNE. Les formes originales des noms de lieu du Pas-de-Calais et leurs formes officielles.

Archéologie. M. l'abbé HAMARD lit un mémoire sur une statue équestre romaine en pierre qu'il a découverte, brisée en plus de cent morceaux, dans les fouilles d'Hermes (Oise), sur un petit plateau près de la voie romaine de Beauvais à Senlis. Cette statue se dressait sur un piédestal dont il subsiste des restes. — M. de Cartailhac donne lecture d'une étude de M. BARRIÈRE-FLAVY sur l'industrie des barbares Alamans. — M. l'abbé BRUNE fait une communication sur plusieurs statues anciennes conservées dans quelques églises de villages du Jura. Plusieurs représentent des saints locaux et dont les exemples sont, par conséquent, peu communs, entre autres saint Lothain, saint Méen ou Lamain, saint Pierre martyr, les saints Jumeaux, de Langres, etc. — M. PILLOY lit un mémoire sur divers objets découverts dans les cimetières romains ou francs du département de l'Aisne et sur lesquels on lit de courtes inscriptions.

A Leury, par exemple, on a trouvé une curieuse cuiller sur le manche de laquelle est figuré le monogramme du Christ, et sur la coquille l'inscription VOT. FEC. IOV, que M. Pilloy lit *votum fecit Jovi* (M. Héron de Villefosse fait observer que l'inscription doit être lue : *Votum fecit Jovinus*). — Études sur les comptes de l'archevêché de Palaios à Delphes (339-338 av. J.-C.), par M. BOURGUET. — J. GAUTHIER. Étude archéologique sur la cathédrale de Saint-Étienne de Besançon (qui fut rasée en 1674-1678 pour bâtir la citadelle) et Mémoire sur les pièces d'honneur et les jetons de la cité de Besançon, frappés dans l'atelier monétaire de la ville et destinés aux co-gouverneurs et administrateurs. — Abbé CASAGNES. Les souterrains-refuges vulgairement appelés « caves d'Anglais » du Rouergue et en particulier de la Viadène, arrondissement d'Espalion (ce nom de « caves d'Anglais » s'explique par cette croyance répandue en Rouergue qui attribue aux Anglais tout ce qui est extraordinaire). M. Chauvet signale d'ailleurs aussi dans la Charente des lieux dits « Caves des Anglais, » « Champ des Anglais. » — L. COUTIL. Fouilles à Pitres, Eure (l'abbé Cochet avait déjà effectué quelques fouilles dans cette localité en 1854. Les fouilles nouvelles ont fait reconnaître des thermes antiques et un théâtre). — G. GAUTHIER. Rapport sur les fouilles gallo-romaines de Champvert, Nièvre. — Commandant BORDIER. Rapport sur les fouilles exécutées sur l'emplacement des villes antiques de Siagu et de Puppūt, Tunisie. — J. POUX. Les fortifications de la ville de Foix de 1446 à 1790.

Sciences économiques et sociales. Les institutions d'assistance et de prévoyance en Espagne, par M. ROCHETIN (certaines d'entre elles remontent à une époque très reculée. En 1329 fut fondée à Valence une association qui réunit un assez grand nombre d'adhérents. Le Collège de l'art supérieur de la soie, organisé peu après, eut pour objet de protéger et d'assister les ouvriers employés dans les magnaneries en général. Au xv^e siècle, les souverains de Castille, d'Aragon et de Léon, notamment, se préoccupèrent à leur tour de développer les associations d'assistance coopératives dans leurs royaumes. Connues sous le nom de *Gremios*, ces corporations rendirent les plus grands services aux populations. Aujourd'hui, on les désigne plus généralement sous le vocable de *Monte-Pios* ou *Hermandades*). — M. LÉON PLANCOUARD. L'économie politique dans le Vexin, depuis le moyen âge jusqu'à notre époque. — VEUCLIN. Les tribunaux populaires de conciliation au siècle dernier. — D^r BARTHÈS. De l'action limitée de l'assistance publique en France. — L. MORIN. Les sociétés de secours mutuels aux xvi^e et xvii^e siècles (à Troyes). — C. BLOCH. Le traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre, d'après la correspondance du plénipotentiaire anglais William Eden, plus tard lord Auckland (il ressort de cette correspondance que le traité fut tout à l'avantage de l'Angleterre). — FLOUR DE SAINT-GENIS. La division du sol à partir du xv^e siècle en Bourgogne ; le morcellement des propriétés et le fractionnement des

cultures. — Edmond CHARLEMAGNE. Comment s'est constituée la petite propriété dans la partie méridionale du Berri à partir du ^{xv}^e siècle. — Abbé ADAM. Histoire de l'ancien collège de Valognes. — COÛARD. Le collège de Pontoise à la fin du ^{xviii}^e siècle. — Abbé LAVELLE. Le collège d'Avranches, depuis ses origines jusqu'à la Révolution. — C. BLOCH. Un projet de crédit agricole au siècle dernier.

— Un Congrès international des bibliothécaires aura lieu à Paris les 20-23 août prochains. Le programme comporte quatre divisions : 1^o Histoire, législation, organisation des bibliothèques publiques, dépôt légal, copyright, etc.; 2^o Bâtiments, mobilier, aménagement des bibliothèques; 3^o Traitement des manuscrits, livres imprimés, cartes de géographie, estampes, photographies, etc. Acquisition de volumes. Enregistrement. Estampillage. Inventaires, catalogues et répertoires. Moyens de conservation. Restauration. Reliure; 4^o Usage des livres à l'intérieur et à l'extérieur des bibliothèques.

— Un Congrès international de l'Histoire des religions aura lieu du 3 au 9 septembre sous la présidence de M. Albert RÉVILLE. Il comprendra les huit sections suivantes : 1^o Religions des non-civilisés; religions des civilisations américaines précolombiennes; 2^o Histoire des religions de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, Indo-Chine, Mongols, Finnois); Histoire des religions de l'Égypte; 4^o Histoire des religions dites sémitiques (Assyro-Chaldée, Asie Antérieure, Judaïsme, Islamisme); 5^o Histoire des religions de l'Inde et de l'Iran; 6^o Histoire des religions de la Grèce et de Rome; 7^o Religions des Germains, des Celtes et des Slaves; archéologie préhistorique de l'Europe; 8^o Histoire du christianisme. Les souscriptions sont fixées à un minimum de 10 fr.; elles doivent être adressées au trésorier, M. Philippe BERGER, membre de l'Institut (3, quai Voltaire, Paris).

— Un Congrès international des traditions populaires aura lieu du 10 au 12 septembre sous la présidence de M. Ch. BEAUQUIER.

— Sur le prix Brunet (3,500 francs), destiné à récompenser le meilleur des ouvrages savants publiés en France depuis les trois dernières années, l'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné : 1^o un prix de 1,500 francs à M. Julien BAUDRIER pour sa *Bibliographie lyonnaise au ^{xvi}^e siècle*; 2^o un prix de 1,000 francs à M. MARTIN pour son *Histoire de la Bibliothèque de l'Arsenal*; 3^o une récompense de 500 francs à M. LA BOURALIERE pour son *Histoire de l'imprimerie à Poitiers au ^{xvi}^e siècle*; 4^o une récompense de 500 francs à M. Georges VICAIRE pour sa *Bibliographie française du ^{xvi}^e siècle*; 5^o une mention honorable à M. GARSON pour sa *Bibliothèque des industries tinctoriales*. — L'Académie a, en outre, décerné le prix Jean Raynaud (10,000 francs) à MM. feu Arsène DARMESTETER, Ad. HATZFELD et Antoine THOMAS pour leur *Dictionnaire général de la langue française*; le 1^{er} prix Gobert à M. Rod. REUSS, auteur de l'*Alsace au ^{xvii}^e siècle*, et le 2^e prix à M. HAUTCOEUR pour

son *Histoire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille*. — Elle a distribué comme suit les médailles et mentions du concours des Antiquités nationales : 1^{re} médaille (1,500 francs), M. C. ENLART pour son travail *l'Art gothique et la Renaissance en Chypre*; 2^e médaille (1,000 francs), M. LÉON LE GRAND, *les Maisons-Dieu et léproseries du diocèse de Paris*; 3^e médaille (500 francs), M. PAUL LE CACHEUX, *Essai historique sur l'Hôtel-Dieu de Coutances*; 1^{re} mention, M. A. TAUSSEERAT-RADEL, *Correspondance politique de Guillaume Pellicier*; 2^e mention, M. JULES VIARD, *Lettres d'État enregistrées au Parlement sous Philippe VI*; 3^e mention, l'abbé HAIGNERÉ et l'abbé BLEU, *les Chartes de saint Bertin*; 4^e mention, M. STEYERT, *Nouvelle histoire de Lyon*; 5^e mention, M. J. DENAIS, *Monographie de la cathédrale d'Angers*; 6^e mention, capitaine E. ESPÉRANDIEU, *Inscriptions antiques du musée Calvet d'Avignon*.

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert (9,000 francs) à M. PIERRE DE LA GORCE pour son *Histoire du Second Empire*, et le second prix (1,000 francs) à M. LEHAUTCOURT pour son ouvrage : *les Campagnes de 1870*. Le prix Théroüanne (4,000 francs), destiné à récompenser les meilleurs travaux historiques publiés dans l'année précédente, a été réparti comme suit : trois prix de 1,000 francs aux ouvrages suivants : *Histoire de la ville d'Amiens*, par le baron DE CALONNE; *l'État social en France au temps des croisades*, par M. L. GARREAU; *Bonaparte en Italie, 1796*, par M. F. BOUVIER; deux prix de 500 francs, l'un aux ouvrages suivants : *Catherine de Médicis entre Guise et Condé*, par M. BERNARD DE LACOMBE; *Au camp d'Altranstadt*, par M. G. SYVETON.

— Un nouveau fascicule du *Corpus inscriptionum Semiticarum*, publié par l'Académie des inscriptions, a paru; il appartient au t. I de la 4^e partie et contient les Inscriptions himyaritiques et sabéennes.

— *L'Histoire de l'abbaye de Fontgombauld*, par l'abbé L. BELLOUARD (Paris, Oudin, 1899, in-8°), renferme une histoire résumée de ce monastère depuis la fondation en 1091 jusqu'à la Révolution, d'après un manuscrit du prieur claustral, D. Nicolas Andrieu, qui vivait dans la seconde moitié du xvn^e siècle. La seconde partie est une sorte de panégyrique des restaurateurs modernes de cette vieille maison. L'ouvrage est accompagné de vues de l'église, monument roman du xii^e siècle, en partie reconstruit de nos jours, et des différents bâtiments claustraux.

— L'ouvrage de M. Maurice MONCHARVILLE, *Monaco, son histoire diplomatique, la question des jeux* (Paris, Pedone, 1898, in-8°), est une histoire sommaire de la principauté depuis l'origine jusqu'à nos jours; c'est, à peu de chose près, sous une forme plus brève, l'ouvrage de M. G. Saige, annoncé ici même. La seconde partie, la plus étendue, étudie la question au point de vue diplomatique, le protectorat sarde jusqu'en 1860 et la situation actuelle. Dans un dernier chapitre, l'au-

teur raconte les tentatives singulières des aubergistes des stations voisines, françaises et italiennes, pour décider les deux gouvernements voisins à demander la suppression des jeux de Monaco; ces honorables commerçants n'ont pas manqué, bien entendu, dans leurs pétitions, de se poser en défenseurs de la morale publique. Jusqu'ici, cette campagne grotesque n'a point abouti, les cabinets de Paris et de Rome craignant sans doute le ridicule.

— M. HENRI MALO, dont la *Revue historique* a annoncé il y a quelques mois l'étude sur Renaud de Dammartin, vient de publier une *Petite histoire de Boulogne-sur-Mer* (Boulogne-sur-Mer, 1899, petit in-4°). L'ouvrage est intéressant et résume sous une forme claire ce qu'on sait du passé de cette ville; de nombreuses gravures reproduisent les monuments anciens encore existants et d'après d'anciennes reproductions les constructions romaines et du moyen âge aujourd'hui disparues. La doctrine est généralement orthodoxe; une seule remarque: pourquoi l'auteur répète-t-il, après tant d'autres, que Godefroy de Bouillon a été le chef suprême de la première croisade? C'est là une erreur bien souvent reproduite, mais dont un érudit sérieux doit se garder.

— M. L. GERMAIN s'est imposé la tâche assez malaisée d'expliquer les emblèmes et devises des ducs de Lorraine. Dans un mémoire qui fait partie des publications de la Société d'archéologie lorraine (1897), il parle du chapelet, emblème du roi René, qui paraît dans un certain nombre de monuments relatifs à ce prince. C'est un signe religieux, où l'on a vu à tort une allusion au nom d'une prétendue maîtresse du prince, nommée Capelet. M. Germain en fait l'histoire et énumère les monuments, peintures, miniatures et sculptures où il figure.

— M. F. PASQUIER, archiviste de la Haute-Garonne, vient de publier dans le *Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. XXVIII, un certain nombre d'actes fort intéressants tirés des riches archives du château de Lérans. Ces pièces, comprises entre les années 1189-1368, se rapportent à la seigneurie de Boussagues, aujourd'hui dans le département de l'Hérault, seigneurie jadis possédée par la maison de Thézans. Ces documents sont fort curieux pour l'histoire locale et pour l'étude des institutions féodales dans cette partie de la France.

— Sous ce titre: *la Renaissance des études liturgiques* (Montpellier, 1899, in-8°), M. l'abbé UL. CHEVALIER vient de dresser une très intéressante bibliographie des travaux publiés sur les livres liturgiques des cathédrales et abbayes de l'ancienne France. Ce travail, fait avec un soin méticuleux, rendra d'autant plus de services que tout médiéviste sait aujourd'hui de quelle utilité peuvent être pour l'histoire ces vieux ouvrages trop longtemps négligés.

— A signaler deux mémoires de M. J. SOYER, archiviste du département du Cher, parus dans les *Mémoires de la Société historique du Cher*

(1899); c'est d'abord une note sur l'abbaye de Saint-Satur-sous-Sancerre au xvi^e siècle et les statuts de réforme de 1557-1558; voilà un nouveau document à ajouter à tous ceux qui prouvent la situation lamentable des anciennes abbayes françaises au moment de la Renaissance; les guerres de religion devaient d'ailleurs faire bientôt échouer cet essai de réforme. Dans le second mémoire, l'auteur publie des lettres de Charles VIII (1421-1426) donnant les terres de Concressault et d'Aubigny-sur-Nère, à Jean Stuart, connétable d'Écosse; c'est une utile contribution à l'histoire des rapports entre la France et l'Écosse vers la fin du moyen âge.

— Quand il ne s'occupe pas lui-même de Bourdaloue, le R. P. Chérot pousse les autres à s'en occuper. C'est lui qui a inspiré l'*Étude généalogique sur les Bourdaloue* (Paris, Retaux, 1900, 122 p. in-8°) de M. Émile TAUSSEERAT, en y fournissant divers appendices. Peut-être était-ce dépenser beaucoup de temps et trop de zèle que de rechercher ainsi, à travers les temps, depuis les débuts du xv^e siècle jusqu'au xix^e, tous les membres de cette famille de petits bourgeois vierzonnais, dont l'unique mérite, après tout, quoi qu'en puisse penser l'auteur, est d'avoir porté le même nom que le célèbre orateur de la Compagnie de Jésus. Individuellement, ils nous restent indifférents; si, pris en masse, ils nous intéressent, c'est que le travail, très consciencieusement exécuté d'ailleurs, de M. Tausserat nous permet de suivre le développement de certains rameaux tout au moins de la famille pendant assez longtemps pour étudier sur un exemple concret les modifications de fortune, de position sociale, de fécondité domestique que trois siècles et demi ont produites dans une famille bourgeoise du centre de la France.

— On s'occupe toujours beaucoup de Pascal; chaque année, les éditions des *Provinciales* et des *Pensées* se multiplient, et, comme la plupart s'épuisent assez rapidement, on doit croire que cet auteur, plutôt un peu sévère, trouve encore aujourd'hui beaucoup de lecteurs; bien plus, continuellement et un peu partout, paraissent des études sur l'homme et l'œuvre. Aujourd'hui, il nous faut signaler de M. V. GIRAUD, professeur à l'Université de Fribourg en Suisse, *Pascal, l'homme, l'œuvre, l'influence* (Paris, Fontemoing, 1900, in-8°); ce n'est pas précisément un livre, mais un recueil de notes, la charpente, pour ainsi dire, d'un cours professé par l'auteur en 1898. M. Giraud est tout à fait au courant du sujet; très pascalien, il se montre tout disposé à regarder l'auteur des *Provinciales* comme le plus grand génie des temps passés, présents et futurs; ce n'est plus de l'admiration, c'est un culte, et l'auteur sacrifie à son idole, non seulement Voltaire (peu en faveur il est vrai par ce temps de réaction morale et intellectuelle), mais le grand Goethe lui-même. Peut-être y a-t-il là quelque exagération, et le jugement de Cousin, que M. Giraud cite quelque part, donne-t-il la note juste.

— Mais si Pascal trouve des panégyristes à ce point résolu, il a aussi,

et c'est le propre de tous les grands esprits, des détracteurs. M. le docteur BINET-SANGLÉ vient de publier dans la *Revue de l'hypnotisme et de la psychologie physiologique* une histoire des suggestions religieuses dans la famille de Pascal. L'article est curieux et mérite d'être lu. Pascal, tout comme sa sœur Jacqueline, a certainement eu des hallucinations; ce fut également le cas de la plupart des religieuses de Port-Royal. Mais il ne faudrait pas juger d'une façon aussi simple un génie aussi complexe. Pascal, à certains moments, a été mystique et malade (c'est peut-être au fond la même chose), mais il a été aussi bien souvent terriblement lucide. Au surplus, qui sait si cette disposition un peu morbide n'est pas pour quelque chose dans le génie de l'homme et si nous ne devons pas à cette exaltation malade certaines des plus belles pages des *Pensées* ?

A. M.

— M. Dimitri DE BENKENDORFF, qui nous a déjà donné, sous le titre de *la Jeunesse d'un tsar*, une biographie de l'empereur Paul avant son avènement, vient de tirer du grand ouvrage du général Schilder sur Alexandre I^{er}, un nouveau volume, *Histoire anecdotique de Paul I^{er}* (Paris, Calmann Lévy, 1899, 320 p. in-18). On ne voit pas trop en quoi le récit de M. de B. donne à la physionomie nullement « énigmatique » d'ailleurs du malheureux souverain une expression bien différente de la « légende » accréditée qu'il veut combattre. En somme, la carrière de ce prince médiocrement doué, déformé lentement d'abord par la tyrannie maternelle, puis poussé vers la folie par l'omnipotence soudaine dont il se vit investi, est des plus faciles à comprendre, ainsi que la crainte universelle de ses sujets et de sa propre famille qui amena la catastrophe finale. Celle-ci est d'ailleurs racontée, — comme la vie privée tout entière de Paul, — avec une discrétion si complète qu'un lecteur qui ne serait point initié déjà à la vérité historique aurait quelque peine à comprendre que ce n'est point l'apoplexie officielle qui enleva le monarque.

— M. VAN SCHOOR, avocat général à la Cour de cassation de Bruxelles, avait pris pour sujet de son discours à la rentrée d'octobre la *Presse sous le Consulat et l'Empire*. C'est cette étude, notablement développée, qu'il vient de publier sous le même titre (Bruxelles, Bruylant, 1899, 101 p. in-8°); il a documenté son récit à des sources indiscutables, le *Moniteur* et la *Correspondance de Napoléon*. Bien qu'il n'apprenne rien d'absolument neuf à ceux qui ont étudié d'un peu près et de bonne foi cette époque, il est bon qu'un tableau aussi strictement historique, aussi scrupuleusement exact soit remis, une fois de plus, sous les yeux du grand public et lui fasse saisir, par des exemples typiques, l'incroyable tyrannie policière de l'empereur et son manque absolu de respect pour la propriété privée. Il n'a ni compris ni toléré la liberté de la presse; aussi quand il a voulu l'employer, — toujours avec l'aide du ministre de la police, — pour galvaniser l'opinion publique

au moment de l'invasion étrangère, celle-ci avait perdu tout crédit et n'a pu lui rendre aucun service.

— Le dernier duc de Bouillon, mort en 1802, était un malheureux estropié, qui avait bien le droit de se plaindre de la destinée. Pour se consoler, il épanchait sa bile dans de volumineux manuscrits, qui ont été récemment légués à la ville de Sedan. Ces élucubrations bizarres viennent de faire l'objet de deux brochures de M. Maurice VATTIER (Sedan, 1899, in-8°) et de M. L. CAUET (Évreux, 1900, in-8°). Tout ce fatras est d'un style parfois bien singulier, mais les deux auteurs y ont noté quelques passages intéressants. Le duc de Bouillon avait le monde entier en horreur, y compris son père, et on aurait eu quelque peine à lui faire accepter les raisonnements de l'immortel Pangloss; en somme, on doit l'avouer, il avait mille raisons pour ne point trouver que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Ce qu'il écrit a souvent l'apparence de boutades impertinentes, mais sous cette forme abrupte se cachent parfois des réflexions assez justes qui étonnent un peu sous la plume du dernier descendant d'une des plus grandes familles de la noblesse française.

— *Paris-Atlas* est une publication illustrée, paraissant par livraisons à cette librairie Larousse si habile aux ouvrages de vulgarisation. Chaque livraison, consacrée à un des vingt arrondissements de Paris, est accompagnée d'un plan de l'arrondissement en huit couleurs. La description des rues, places et bâtiments est l'œuvre d'un des historiens qui connaissent le mieux le vieux Paris et le nouveau, de M. Fernand BOURNON. Elle est fort abrégée, mais claire, vivante et toujours instructive. L'auteur a soigneusement évité de faire parade de son érudition; à peine a-t-il osé risquer çà et là la cote d'un carton des Archives nationales ou une étymologie nouvelle (ex. le Louvre, qui ne serait que l'Ouvre, ou l'œuvre capitale de défense élevée sur la rive droite par Philippe-Auguste); mais c'est seulement quand on connaît les choses à fond qu'on peut en parler avec cette substantielle concision (prix de chaque fascicule, 0 fr. 75; dix ont déjà paru). Quatre fascicules seront réservés aux environs de Paris.

— M. J. BRUN-DURAND entreprend la publication par souscription d'un *Dictionnaire biographique et biblio-iconographique de la Drôme*, contenant des notices sur toutes les personnes de ce département qui se sont fait remarquer par leurs actions ou leurs travaux, avec l'indication de leurs ouvrages et de leurs portraits. Le tome I (A à G) vient de paraître; le tome II paraîtra avant la fin de la présente année (Grenoble, librairie dauphinoise, 1900. Prix de la souscription : 24 fr.).

— M. l'abbé UZUREAU vient de fonder un nouveau recueil : *l'Anjou historique*, recueil d'érudition qui paraîtra tous les deux mois à partir du 1^{er} juillet de la présente année.

LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE LOCALE. — Abbé L. Hommey. Histoire géné-

rale, ecclésiastique et civile, du diocèse de Séez, ancien et nouveau. Tome III. Alençon, impr. Renaut-de Broise, 482 p. — *C. Cuissard*. Les chanoines et dignitaires de la cathédrale d'Orléans, d'après les nécrologues manuscrits de Sainte-Croix. Orléans, Herluison, 199 p. — *E. Bonnet*. Bibliographie du diocèse de Montpellier; anciens diocèses de Maguelone-Montpellier, Béziers, Agde, Lodève et Saint-Pons-de-Thomières. Montpellier, impr. Firmin et Montane, 150 p. — *H. Bardy*. Saint-Dié pendant la Restauration. Saint-Dié, impr. Cuny (Bull. Soc. philom. vosgienne), 104 p. — *H. de Gérin-Ricard*. Monographies des communes de Peypin, la Destrousse, Belcodène, Gréasque, Saint-Savournin, la Bourine, Mimet et Fuveau. 1^{re} série. Avignon, Séguin, 68 p. — *P. Lenail*. Notice historique sur le parlement de Dombes, 1523-1771. Lyon, impr. Vitte, 218 p. et 10 pl. — *A. Pelé*. Courville, essais historiques. Vannes, Lafolye, 155 p. — *E. Prarond*. Abbeville à table et les convivialités de l'échevinage. A. Picard, 113 p. — *E. de Robert-Garits*. — Monographie d'une famille et d'un village. La famille de Robert et les gentilshommes verriers de Gabre. Toulouse, Privat, 427 p. — *Abbé J. Capeille*. Étude historique sur Millas; la seigneurie, la commune et l'église. Céret, Roque, xi-326 p. Prix : 2 fr. 50. — *L. Couppey*. Notes historiques sur le prieuré conventuel d'Héauville à la Hague. Evreux, impr. Odieuvre, 154 p.

DOCUMENTS. — Inventaire-sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gard, Archives civiles, série E; tome I : seigneuries, familles, notaires; tome II : notaires; suite. Nîmes, impr. Chastanier, xi-461 et xi-475 p. à 2 col. Prix : 10 fr. — *Abbé Poirier*. Metz. Documents généalogiques, d'après les registres des paroisses, 1561-1792. Lamulle et Poisson, xiv-693 p. à 2 col. — *Vidal et Jeanroy*. Comptes consulaires d'Albi, 1359-1360. Picard, 271 p. Prix : 5 fr. (Bibl. mérid., 1^{re} série, t. V). — *Abbé V. Dubarat*. Documents et bibliographie sur la Réforme en Béarn et au pays basque, t. I-IV. Pau, impr. Maurin. — *Eug. Vallée*. Cartulaire de l'abbaye du Ronceray d'Angers. Angers, Lachèse; Paris, A. Picard. — *Abbé J. Nanglard*. Pouillé historique du diocèse d'Angoulême, tome III. Angoulême, impr. Despujols, viii-582 p. — *J. Viard*. Les journaux du trésor de Philippe VI de Valois, suivis de l'« *Ordinarium thesauri* », de 1338-1339. Impr. nationale (Documents inédits), LXXIV-1026 p. in-4°. — *A. Bégis*. Carnot, membre du Comité de Salut public. Son emprisonnement sous Louis XVI, à Béthune, en exécution d'une lettre de cachet. Documents inédits. Compiègne, impr. Mennezier, 62 p.

Belgique. — M. Émile VARENBERGH, ancien archiviste de la province de Flandre orientale, est décédé à Gand le 6 avril dernier, à l'âge de soixante-cinq ans. Il avait publié un grand nombre de dissertations et de notices relatives à l'histoire de la Flandre; il collaborait activement aux *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, aux *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand*, et autrefois au *Messenger des sciences historiques*. Les principaux ouvrages d'É. Varenbergh sont un *Mémoire sur Philippe de Comines*, couronné par l'Académie royale de Belgique (1863, coll. in-8°, t. XVI), et l'*Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre au moyen âge* (Bruxelles, 1874, in-8°).

— M. E. LAMEERE a présenté à l'Université de Bruxelles pour l'obtention du titre de docteur spécial une thèse sur le *Grand Conseil des*

ducs de Bourgogne de la maison de Valois (Bruxelles, Castaigne, 242 p.), dont il a recueilli les éléments dans de nombreux dépôts d'archives en Belgique et en France. Il démontre que le Grand Conseil n'a pas été créé le 4 août 1446, ainsi qu'on l'enseigne généralement, mais dès 1433. Il étudie en détail les attributions et le fonctionnement du puissant organisme de centralisation créé par les ducs, ainsi que les transformations qu'il subit dans le cours des siècles. Ce travail est exécuté de la manière la plus consciencieuse, mais on regrette que l'auteur s'abstienne systématiquement de se prononcer sur la politique bourguignonne.

— M. Paul FREDERICQ vient de faire paraître le t. IV du *Corpus documentorum Inquisitionis hæreticæ pravitätis neerlandicæ* (Gand, Vuylsteke, 553 p.). Ce nouveau volume du vaste recueil entrepris par notre collaborateur contient 390 documents, datés du 31 mars 1515 au 23 septembre 1525, et de nature très diverse : listes d'hérétiques et d'inquisiteurs, sentences des tribunaux et de la faculté de théologie de Louvain, pièces relatives à l'hérésie des Augustins de Dordrecht, correspondances au sujet de l'état religieux des Pays-Bas, extraits des comptes communaux, etc. Chaque pièce est précédée d'une analyse sommaire. Nous reviendrons sur cette importante publication.

— M. J. CUVELIER, sous-chef de section aux archives générales du royaume à Bruxelles, a, pendant qu'il était attaché au dépôt de Bruges, procédé au classement des archives de la chapelle du Saint-Sang, et en a publié l'*Inventaire analytique* (Bruges, De Plancke, 152 p.) précédé d'une substantielle notice historique, dans laquelle il a consigné plusieurs découvertes intéressantes.

— Les archives de l'État à Utrecht contiennent les comptes très détaillés du trafic auquel donnèrent lieu les indulgences dans ce diocèse, le plus vaste de la Hollande, à deux époques assez rapprochées, mais cependant bien distinctes : en 1488, c'est-à-dire dans des temps paisibles, et en 1517-1519, au plus fort de la tourmente déchainée par Luther. Notre collaborateur, M. Paul FREDERICQ, a publié ces documents dans les *Mémoires couronnés et autres mémoires* de l'Académie royale de Belgique (t. LIX, 80 p. in-8°) en les faisant précéder d'une intéressante introduction. Nous y voyons qu'en 1488 il y eut deux émissions simultanées d'indulgences dans les Pays-Bas en vertu de bulles pontificales : l'une avait pour objet de fournir les fonds nécessaires à la réfection du couvent des frères Mineurs à Paris, l'autre, la croisade contre les Turcs. On ne connaît pas le résultat de la première; la seconde produisit 5,699 florins d'or du Rhin et 4 sous, et le bénéfice net s'éleva à 42,885 florins d'or du Rhin et 4 sous. Les pièces de comptabilité de 1517-1519 sont encore beaucoup plus détaillées et plus pittoresques que celles de 1488; toutes sont relatives aux indulgences émises en faveur de la basilique de Saint-Pierre à Rome. Encore une fois, la récolte fut extrêmement abondante.

Une chose qui frappe surtout celui qui parcourt ces curieux documents, c'est la sérénité que respirent tous ces comptes, dressés en pleine crise luthérienne. Tous ces chanoines, dit M. P. Fredericq, tous ces notaires, tous ces doyens, curés, vicaires et sacristains placent des lettres d'indulgences, vident des tronc, s'offrent des diners arrosés de bons vins, touchent des jetons de présence, des frais de route et des gratifications, sans paraître se douter que ce trafic des indulgences est en train de faire chanceler l'Église sur ses fondements. Pendant que Luther souffle la tempête, qui gagne aussitôt les Pays-Bas, aucun mot des comptes ne trahit encore la moindre opposition dans le public ni la moindre émotion chez les collecteurs.

— MM. CAUCHIE et LADEUZE, professeurs à la Faculté de théologie de l'Université de Louvain, entreprennent la publication d'une *Revue d'histoire ecclésiastique* qui paraîtra tous les trois mois et contiendra des articles de fond, des mélanges, des comptes-rendus et une bibliographie.

— La librairie Van Stockum de la Haye a récemment annoncé la mise en vente des archives privées de feu C.-F. Van Maanen, le célèbre ministre du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas. Ces collections contiennent une innombrable quantité de documents et d'autographes émanant de tous les personnages qui ont joué un rôle politique en Hollande pendant les quarante premières années de ce siècle. Il y a surtout un grand nombre de pièces qui présentent un intérêt intense au point de vue de l'histoire de la Révolution de 1830. Au dernier moment, la vente a été décommandée. La famille Van Maanen a consenti à céder le tout au gouvernement pour les archives de la Haye.

LIVRES RÉCEMMENT PARUS. — L. Devillers. Chartes du chapitre de Sainte-Waudru-de-Mons. T. I. Bruxelles, Kiessling, in-4°, 835 p. 12 fr. — *Goetschalckx*. Histoire de Grobbendonck (Geschiedenis van Grobbendonck). Hoogstraten, Van Hoof, 2 vol. in-8°, 334 et 427 p. 5 fr. — Inventaire des cartulaires belges conservés à l'étranger. Bruxelles, Kiessling, in-8°, 72 p. 2 fr. — Inventaire des obituaires belges. Ibid., 87 p. 2 fr. — J.-A. Torfs. Histoire de Louvain depuis les origines jusqu'au temps présent (Geschiedenis van Leuven van den vroegsten tijd tot op heden), Louvain, Charpentier, 440 p. 3 fr. 50. — De Potter et Broekaert. Histoire des communes de la Flandre orientale (Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost Vlaanderen). T. LVII, 5^e partie. Gand, Siffer, 299 p. 4 fr. — J.-Th. de Raadt. Sceaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne, France). Recueil historique et héraldique. T. III, 1^{re} livr. Bruxelles, Schepens, 120 p. 6 fr. — Bibliotheca hagiographica latina antiquæ et mediæ ætatis ediderunt socii Bollandiani, fasc. III, Franciscus-Iwins. Bruxelles, Polleunis, p. 465-687. L'ouvrage complet : 40 fr. — E. Gailliard. La Keure d'Hazebroek de 1336 (De Keure van Hazebroek van 1336 met aantekeningen en glossarium). T. IV. Gand, Siffer, 540 p. 5 fr. — G. Kurth. L'Église aux tournants de l'histoire. Bruxelles, Schepens, 157 p. 3 fr. — De Renesse. Dictionnaire des figures héraldiques. T. V, 4^e fasc. Bruxelles, Schepens, p. 385-512. 4 fr. — J. Halkin. L'enseignement de la géographie en Allemagne et la réforme de l'enseignement géographique dans les universités belges. Bruxelles, Lebegue, 171 p. 4 fr.

Allemagne. — Le prof. Th. FLATHE est mort à Loschwitz le 26 mars, âgé de soixante-treize ans. Il a fourni une utile contribution à l'histoire de la Saxe en donnant une nouvelle édition de Böttger, *Geschichte des Kurstaats und Königreichs Sachsen*, et d'Engelhardt, *Vaterlandskunde des Königreichs Sachsen*. Il a publié aussi un *Katechismus der Weltgeschichte*. — Le Dr Jul LÖWE, connu par ses travaux sur Ulphilas, est mort le 27 mars à Altenburg.

— Le Dr Karl HOLL a été nommé professeur d'histoire ecclésiastique à Tubingue.

— Le Dr Rud. HERZOG a été chargé par l'Académie de Berlin d'une mission dans les îles de Cos et de Calymnos, pour y relever les inscriptions grecques.

— Dans le courant de l'année 1899-1900, la direction centrale des *Monumenta Germaniae historica* a fait paraître les volumes suivants : 1^o la fin du *Registrum Gregorii*; 2^o la seconde partie du t. III des *Epistolae Karolini aevi*; 3^o la *Vita Henrici IV Imperatoris*, 3^e éd. (in usum scholarum), par W. EBERHARD; 4^o un volume de *Monumenta Erphesfurentensia saec. XII, XIII, XIV*, publiés par O. HOLDER-EGGER. — Le Dr Fr. VOLLMER a été chargé de publier les *Carmina selecta aetatis romanae extremae*, qui doivent terminer la série des « Auctores antiquissimi; » on y trouvera les poèmes de Dracontius et d'Eugène de Tolède. Le t. IV des Sources de l'histoire mérovingienne (vies de saints), par Br. KRAUSCH, est plus d'à moitié imprimé, et la copie du t. V presque terminée. — Le t. XXXI des « Scriptores » contiendra, outre les *Annales Cremonenses*, la chronique de Sicard de Crémone, la double chronique de Reggio, et, si possible aussi, la chronique de Salimbene. — L'impression des diplômes carolingiens commencera l'hiver prochain à Vienne, et avant un an l'on espère donner la première partie du t. I, allant jusqu'en 814.

— On vient de célébrer à Mayence, avec un certain éclat (23-26 juin), le cinquième centenaire de la naissance de Gutenberg. A cette occasion, on a fondé un « Musée Gutenberg, » qui sera étroitement rattaché à la bibliothèque publique de la ville.

— Au Congrès d'histoire tenu à Halle (6-8 avril), ont été présentés les mémoires suivants : la Question napoléonienne, par ULMANN, de Greifswald; les Rapports de l'Eglise et de l'Etat à Byzance, par GELZER, d'Iéna; l'Offre de la couronne de l'empire d'Allemagne à l'Autriche en 1814, par FRIEDJUNG, de Vienne; les Bourgeois et le tribunal municipal dans le Miroir de Saxe, par KECK (Halle); l'Enseignement de l'histoire à KOENIGSBERG, par PRUTZ; la Séparation des Pays-Bas de l'empire d'Allemagne, par RACHFAHL.

— M. Alfred STERN vient de publier une série de documents qui offrent un assez grand intérêt pour l'histoire de France et qu'il a tirés du *Public Record office* à Londres et des archives du *Foreign office*. Ce

sont tout d'abord treize lettres de Gentz des années 1805 et 1808 à Hammond, Vansittard, Hawkesbury, Harrowby et Canning, parues dans les *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschtsf.*, t. XXI, d'une importance capitale surtout pour l'année 1805; puis des lettres d'Alexandre Gibson et de Gneisenau relatives aux mouvements insurrectionnels de l'Allemagne en 1809 et au voyage que Gneisenau fit en août 1809 à Londres comme agent secret du roi de Prusse. M. Stern a consacré à ces événements un article intéressant de l'*Historische Zeitschrift* (Bd. XLIX, H. 1 : *Gneisenau's Reise nach London im 1809 u. ihr Vorgeschichte*). Un troisième article de M. Stern, paru dans l'*English historical Review* d'avril 1900, est relatif à deux missions du colonel Cradock en Égypte en 1827 et 1828 et qui avaient pour objet, la première d'empêcher Méhémet-Ali de se joindre aux Turcs contre la Grèce, la seconde d'obtenir la retraite d'Ibrahim-Pacha de la Morée. Il ne réussit dans aucune de ces deux missions.

— La grande Histoire universelle entreprise par le Dr Hans HELMOT, et dont deux volumes ont déjà paru, va être traduite en anglais sous la direction de lord Acton, professeur à l'Université de Cambridge. Le t. I de cette traduction paraîtra avant la fin de l'année à Londres, chez Heinemann. La 1^{re} partie du t. III, qui vient d'être mise en vente, contient deux chapitres sur l'Asie occidentale : l'un dans l'Antiquité, par Hugo WINCKLER, l'autre sous la domination musulmane, par Heinrich SCHURTZ.

— Ont paru dans les Beilage de l'*Allgemeine Zeitung* les articles suivants : 1900, nos 52-53, les Cartes de fond historiques, par Gerhard SEELIGER (critique des projets présentés par Fried. de Tudichum); n° 55, le Premier consul et ses visiteurs allemands; suite, par Paul HOLZHAUSEN; nos 77-78, la Politique commerciale et économique de Max-Emmanuel de Bavière dans les Pays-Bas autrichiens, par G.-Fried. PREUSS; nos 87-89, Louis I^{er} et la Commission chargée par l'Académie d'étudier l'histoire primitive et l'organisation des recherches sur l'histoire primitive en Bavière, par Joh. RANKE.

LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE LOCALE. — A. Bertram. *Geschichte des Bistums Hildesheim*. Bd. I. Hildesheim, Lax, 1899, xvi-522 p. Prix : 8 m. — R. Walter. *Hohenlohisches Urkundenbuch*. Bd. I, 1153-1310. Stuttgart, Kohlhammer, vii-632 p. Prix : 10 m. — J. Kartels. Lorenz Fries, der fränkische Geschichtschreiber und seine Chronik vom Hochstift Würzburg. Würzburg, Gabel, 90 p. Prix : 2 m. 50. — H. Prutz. *Preussische Geschichte*. 2 vol. Stuttgart, Cotta. — Philippi et Ber. *Osnabrücker Urkundenbuch*. 3 vol. Osnabrück, Rackhorst. — W. Richter. *Geschichte der Stadt Paderborn*. Bd. I; mit Urkunden und Statuten bearbeitet von Spancken. Paderborn, Jungfermann, xxiii-192 et clxv pages. Prix : 4 m. 50.

Autriche-Hongrie. — Le savant canoniste Fr. MAASSEN est mort à Innsbruck le 9 avril dernier, âgé de 79 ans. On lui doit une *Geschichte der Quellen und der Literatur des canonischen Rechts im Abendlande*, qui fait autorité, mais dont le t. I seul a paru (1870-1871). Il a publié

aussi dans le recueil des *Monumenta Germaniae* les *Concilia aevi merovingici*.

— Le Dr Joh. DE VOLTELINI a été nommé professeur extraordinaire d'histoire d'Autriche à l'Université d'Innsbruck.

Danemark. — Notre correspondant de Danemark, M. Johannes STEENSTRUP, actuellement recteur de l'Université de Copenhague, vient de publier comme discours universitaire, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi, une remarquable étude sur la frontière de l'Eider à l'époque carolingienne, et les luttes que les Danois soutinrent alors contre leurs voisins méridionaux¹. On y trouvera des détails intéressants sur les habitants du Holstein au début de la période historique, et l'auteur prouve nettement que le Danemark commençait à la frontière de l'Eider (donc, le cours n'a pas changé, quoique des érudits allemands aient essayé de donner le change avec un pseudo Eider, qui n'a jamais existé). M. Steenstrup rectifie aussi quelques erreurs qui s'étaient introduites au sujet d'une prétendue marche danoise à laquelle les Allemands ont attribué trop d'importance, et montre quelle fut la situation de la contrée sous le successeur de Charlemagne. C'est sous Louis le Pieux qu'une armée de Francs et d'Obotrites pénétra pour la première fois dans le Holstein, aucun empereur franc n'y mit jamais les pieds, et le « limes saxonius » dont parle Adam de Brême n'est pas une marche, mais une frontière (d'ailleurs très mal définie) entre le Holstein, le Sturmarer Land et la Wagrie.

G. BLONDEL.

Suisse. — M. Émile BLOESCH, directeur de la bibliothèque de la ville et professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Berne, est mort le 11 mars dernier, à l'âge de soixante-deux ans. On lui doit, entre autres travaux, la publication des t. IV à VII des *Fontes rerum Bernensium*, une nouvelle édition de la *Chronique d'Anshelm*, dont le sixième et dernier volume est à la veille de paraître, un *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Berne relatifs à l'histoire suisse* (Berne, 1895, in-8°) et une *Histoire des églises réformées de la Suisse* (Berne, 1898-1899, 2 vol. in-8°).

— Le 13 mars dernier est mort, à l'âge de cinquante-neuf ans, M. Rodolphe STÄHELIN, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Bâle. Il laisse une remarquable biographie du réformateur zurichois Ulrich Zwingli (Bâle, 1895-1897, 2 vol. in-8°).

Grande-Bretagne. — Nous appelons l'attention des médiévistes sur le volume que M. J. H. ROYD vient de publier pour la collection du maître des rôles. Le P. Record Office ayant un grand nombre de copies de chartes concernant les rapports de la France et de l'Angleterre avant la conquête de la Normandie par Philippe-Auguste, copies qui lui ont été fournies surtout par MM. Deville et Léchaudé d'Anisy,

1. *Danmarks Sydgrænse og Herredomet over Holsten ved den historiske Tids Begyndelse* (800-1100). Kopenhague (Schulz), 1900, 121 pages in-4°.

a décidé d'en publier l'inventaire, dans la même série et suivant la même méthode que pour les documents provenant de Venise ou d'Espagne. Le tome I nous fait connaître, sous forme d'analyses très minutieuses, 1,461 chartes comprises entre les années 918 et 1206; la plupart sont inédites. M. Round a d'ailleurs indiqué très exactement leur état civil actuel, donnant ainsi toute facilité pour recourir, si besoin était, aux originaux. Deux tables : l'une des noms propres, l'autre des noms de choses, terminent ce volume, qui est de nature à intéresser les érudits français, non moins, pour ne pas dire plus, que les anglais (*Calendar of documents preserved in France, illustrative of the history of Great Britain and Ireland*. Vol. I, 918-1206. Londres, Eyre et Spottiswoode, lv-680 p. Prix : 15 sh.). C. B.

— La librairie Constable et Co (Westminster) a entrepris une histoire générale des comtés de l'Angleterre (*The Victoria history of the counties of England*). Nous avons sous les yeux le prospectus concernant Northampton; son histoire comprendra 4 volumes gr. in-8°. Les matières y sont distribuées dans l'ordre suivant : géologie; faune et flore; météorologie; préhistoire; époques romaine et anglo-saxonne; le Domesday book; architecture civile et militaire; histoire ecclésiastique, sociale et économique, politique et militaire; histoire des familles; agriculture, industrie, arts et manufactures; histoire topographique des villes, paroisses et manoirs; bibliographie. — Ces matières si diverses sont traitées par divers spécialistes. Le chapitre sur le Domesday book a été confié à M. J. H. Round, qui doit écrire de même une introduction à l'étude de ce document pour chacun des comtés représentés dans le grand « Survey » de Guillaume le Conquérant. Cette introduction comporte la traduction du texte original, un commentaire critique et une carte. C'est assez dire que l'histoire des comtés d'Angleterre est une entreprise vraiment scientifique et que les historiens y trouveront beaucoup de profit. Malheureusement, l'ouvrage sera tiré à petit nombre et seulement pour les souscripteurs, et le prix de la souscription est élevé, ainsi qu'il convient pour une publication de grand luxe.

— L'expédition que Cromwell forma pour enlever les Antilles aux Espagnols se termina, on le sait, par la prise de la Jamaïque (1655); mais auparavant le général Venables, qui commandait les troupes de débarquement, avait tenté sur Saint-Domingue un coup de main qui avait échoué en coûtant fort cher à l'armée. A son retour en Angleterre, il fut mis à la Tour de Londres, où il dut subir de pénibles interrogatoires. Sa conduite, en effet, n'avait pas été irréprochable. Pour se justifier, il écrivit un récit de l'expédition où il inséra toutes les pièces susceptibles de dégager sa responsabilité. Ce récit, ou mémoire justificatif, vient d'être publié par M. Firth avec d'autres pièces relatives à l'expédition des Indes orientales et à la conquête de la Jamaïque en 1654-1655 (*The narrative of general Venables, with an appendix of papers relating to the expedition to the West Indies and the Conquest of Jamaica*,

Publ. pour la R. Historical Society. Longmans, 1900, xlj-180 p. in-8^o). Dans la préface, le savant éditeur a mis en lumière les causes multiples de l'échec subi par les Anglais, échec qui fut alors vivement senti, mais que l'histoire oublie volontiers, puisqu'ensuite les Anglais n'eurent qu'à se montrer devant la Jamaïque pour que les Espagnols leur rendissent l'île, la « perle des Antilles. »

— Parmi les récentes publications de la « Cambridge Antiquarian Society, » il peut être utile de signaler : 1^o *An index to the Reports and Abstracts of the Proceedings* (1840-1897); 2^o *The Sources of Archbishop Parker's Collection of Mss. at Corpus Christi College, Cambridge*, par M. Montague Rhodes JAMES (1899, 84 p. in-8^o. Prix : 5 sh.); 3^o *The History of Saint Radegund, Cambridge*, par M. Arthur GRAY (1898, 197 p. Prix : 5 sh.); 4^o *On the Abbey of St Edmund at Bury*, par M. R. JAMES (1895); 5^o le tome I de la « Luard Memorial Series. » Il est intitulé : *Grace Book A, containing the Proctors' Accounts and other Records of the University of Cambridge for the years 1454-1488*, publié par M. Stanley M. LEATHES (1897). Cette série sera complète en 5 volumes.

— M. Edward Milligen BELOE publie chez Macmillan et Bowes (Cambridge) un volume richement illustré, avec des cartes et plans, sur l'histoire de la ville de Lynn : *Our Borough; our Churches*. L'histoire municipale de cette ville, qui appartient d'abord aux évêques de Norwich avant de devenir sous Henri VIII ville royale (King's Lynn), était publiée depuis une trentaine d'années déjà; l'auteur l'a reprise et complétée à l'aide de recherches qu'il a poursuivies depuis dans les archives de la Corporation et dans celles des doyen et chapitre de la cathédrale; c'est ainsi qu'il a pu écrire tout un chapitre sur l'administration de la paroisse de Sainte-Marguerite de 1100 à 1500. A ses études archéologiques, M. Beloe a ajouté un chapitre sur la Renaissance à Lynn et en particulier sur l'architecte Henry Bell (1653-1717).

— Dans un volume de Souvenirs intitulé *Old friends at Cambridge and elsewhere*, M. J. Willis CLARK a réédité, en les remaniant, d'anciens articles sur des personnalités marquantes de Cambridge. Notons la biographie du bibliothécaire Henry Bradshaw et de l'historien H. R. Luard (Macmillan. Prix : 6 sh.).

Grèce. — Les ouvrages historiques, publiés en Grèce pendant les années 1898-1899, qui méritent d'être mentionnés dans la *Revue historique* sont les suivants :

1^o Histoire des royaumes de Nicée et du despotat d'Épire (1204-1261)¹, par M. Antoine MILIARAKI. L'ouvrage comprend 658 pages; il contient l'histoire de deux États grecs qui, à l'occident de l'Asie Mineure, en Épire et en Macédoine, ont continué l'existence de l'em-

1. *Ἱστορία τοῦ βασιλείου τῆς Νικαίας καὶ τοῦ δεσποτάτου τῆς Ἠπείρου*, 1204-1261. Athènes, 1898.

pire grec de Byzance. M. Miliaraki a exposé l'histoire de ces deux États avec les plus grands détails, non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue religieux et philologique. Son ouvrage peut donc être considéré comme une histoire complète de la vie politique, religieuse, morale et intellectuelle de l'hellénisme au xiii^e siècle. Des pages entières sont consacrées à la biographie de personnages soit politiques, soit religieux, qui ont joué un rôle important dans l'histoire de ces temps-là. Cette méthode a nui, il est vrai, à l'unité de l'ouvrage et au développement logique des faits historiques. Mais M. Miliaraki s'était proposé de donner une idée exacte de l'hellénisme dans toute l'étendue de la vie historique, et ces petits défauts étaient inévitables. D'ailleurs M. Miliaraki a réussi à exposer avec un remarquable esprit d'impartialité tout ce qui concerne le grand différend religieux, national et politique qui dominait à cette époque dans l'Orient grec. En tout cas son ouvrage doit être considéré comme une source abondante et critiquement éclairée où devront puiser ceux qui écriront l'histoire de l'Orient grec pendant le xiii^e siècle.

2^o Nauplie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, par Michael LAMPRYNIDI¹. Cet ouvrage est gros de plus de 600 pages.

La partie contenant l'histoire ancienne de Nauplie, en un seul chapitre de 38 pages, est très courte et figure comme introduction à l'histoire proprement dite de cette ville, qui commence à l'époque byzantine. Mais l'histoire des temps byzantins est aussi bornée à quelques pages, dans lesquelles nous trouvons quelques notices sur le diocèse de Nauplie et d'Argos, sur les évêques connus et sur quelques couvents de ce diocèse. La plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à l'histoire de Nauplie pendant la période de la domination vénitienne et après celle des Turcs. L'auteur y a donné plusieurs chants populaires, qu'il a recueillis et qu'il publie pour la première fois; il a de cette façon ajouté à la valeur historique de son ouvrage un intérêt philologique. Pendant la grande révolution grecque de 1821-30, Nauplie a été, comme on le sait, un des boulevards de la résistance et, dans les dernières années de la guerre, elle a été la capitale du gouvernement provisoire; c'est là encore qu'ont résidé Capo d'Istria et le roi Otton, au commencement de son règne². L'auteur en profite pour nous y raconter toute l'histoire de la Grèce moderne depuis 1821 jusqu'à 1862. La monographie de M. Lamprynidi n'en restera pas moins une source importante de l'histoire moderne de la Grèce.

3^o Histoire de Gortynie, par Taki CAUDILORO³. C'est un ouvrage de

1. *Ἡ Ναυπλία ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῶν καθ' ἡμᾶς*. Athènes, 1898.

2. On sait que la révolution qui a renversé le roi Otton en 1862 avait commencé en 1861 à Nauplie.

3. *Ἱστορία τῆς Γορτυνίας*. Patras, 1899.

plus de 350 pages contenant l'histoire de Gortynie depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours. Dans la première partie, celle qui se rapporte à l'antiquité, elle se confond avec celle de l'Arcadie. Cette partie, comme celle qui contient l'histoire de la période romaine et byzantine, est très courte. Seulement l'histoire des conquérants francs et turcs de l'Arcadie est plus détaillée; mais ici nous ne trouvons rien qui ne soit déjà connu. Ainsi l'auteur fait des discussions sur les colonies slaves de l'Arcadie en répétant tout ce qui avait déjà été dit par Paparrigopoulos et autres. A la fin l'auteur ajoute la biographie des quelques chefs gortyniens qui se sont distingués pendant la révolution grecque de 1821-1830.

4° Le second tome de l'Histoire de la littérature grecque depuis les temps les plus reculés jusqu'au temps de la prise de Constantinople, par M. Georges MISTRIOTI¹, ne compte pas moins de 1,200 pages; il contient l'histoire de la littérature grecque, hormis celle de la poésie, qui a été l'objet du premier tome. On y trouve aussi l'histoire de la littérature théologique. M. Mistrioti, on le voit, ne suit pas la méthode chronologique; il traite l'histoire de chaque espèce de la littérature séparément.

5° M. CAVVADIA, épore général des antiquités, a publié, aux frais de la Société archéologique, un traité en deux volumes sur Épidaure. Le même auteur avait déjà publié, il y a cinq ans, un gros volume sur le même objet. Mais les fouilles, qui continuent dans ce lieu si riche en couches archéologiques, lui ont donné de nouveaux documents, surtout la découverte de nouvelles inscriptions donnant des informations très curieuses et importantes sur le culte d'Esculape dans le grand temple d'Épidaure. Sur ces découvertes, M. Cavvadia a fait d'importantes communications à l'Institut archéologique français d'Athènes.

T. CAROLIDÈS.

1. 'Ελληνική Γραμματολογία ἀπο τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῆς ὑπὸ τῶν Τούρκων ἀλώσεως τῆς Κωνσταντινουπόλεως. Athènes, 1897. Sur le premier tome de ce traité, voir la *Revue historique* de 1896.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Auzou*. Voy. *Maréchal*.
Bouvier (Félix). Bonaparte en Italie, 1796, 331.
Driaault. Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX^e siècle, 346.
Fanta. Voy. *Meysenbug*.
Gavriloitch. Étude sur le traité de Paris de 1259, 128.
Helmut (Hans). Weltgeschichte, 459.
Manceau (Émile). Les armées étrangères, 348.
Maréchal. Histoire contemporaine, nouv. édit. p. *Auzou*, 307.
Meysenbug (Malvida de). Les mémoires d'une idéaliste, trad. p. A. *Fanta*, 340.
Parmentier. Album historique, 234.
Rolando. Il passaggio del esercito di Napoleone I per il gran S. Bernardo, 240.
Tourneux. Diderot et Catherine II, 143.
Vallaux. Les campagnes des armées françaises de 1792 à 1815, 145.
Vast. Les grands traités du règne de Louis XIV, t. III, 116.
Wiesener (Louis). Le régent, l'abbé Dubois et les Anglais, t. III, 322.

ANTIQUITÉ.

- Adler*. Die Sozialreform im Alterthum, 159.
Aguletti. Citeva generalitali asupra originii Heteenlior, 352.
Arbois de Jubainville (H. d'). La civilisation des Celtes et celle de l'épopée homérique, 102.
Aucier. Carthage; restauration archéologique, 110.
 — Rome, 112.
 — Jérusalem, 113.
Bauer (Ad.). Die griechischen Kriegeraltersdenkmäler, 160.
 — *Analecta Græciensia*, 168.
Beaudouin. Les grands domaines dans l'Empire romain, 93.
Beloch. Griechische Geschichte, 155.
 — Die dorische Wanderung, 164.
Besnier. Les scholæ de sous-officiers

- dans le camp romain de Lambèse, 111.
Bethe. Thebanische Heldenlieder, 164.
Bilfinger. Der bürgerliche Tag., 178.
Blanchet (Adrien). Les trésors de monnaies romaines et les invasions germaniques en Gaule, 104.
Blass. Aristotelis Ἀθηναίων Πολιτεία iterum edidit, 168.
Bärner (A.). De rebus a Græcis 410-403 gestis quaestiones historicae, 174.
Brunn (H.). Griechische Kunstgeschichte, 162.
Bulliot. Fouilles du Mont-Beuvray, ancienne Bibracte, de 1867 à 1896, 103.
 — Observations critiques sur les bas-reliefs de Mavilly, 107.
Busolt. Griechische Geschichte bis zur Schlacht von Chæroneia, 153.
 — Die griechischen Staats- und Rechtsalterthümer, 160.
Butureanu. Le terre d'Andrei, 369.
Carton. La restauration de l'Afrique du Nord, 109.
 — Essai de classification des tombes de l'Afrique du Nord, 109.
 — Les fouilles du Dar-el-Acheb, 110.
Cauer. Grundfragen der Homerkritik, 163.
 — Parteien und Politiker in Megara und Athen, 167.
Cichorius. Kleinere Beiträge zur Geschichte, 168.
Corpus inscriptionum semiticarum, 450.
Courbaud. Le bas-relief romain à représentations historiques, 97.
Dangibeaud. Contribution au Corpus des inscriptions céramiques sigillées, 109.
Delattre. Note sur le sable aurifère de la mer et sur une collection de plombs, avec inscriptions, trouvés à Carthage, 110.
Delbrück (H.). Die Strategie des Perikles, 173.
Dieulafoy. Le roi David, 378.
Droysen (H.). Heerwesen und Kriegführung der Griechen, 160.
Erhardt. Die Entstehung der homerischen Gedichte, 163.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Esperandieu.** Les inscriptions antiques du musée Calvet d'Avignon, 105.
- Fairon.** La Ratio castrensis ou l'Intendance du palais impérial, 382.
- Festschrift** für M. Friedländer, 167.
- Gasquet.** Essai sur le culte et les mystères de Mithra, 91.
- Gauckler.** Enquête sur les installations hydrauliques romaines en Tunisie, t. III, 110.
- Geffcken.** Die Gründungssage von Tarent, 165.
- Gilbert.** Handbuch der griechischen Staatsalterthümer, 160.
- Gilles.** Le pays d'Arles en ses trois tribus saliennes : les Aratiques, les Désuviates et les Anatiles, 104.
- Gomperz.** Die Schrift von Staatswesen der Athener, 168.
- Griechische Studien** H. Lipsius dargebracht, 167.
- Gusman.** Pompéi. La vie, les mœurs, les arts, 113.
- Halgan.** Essai sur l'administration des provinces sénatoriales sous l'Empire romain, 92.
- Hall (W. H.).** The Romans on the Riviera and the Rhone, 382.
- Haussoullier.** Un nouveau milliaire au nom de Manius Aquilius, 114.
- Helbig (W.).** Ueber die Nekropole von Assarlik in Karien, 162.
- Ein ägyptisches Grabgemälde und die mykenische Frage, 162.
- Hermann.** Lehrbuch der griechischen Antiquitäten, rééd. p. Thumser, 160.
- Hesselmeyer.** Die Pelasgerfrage und ihre Lösbarkeit, 165.
- Hiller von Gartringen.** Die archaische Kultur der Insel Thera, 171.
- Holtzender.** Cunaxa, 174.
- Holm (Ad.).** Griechische Geschichte, 152.
- Homo.** Les suffètes de Thugga, 110.
- Le domaine impérial à Rome, 112.
- Israel-Holzward.** Das System der attischen Zeitrechnung auf neuer Grundlage, 178.
- Joseph (D.).** Die Paläste des homerischen Epos, 162.
- Judeich.** Kleinasiatische Studien, 156.
- Kärst.** Die Begründung des Alexander und Ptolemäerkultes in Ägypten, 157.
- Kluge.** Die Schrift der Mykenier, 163.
- Köhler (U.).** Ueber Probleme der Griechischen Vorzeit, 165.
- Kohn (J.).** Ephemeris rerum ab Alexandro Magno in partibus Orientis gestarum, 176.
- Kubicki.** Die attische Zeitrechnung vor Archon Kallias, Ol., 93, 3, 179.
- Lamarre.** Étude sur les peuples anciens de l'Italie et sur les cinq premiers siècles de Rome, 87.
- Levasseur.** Organisation des métiers dans l'Empire romain, 96.
- Liers.** Annahme und Verweigerung der Schlacht im Alterthum, 160.
- Lipsius (J.-H.).** Voy. Schamann.
- Martini.** Die Politik des älteren Dionys, 176.
- Meyer (E.).** Geschichte des Alterthums. Bd. II, 154.
- Die wirtschaftliche Entwicklung im Alterthum, 159.
- Mispoulet.** La vie parlementaire à Rome sous la République, 88.
- Mitteis.** Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreiches, 158.
- Mohl.** Introduction à la chronologie du latin vulgaire, 99.
- Mortet (Victor).** Les piles gallo-romaines et les textes antiques de bornage et d'arpentage, 108.
- Master.** Die Chronologie der Pentekontaetie, 172.
- Mueller (H.).** Pelasger und Hellenen, 165.
- Niese (B.).** Geschichte der Griechischen und makedonischen Staaten seit der Schlacht von Chæronea, 157.
- Nathe (H.).** Der Delische Bund, 172.
- Ohnefalsch-Richter.** Kypros, die Bibel und Homer, 162.
- Perdrizet.** Le dieu thrace Zbelthiourou. Le cimetière chrétien de Thessalonique, 114.
- Platon.** La démocratie et le régime fiscal à Athènes, à Rome et de nos jours, 95.
- Pahlmann (Robert).** Grundriss der griechischen Geschichte, 155.
- Aus Alterthum und Gegenwart, 159, 162.
- Sokrates und sein Volk, 199.
- Preisler.** Zur Geschichte des Agathokles von Syrakus, 177.
- Reichel (W.).** Ueber homerische Waffen, 161.
- Reinach (Salomon).** Catalogue du musée de Saint-Germain, 102.
- Le corail dans l'industrie celtique, 103.
- Reisch (E.).** Die Mykenische Frage, 161.
- Rohde.** Psyche, 161.
- Schamann.** Die griechischen Alterthümer, nouv. édit. p. Lipsius, 160.
- Schrader.** De Alexandri vitae tempore, 176.
- Schubert.** Geschichte des Pyrrhus, 177.
- Schuerer.** Geschichte des jüdischen Volkes im Zeitalter Jesu Christi, 157.
- Schwartz (E.).** Die Königslisten des Erastosthenes und Kastor, 178.
- Schwarz (F. von).** Alexanders des Grossen Feldzüge in Turkestan, 176.

- Shuckburgh.* A history of Rome for beginners, 200.
Soutzo. Étude sur les monnaies impériales romaines, 352.
Stauffer (A.). Zwölf Gestalten der Glanzzeit Athens im Zusammenhang der Kulturentwicklung, 156.
Steindorff. Egypten und die mykenische Kultur, 162.
Strack. Die Dynastie der Ptolemæer, 157.
 — De rerum prima belli Peloponesiaci parte gestarum temporibus, 178.
Szanto. Zur antiken Wirthschafts-geschichte, 159.
Thumser. Voy. *Hermann.*
Tapffer (J.). Attische Genealogie, 167.
 — Beiträge zur griechischen Alterthumswissenschaft, 170.
Toutain. Étude sur les capitales provinciales de l'Empire romain, 99.
Treuenfeld. Der Zug der Zehntausend, 174.
Unger (G.-F.). Zeitrechnung der Griechen und Römer, 177.
Usener. Der Stoff des griechischen Epos, 163.
Wachsmuth. De Eratosthene, Apollodoro, Sosibio chronographis, 178.
Wagner (H.). Die Belagerung von Plataea, 173.
Weichardt. Pompéi avant sa destruction, 113.
Wellhausen. Israelitische und jüdische Geschichte, 158.
Welzhofer. Geschichte des griechischen Volkes bis zur Zeit Solons, 153.
Wilamowitz-Möllendorf. Euripides Herakles, 164.
Wilrich. Juden und Griechen vor der Makkabäischen Erhebung, 157.
Wistecenus. Astronomische Chronologie, 177.
York de Wartenburg. Kurze Uebersicht der Feldzüge Alexanders des Grossen, 176.
Zingerle. Eranos Vindobonensis, 174.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Albanès.* Gallia christiana novissima, 105.
Benott (Daniel). L'héritage des Pères et le premier synode du Désert, 319.
 — Voy. *Du Caillat.*
Chevalier (abbé Ul.). La renaissance des études liturgiques, 451.
Du Caillat (Émile) et D. Benott. Gal-Pomaret, pasteur de Ganges, son temps, son ministère, 321.
Duchesne (abbé L.). Les fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule, t. II, 118.

- Féret (abbé).* Histoire de la Faculté de théologie de Paris jusqu'à la fin du moyen âge, 131.
Ladeuze. Étude sur le cénobitisme pakhomien, 121.
Lavertujon. Petits essais de religion et d'histoire, 91.
Lesêtre (abbé Henri). Sainte Geneviève, 232.
Pastor (L.). Geschichte der Pæpste, 185.
Poupardin. La vie de saint Didier, évêque de Cahors, 114.

ALLEMAGNE.

- Friedrich des Grossen* Anschauungen vom Kriege 1745-1756, 388.
Guiland. L'Allemagne nouvelle et ses historiens, 344.

FRANCE.

- Alem (André).* Le marquis d'Argenson et l'économie politique au début du XVIII^e siècle, 324.
Atkinson. Michel de l'Hospital, 314.
Audebrand (Philibert). Soldats, poètes et tribuns, 148.
Bellevat (marquis de). Les derniers Valois, 315.
Bellouard (abbé L.). Histoire de l'abbaye de Fontgombauld, 450.
Blanc (A.). Le livre de comptes de Jacme Olivier, bourgeois narbonnais du XIV^e siècle, 140.
Bournon (Fernand). Paris-Atlas, 454.
Brutails. L'archéologie du moyen âge, 117.
Campagne (Maurice). Histoire de la maison de Madaillan, 138.
Cauet (L.). Le dernier duc de Bouillon, 454.
Chassin (Charles-Louis). Études documentaires sur la Vendée et la chouannerie, 331.
Chavagnac (comte Gaspard de). Mémoires publiés par Jean de Villeurs, 315.
Chuquet (Arthur). L'Alsace en 1814, 335.
Clément (Louis). Henri Estienne et son œuvre française, 314.
Corréard. La France sous le Consulat, 233.
Darmesteler (M^{me} James). La reine de Navarre, Marguerite d'Angoulême, 142.
Dedem de Gelder (général baron de). Mémoires, 333.
Delaborde (Fr.). Voy. *Guillaume de Saint-Pathus.*
Dognon. Voy. *Le Palenc.*

- Du Bled (Victor)*. La société française du xvi^e au xx^e siècle, 311.
- Du Pré (chanoine Maurice)*. Annales de l'abbaye de Saint-Jean d'Amiens, p. p. A. Janvier et Ch. Bréard, 132.
- Eckel*. Charles le Simple, 126.
- Fournier (Joseph)*. Voy. *Saint-Yves*.
- Funch-Brentano (Franz)*. Le drame des poisons, 336.
- Gaffarel*. Prieur de la Côte-d'Or, 328.
- Gauthier-Villars*. Voy. *Vaxelaire*.
- Guillaume de Saint-Pathus*. Vie de saint Louis, édité p. Fr. Delaborde, 115.
- Guillemaut (Lucien)*. Histoire de la Révolution dans le Louhannais, 326.
- Haucourt (Louis d')*. L'hôtel de ville de Paris à travers les siècles, 134.
- Janvier*. Documents pour servir à l'histoire de la Révolution dans la ville d'Amiens, 233.
- et Bréard. Voy. *Du Pré*.
- Jarry (L.)*. Histoire de Cléry et de l'église collégiale et chapelle royale Notre-Dame, 135.
- Le Palenc et Dognon*. Lézat ; sa coutume, son consulat, 139.
- Luchaire (Achille)*. De quelques manuscrits de Rome intéressant l'histoire de France au xii^e siècle, 127.
- Malo (Henri)*. Petite histoire de Boulogne-sur-Mer, 451.
- Mariignan*. Études sur la civilisation française, 122.
- Mater (D.)*. Formation du département du Cher, 136.
- Mauduit*. Histoire d'Ivry-la-Bataille et de l'abbaye Notre-Dame, 134.
- Montier (Armand)*. Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative, 327.
- Nolhac (P. de)*. Le château de Versailles, 234.
- Oddo (Henri)*. Le chevalier Roze, 323.
- Perey (Lucien)*. Figures du temps passé, 144.
- Petit (E.)*. Les Bourguignons de l'Yonne à la cour de Philippe VI, 129.
- Pierquin*. Mémoires sur Pache, 329.
- Pincert*. Lazare de Baif, 312.
- Pocquet*. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais, 392.
- Prudhomme (A.)*. Les archives de l'Isère, 138.
- Quesvers et Stein*. Inscriptions de l'ancien diocèse de Sens ; t. II, 137.
- Quinet (M^{me} Edgar)*. Cinquante années d'amitié. Michelet, Quinet, 146.
- Reuss*. Voy. *Walter*.
- Roy*. Louis XI et les États pontificaux de France, 129.
- Saint-Yves (Georges) et Fournier (Joseph)*. Le département des Bouches-du-Rhône, de 1800 à 1810, 234.
- Sautai (Maurice)*. Le siège de la ville et de la citadelle de Lille en 1708, 318.
- Sellier (Charles)*. Le quartier Barbette, 133.
- Soyer (J.)*. L'abbaye de Saint-Saturnin-sous-Sancerre au xvi^e siècle, 451.
- Stein*. Voy. *Quesvers*.
- Tausserat (Emile)*. Étude généalogique sur les Bourdaloue, 452.
- Tausserat-Radel*. Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1542, 313.
- Vandal (Albert)*. L'odyssée d'un ambassadeur. Les voyages du marquis de Nointel, 1670-1680, 317.
- Vattier (Maurice)*. Le dernier duc de Bouillon, 454.
- Vaxelaire*. Mémoires d'un vétéran de l'ancienne armée, 1791-1800, 333.
- Veling*. Souvenirs inédits sur Napoléon, d'après le journal du sénateur Gross, 335.
- Vidal (Pierre)*. Histoire de la ville de Perpignan, 140.
- Guide historique et pittoresque dans le département des Pyrénées-Orientales, 141.
- Villeurs (Jean de)*. Voy. *Chavagnac*.
- Walter (J.-J.)*. Chronique strasbourgeoise, 1672-1676, p. p. Rod. Reuss, 387.
- Weill (G.)*. Histoire du parti républicain en France, 1814-1870, 148, 342.

GRANDE-BRETAGNE.

- Beloe*. Our borough (Lynn), our churches, 462.
- Clark (J. W.)*. Old friends at Cambridge and elsewhere, 462.
- Cornewall-Jones*. The british merchant service, 238.
- Demetresco (Marin)*. Pierre de Gavaston, comte de Cornouailles, 350.
- Firth (C. H.)*. The narrative of general Venables, 461.
- Fortescue*. History of the british army, 239.
- Gower (John)*. Le « Mirour de l'Omme ; » édité p. G. C. Macaulay, 238.
- Macaulay (G.-C.)*. Voy. *Gower*.
- Mackinnon*. The history of Edward III, 239.
- Patten (Simon N.)*. The development of english thought, 238.
- Round (J. H.)*. Calendar of documents preserved in France, illustrative of the history of Great Britain and Ireland, 461.
- Warner (G. F.)*. Facsimiles of autographs in the depart. mss., British Museum, 238.

GRÈCE.

- Caudiloro*. 'Ιστορία τῆς Γορτυνίας, 463.
Lamprynidi. 'Η Ναυπλία ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῶν καὶ ἡμᾶς, 463.
Legrand (Émile). Bibliographie hellénique, 357.
Miliaraki. 'Ιστορία τοῦ βασιλείου τῆς Νικαίας καὶ τοῦ δεσποτάτου τῆς Ἡπείρου, 462.
Mistrioti. Ἑλληνικὴ γραμματολογία ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων, 464.

HONGRIE.

- Bertha (A. de)*. Magyars et Roumains devant l'histoire, 150.
 — La constitution hongroise, 151.
Duka (Théodore). Kossuth and Görgei, 404.

ITALIE.

- Dufourcq*. Le régime jacobin en Italie, 1798-1799, 338.
Lodi (Giuseppe). Commemorazione del P. Luigi di Maggio, 240.
Marcotti. Voy. Rodocanachi.
Rodocanachi et Marcotti. Elisa Napoleón en Italie, 340.
Sorbelli (Albano). Il duca di Ferrara e Cato, Virgilio e Giacomo da Castagneto, 239.

MONACO.

- Moncharville*. Monaco; son histoire diplomatique, la question des jeux, 450.

ORIENT.

- Demetresco (Marin)*. Politica lui Napoleon I fatza de Poarta otomana, 353.
Dossios. Legendeale asupra bisericiei Aghia Sofia, 353.
Kohler (Ch.). Mélanges pour servir à l'histoire de l'Orient latin et des croisades, 130.

PAYS-BAS.

- Cuvelier*. Inventaire analytique des archives de la chapelle du Saint-Sang, à Bruges, 456.
Fredericq (Paul). Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae, t. IV, 456.
Lameere. Le Grand-Conseil des ducs de Bourgogne de la maison de Valois, 456.
Vanderkindere (Léon). Histoire de la

Formation territoriale des principautés belges au moyen âge, 383.

PAYS SCANDINAVES.

- Steenstrup (Joh.)*. Danmarks sydgrense, 800-1100, 460.
Struck (Walter). Gustav-Adolf und die schwedische Satisfaktion, 237.

ROUMANIE.

- Adamescu*. Ideile politice ale cronicarilor, 376.
Béchamp. România dintre 1825-1834, 364.
Beldiceanu. Inscriptio de la Radauti, 369.
Bianu. Catalogue manuscriptelor romanesco, 354.
 — et *Hodos*. Bibliografia romaneasca veche, 353.
Bibesco (prince Georges). Règne de Bibesco, 1843-1856, 365.
Bogdan. Documente privitoare la istoria Românilor, 353.
 — O descriere a Moldovei din secolul XVI, 361.
 — Scrisoarea unui anonim catre Matei Basarab din 30 sept. 1650, 362.
Boteanu. Memoria din resboiul de la 1877-1878, 366.
Burada. Documente din 1668, 362.
Capitanovici. Discutiuni istorice, 351.
Codrescu. Uricariul, 358.
Constantinescu-Rimniceanu. O noua varianta a croniciei lui Nicolai Costin, 362.
Costa (Joan). Deslegarea cestiunei originiei Românilor, 374.
Dan. Din toponimia romaneasca, 372.
 — Iarasi toponimie, 373.
Demetresco (Marin). Sineturi de maziile, 362.
 — Un manuscris din secolul al XVII, 362.
 — Documente din arhivele franceze, 364.
Demetrescu (Michael V.). Doue chrisoare de la Mateiu Basarab, 362.
Densusianu (Ar.). O vechie cronica romanésca, 361.
 — Citatie relative la istoria Românilor in anul 1253, 360.
 — Extras dintr'o cronica saxona a lui David Chytray, 361.
 — Cartile bisericesci cu litere latine, 369.
 — Etimologii romanesco, 371.
 — Limba cultului la Români innainte de epoca slavona, 372.
 — Incepturile diaristice române, 376.
Densusianu (Nic.). Cestionariu istoricu, 353.
 — Documente privitoare la istoria Românilor, 354.

- Djuvara*. Lupta naționalităților Romani și Unguri, 354.
- Enescu*. Despre titlurile de mitropolit, arhiepiscop, exarch, patriarh și papa, 352.
- Erbiceanu (C.)*. Hrisov pentru țigănarit de la M. Racovița din 1726, 363.
- Un ordin a lui J. S. Sturza din 1823, 364.
- Descrierea Valachiei de Cesarie Daponte în 1851, 366.
- Erbiceanu (G.)*. Catalogul cartilor găsite în biblioteca metropoliei Moldovei, 354.
- Documente inedite privitoare la istoria națională, 358.
- Spisoc de la prea strălucita Doamna, 362.
- Despre starea Moldovei și a Valahiei sub Fanarioti, 363.
- et *Jorga*. Scrisori ale unei familii domneste din Muntenia și Moldova, 361.
- Garboviceanu*. Retipărirea cartilor bisericești române cu litere latine, 369.
- Ghenadie*. Eraldica veche a Românilor, 370.
- Ghibanescu*. Documentul, studiat din punct de vedere istoric, arheologic și paleografic, 353.
- Doua documente din 1639, 362.
- Document din 1754, 363.
- O satira politică, 366.
- Note arheologice, 370.
- Un termen diplomatic peiorizat, 371.
- Gidel*. Studii asupra cronicarilor moldovei din secolul xvn, 376.
- Goitav*. Documente din 1667-1669, 362.
- Hurmuzaki (E. de)*. Documente privitoare la istoria Românilor, 355.
- Jonescu*. Discursuri politice, 366.
- Jorga (Nic.)*. Despre concepția actuală a istoriei, 351.
- Acte și fragmente cu privire la istoria Românilor, 356.
- Doua documente din arhivele Ragusane, 361.
- Calatori, ambasadori și misionari tarile noastre, 362.
- O scrisoare a lui Le Quien către Neculai Movrocordat, 363.
- Jorgulescu*. Hrisov de la C. Brancovenanu, 363.
- Ordonanța lui Mavroghen, 364.
- Kogalniceanu*. Actes et documents relatifs à l'union de la Hongrie avec la Roumanie, 364.
- Acte relative la 2 maiu 1864, 366.
- Kretzulescu*. Amintiri istorice, 366.
- Litzica*. Cîteva manuscrise grecești la noi, 358.
- Cronica lui Amiras, 363.
- Lugostanu*. Din pribegia Ungurilor, 352.
- Documente privitoare la biserica S. Nicolae din Bisnov, 361.
- Maioreescu*. Scrisori din anii 1848-1858, 366.
- Discursuri parlamentare, 369.
- Marculescu*. Rominii în ciutecele populare bulgarești, 375.
- Moisit*. Doue spre dece scrisori domneste din arhiva orasului Bistrita, 361.
- Moldovan*. Memoria din 1848-49, 364.
- Noguès*. Lettre à P. Mavroghesi, 366.
- Notes sur la vie du roi Charles I^{er} de Roumanie, 367.
- Patrascu*. De la cei ce numai sunt, 364.
- Philippide*. Istoria limbei romini, 371.
- Picot (Émile)*. Coup d'œil sur l'histoire de la typographie dans les pays roumains, 369.
- Popescu*. Conciliul de la Florenta, 352.
- Cîteva documente moldoveni, 358.
- Psychologia poporului român după literatura poporana, 375.
- Puscarin (J.-C. de)*. Documente pentru limba și istoria, 363.
- Reminiscente din anul 1860, 366.
- Rethy*. A romanismus Illyricumban, 374.
- Sbiera*. Miscari culturale și literare la Romini, 1504-1714, 376.
- Spineanu*. Urme romane în Mehadia și Mehedinți, 370.
- Stefulescu*. Monastirea Tismana, 370.
- Stephanelli*. Un document privitor la origina Cimpulungeana, 363.
- Sturdza*. Suprafața și populațiunea Romaniei, 375.
- et *Colescu Vartic*. Documente privitoare la istoria Românilor, 357.
- Tanoviceanu*. Scrisoarea lui Ilie Moloc, 362.
- Teodorescu*. Scrieri neogrece despre Romini, 360.
- Tochlescu*. Hrisoval Buzestilor, 362.
- Un monument epigrafic găsit la Iglia, 371.
- Treizeci de ani de domnie ai regelui Carol I, 367.
- Urechia*. Codex Bandianus, 363.
- Un document de la Constantin Cantemir Voda, 363.
- Istoria Românilor, 375.
- Xénopol*. Principes fondamentaux de l'histoire, 351.
- O scrisoare a lui I. Eliade, 1844, 364.
- Histoire des Roumains de la Dacie trajane, 365.

RUSSIE, PAYS SLAVES.

- Benkendorff (D. de)*. Histoire anecdotique de Paul I^{er}, 453.
Boguslawski (Édouard). Historya Słowian, 238.
 Constitution (la) du grand-duché de Finlande, 148.
Polak. Die ehemalige russische Münzstädte in Sadagora, 370.

BIOGRAPHIE ET BIBLIOGRAPHIE.

- Bengesco*. Essai d'une notice bibliographique sur la question d'Orient, 352.
Brun-Durand. Dictionnaire biographique et biblio-iconographique de la Drôme, 454.
Favier. Catalogue des livres et documents imprimés du fonds lorrain de la bibliothèque municipale de Nancy, 180.
Lasteyrie (Robert de). Bibliographie des travaux historiques et archéologiques p. p. les Sociétés savantes de la France, 232.
Le Clert. Musée de Troyes. Bronzes. Catalogue descriptif et raisonné, 108.
Robinet (Robert) et *J. Le Chaplain*. Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 325.
Zírbl. Bibliographie české historie, 182.

DROIT.

- Beaumanoir*. Coutumes de Beauvaisis, p. p. *A. Salmon*, 233.
Engelhardt. L'animalité et son droit, 231.
Herzen. Origine de l'hypothèque romaine, 95.
Matzke. Les lois de Guillaume le Conquérant, 114.
Salmon (Amédée). Voy. *Beaumanoir*.

GÉOGRAPHIE.

- Ratzel (Fr.)*. Anthropogeographie, 194.

MORALE, POLITIQUE ET SOCIOLOGIE.

- Bazalgette*. A quoi tient l'infériorité française, 350.
Deschamps (Gaston). Le malaise de la démocratie, 350.
Girard (E. de). Histoire de l'économie sociale jusqu'à la fin du xvi^e siècle, 309.
Giraud (V.). Pascal, l'homme, l'œuvre, l'influence, 452.
 Procès (le) de Rennes, 149.
Sanz y Escartin. L'individu et la réforme sociale, 400.
Schoor (Van). La presse sous le Consulat et l'Empire, 453.
Siegler-Pascal. Un contemporain égaré au xviii^e siècle : les projets de l'abbé de Saint-Pierre, 321.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

E. DRIAULT. Les Anglais devant Constantinople et à Alexandrie en 1807	24
H. FROIDEVAUX. Jacques Pronis	258
B. DE MANDROT. Sur l'autorité historique de Philippe de Comynnes	241
H. SÉE. Les idées politiques du duc de Saint-Simon	1

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE. Les idées morales de Catherine de Médicis	64
Al. CARTELLIERI. L'ordonnance de Philippe-Auguste sur la dime de la Croisade de 1184	61
Réponse de A. LUCHAIRE, de l'Institut.	64
G. DE NOUVION. Talleyrand, prince de Bénévent	71, 287

BULLETIN HISTORIQUE.

Allemagne et Autriche. Travaux relatifs à l'histoire grecque, 1886-1898; fin, par Ad. BAUER	152
France. Travaux sur l'antiquité romaine, par C. JULLIAN. .	87
— Moyen âge et Temps modernes, par H. HAUSER, A. LICHTENBERGER, G. MONOD, de l'Institut, Rod. REUSS.	114, 307
— Roumanie, par XÉNOPOL et TÉODORU	351

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

M. DIEULAFOY. Le roi David. (M. Vernes.)	378
Th. DUKA. Kossuth and Gœrgei. (P. Matter.)	404
E. FAIRON. La <i>Ratio Castrensis</i> ou l'Intendance du palais impérial. (C. Jullian.)	382
J. FAVIER. Catalogue des livres et documents imprimés du fonds lorrain de la bibliothèque municipale de Nancy. (G. Gavet.)	180
Friedrich des Grossen Anschauungen vom Kriege 1745-1756 .	388
W. H. HALL. The Romans on the Riviera and the Rhone. (C. Jullian.)	382
L. PASTOR. Geschichte der Päpste. (H. Vast.)	185
B. POCQUET. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais. (M. Marion.)	392
R. POEHLMANN. Sokrates und sein Volk. (Ch. Lécivain.) .	199

TABLE DES MATIÈRES.

473

	Pages
Fr. RATZEL. Anthropogeographie. (L. Raveneau.)	194
Rod. REUSS. La chronique strasbourgeoise du peintre J.-J. Wal- ter. (H. Sée.)	387
Ed. SANZ Y ESCARTIN. L'Individu et la Réforme sociale	400
E. S. SHUCKBURGH. A history of Rome for beginners. (Ch. Lécri- vain.)	200
L. VANDERKINDERE. Histoire de la formation territoriale des principautés belges au moyen âge. (R. Parisot.)	383
ZIRBT. Bibliographie české historie. (E. Denis.)	182

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin)	433
2. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	433
3. Annalen d. Vereins f. Nassauische Geschichte	219
4. Archiv d. histor. für Unterfranken	434
5. Archiv für Hessische Geschichte	219
6. Archiv für katolisches Kirchenrecht.	431
7. Archiv für Papyrus-Forschung.	213
8. Baltische Studien	220
9. Beiträge zur Geschichte d. Niederrheins	434
10. Beiträge zur Geschichte d. d. Sprache u. Literatur	214
11. Byzantinische Zeitschrift	429
12. Deutsche Rundschau	218, 432
13. Ephemeris für semitische Epigraphik	430
14. Forschungen zur Brandenburgischen Geschichte	434
15. Freiburger Diöcesan Archiv	220
16. K. Gesellschaft der Wissenschaften (Göttingen)	433
17. Göttingische gelehrte Anzeigen	213
18. Hermes	430
19. Historisches Jahrbuch	430
20. Historisch-politische Blätter für das katholische Deut- schland.	218
21. Jahrbücher d. Vereins f. Meklenburg. Geschichte	220
22. Jahrbücher für Nationalökonomie	214, 432
23. Der Katholik.	432
24. Mittheilungen d. d. Gesellschaft f. Ost-Asien.	214
25. Mittheilungen d. Vereins f. Geschichte Nürnbergs	220
26. Neue Jahrbücher f. d. classische Alterthum	215
27. Neue Mittheilungen aus dem Gebiet historisch-anti- quarischer Forschungen	215
28. Neues Archiv	431
29. Neues Archiv f. Sächsische Geschichte	435
30. Preussische Jahrbücher	218, 432

	Pages
31. Verhandlungen d. histor. Vereins d. Oberpfalz . . .	221
32. Westdeutsche Zeitschrift	436
33. Zeitschrift d. Aachener Geschichts-Vereins	221
34. Zeitschrift d. d. morgenländischen Gesellschaft . .	216
35. Zeitschrift d. Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte.	221
36. Zeitschrift d. Harz Vereins f. Geschichte	436
37. Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft . .	216
38. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins . . .	221, 436
39. Zeitschrift für katholische Theologie.	217
40. Zeitschrift für Rechtsgeschichte	215
41. Zeitschrift für vaterländische Geschichte	222

AUTRICHE-HONGRIE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Vienne)	223
2. Budapesti Szemle	225
3. Carinthia	437
4. Mittheilungen d. Instituts f. österreich. Geschichtsf.	437
5. Mittheilungen des k. Kriegsarchivs	437
6. Századok	223
7. Wiener Zeitschrift f. d. Kunde d. Morgenlandes . .	223

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana	423
2. Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles . .	427
3. Annales de la Société historique de Tournai	428
4. Annales du Cercle archéologique de Termonde . . .	428
5. Archives belges	424
6. Bulletin de la Société des Mélophiles de Hasselt . .	429
7. Bulletin de l'Académie royale des sciences	425
8. La Gazette numismatique	425
9. Le Muséon et la Revue des Religions	425
10. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous . . .	425
11. Revue de l'Instruction publique	426
12. Revue de l'Université de Bruxelles	426
13. Revue générale de Belgique	427
14. Revue historique de l'ancien pays de Looz	429

DANEMARK.

1. Aarbøger for nordisk Oldkyndighed	438
2. Danske Magazin	438
3. Historisk Tidsskrift	438
4. Oversigt over videnskabernes Selskabs Forhandlinger.	438

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. . . .	208, 418
2. Académie des sciences morales et politiques . . .	208, 418
3. L'Ami des monuments et des arts	205, 412
4. Annales de Bretagne	209, 420

TABLE DES MATIÈRES.

475

	Pages
5. Annales de Géographie	411
6. Annales de l'Est	211, 420
7. Annales des sciences politiques	411
8. Annales du Midi	211, 420
9. Le Bibliographe moderne	205, 412
10. Bibliothèque de l'École des chartes	201, 407
11. Bulletin critique	202, 412
12. Bulletin de correspondance hellénique	409
13. Bulletin de littérature ecclésiastique (Toulouse)	410
14. Bulletin d'histoire ecclésiastique (Valence)	210, 421
15. Bulletin hispanique	204
16. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne	421
17. La Correspondance historique et archéologique	211, 408
18. Le Correspondant	206, 413
19. Études publiées par des PP. de la Compagnie de Jésus.	207, 417
20. La Grande Revue	415
21. Journal des Savants	202, 413
22. Journal des sciences militaires.	206
23. Mélanges d'archéologie et d'histoire	410
24. Mémoires de la Société éduenne	419
25. Nouvelle Revue historique de droit	204, 411
26. Polybiblion	202, 413
27. La Province du Maine	422
28. La Révolution française	201, 408
29. Revue africaine	422
30. Revue archéologique du Berry.	421
31. Revue celtique	412
32. Revue critique d'histoire et de littérature	203, 416
33. Revue d'Auvergne	421
34. Revue de Champagne et de Brie	211, 422
35. Revue de Gascogne	212, 422
36. Revue de Géographie	206, 412
37. Revue de l'Agenais	211, 421
38. Revue de l'Histoire des religions	411
39. Revue de Paris	207, 417
40. Revue de Saintonge et d'Aunis	212, 422
41. Revue des Bibliothèques.	206
42. Revue des Deux-Mondes.	207
43. Revue des Études anciennes	205, 410
44. Revue des Études historiques	408
45. Revue des Lettres françaises et étrangères.	205, 410
46. Revue des Questions historiques	406
47. Revue d'histoire et de littérature religieuse	204, 411
48. Revue d'histoire moderne et contemporaine	201, 409
49. Revue générale du droit.	204, 411
50. Revue historique et archéologique du Maine	212, 422

	Pages
51. Revue maritime	206
52. Revue militaire	206
53. Société archéologique de Tarn-et-Garonne.	419
54. Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France	209
55. Société de l'Histoire du protestantisme français	209, 419
56. Société des Antiquaires de l'Ouest (Bulletin)	210
57. Société des Sciences historiques de l'Yonne (Bulletin).	210
58. Société nationale des Antiquaires de France (Bulletin).	208, 418
59. Travaux de l'Académie nationale de Reims	420
GRANDE-BRETAGNE.	
1. The Athenaeum.	226, 438
2. The Contemporary Review.	228, 441
3. Edinburgh Review.	228
4. The English historical Review.	439
5. The Nineteenth Century.	229, 440
6. Quarterly Review	441
7. Review of histor. public. relating to Canada	442
LUXEMBOURG.	
1. Publications de l'Institut grand-ducal	429
Chronique et Bibliographie	230, 444
Erratum	240
Index bibliographique	465

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

